

La durée du travail

L'arbitrage rendu par le président de la République sur les 39 heures a déçu ceux qui, comme Umberto Battist, pensent que la priorité donnée à la lutte contre le chômage vaut bien quelques sacrifices. Jean-Léon Donnadiou rappelle que les 39 heures annoncent en fait... les 35 heures, prévues pour 1985 et qu'il faut se préparer dès maintenant à cette évolution. Jean-Jacques Dupeyrou traite de la querelle juridique soulevée par une autre mesure sociale du gouvernement : la cinquième semaine de congés payés.

L'ORDONNANCE du 16 janvier est claire : au cas d'abaissement de la durée du travail à trente-neuf heures, nouvelle durée légale, les chefs d'entreprise peuvent procéder à une réduction des salaires sauf pour les travailleurs payés au SMIC. Dans quelle mesure ? A négocier. C'est justement sur une réduction des salaires que reposait l'espoir de nouvelles embauches. Mais le 10 février, coup de tonnerre très inattendu, d'autant plus inattendu que certains accords ont déjà prévu une compensation financière seulement partielle : « Pas un travailleur ne doit craindre pour son pouvoir d'achat à la suite de l'application des trente-neuf heures », déclare le président de la République ; et, le lendemain, le premier ministre confirme : « Il n'est pas envisageable que des travailleurs gagnent moins à la fin de février qu'à la fin de janvier ».

En théorie, l'ordonnance continue, si l'on peut dire, la loi, ces déclarations ayant le simple caractère de recommandations sans portée juridique. Il n'empêche... Elles n'ont pas été perçues comme telles dans le monde du travail dans la mesure où leurs auteurs ne se sont pas bornés à dire qu'il serait particulièrement souhaitable que... mais ont carrément exclu l'éventualité d'une pénalisation financière : on n'imagine guère que les syndicats acceptent maintenant de négocier sur une autre base. Il est symptomatique que le président du C.N.P.F., M. Gaston, ait parlé à plusieurs reprises de « décisions » à propos de ces recommandations.

Les institutions de la V^e République étant ce qu'elles sont, le ministre du travail peut-il réellement se borner à interpréter la déclaration présidentielle comme un vœu pieux, comme un simple encouragement moral à la grève au cas de résistances patronales, et comment comme si de rien n'était une ordonnance ainsi désavouée au sommet ? Enfin, on conçoit difficilement que les pouvoirs publics laissent sans réponse la protestation des travailleurs dont les rémunérations seraient amenées au mépris de ses assurances formelles.

Une querelle surprenante

Le gouvernement est maître du jeu. S'il estime que d'autres que les smicards ont absolument droit au maintien de leur salaire et qu'il ne saurait être question de leur imposer une réduction de ce salaire, mieux vaudrait sans doute ajuster la règle juridique à la nouvelle décision politique, et modifier une ordonnance qui, pour tous, est d'ores et déjà obsolète. La confusion est la pire des choses : quelle que soit la stratégie retenue en matière de salaires, de temps de travail et d'emploi, il est primordial qu'employeurs et travailleurs connaissent très exactement l'étendue de leurs droits et obligations.

L'affaire de la cinquième semaine de congés payés paraît infiniment plus simple. A vrai dire, la querelle juridique qu'elle a soulevée étouffe un peu.

Le 17 juillet 1981, le C.N.P.F. a conclu avec quatre grandes con-

trales syndicales un protocole qui en prévoit d'entrée la généralisation. Des négociations s'engageront très vite par branche sur ses modalités, dont les conclusions feront l'objet d'accords qui entreront en vigueur dès modification des dispositions législatives et réglementaires. Cette modification a été réalisée par l'ordonnance du 16 janvier. Conservant le principe classique d'une référence au temps de travail accompli dans l'entreprise au cours de la période comprise entre le 1^{er} juin de l'année précédente et le 31 mai de l'année en cours, elle édicte que le nombre de jours ouvrables de congé par mois de travail, qui avait été fixé à un en 1936, un et demi en 1956, et deux en 1969, est porté à deux et demi.

Quelques jours plus tard seulement, diverses circulaires patronales entendaient diffuser la pleine application de ces dispositions en se fondant sur une lacune technique : à la différence du législateur de 1956 et de 1969, les auteurs de l'ordonnance ont omis de préciser que seraient pris en compte, dès cette année, tous les mois travaillés pendant la période de référence, avant comme après le 1^{er} février, date à laquelle elle est entrée en vigueur. Dans ces conditions, on peut soutenir que seuls les mois ultérieurs ouvriraient vocation aux deux jours et demi de congés payés. Car, qui, en 1982, aurait pu avoir l'effet de prolonger la période totale que de deux jours...

Le principe de base du droit, qui est celui de l'application immédiate des nouveaux textes, ne trouve de limite que dans le respect des droits acquis. Une loi qui attache telle conséquence à une certaine période de temps peut parfaitement recevoir application immédiate si elle ne remet en question aucune situation définitivement cristallisée. Tout le problème est donc ici de savoir si un droit au congé — ou à l'indemnité compensatrice au cas de licenciement — a bien été définitivement acquis et déterminé mois après mois, auquel cas, sans dispositions particulières, on ne saurait effectivement revenir sur le passé.

Le problème a été clairement tranché par la Cour de cassation à l'occasion de la mise en application de la première loi sur les congés payés, celle du 20 juin 1936, et du code du travail de la France d'outre-mer : dans les deux cas, en 1937 et en 1957, la solution extensive a été retenue (1). Elle a estimé que le droit au congé, ou à l'indemnité compensatrice au cas de licenciement, n'existe réellement qu'au jour où le salarié s'en prévaut ; sa mesure doit donc être déterminée par application pleine et entière de la législation en vigueur. Il en irait d'ailleurs de même si, au lieu d'accroître le nombre de jours ouvrables par mois de travail, une législation nouvelle le réduisait : sans précision particulière, les salariés ne pourraient évidemment invoquer aucun droit acquis aux dispositions antérieures pour les mois de travail précédant l'entrée en vigueur de celles qui leur sont substituées.

Certains pensent apparemment que la Cour pourrait modifier son interprétation. Aucune jurisprudence n'est de marbre, et chacun est libre de tenter sa chance. Mais en

tel revirement paraît très peu vraisemblable, car la solution déjà donnée n'est qu'une simple application particulière d'une analyse générale du droit aux congés payés, analyse dont les expressions sont très diverses.

Un exemple sera compris aussitôt par tous les employeurs. En cas de cession d'entreprise, le cédant doit faire son affaire de tous les salaires et accessoires des salariés jusqu'à la date de la cession. L'acquéreur prend ensuite le relais. Or la jurisprudence décide que les droits acquis par les salariés en matière de congés payés sont intégralement à la charge de celui au service duquel ils se trouvent au moment de l'ouverture de leur droit, c'est-à-dire l'acquéreur. A défaut de convention particulière, il ne peut se retourner contre le cédant pour obtenir remboursement de la part des indemnités correspondant au temps de travail accompli au service de ce dernier (2). Il est clair que, si le droit des salariés était acquis et cristallisé mois après mois, le cédant serait déjà leur débiteur, serait-ce de façon conditionnelle, au moment de la cession : le partage de la charge entre les deux employeurs s'imposerait. Force cependant est de constater que la chambre sociale de la Cour de cassation prend le contre-pied de cette analyse : pour elle, et quel que soit le problème en jeu — d'autres exemples pourraient être cités — le droit au congé n'existe réellement qu'au moment où son titulaire s'en prévaut.

Des arguments qui n'en sont pas

Quel argument pourrait-il lui persuader de changer d'avis ?

Celui qui serait tiré des précisions formelles insérées dans les lois du 20 juin 1936 et du 16 mai 1969 ne tient pas. Il est fréquent que, pour éviter des contestations inutiles, le législateur ajoute des évidences dont on ne saurait tirer aucun argument « a contrario ». Parce que à deux reprises le législateur a donné expressément au problème la même solution que la Cour de cassation, celle-ci devrait en changer lorsqu'il oublie cette précision... ? Etrange paradoxe !

On a parlé du Conseil d'Etat. Il est vrai que, après avoir écarté pendant très longtemps la possibilité

d'un provisionnement, en fin d'exercice fiscal, d'une fraction des indemnités de congés payés à verser pendant l'exercice suivant, il s'est montré plus conciliant dans un arrêt du 29 mai 1970 (3) en reprenant l'idée que les salariés acquièrent droit mois par mois aux indemnités de congés payés quoique le paiement en soit différé. Mais le législateur a réagi comme s'il avait été piqué par une guêpe... Moins de six semaines plus tard, le 9 juillet, une loi condamnait cet écart en introduisant dans l'article 39 du code général des impôts un alinéa selon lequel l'indemnité pour congés payés revêt du point de vue fiscal le caractère d'un salaire de substitution consistant en une charge normale de l'exercice au cours duquel le salarié prend le congé correspondant. De cette périphrase sans lendemain il paraît donc ressortir que le législateur a voulu consacrer la jurisprudence antérieure du Conseil...

Un rêve semble pourtant passer, le Conseil ne pourrait-il ressortir ses considérants du 29 mai 1970 pour annuler la prochaine circulaire Aurox ? Espoir sans doute peu réaliste, mais qui suffit à jeter le trouble dans les esprits à un moment où tous les intéressés, employeurs et salariés, doivent absolument savoir à quoi s'en tenir.

Il appartient aux pouvoirs publics de lever l'incertitude suscitée par l'insuffisante précision reprochée à leur texte. Leur interdire de l'interpréter de façon restrictive, la jurisprudence de la Cour de cassation les engage à le faire de façon extensive... Mais le gouvernement ne saurait, dans ce propos, recourir à une nouvelle ordonnance sans prendre le risque de voir les mêmes contestations la taxer d'illégalité : une ordonnance ne saurait en effet être rétroactive sans une disposition expresse, en ce sens, de la loi d'habilitation. On risquerait donc de se retrouver aussitôt à la case départ !

Pour sortir de l'imbroglio, la seule solution est sans péril : introduire une disposition interprétative dans la loi qui devra ratifier les ordonnances.

- (1) Cass. civ. 17 février 1937, Siry 1937, 337 ; Cass. soc. 1^{er} mars 1957, Bull. v. 254. Voir aussi article le Monde du 2 février, p. 40.
(2) Jurisprudence constante. V. p. ex. Cass. soc. 8 juillet 1980, Bull. v. 614.
(3) Conseil d'Etat 29 mai 1970, Lebon 1970, p. 374, conclusion Defour.

Vous avez dit « solidarité » ?

par UMBERTO BATTIST (*)

L'ARBITRAGE a donc été rendu : les trente-neuf heures seront payées quarante. Un terme est ainsi mis aux discussions et, chacun s'aspère, aux conflits nés des difficultés à mettre en application l'ordonnance gouvernementale. Il est à craindre que le débat déjà ancien qui s'est ouvert à cette occasion ne soit pas clos pour autant.

Si cette décision peut être considérée comme « le cadeau de la gauche aux travailleurs », il serait imprudent d'en tirer des conclusions quant à la suite du processus qui doit aboutir aux trente-cinq heures en 1985. Il serait très périlleux qu'elle fût interprétée par ceux qui en sont confortés dans leur défense inconditionnelle des avantages acquis comme un encouragement à persévérer dans la même voie et à refuser toute remise en cause. Il serait plus fâcheux encore que ceux qui se sentant aujourd'hui désavoués — tout comme ils l'ont été, d'ailleurs, par le législateur — ne se fassent alors à l'UNEDIC les salariés du secteur public — cédent au découragement, et que, las de mener le combat politique pour la solidarité des salariés en faveur de l'emploi.

Car c'est bien la question que pose la semaine de trente-cinq heures : de quoi s'agit-il d'abord ? D'une revendication sociale (amélioration des conditions de vie des travailleurs, développement d'une civilisation du temps libre...) ou bien d'une proposition politique (partager autrement le travail pour répondre à l'attente des deux millions d'exclus qui désespèrent à la porte des ateliers et des bureaux) ? S'il est évident que ces deux objectifs ne sont pas contradictoires, il est non moins évident que, selon la priorité donnée à l'une ou à l'autre de ces interprétations, les implications en matière de politique des salaires sont toutes différentes.

Il n'est pas besoin d'être grand économiste, ni d'être « vendu aux patrons », pour se convaincre que, dans une situation économique médiocre où l'on attend d'une reprise des investissements qu'elle vienne relayer la relance résultant de l'augmentation du pouvoir d'achat des plus défavorisés, il ne sera pas possible de garantir à tous le même re-

venu et de donner, de surcroît, du travail à ceux qui n'en ont pas. Il n'est pas besoin d'être grand spécialiste, non plus, pour comprendre que la réduction hebdomadaire d'une heure de la durée de travail, dont chacun s'accorde à dire qu'elle ne serait guère génératrice d'emplois, risque fort de ne l'être pas du tout si aucune économie n'est faite sur les salaires des travailleurs plus favorisés.

De travail pour tous

Solidarité, le ne me réveille pas à penser que c'est seulement quand il est dit en Polonais que ce mot est capable de soulever un peuple. La solidarité doit s'exercer en faveur des plus défavorisés : le gouvernement a commencé de le faire par l'augmentation du SMIC et d'un bon nombre de prestations sociales.

La solidarité doit d'abord être demandée aux mieux nantis : le gouvernement a commencé de le faire par l'impôt contre le chômage, l'impôt sur la fortune et la lutte contre la fraude fiscale.

Mais si nous voulons réellement que la priorité des priorités soit donnée à la lutte contre le chômage, il faudra bien que l'effort de solidarité s'étende aux salariés eux-mêmes.

C'est mépriser la classe ouvrière que de la croire incapable de se mobiliser pour vaincre ce fléau, deux millions de chômeurs ! C'est la mépriser aussi de croire que, pour une telle victoire, elle ne soit pas capable de sacrifier quelques revendications de pouvoir d'achat. Elle y était prête, hier, dans l'enthousiasme de la victoire. Elle y est prête encore.

Je veux croire, de toute ma volonté militante, que la gauche, dans son ensemble, le comprendra. Si elle veut réaliser son ambition — vaincre le chômage — il faut qu'elle soit capable, rapidement, de donner à toute son action la souffre politique indispensable pour faire taire les nantis, replacer au second plan les revendications catégorielles, et créer ainsi les conditions de la victoire sur l'ensemble du travail pour tous.

(*) Député du Nord (P.S.)

Partager le travail

par J.-L. DONNADIU (*)

UN grand débat public s'est engagé à propos de l'application de l'ordonnance qui abaisse l'horaire légal à trente-neuf heures de travail par semaine. Faut-il maintenir la rémunération de quarante heures alors qu'on applique un horaire de trente-neuf heures ? L'ordonnance n'en dit rien. Il va de soi que la fixation de l'horaire effectif et des salaires est bien du domaine de la négociation entre partenaires sociaux, dans les branches professionnelles ou, à défaut, dans les entreprises. Il est clair que, dans l'esprit du gouvernement, l'ordonnance devrait avoir pour effet de provoquer dans les entreprises l'ouverture de négociations sur la réduction de l'horaire effectif. C'est ce qu'on pouvait attendre après le protocole signé le 17 juillet 1981.

Mais il est évident que la question est moins l'application immédiate des trente-neuf heures que la perspective des trente-cinq heures. Le rapport introductif de l'ordonnance rappelle d'entrée de jeu l'objectif des trente-cinq heures en 1985 pour lutter contre le chômage. Voilà le fond du débat.

S'il s'agissait uniquement des trente-neuf heures légales, la question de la compensation salariale n'aurait pas la même importance pour tous ceux qui ont pris part au débat. Qui doute que les salariés soient attentifs au maintien de leur pouvoir d'achat. Faut-il donc opposer le souci primordial des salariés, leur salaire, et l'objectif prioritaire du gouvernement, réduire l'horaire sans porter atteinte à la compétitivité des entreprises pour lutter contre le chômage ? Ceux qui croient qu'on peut réduire l'horaire, compenser intégralement les salaires et créer des emplois se trompent lourdement et ignorent les réalités économiques.

S'il y a une voie qui permet de ne pas ignorer ni les réalités économiques ni les réalités sociales, c'est de les prendre en compte simultanément, trouver un juste équilibre, dans la solidarité, entre les contributions de tous les partenaires.

Le problème est la réduction à trente-six ou trente-cinq heures. La réduction d'horaire ne sera génératrice d'emplois que si elle est importante, et ce n'est que si elle est significative qu'on pourra négocier le partage du travail.

Une réduction d'une heure par semaine chaque année — douze minutes par jour chaque année — rend la négociation difficile, voire impossible. Les conséquences sur l'emploi seront faibles, nous le savons d'expérience : on est revenu en quelques dix années de quarante-huit à quarante heures sans créer beaucoup d'emplois. La négociation sur les contreparties sera quasi impossible, car elle donnera aux deux parties le sentiment d'un grignotage de l'un par l'autre. On le voit bien à propos des trente-neuf heures.

Il faut qu'on mette sur la table de négociation toutes les données du problème. Il s'agit du partage du travail, c'est le partage du temps, de la productivité et aussi des revenus.

Le partage du temps, c'est travailler moins pour que quelqu'un d'autre puisse travailler. C'est aussi augmenter le temps libre et améliorer les conditions de vie des travailleurs.

Réduire l'horaire de 7 %, par exemple, c'est pour l'entreprise, à activité constante, créer un vide qu'il faut combler par l'amélioration de l'efficacité du travail et par l'embauche.

Le partage de la productivité, c'est, pour les ouvriers et les employés, travailler mieux pour travailler moins et, pour les entreprises, anticiper sur les améliorations de productivité, les rassembler, pour payer une part des salaires des nouveaux embauchés, c'est-à-dire ne pas prendre cette dépense sur les salaires de ceux qui travaillent.

Dans l'hypothèse d'une réduction d'horaire de 7 %, le partage de la productivité devrait combler, à activité constante, une part du vide créé. S'il faut aujourd'hui un travail et qu'on réduise les heures à neuf cent trente, il en manque soixante-dix. Le partage de la productivité devrait, par exemple, ramener à neuf cent soixante-cinq le total des heures nécessaires. Il en manquerait alors trente-cinq.

Il y a partage parce que la productivité augmente de toute façon, mais elle augmentera davantage et mieux si cela est réalisé en accord avec les travailleurs.

D'autre part, une amélioration de l'utilisation de l'outil, quand elle est possible, aura des incidences sur les investissements, sur la sophistication de la production, sur les prix de revient.

Le partage du salaire, c'est le partage du coût du personnel qu'il faut embaucher pour combler la réduction d'horaire après le partage de la productivité.

Dans l'hypothèse que nous avons prise, si l'on réduit l'horaire de 7 % et que l'amélioration de la productivité comble, par exemple, la moitié du besoin ainsi créé, il restera un besoin d'heures, de l'ordre de 3,5 %.

Il est exclu que l'entreprise prenne à sa charge la totalité de ce coût. Dans la plupart des cas, sinon dans tous, une forte aggravation de ses coûts salariaux ferait diminuer fortement sa compétitivité, porterait atteinte à ses marchés et finalement à l'emploi.

Il faut donc répartir le solde du coût supplémentaire en l'étalant dans le temps, par accord entre l'entreprise et ses salariés, en fonction des possibilités des uns et de l'autre.

Deux thèses

Certes, le partage du revenu n'est pas aisément acceptable par les salariés. Il faut donc en parler ouvertement avec les intéressés et leurs représentants, chiffrer leur contribution, qui sera souvent plus faible que ce que l'on craint, et en discuter la mise en œuvre. Il est exclu de diminuer la feuille de paye, mais les formules sont diverses. Ce peut être, lorsqu'il y en a, l'abandon d'augmentations de pouvoir d'achat pendant un certain temps, ce peut être, le cas échéant, la renonciation à l'utilisation d'indices supérieurs à celui de l'INSEE, ce peut être, pendant une période limitée — une modification des augmentations générales, éventuellement modulées en fonction des niveaux de rémunéra-

tion. Ce peut être, aussi, l'abandon contractuel et temporaire d'une part de l'intéressement lorsqu'il existe. Ce peut être, enfin, une compensation intégrale sur les minima et non sur les réels.

Voilà, je crois, comment se pose le problème des trente-cinq heures. Finalement, deux thèses s'affrontent. Les uns disent que réduire l'horaire ce serait augmenter le chômage ou que le partage du travail est irréalisable, ce qui revient exactement au même. D'autres croient que le partage du travail n'est pas impossible, que les circonstances devraient provoquer un élan de solidarité concrète, un effort pour donner du travail à ceux qui en manquent, et notamment aux jeunes.

Si l'emploi est une priorité nationale, ce dont chacun et tous doivent se féliciter, est-il suffisant de rappeler que les salariés souhaitent le maintien de leur salaire, est-il juste de dire que le partage du travail et la solidarité sont un marchandage ?

En dehors de toute polémique, l'alternative est évidente : ou le partage du travail est impossible, et je ne vois pas comment on pourrait être à trente-cinq heures en 1985 et, par conséquent, créer des emplois par la réduction de l'horaire, ou le partage du travail se fera dans l'effort et la solidarité, en prenant en compte la globalité économique et sociale de l'entreprise, et le projet du gouvernement à de bonnes chances d'aboutir.

(*) Directeur général chargé des relations humaines de B.S.N.-Gervais-Danone.

destination
MADAGASCAR
offre exceptionnelle
valable jusqu'au 12 juin 82
(sauf du 3 au 17 avril)
une semaine Nosy Be
hôtel Holiday Inn en demi-pension
5 800 F
départ de Paris tous les samedis
AIR MADAGASCAR
La Compagnie de l'Océan Indien
MADAGASCAR...
la nouvelle destination soleil
ALANT'S TOURS
17, rue Molière
75001 Paris
tél. 296.59.78 - fax 1053

سكول من زليخه

Le Monde

étranger

EUROPE

Pologne

APRÈS LES DERNIÈRES OPÉRATIONS DE POLICE

Quatre mille personnes vont être traduites en justice

L'agence PAP a annoncé mercredi 17 février que toutes les personnes de contact et la reconnaissance des patrouilles de police et de milice observées en Pologne à la fin de la semaine dernière, deux mois après l'instauration de l'état de guerre, étaient dues en fait à une opération purement policière pour deux jours par la police.

Le bilan de ces deux jours est le suivant : 3 500 personnes ont été interpellées pour violation de la loi martiale et 7 000 amendes ont été infligées allant de 1 500 à 7 000 zlotys (de salaire mensuel moyen est de 6 000 zlotys environ). Depuis le 15 décembre, plus de 52 000 infractions ont été constatées et 5 000 zlotys d'amende (soit de 100 à 200 francs) ont été prononcés, soit par des peines d'un mois de prison.

Pour son opération de choc, la police a duré ces deux jours contrôlé 52 000 magasins, 60 000 véhicules et 145 000 personnes. Sur ces 145 000, quelque 100 000 ont subi simplement une vérification d'identité, 23 000 ont pu repartir après avoir reçu une mise en garde. Sur les 3 500 personnes interpellées, 614 ont été placées sous mandat d'arrêt et 123 conducteurs ivres ont été placés en détention. Selon l'agence PAP, au total 4 000 actions en justice vont découler des infractions constatées durant ces deux jours.

Enfin, la télévision polonaise a annoncé que l'explosion qui avait détruit une partie d'un foyer de travailleurs à Wrocław avait été accidentelle et non malveillante. Elle aurait été due à l'inflammation d'un mélange de carburant destiné à un modèle réduit de fusée que construisait le jeune ouvrier qui a péri dans cet accident.

Un récit des grèves en Suède

Le bulletin d'information du Comité de coordination du syndicat Solidarnosc en France (1) publie un compte rendu des grèves dans les mines et les usines de Suède en décembre dernier. Ce texte a été établi d'après les témoignages de participants ou d'observateurs et aussi d'après des tracts clandestins. Voici quelques extraits de ce long récit : « Plus le temps s'écoula, plus il était difficile de continuer la grève, les grèves abandonnées : sur les 3 000 personnes qui s'étaient mises en grève aux mines

K.W.K. Anna, seules 200 sont restées jusqu'au bout, et, sur les 3 000 de l'usine de Kalmar, 3 000 sont allées jusqu'à la fin de la grève. (...) Le premier comité de grève a démissionné. Ses membres étaient désemparés. Ils disaient que c'était la déroute, ils ont leurs familles et ils ont peur. Un nouveau comité a donc été élu. (...) Un membre du comité s'exprimait ainsi : « Sacrifices, encore un Noël pour que les quarante suivants soient meilleurs. Mais personne n'était enthousiasmé : ceux qui se désolidarisent et s'enfuient par les grilles étaient rattrapés par les ZOMO. On leur confisquait leur passeport et ils devaient payer 5 000 zlotys d'amende (soit de 100 à 200 francs) ». Dans les mines Piest et Ziemowit, où la grève fut arrêtée le plus longtemps, la situa-

tion des grévistes était fort dramatique. Ils connaissaient déjà le sort de leurs camarades de Wujek et avaient peur de remonter. Ils étaient désemparés. Voilà un témoignage : « On nous disait, que ceux qui sortent ont le droit de se lever, sont emmenés chez eux et ensuite sont embarqués pour une destination inconnue, par la milice. On ne savait que penser de ça. D'autre part, un des camarades qui est remon- »

» Je dois être très en haut, mieux »

» Je dois être très en haut, mieux »

» Je dois être très en haut, mieux »

» Je dois être très en haut, mieux »

» Je dois être très en haut, mieux »

» Je dois être très en haut, mieux »

» Je dois être très en haut, mieux »

» Je dois être très en haut, mieux »

» Je dois être très en haut, mieux »

» Je dois être très en haut, mieux »

» Je dois être très en haut, mieux »

» Je dois être très en haut, mieux »

» Je dois être très en haut, mieux »

» Je dois être très en haut, mieux »

» Je dois être très en haut, mieux »

» Je dois être très en haut, mieux »

» Je dois être très en haut, mieux »

» Je dois être très en haut, mieux »

» Je dois être très en haut, mieux »

» Je dois être très en haut, mieux »

» Je dois être très en haut, mieux »

» Je dois être très en haut, mieux »

» Je dois être très en haut, mieux »

» Je dois être très en haut, mieux »

» Je dois être très en haut, mieux »

» Je dois être très en haut, mieux »

» Je dois être très en haut, mieux »

» Je dois être très en haut, mieux »

» Je dois être très en haut, mieux »

» Je dois être très en haut, mieux »

» Je dois être très en haut, mieux »

» Je dois être très en haut, mieux »

» Je dois être très en haut, mieux »

» Je dois être très en haut, mieux »

» Je dois être très en haut, mieux »

» Je dois être très en haut, mieux »

» Je dois être très en haut, mieux »

» Je dois être très en haut, mieux »

» Je dois être très en haut, mieux »

» Je dois être très en haut, mieux »

» Je dois être très en haut, mieux »

» Je dois être très en haut, mieux »

» Je dois être très en haut, mieux »

» Je dois être très en haut, mieux »

» Je dois être très en haut, mieux »

» Je dois être très en haut, mieux »

» Je dois être très en haut, mieux »

» Je dois être très en haut, mieux »

» Je dois être très en haut, mieux »

» Je dois être très en haut, mieux »

» Je dois être très en haut, mieux »

» Je dois être très en haut, mieux »

» Je dois être très en haut, mieux »

» Je dois être très en haut, mieux »

» Je dois être très en haut, mieux »

» Je dois être très en haut, mieux »

» Je dois être très en haut, mieux »

» Je dois être très en haut, mieux »

» Je dois être très en haut, mieux »

» Je dois être très en haut, mieux »

» Je dois être très en haut, mieux »

» Je dois être très en haut, mieux »

» Je dois être très en haut, mieux »

» Je dois être très en haut, mieux »

» Je dois être très en haut, mieux »

» Je dois être très en haut, mieux »

» Je dois être très en haut, mieux »

» Je dois être très en haut, mieux »

» Je dois être très en haut, mieux »

» Je dois être très en haut, mieux »

» Je dois être très en haut, mieux »

» Je dois être très en haut, mieux »

» Je dois être très en haut, mieux »

» Je dois être très en haut, mieux »

» Tous les témoignages évoquent le comportement des ZOMO : « Quand ils sortaient des camions, on avait droit des bêtes sauvages. Leurs apparitions étaient courtes mais effrayantes. On les utilisait pour dévaster les locaux et ils étaient aussi très remués dans les camions. J'en ai vu de près et cela m'a produit un drôle d'effet. Il avait une combinaison noire, des gants avec des points et sur la tête un casque, visière, dans une main un bâton, dans l'autre une matraque. Il était bien barré, la barbe noire, le regard fou. Il balbutiait. J'ai pensé qu'il n'était pas polonais (Polono- »

» Après le saucage du local de Solidarnosc, les ZOMO sont sortis en courant, frappant et arrachant tous les gens qui leur tombaient sous la main, y compris les femmes et les mineurs des grèves. »

» A la mine Wujek, les grévistes comme les médecins affirmèrent que les ZOMO employés pour la pacification étaient drogués. Les employés des hôpitaux ont eu connaissance de cas de décès de ZOMO dus probablement à l'absorption de drogues ou à l'empoisonnement par les gaz. L'action la plus brutale des ZOMO a été notée lors de la pacification de Wujek : « Après une rafale de mitrailleuses, les fonctionnaires de la milice ont fait avancer des mineurs blessés. Les ambulances qui partaient de la mine étaient arrêtées par les ZOMO : ceux-ci étaient les blessés dans la neige et c'étaient des mineurs et obligeaient les ambulances de repartir à vide. »

» Dans la dernière partie de ce texte intitulé « Epilogue », on lit : « Le lendemain, on est capable de dire combien de personnes manquaient. Qui a été tué ? Qui s'est caché ? Aux femmes désemparées qui se précipitent à la milice pour avoir un renseignement, on répondait : « Ne posez pas de question stupide : quelques choses de mauvais peut vous arriver. »

» A Wujek, le 17 décembre, le gréviste entourant la mine a été complètement détruit à 8 h 30. On notait le terrain à coups de bulldozers. Près du portail, une croix sur ses branches, sept lampes de mineurs. Il y a les premières fleurs et des bougies. Malgré les rejets des gaz lacrymogènes, une foule de personnes est autour de la croix. Les hommes, tête nue, les femmes égrenant le chapelet. Une phrase revient comme une litanie : « On ne les oubliera pas. Les plus âgés parmi les morts avaient trente ans. »

» Un de ceux qui racontaient mineurs depuis trois générations — fils d'un républicain de 1921, finit son récit : « Nous attendons le printemps. Demandez ce que ça va se passer au printemps. Nous nous révolterons : nous Silésiens, nous n'oublions rien jamais. »

(1) 10, passage des Deux-Sœurs, 75009 Paris.



(Dessin de PLANTU.)

» Les nouvelles à propos des premières brutalités lors de la pacification sont arrivées très vite aux grévistes des mines et des usines. Voilà ce qui s'est passé le 15 décembre 1981 à Jastrzebie : « Dans les bureaux, les ZOMO sont entrés en matras sans pitié les employés. Une des comptables a fait une fausse couche. A la suite des services reçus (brutalité, prava wolnych »

» Les nouvelles à propos des premières brutalités lors de la pacification sont arrivées très vite aux grévistes des mines et des usines. Voilà ce qui s'est passé le 15 décembre 1981 à Jastrzebie : « Dans les bureaux, les ZOMO sont entrés en matras sans pitié les employés. Une des comptables a fait une fausse couche. A la suite des services reçus (brutalité, prava wolnych »

» Les nouvelles à propos des premières brutalités lors de la pacification sont arrivées très vite aux grévistes des mines et des usines. Voilà ce qui s'est passé le 15 décembre 1981 à Jastrzebie : « Dans les bureaux, les ZOMO sont entrés en matras sans pitié les employés. Une des comptables a fait une fausse couche. A la suite des services reçus (brutalité, prava wolnych »

» Les nouvelles à propos des premières brutalités lors de la pacification sont arrivées très vite aux grévistes des mines et des usines. Voilà ce qui s'est passé le 15 décembre 1981 à Jastrzebie : « Dans les bureaux, les ZOMO sont entrés en matras sans pitié les employés. Une des comptables a fait une fausse couche. A la suite des services reçus (brutalité, prava wolnych »

» Les nouvelles à propos des premières brutalités lors de la pacification sont arrivées très vite aux grévistes des mines et des usines. Voilà ce qui s'est passé le 15 décembre 1981 à Jastrzebie : « Dans les bureaux, les ZOMO sont entrés en matras sans pitié les employés. Une des comptables a fait une fausse couche. A la suite des services reçus (brutalité, prava wolnych »

» Les nouvelles à propos des premières brutalités lors de la pacification sont arrivées très vite aux grévistes des mines et des usines. Voilà ce qui s'est passé le 15 décembre 1981 à Jastrzebie : « Dans les bureaux, les ZOMO sont entrés en matras sans pitié les employés. Une des comptables a fait une fausse couche. A la suite des services reçus (brutalité, prava wolnych »

» Les nouvelles à propos des premières brutalités lors de la pacification sont arrivées très vite aux grévistes des mines et des usines. Voilà ce qui s'est passé le 15 décembre 1981 à Jastrzebie : « Dans les bureaux, les ZOMO sont entrés en matras sans pitié les employés. Une des comptables a fait une fausse couche. A la suite des services reçus (brutalité, prava wolnych »

» Les nouvelles à propos des premières brutalités lors de la pacification sont arrivées très vite aux grévistes des mines et des usines. Voilà ce qui s'est passé le 15 décembre 1981 à Jastrzebie : « Dans les bureaux, les ZOMO sont entrés en matras sans pitié les employés. Une des comptables a fait une fausse couche. A la suite des services reçus (brutalité, prava wolnych »

» Les nouvelles à propos des premières brutalités lors de la pacification sont arrivées très vite aux grévistes des mines et des usines. Voilà ce qui s'est passé le 15 décembre 1981 à Jastrzebie : « Dans les bureaux, les ZOMO sont entrés en matras sans pitié les employés. Une des comptables a fait une fausse couche. A la suite des services reçus (brutalité, prava wolnych »

» Les nouvelles à propos des premières brutalités lors de la pacification sont arrivées très vite aux grévistes des mines et des usines. Voilà ce qui s'est passé le 15 décembre 1981 à Jastrzebie : « Dans les bureaux, les ZOMO sont entrés en matras sans pitié les employés. Une des comptables a fait une fausse couche. A la suite des services reçus (brutalité, prava wolnych »

» Les nouvelles à propos des premières brutalités lors de la pacification sont arrivées très vite aux grévistes des mines et des usines. Voilà ce qui s'est passé le 15 décembre 1981 à Jastrzebie : « Dans les bureaux, les ZOMO sont entrés en matras sans pitié les employés. Une des comptables a fait une fausse couche. A la suite des services reçus (brutalité, prava wolnych »

» Les nouvelles à propos des premières brutalités lors de la pacification sont arrivées très vite aux grévistes des mines et des usines. Voilà ce qui s'est passé le 15 décembre 1981 à Jastrzebie : « Dans les bureaux, les ZOMO sont entrés en matras sans pitié les employés. Une des comptables a fait une fausse couche. A la suite des services reçus (brutalité, prava wolnych »

» Les nouvelles à propos des premières brutalités lors de la pacification sont arrivées très vite aux grévistes des mines et des usines. Voilà ce qui s'est passé le 15 décembre 1981 à Jastrzebie : « Dans les bureaux, les ZOMO sont entrés en matras sans pitié les employés. Une des comptables a fait une fausse couche. A la suite des services reçus (brutalité, prava wolnych »

» Les nouvelles à propos des premières brutalités lors de la pacification sont arrivées très vite aux grévistes des mines et des usines. Voilà ce qui s'est passé le 15 décembre 1981 à Jastrzebie : « Dans les bureaux, les ZOMO sont entrés en matras sans pitié les employés. Une des comptables a fait une fausse couche. A la suite des services reçus (brutalité, prava wolnych »

» Les nouvelles à propos des premières brutalités lors de la pacification sont arrivées très vite aux grévistes des mines et des usines. Voilà ce qui s'est passé le 15 décembre 1981 à Jastrzebie : « Dans les bureaux, les ZOMO sont entrés en matras sans pitié les employés. Une des comptables a fait une fausse couche. A la suite des services reçus (brutalité, prava wolnych »

» Les nouvelles à propos des premières brutalités lors de la pacification sont arrivées très vite aux grévistes des mines et des usines. Voilà ce qui s'est passé le 15 décembre 1981 à Jastrzebie : « Dans les bureaux, les ZOMO sont entrés en matras sans pitié les employés. Une des comptables a fait une fausse couche. A la suite des services reçus (brutalité, prava wolnych »

» Les nouvelles à propos des premières brutalités lors de la pacification sont arrivées très vite aux grévistes des mines et des usines. Voilà ce qui s'est passé le 15 décembre 1981 à Jastrzebie : « Dans les bureaux, les ZOMO sont entrés en matras sans pitié les employés. Une des comptables a fait une fausse couche. A la suite des services reçus (brutalité, prava wolnych »

» Les nouvelles à propos des premières brutalités lors de la pacification sont arrivées très vite aux grévistes des mines et des usines. Voilà ce qui s'est passé le 15 décembre 1981 à Jastrzebie : « Dans les bureaux, les ZOMO sont entrés en matras sans pitié les employés. Une des comptables a fait une fausse couche. A la suite des services reçus (brutalité, prava wolnych »

» Les nouvelles à propos des premières brutalités lors de la pacification sont arrivées très vite aux grévistes des mines et des usines. Voilà ce qui s'est passé le 15 décembre 1981 à Jastrzebie : « Dans les bureaux, les ZOMO sont entrés en matras sans pitié les employés. Une des comptables a fait une fausse couche. A la suite des services reçus (brutalité, prava wolnych »

» Les nouvelles à propos des premières brutalités lors de la pacification sont arrivées très vite aux grévistes des mines et des usines. Voilà ce qui s'est passé le 15 décembre 1981 à Jastrzebie : « Dans les bureaux, les ZOMO sont entrés en matras sans pitié les employés. Une des comptables a fait une fausse couche. A la suite des services reçus (brutalité, prava wolnych »

» Les nouvelles à propos des premières brutalités lors de la pacification sont arrivées très vite aux grévistes des mines et des usines. Voilà ce qui s'est passé le 15 décembre 1981 à Jastrzebie : « Dans les bureaux, les ZOMO sont entrés en matras sans pitié les employés. Une des comptables a fait une fausse couche. A la suite des services reçus (brutalité, prava wolnych »

» Les nouvelles à propos des premières brutalités lors de la pacification sont arrivées très vite aux grévistes des mines et des usines. Voilà ce qui s'est passé le 15 décembre 1981 à Jastrzebie : « Dans les bureaux, les ZOMO sont entrés en matras sans pitié les employés. Une des comptables a fait une fausse couche. A la suite des services reçus (brutalité, prava wolnych »

» Les nouvelles à propos des premières brutalités lors de la pacification sont arrivées très vite aux grévistes des mines et des usines. Voilà ce qui s'est passé le 15 décembre 1981 à Jastrzebie : « Dans les bureaux, les ZOMO sont entrés en matras sans pitié les employés. Une des comptables a fait une fausse couche. A la suite des services reçus (brutalité, prava wolnych »

» Les nouvelles à propos des premières brutalités lors de la pacification sont arrivées très vite aux grévistes des mines et des usines. Voilà ce qui s'est passé le 15 décembre 1981 à Jastrzebie : « Dans les bureaux, les ZOMO sont entrés en matras sans pitié les employés. Une des comptables a fait une fausse couche. A la suite des services reçus (brutalité, prava wolnych »

» Les nouvelles à propos des premières brutalités lors de la pacification sont arrivées très vite aux grévistes des mines et des usines. Voilà ce qui s'est passé le 15 décembre 1981 à Jastrzebie : « Dans les bureaux, les ZOMO sont entrés en matras sans pitié les employés. Une des comptables a fait une fausse couche. A la suite des services reçus (brutalité, prava wolnych »

» Les nouvelles à propos des premières brutalités lors de la pacification sont arrivées très vite aux grévistes des mines et des usines. Voilà ce qui s'est passé le 15 décembre 1981 à Jastrzebie : « Dans les bureaux, les ZOMO sont entrés en matras sans pitié les employés. Une des comptables a fait une fausse couche. A la suite des services reçus (brutalité, prava wolnych »

» Les nouvelles à propos des premières brutalités lors de la pacification sont arrivées très vite aux grévistes des mines et des usines. Voilà ce qui s'est passé le 15 décembre 1981 à Jastrzebie : « Dans les bureaux, les ZOMO sont entrés en matras sans pitié les employés. Une des comptables a fait une fausse couche. A la suite des services reçus (brutalité, prava wolnych »

» Les nouvelles à propos des premières brutalités lors de la pacification sont arrivées très vite aux grévistes des mines et des usines. Voilà ce qui s'est passé le 15 décembre 1981 à Jastrzebie : « Dans les bureaux, les ZOMO sont entrés en matras sans pitié les employés. Une des comptables a fait une fausse couche. A la suite des services reçus (brutalité, prava wolnych »

» Les nouvelles à propos des premières brutalités lors de la pacification sont arrivées très vite aux grévistes des mines et des usines. Voilà ce qui s'est passé le 15 décembre 1981 à Jastrzebie : « Dans les bureaux, les ZOMO sont entrés en matras sans pitié les employés. Une des comptables a fait une fausse couche. A la suite des services reçus (brutalité, prava wolnych »

» Les nouvelles à propos des premières brutalités lors de la pacification sont arrivées très vite aux grévistes des mines et des usines. Voilà ce qui s'est passé le 15 décembre 1981 à Jastrzebie : « Dans les bureaux, les ZOMO sont entrés en matras sans pitié les employés. Une des comptables a fait une fausse couche. A la suite des services reçus (brutalité, prava wolnych »

» Les nouvelles à propos des premières brutalités lors de la pacification sont arrivées très vite aux grévistes des mines et des usines. Voilà ce qui s'est passé le 15 décembre 1981 à Jastrzebie : « Dans les bureaux, les ZOMO sont entrés en matras sans pitié les employés. Une des comptables a fait une fausse couche. A la suite des services reçus (brutalité, prava wolnych »

» Les nouvelles à propos des premières brutalités lors de la pacification sont arrivées très vite aux grévistes des mines et des usines. Voilà ce qui s'est passé le 15 décembre 1981 à Jastrzebie : « Dans les bureaux, les ZOMO sont entrés en matras sans pitié les employés. Une des comptables a fait une fausse couche. A la suite des services reçus (brutalité, prava wolnych »

» Les nouvelles à propos des premières brutalités lors de la pacification sont arrivées très vite aux grévistes des mines et des usines. Voilà ce qui s'est passé le 15 décembre 1981 à Jastrzebie : « Dans les bureaux, les ZOMO sont entrés en matras sans pitié les employés. Une des comptables a fait une fausse couche. A la suite des services reçus (brutalité, prava wolnych »

» Les nouvelles à propos des premières brutalités lors de la pacification sont arrivées très vite aux grévistes des mines et des usines. Voilà ce qui s'est passé le 15 décembre 1981 à Jastrzebie : « Dans les bureaux, les ZOMO sont entrés en matras sans pitié les employés. Une des comptables a fait une fausse couche. A la suite des services reçus (brutalité, prava wolnych »

» Les nouvelles à propos des premières brutalités lors de la pacification sont arrivées très vite aux grévistes des mines et des usines. Voilà ce qui s'est passé le 15 décembre 1981 à Jastrzebie : « Dans les bureaux, les ZOMO sont entrés en matras sans pitié les employés. Une des comptables a fait une fausse couche. A la suite des services reçus (brutalité, prava wolnych »

» Les nouvelles à propos des premières brutalités lors de la pacification sont arrivées très vite aux grévistes des mines et des usines. Voilà ce qui s'est passé le 15 décembre 1981 à Jastrzebie : « Dans les bureaux, les ZOMO sont entrés en matras sans pitié les employés. Une des comptables a fait une fausse couche. A la suite des services reçus (brutalité, prava wolnych »

» Les nouvelles à propos des premières brutalités lors de la pacification sont arrivées très vite aux grévistes des mines et des usines. Voilà ce qui s'est passé le 15 décembre 1981 à Jastrzebie : « Dans les bureaux, les ZOMO sont entrés en matras sans pitié les employés. Une des comptables a fait une fausse couche. A la suite des services reçus (brutalité, prava wolnych »

» Les nouvelles à propos des premières brutalités lors de la pacification sont arrivées très vite aux grévistes des mines et des usines. Voilà ce qui s'est passé le 15 décembre 1981 à Jastrzebie : « Dans les bureaux, les ZOMO sont entrés en matras sans pitié les employés. Une des comptables a fait une fausse couche. A la suite des services reçus (brutalité, prava wolnych »

» Les nouvelles à propos des premières brutalités lors de la pacification sont arrivées très vite aux grévistes des mines et des usines. Voilà ce qui s'est passé le 15 décembre 1981 à Jastrzebie : « Dans les bureaux, les ZOMO sont entrés en matras sans pitié les employés. Une des comptables a fait une fausse couche. A la suite des services reçus (brutalité, prava wolnych »

» Les nouvelles à propos des premières brutalités lors de la pacification sont arrivées très vite aux grévistes des mines et des usines. Voilà ce qui s'est passé le 15 décembre 1981 à Jastrzebie : « Dans les bureaux, les ZOMO sont entrés en matras sans pitié les employés. Une des comptables a fait une fausse couche. A la suite des services reçus (brutalité, prava wolnych »

» Les nouvelles à propos des premières brutalités lors de la pacification sont arrivées très vite aux grévistes des mines et des usines. Voilà ce qui s'est passé le 15 décembre 1981 à Jastrzebie : « Dans les bureaux, les ZOMO sont entrés en matras sans pitié les employés. Une des comptables a fait une fausse couche. A la suite des services reçus (brutalité, prava wolnych »

» Les nouvelles à propos des premières brutalités lors de la pacification sont arrivées très vite aux grévistes des mines et des usines. Voilà ce qui s'est passé le 15 décembre 1981 à Jastrzebie : « Dans les bureaux, les ZOMO sont entrés en matras sans pitié les employés. Une des comptables a fait une fausse couche. A la suite des services reçus (brutalité, prava wolnych »

» Les nouvelles à propos des premières brutalités lors de la pacification sont arrivées très vite aux grévistes des mines et des usines. Voilà ce qui s'est passé le 15 décembre 1981 à Jastrzebie : « Dans les bureaux, les ZOMO sont entrés en matras sans pitié les employés. Une des comptables a fait une fausse couche. A la suite des services reçus (brutalité, prava wolnych »

» Les nouvelles à propos des premières brutalités lors de la pacification sont arrivées très vite aux grévistes des mines et des usines. Voilà ce qui s'est passé le 15 décembre 1981 à Jastrzebie : « Dans les bureaux, les ZOMO sont entrés en matras sans pitié les employés. Une des comptables a fait une fausse couche. A la suite des services reçus (brutalité, prava wolnych »

» Les nouvelles à propos des premières brutalités lors de la pacification sont arrivées très vite aux grévistes des mines et des usines. Voilà ce qui s'est passé le 15 décembre 1981 à Jastrzebie : « Dans les bureaux, les ZOMO sont entrés en matras sans pitié les employés. Une des comptables a fait une fausse couche. A la suite des services reçus (brutalité, prava wolnych »

» Les nouvelles à propos des premières brutalités lors de la pacification sont arrivées très vite aux grévistes des mines et des

EUROPE

Grande-Bretagne

Le mouvement ouvrier a marqué un point dans le conflit des chemins de fer

Après six semaines de grève, le syndicat des conducteurs de locomotives (ASLEF) et la direction des chemins de fer britanniques ont accepté, dans la nuit du mercredi 17 au jeudi 18 février, le compromis proposé par la commission indépendante de conciliation.

British Rail paiera 3 % d'augmentation de salaires; l'ASLEF accepte en contrepartie de lever la consigne de grève et d'engager des négociations immédiates sur la modification des conditions de travail.

De notre correspondant

Londres. — Les conducteurs de locomotives ont donc marqué un point en obtenant une augmentation de salaire avant que des gains de productivité soient enregistrés. Jusqu'à présent, le syndicat n'a pas donné son accord au réajustement des horaires de travail et à la suppression de 4 000 emplois sur 20 000 que proposait comme préalable la direction des chemins de fer.

L'augmentation de la productivité était en effet une des conditions posées par le gouvernement de Mme Thatcher à l'octroi de subventions à la British Rail pour la modernisation du réseau. Mais la grève a déjà coûté 85 millions de livres, sans compter ses conséquences indirectes, comme les transferts définitifs de trafic vers les transports routiers.

Le mouvement, qui a paralysé le trafic ferroviaire trois jours sur sept pendant 15 semaines, n'est cependant pas représentatif du climat social britannique, selon, certes, mais calme.

Le gouvernement s'était préparé pour un de ces durs hivers où les négociations salariales donnent lieu à de nombreux et interminables conflits sociaux. Or il y a bien longtemps que la situation n'a été aussi calme. Des augmentations de salaires modestes — en tout cas inférieures à la hausse des prix — ont été accordées dans le secteur public que dans le privé, sans provoquer de manifestations de mécontentement; contre l'avis des dirigeants syndicaux, les salariés les ont acceptées.

Une « stratégie d'opposition »

Cela avec trois millions de chômeurs, soit plus de la population active, selon le chiffre du gouvernement; près de quatre millions, selon les indications données par les syndicats, et confirmées par la très officielle commission des services de la main-d'œuvre.

Le président de cette commission, Sir Richard O'Brien, a d'ailleurs payé cette audience: il vient d'être remplacé, sur décision de secrétaire d'emploi, M. Norman Tebbit, par un conservateur « dur », M. David Young, promoteur de la privatisation des entreprises publiques.

Ce n'est pas la seule ni la plus importante démonstration

Tchécoslovaquie

REPORT AU 2 MARS DU PROCÈS DU CHANTEUR KAREL SOUKUP. — C'est la deuxième fois que ce procès fait au chanteur tchécoslovaque pour « trouble de l'ordre public » est ajourné pour des raisons techniques. Fin janvier, alors que l'artiste avait reçu l'autorisation d'émigrer en France avec sa femme et ses enfants, la justice avait révoqué une inculpation datant de 1978 et concernant des concerts de musique pop. En 1979, il avait fait six mois de détention préventive et en 1980-1981 il avait purgé dix mois de prison pour avoir chanté à un mariage. — (A.F.P.)

Union soviétique

LE NOM DE MIKHAIL SOULOV VA ÊTRE ATTRIBUÉ À L'UNIVERSITÉ DE SOULOV, à un canal d'irrigation de la région de Stavropol, à une école de la région d'Oulianovsk, à deux rues à Moscou et à Leningrad, et à un paquebot. À Moscou, des plaques commémoratives seront apposées à l'institut Plekhanov, où M. Soulov a étudié, à l'université Lomonossov où il a enseigné, et sur la maison qu'il habitait, rue Bolchala-Bronnaya. Le *Pravda* annonce ces décisions des autorités soviétiques ce mardi 18 février. — (Corresp.)

ISTH

INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES

Concours d'entrée directe à :

H.E.C. 2 ANNÉE

■ Bacheliers Grandes Ecoles

■ Étudiants 2^e cycle de l'enseignement supérieur

■ Diplômés des I.P.

SESSION JANVIER/JUIN

PRÉPARATION INTENSIVE

AOUT-SEPT.

RESULTATS I.S.T.H. 1981

61 Étudiants présentés

33 Étudiants admis

27 Étudiants reçus

AUTREUIL 6, Av. Léon Heuzey

75016 Paris, Tél. 224 10 72

Turquie

La torture est systématique

affirme une délégation de la Fédération internationale des droits de l'homme

MM. Christian Rostokère, secrétaire adjoint de la Ligue française des droits de l'homme, Gérard Gouze, député socialiste, et le docteur Dumont, expert médical près la Cour de Paris, ont rendu compte le mercredi 17 février à Paris de la mission qu'ils viennent d'effectuer en Turquie pour la Fédération internationale des droits de l'homme (F.I.D.H.).

Ils se sont rendus à Istanbul, où se poursuit le procès des militants de la centrale ouvrière DİSK, et surtout dans les provinces où vit la minorité kurde, où ils ont pu assister notamment à une audience du procès de M. Mehdi Zana, ancien maire de Diyarbakir.

« Tous les témoignages dignes de foi que nous avons pu recueillir », a indiqué M. Rostokère, « concordent en ce qui concerne l'usage systématique de la torture pendant la période de garde à vue par la police. Les méthodes employées sont, entre autres, la suspension par les pieds, la crucifixion, les électrocutions, les simulacres de pendaison, les coups de bâton sur les pieds, la pratique dite « du corridor » qui consiste à laisser le prisonnier debout sur un pied, s'appuyant d'un doigt contre un mur, et les tortures sexuelles sur les femmes. »

Ces services sont infligés à des prisonniers dont on n'attend souvent aucune information, a précisé M. Rostokère, qui a ajouté que ces pratiques sont très rarement reprises. C'est ainsi que deux policiers ont jusqu'à présent été condamnés à deux ans de prison, trois autres à un an pour des sévices ayant entraîné la mort.

Une peine de quatorze ans a été requise une seule fois contre un policier qui a été mis en liberté provisoire quelques jours avant son jugement, et n'a jamais été révisé.

C'est dans les régions à minorité kurde que la répression semble être la plus féroce. De véritables massacres auraient eu lieu, a population vit dans la peur et n'ose plus parler la langue kurde.

DANIEL VERNET.

Portugal

Les partis ne croient guère au « complot subversif » dénoncé par le gouvernement

De notre correspondant

Lisbonne. — Le parti socialiste vient de déposer une motion de censure contre le gouvernement de M. Pinto Balsemão, a annoncé, le mercredi 17 février, M. Mario Soares. Cette motion, qui sera discutée et votée la semaine prochaine, n'aura pour le P.S. qu'un intérêt symbolique, l'endosant disposant d'une confortable majorité au Parlement.

À quelques mois des élections locales, le P.S. cherche ainsi à apparaître comme un parti d'opposition « responsable », qui utilise les mécanismes constitutionnels pour exprimer son mécontentement. Du même coup, il se démarque du P.C.P., des graves et des manifestations de rues soutenues par ce parti, qui, selon les socialistes, ne vise pas la chute du gouvernement, mais la déstabilisation du régime démocratique lui-même.

Dependait, aucune formation politique n'a pris au sérieux les déclarations du ministre de l'Intérieur, qui, samedi dernier, annonçait que la police avait déjoué un « complot subversif » lié à la grève générale organisée la veille par la Confédération générale des travailleurs portugais (le Monde du 18 février).

Contrairement aux déclarations gouvernementales, l'agent de la

garde nationale républicaine mort en Alentejo n'a pas été victime d'un coup de feu, mais d'un accident de voiture tout à fait banal, dont on connaît d'ailleurs le responsable.

La police judiciaire garde, d'autre part, un mystère total sur l'identité des trois personnes, qui transportaient à l'intérieur d'une voiture plusieurs mitrailleuses, des appareils de transmission radio, ainsi que du matériel de propagande. On sait uniquement que les détenus se réclament des Forces populaires du 25 avril, organisation terroriste d'extrême gauche, qui a revendiqué plusieurs hold-up, mais dont les origines restent assez secrètes et obscures. D'autre part, les mitrailleuses de marque Sterling faisaient partie de l'arsenal de l'ancienne police politique, la PIDE.

Des attentats à la bombe, l'éclatement de puissantes fusées, des coups semés sur la route dans une région de l'intérieur du pays et même des pneus dégonflés... tels sont les autres éléments fournis par le ministre de l'Intérieur et confirmés dans un communiqué diffusé, mercredi 17, pour justifier la thèse de l'existence d'une « tentative d'insurrection générale ».

JOSÉ REBELO.

L'Espagne et son armée

(Suite de la première page.)

Si la participation au putsch du lieutenant-général Milans del Bosch et du lieutenant-colonel Tejero n'est contestée par personne, celle du lieutenant-général Armada est en effet plus discutée. Il affirme, contredisant les déclarations de tous les autres conjurés, n'avoir à aucun moment participé à la conspiration. Son implication dans l'affaire

soulevé d'ailleurs plus d'un problème. Précepteur militaire durant douze ans du futur roi Juan Carlos, nommé secrétaire général de la maison royale peu après l'accession au trône de ce dernier, le lieutenant-général Armada était considéré comme l'un des hommes de confiance du souverain.

Selon les autres conjurés, sa collaboration à la préparation de l'opération montre que celle-ci

ne se réalisait pas contre le roi mais bénéficiait au contraire de son approbation, au moins implicite. Le lieutenant-général Armada ne venait-il pas d'être nommé, deux semaines avant le putsch, chef d'état-major en second, ce qui prouve que le souverain lui gardait toute sa confiance ?

La ligne de défense des avocats des autres conjurés est donc toute tracée : ces derniers ont agi en obéissant à leur supérieur et en conformité, pensaient-ils alors, avec les vœux du roi, dont le lieutenant-général Armada était l'interprète. Si Juan Carlos s'est finalement opposé sans équivoque à leur action le 23 février, c'est que le lieutenant-général Armada les avait trompés.

Face à ces accusations, ce dernier s'est, jusqu'ici, réfugié dans le mystère et son avocat, extraordinairement à l'aise, a refusé de répondre à ceux des autres conjurés, s'est abstenu de toute fuite intéressée dans la presse. Conservera-t-il cette attitude durant le procès ? Comment se comportera, de son côté, l'homme de confiance du lieutenant-général Armada, lui aussi impliqué, le commandant Cortina, qui travaillait alors dans les services secrets de l'armée et qui est considéré comme l'un des hommes-clés de l'affaire ?

Le lieutenant-général Armada ne reconnaît qu'une chose : peu avant minuit, le 23 février, il s'est bien rendu au Congrès, toujours occupé par le lieutenant-colonel Tejero, pour proposer à ce dernier une solution à la crise: la formation d'un gouvernement de coalition nationale présidé par lui-même. L'avocat du lieutenant-général Armada dispose à cet égard d'un atout important: une liste de l'intention de son ancien précepteur, le monarque, au lieu de lui interdire cette démarche, lui fit simplement dire par l'un de ses collaborateurs qu'une telle proposition ne pouvait pas être formulée au Congrès en son nom.

Le lieutenant-général Armada peut donc aujourd'hui affirmer qu'en se rendant au Parlement il n'entretenait aucun interdit. Selon les autres conjurés, il était présenté au Congrès avec une liste de gouvernement toute prête incluant même deux « ministres » socialistes et un communiste. Le lieutenant-colonel Tejero avait refusé et l'avait renvoyé. C'était le tonnerre de la tentative de putsch.

Dans les milieux politiques on estime que ces révélations et fuites successives constituent une intoxication de la part des avocats de la défense, qui veulent impliquer beaucoup de monde dans l'affaire pour diluer les responsabilités. L'ambiguïté existe-t-elle ? Le roi, apparemment désireux d'obtenir la substitution du président du gouvernement de l'époque, M. Adolfo Suárez, a-t-il paru écouter avec trop d'attention dans les semaines qui précèdent la tentative de putsch, les propos de son ancien précepteur ? Ce qui est sûr, c'est que pour le souverain (et son épouse) durant la nuit du 23 au 24 février l'a bien montré (1), tout changement ne pouvait se produire que dans le cadre tracé par la Constitution. C'est ce qu'on veut avant tout souligner dans les milieux politiques, que s'ouvre ce procès au cours duquel le nom du roi sera sans doute plus d'une fois évoqué.

THIERRY MALINAK.

(1) Suivant le témoignage des membres du comité des chefs d'état-major, le roi leur avait fait savoir, dès le début de l'occupation du Congrès, qu'il était totalement opposé à l'action du lieutenant-colonel Tejero.

Dès vendredi

L'EXPRESS

Où va l'économie mondiale ?

Comment évoluera le prix du pétrole ?

Jusqu'où iront le dollar et les taux d'intérêt ?

Peut-on compter sur une reprise américaine ?

L'endettement du tiers monde conduit-il à la catastrophe ?

25 pages de tableaux, d'analyses, de prévisions.

L'EXPRESS
Edition Spéciale

سكزا من لاجل

AMÉRIQUES

El Salvador

Diplomates et responsables américains doutent d'un succès contre la guérilla

Les milieux officiels américains doutent de plus en plus que l'armée salvadorienne puisse gagner contre la guérilla.

Selon l'*International Herald Tribune* du jeudi 18 février, qui annonce l'arrivée à San-Salvador du général Wallace H. Nutting, chef du commandement sud des troupes américaines basées à Panama, les diplomates et responsables américains en poste au Salvador se demandent même si une aide accrue des États-Unis peut changer l'issue des combats. Le problème est de savoir, disent-ils, si l'armée salvadorienne est capable d'utiliser davantage d'équipements et si elle a suffisamment d'officiers pour soutenir une guerre contre des combattants.

Le journal cite une déclaration du général Nutting, qui estimait, il y a plusieurs semaines, que les États-Unis devraient réexaminer leur refus de laisser des conseillers militaires américains s'engager dans des missions de combat. La junte ne peut pas gagner la guerre sans l'envoi de troupes américaines, a déclaré, d'autre part, un quotidien un diplomate présent comme « non américain ».

A San-Salvador, un porte-parole de l'armée a démenti l'information selon laquelle quatre cents personnes auraient été massacrées au cours d'opérations militaires dans la province d'Usulután, à l'est du pays. L'armée a simplement procédé à une « opération de nettoyage » contre la guérilla, a-t-il indiqué.

● A WASHINGTON, un porte-parole du Pentagone a démenti, le mercredi 17 février, que quatre officiers américains aient été tués ces derniers temps dans des combats au Salvador. Cette affirmation avait été faite à Prague dans une interview au quotidien du P.G. tchécoslovaque *Rude Pravo* par M. Ruben Sanchez, membre du P.G. salvadorien, qui se trouve à la tête d'une délégation des « forces patriotiques salvadoriennes » comprenant des membres du Front Farabundo-Martí de libération nationale et du Front démocratique révolutionnaire.

D'autre part, M. John Murtha, représentant démocrate de Pennsylvanie, qui faisait partie d'une délégation parlementaire en mission récemment au Salvador, a déclaré à son retour à Washington que la guérilla finirait par l'emporter si l'économie salvadorienne ne se rétablissait pas. Il a estimé que les États-Unis ne devraient maintenir leur aide à la junte que si les modérés l'emportent aux élections du 25 mars. Dans le cas contraire, a ajouté M. Murtha en substance, la popularité de la guérilla augmenterait et les Américains soutiendraient alors une cause perdue.

Tout en réaffirmant que l'administration Reagan n'avait pas l'intention d'envoyer des G.I.'s au Salvador, le secrétaire d'État, M. Alexander Haig, a refusé mercredi de préciser jusqu'où pourraient s'engager les États-Unis. « Il vaut mieux de ne pas mettre les points sur les i », a-t-il déclaré. M. Haig a repoussé toute analogie avec la guerre du Vietnam : « Une menace militaire à notre porte soulève une autre catégorie de problèmes », a-t-il dit.

Enfin, quatre cents laïques religieux et éducateurs américains ont adressé une lettre aux membres du Congrès pour demander que soit mis fin à l'aide militaire à la junte salvadorienne, ainsi qu'à l'entraînement de mille six cents soldats salvadoriens sur le sol américain. Parmi les signataires se trouvent le président du Conseil national des Églises, les responsables de l'Église unitaire, de l'Église presbytérienne unie, de l'Église luthérienne évangélique, de l'Église réformée d'Amérique, de l'Association universaliste unitaire et de la Conférence centrale des rabbins d'Amérique.

● A MEXICO, le ministre espagnol des affaires étrangères, M. Perez-Llorca, a condamné mercredi la signature par la France de la déclaration conjointe avec le Mexique reconnaissant les mouvements de guérilla salvadoriens comme une force représentative. La France est « un pays trop éloigné de cette région pour prendre position », a-t-il dit, et son attitude a provoqué une « réaction négative au processus de modération en Amérique centrale ».

● Le gouvernement canadien a annoncé mercredi 17 février son intention d'expulser un journaliste salvadorien, M. Victor Manuel Regalado Brito, disant que celui-ci aura trouvé un pays pour l'accueillir. Les autorités canadiennes, qui ont accordé le statut de réfugié à M. Regalado (sans que cela les oblige à l'accueillir) se sont engagées à ne pas le renvoyer dans son pays d'origine où sa vie serait en danger. M. Regalado est incarcéré depuis le 7 janvier à Montréal après avoir tenté d'entrer au Canada sans visa. Le journaliste, qui collaborait avec l'agence de presse du Front démocratique révolutionnaire salvadorien, avait séjourné plusieurs mois au Canada en 1980 sans être inquiété. Les autorités canadiennes affirment aujourd'hui qu'il n'est pas en danger. Les documents détiennent des documents prouvant que « la présence au Canada de M. Regalado pose contre les intérêts nationaux ».

● Le directeur de l'hôpital de Chidatsamango, au Salvador, près de la frontière avec le Honduras, a déclaré qu'il n'a pas pu examiner les quatre cents personnes qui ont été massacrées lundi 15 février. Le corps médical a exprimé son inquiétude devant le nombre d'assassinats et d'enlèvements de médecins. — (A.F.P.)

Canada

APRÈS LE VOTE DES COMMUNES A LONDRES

Le « rapatriement » de la Constitution est imminent

La Chambre des communes de Londres a voté, le mercredi 17 février, en deuxième lecture, par 334 voix contre 44, le « rapatriement » à Ottawa de l'acte de l'Amérique du Nord britannique, une loi britannique qui servait depuis 1867 de Constitution au Canada. Quelques formalités restent encore à accomplir notamment l'examen par la Chambre des lords, mais il paraît désormais assuré que le « rapatriement » de la Constitution canadienne, souhaité depuis longtemps par le premier ministre fédéral, M. Pierre Elliott Trudeau, aura lieu dans un délai assez court.

Le Québec, qui s'oppose à ce « rapatriement » parce qu'il estime que ses droits traditionnels sont lésés, n'a pas pu se faire entendre à Londres. Le dossier constitutionnel était suivi, au Québec, par M. Claude Morin qui cède la place au ministre des affaires intergouvernementales, M. Jacques-Yvan Morin.

Léger remaniement ministériel au Québec

De notre correspondant

Montréal. — M. René Lévesque a procédé mercredi 17 février à un léger remaniement ministériel pour combler le poste des affaires intergouvernementales laissé vacant à la suite de la démission, au début de janvier, de son titulaire, M. Jacques-Yvan Morin remplacé par M. Claude Morin. M. Claude Morin, qui détenait le portefeuille depuis l'arrivée du parti québécois au pouvoir en novembre 1976 et qui a ce titre joué un rôle-clé dans l'organisation du référendum du 20 mai 1980, a été nommé à la place de M. Jacques-Yvan Morin, qui conserve son titre de vice-premier ministre et laisse à M. Claude Morin (déjà ministre de l'immigration) le portefeuille du développement culturel et scientifique, ne constitue pas une surprise. Il assurait déjà l'intérim à ce poste et avait auparavant dirigé le ministère des affaires intergouvernementales, qui est considéré malgré la faiblesse de son budget, comme un des portefeuilles les plus prestigieux et les plus délicats du gouvernement québécois.

M. Morin sera responsable à la

fois des relations avec le gouvernement fédéral et les provinces d'une part, et avec la communauté internationale d'autre part. Son prédécesseur s'était plus particulièrement intéressé au dossier des relations avec Ottawa, délaissant quelque peu le secteur international à l'exception des relations avec la France.

BERTRAND DE LA GRANGE.

M. Jacques-Yvan Morin est né le 13 juillet 1931 à Québec. Il fait des études de droit à l'université de Montréal, puis à Harvard et à Cambridge. Il est ensuite entré au service international et le droit constitutionnel à l'université de Montréal. Il est membre de la Cour internationale de la Haye entre 1964 et 1968. En 1969, il dirige l'institut européen des hautes études internationales de Nice. Il est élu député de la circonscription montréalaise de Saint-Jacques en 1972, et dirige l'opposition à l'Assemblée nationale jusqu'à la victoire du Parti québécois le 16 novembre 1976. Il devient alors vice-premier ministre et ministre de l'éducation. En novembre 1980, il laisse le portefeuille de l'éducation et prend celui du développement culturel et scientifique dont il vient d'être chargé.

AFRIQUE

Tchad

Paris a suspendu son aide militaire à N'Djamena

Le conseil des ministres du mercredi 17 février a pris connaissance « avec intérêt » des résultats de la réunion, les 10 et 11 février à N'Djamena, du comité « ad hoc » de l'Organisation de l'unité africaine sur le Tchad, a déclaré, à l'issue du conseil, un porte-parole du Quai d'Orsay (nos dernières éditions du 18 février). Il a précisé que le gouvernement avait « réaffirmé, à cette occasion, son attachement aux principes de l'unité, de l'intégrité territoriale et de l'indépendance du Tchad », et « indiqué son souci de développer ses efforts pour contribuer, par une coopération technique active avec les autorités tchadiennes, à la reconstruction du pays ».

On apprend par ailleurs, de source officielle, que Paris a interrompu ses livraisons d'armes et de munitions à N'Djamena, afin de respecter l'esprit du cessez-le-feu prévu dans le « plan de paix » de l'O.U.A. pour le 28 février (« le Monde » du 13 février).

Le gouvernement français avait admis, fin octobre, qu'il livrait des armes et des munitions aux autorités de N'Djamena, notamment afin d'équiper l'armée nationale intégrée en voie de formation, qui, depuis lors, a été défilée par les Forces armées du Nord (FAN) de M. Hissène Habré, lors de combats, en décembre, dans le centre du pays. Ces livraisons ont été suspendues, l'O.U.A. ayant invité les factions tchadiennes à négocier un compromis politique afin de procéder à des élections et de doter le Tchad d'institutions avant le 30 juin, date limite fixée pour le retrait de la Force interafricaine de paix.

Le communiqué du Quai d'Orsay donne également l'impression d'un repli français. Paris avait, en effet, l'an dernier, joué un rôle actif pour faire appliquer les résolutions prises, lors du sommet de juillet de l'O.U.A., en faveur d'un règlement au Tchad, et amener l'Organisation à envoyer une force de paix sur place. Désormais, le gouvernement français manifeste à l'O.U.A. son « intérêt » et non plus son « appui sans réserve ».

Cette prise de position, huit jours après la communication du « plan de paix » de l'O.U.A., cache mal l'embarras d'une diplomatie qui avait par ailleurs mis sur le président Goukouni Oueddei, lequel rejette aujourd'hui les propositions de

l'O.U.A. et vient de réaffirmer son refus de négocier avec M. Hissène Habré. « Il n'y a pas de cessez-le-feu à respecter », le problème tchadien est un problème militaire et, avec l'aide de pays amis et frères, nous ne restons pas les bras croisés », a encore déclaré, mardi à N'Djamena, le président du GUNT (gouvernement d'union nationale de transition).

A Paris, dans les milieux officiels, on explique que, le retrait des forces libyennes étant acquis, il n'appartient pas à la France de s'entretenir avec les Tchadiens, et l'on affirme qu'aucun contact n'a été pris avec M. Hissène Habré. M. Ayil Ahmet, ministre tchadien des affaires étrangères, devait toutefois être reçu mardi par M. Penne, conseiller à l'Élysée, ainsi qu'au Quai d'Orsay, avant que sa visite en France soit reportée à la veille du voyage pour des raisons non révélées.

J.-C. POMONTI.

Du vendredi 19 au mardi 23 février 1982!

REPRISE 4000 F AU MOINS

Quel que soit l'état de votre voiture Citroën la reprend 4000 F sans discuter.

Pour tout achat d'une voiture neuve, Citroën vous reprend votre voiture au moins 4000 F, sans discuter. Et beaucoup plus, naturellement, si son état le justifie.

Cette offre est valable exclusivement pour les particuliers. Dépêchez-vous! C'est maintenant qu'il faut en profiter! Du 19 au 23 février 1982!

CITROËN

CITROËN-ALFORT, 21, rue E.-Renault, Maisons-Alfort - Tél.: 893.26.00 - CITROËN-ANTONY, 129, av. Aristide-Briand - Tél.: 666.59.05 - CITROËN-AULNAY, Garage des Petits-Ponts - 153, rue de Mitry - Tél.: 383.70.81 - CITROËN-BANVILLE, 59, rue Pierre-Demours, Paris 17^e - Tél.: 756.01.02 - CITROËN-BESNARD, 59, avenue de Verdun, 94200 Ivry - Tél.: 670.15.96 - CITROËN-BESNARD, Place Youfi Cagarine, 94290 Villeneuve-le-Roi - Tél.: 597.34.70 - CITROËN-BESNARD, 89, av. de Stalingrad R.N. 7, Villejuif - Tél.: 677.81.02 - CITROËN-BLANC-MESNARD, 205, av. P.-V.-Couturier - Tél.: 866.81.54 - CITROËN-BOIS-COLOMBES, 249, av. d'Argenteuil, 92270 Bois-Colombes - Tél.: 742.41.00 - CITROËN-BONDY, 137, avenue Calliéni, 93140 Bondy - Tél.: 847.21.34 - CITROËN-BOULOGNE, 84, boulevard de la République - Tél.: 609.93.73 - CITROËN-BUTTES-CHAUMONT, 13 à 17, rue Armand-Carrel, Paris 19^e - Tél.: 200.11.55 - CITROËN-CHÉLLES, P.C.D.A. 59-61, av. du Mal-Foch - Tél.: 008.56.01 - CITROËN-CLAMART, 323, av. du Cal-de-Caille - Tél.: 630.45.90 - CITROËN-CONSTANTINOPEL, 25, rue de Constantinople, Paris 8^e - Tél.: 522.17.38 - CITROËN-DAUMESNIL, 180, avenue Daumesnil, 75012 Paris - Tél.: 345.01.20 - CITROËN-COBELEINS-ARAGO, 23, boulevard Arago, Paris 13^e - Tél.: 707.87.39 - CITROËN-LA COURNEUVE, Sodaco S.A. - 2, rue Renolr - Tél.: 836.80.93 - CITROËN-LEFEBVRE, 75, boulevard Lefebvre, Paris 15^e - Tél.: 828.95.79 - CITROËN-LE PERREUX, 127-131, av. P.-Brossollette - Tél.: 324.13.50 - CITROËN-LES-ILLES, 193-197, rue de Paris - Tél.: 362.88.88 - CITROËN-NATION, 42, cours de Vincennes, Paris 12^e - Tél.: 346.11.62 (Face au Magasin "Printemps Nation") - CITROËN-NEUILLY, 124, avenue de la Route - Tél.: 747.11.22 - CITROËN-NEUILLY-PLAISANCE, P. Bugnot - 130, av. du Mal-Foch - Tél.: 300.96.60 - CITROËN-ORAN, 4, rue d'Oran, Paris 18^e - Tél.: 255.90.14 - CITROËN-PANTIN, 70, av. du Cal-Leclerc - Tél.: 844.28.58 - CITROËN-PIQUET, 133-138, av. d'Italie, Paris 13^e - Tél.: 584.42.42 - CITROËN-REPUBLIQUE, 62, av. de la République, Paris 11^e - Tél.: 355.39.63 - CITROËN S.A. BRESSON AUTOMOBILES, 52, av. de Bourg-la-Reine, Bagneux - Tél.: 664.19.50 - CITROËN-VAUGIRARD, 165, rue de Vaugirard, Paris 15^e - Tél.: 734.23.00 - CITROËN-VERDIER-MONTROUGE, 107, av. Verdier - Tél.: 657.12.00 - CITROËN-VERDIER SUD-OUEST, 117, av. Aristide-Briand, Arcueil - Tél.: 665.52.70 - CITROËN-VICTOR-HUGO MOZART, 64, av. Victor-Hugo - 11 bis, rue de la Source, Paris 16^e - Tél.: 502.16.45 - 520.91.20 - CITROËN-VINCENNES, 120, av. de Paris - Tél.: 374.12.25 - CITROËN-20^e, 68, rue des Pyrénées, Paris 20^e - Tél.: 371.12.09.

Argentine

UNE « DISPARUE » RETROUVÉE MORTE

Buenos-Aires (A.F.P.). — Une jeune fille, María Martínez, 22 ans, militante socialiste engagée le 4 février par des hommes en civil, a été retrouvée morte, a annoncé, le mercredi 17 février, la justice argentine de l'intérieur. Un cadavre découvert dans le semainier d'un immeuble de la grande banlieue de Buenos-Aires a été identifié comme étant le sien.

La jeune femme avait été interceptée par plusieurs hommes en civil, qui s'étaient présentés comme des policiers. Ils l'avaient emmenée dans une voiture blindée sans plaque matricielle. Plusieurs organisations humanitaires, ainsi que l'écritain Jorge Luis Borges, étaient intervenus en sa faveur.

AFRIQUE

LA SITUATION EN TUNISIE ET LA VISITE DE M. MAUROY

III. - La jeunesse, cette inconnue

Le premier ministre, M. Mohamed M'Zali, propose un projet de société qui se situe à mi-chemin du socialisme coopératif de la décennie 1960-1970 et du libéralisme sauvage de la décennie suivante. Il doit cependant affronter les dures réalités économiques, la grève des syndicats, les intrigues de la classe politique et l'hostilité des privilégiés aux réformes indispensables (le Monde des 17 et 18 février). Face à cette situation, comment réagit la jeunesse ?

Tunis. - Que de contrastes entre les salons de Tunis qui rivalisent de fastes, les états-majors politiques du régime parfois une atmosphère de cour florentin, la rue portueuse de mille rumeurs bien souvent fondées et le pays profond où la gentillesse et l'hospitalité traditionnelles masquent mal la dureté de la vie quotidienne. Il suffit de parcourir une vingtaine de kilomètres, en descendant des faubourgs ouest vers la capitale, pour saisir en raccourci les contradictions et les ambiguïtés de la Tunisie.

A Carthage, où se dresse le palais présidentiel, s'élèvent aussi - parfois grâce à d'insaisissables passe-droits et au mépris de précieuses vestiges archéologiques que l'on s'empresse de faire disparaître - des villas somptueuses. Edifiées par la nouvelle classe des millionnaires, elles sont de plus en plus arrogantes, tout comme à Sidi-Bou-Saïd et à La Marsa. A l'approche de la capitale, elles deviennent plus modestes. Puis, on batte sur les luxueux immeubles du quartier neuf d'El Menzah, où se retrouvent - dans des appartements vendus entre 30 000 et 60 000 dinars - les hauts cadres du secteur privé et de l'administration.

Une fois franchi le campus universitaire de Bab-Saadoun, des H.L.M. abritent les modestes fonctionnaires. Au-delà, on pénètre dans les bas quartiers, au sens propre comme au figuré : entre les masures de Mellasse et de Sedjoumi et les bidonvilles sans nom, on se croirait dans l'enfer de Média.

En un quart de siècle, une classe moyenne a certes émergé, mais les plus pauvres se demandent tout de même par quel miracle certains de leurs voisins qui n'étaient pas mieux lotis qu'eux au départ sont devenus si vite des millionnaires. Cet enrichissement trop souvent facile et pas toujours honnête, réalisé en accord avec la complicité tacite de l'Etat, a un effet d'entraînement sur l'ensemble de la société : on a vu des ingénieurs réclamer des augmentations de 200 dinars, soit quatre fois le SMIG, tandis que le terme « business », synonyme de « système D », est le maître mot des chômeurs.

Pour faire face à ces problèmes de société, à l'inflation, à la sécheresse, au déséquilibre régional, des mesures politiques s'imposent. Or, au niveau du pouvoir, les différents clans s'affrontent de plus en plus pour préparer la succession. Les textes précisent que le premier ministre, qui est aussi secrétaire général du P.S.D., succède au chef de l'Etat en cas de vacance du pouvoir. Les uns ont donc imaginé, pour ouvrir l'éventail du choix, de créer une vice-présidence du parti qui reviendrait à un « homme fort », tandis que d'autres cherchent, plus simplement, à évincer l'actuel titulaire pour prendre sa place au bon moment.

Ce contexte explique les irrégularités qui ont entaché le scrutin du 1^{er} novembre 1981, et provoqué une grande frustration dans le pays. Dans les jours qui ont précédé la consultation, nous a confié une haute personnalité, les rapports des gouvernements faisaient état d'une désaffection à l'égard du P.S.D. Dans la capitale et ses faubourgs, le Mouvement des démocrates-socialistes de M. Ahmed Mestiri, était susceptible de recueillir 30 % des voix, et le parti communiste entre 10 % et 15 %. Ce fut l'affolement. Le premier réflexe a donc été de garder la maison.

Notre interlocuteur admet que des ordres ont été donnés en haut lieu. L'homme de la rue, lui, avance des noms, il parle de la femme du président, ou encore du ministre de l'intérieur, qui aurait déclaré après coup : « C'est moi qui ai sauvé le régime ». En tout cas, il est certain - nous en avons été témoin - que les autorités locales, craignant pour leur avenir, ont parfois manifesté un zèle si intempestif que, dans plusieurs régions, le gouvernement est incapable de connaître les résultats réels. Il est arrivé aussi que des « nationalistes de l'autoritarisme » aient discrètement encouragé le « sabotage » pour torpiller le premier ministre à travers l'échec de

De notre envoyé spécial PAUL BALTA

l'ouverture. « Comment parler de multipartisme, s'exclament-ils aujourd'hui, alors que l'opposition a prouvé son inexistence ? »

Le P.C.T., seul parti de l'opposition à être reconnu, bénéficie de ce fait d'un léger avantage. Le président espère, dit-on, que, avec l'U.G.T.T., il contrebalancera l'influence de la tendance islamique dont les chefs sont emprisonnés, et que, dans le même temps, les syndicalistes - sous la houlette de M. Habib Achour, connu pour son anticommunisme - feront contrepoids aux militants communistes. Quant au M.U.P.I. (Mouvement de l'unité populaire) d'Ahmed Ben Salah, toujours en exil, qui a boycotté les élections, et au M.U.P.I. et au M.D.S., qui y ont participé, ils sont tous trois gênés dans leur action par les multiples tracasseries administratives auxquelles ils se heurtent.

Un triple calcul

Le pouvoir joue avec un certain machiavélisme les cartes qu'il détiend. La reconnaissance des courants de l'opposition comme partis politiques dépend, en effet, désormais du bon vouloir du chef de l'Etat. Le ministre de l'intérieur a saisi récemment Démocratie pour une interview de M. Ben Salah, pourtant fort modéré, mais, aussitôt, des rumeurs émanant de Carthage laissaient entendre que l'ancien ministre de l'économie pourrait être amnistié d'ici peu, tout comme M. Achour, qui a retrouvé tous ses droits fin novembre.

En consentant un geste en faveur de ce dernier, le président s'était livré, apparemment, à un triple calcul : premièrement, neutraliser l'U.G.T.T., redevenue, malgré ses divisions, la principale force du pays, en opposant l'ancien chef, promu président d'honneur, au nouveau secrétaire général, normalement élu au congrès de Gafsa en avril 1981. M. Tahar Baccouche, ensuite, tenter d'obtenir une accalmie sur le front social qui se radicalise de plus en plus ; enfin, éclipser M. Mestiri, qui tenait la vedette depuis le début de la campagne électorale.

Les opposants comptabilisent les aspects positifs de la campagne électorale et les risques d'explosion. « Nous avons proposé le changement mais pas le chambardement. En bloquant le processus du pluralisme, le pouvoir laisse le champ libre aux extrémistes et aux militaires. En outre, il n'offre aucune alternative crédible à la jeunesse... La base est devenue extrêmement agressive. C'est la première fois depuis l'indépendance que le corps enseignant - considéré comme un pilier du régime - se met en grève. Le tissu social se défait. C'est dire combien la situation s'est dégradée », nous a confié M. Mestiri.

A l'inverse, les partisans du pluralisme au sein du gouvernement soulignent que la campagne électorale a marqué un tournant, de sorte que « rien n'est plus comme avant ». Selon eux, même ceux qui considéraient que la Chambre a été mal élue doivent admettre que le ton des députés a changé par rapport à celui de leurs prédécesseurs. Le fait est qu'ils ont réclame l'amnistie générale, la révision du code de la presse, l'installation d'un Conseil constitutionnel, la suppression de la Cour de sûreté de l'Etat et l'ouverture d'enquêtes pour faire la clarté sur les événements du 26 janvier 1978.

Ils font également observer que les journaux de l'opposition sont plus nombreux que ceux du P.S.D. Les organes de M.D.S., *Al Moustakbal* et sa version française *L'Avenir*, tiraient respectivement 20 000 et 10 000 exemplaires, et l'hebdomadaire du P.C.T. se situait entre les deux. Plus de 800 quotidiens et périodiques étrangers, dont 400 en français et 200 en arabe, sont mis en vente sans censure.

Le cas de M. Masmoudi

Autre signe de changement : en disgrâce depuis la fusion tuniso-libyenne manquée en janvier 1974, l'ancien ministre des affaires étrangères, M. Mohamed Masmoudi, a récemment récupéré son passeport et s'est rendu en pèlerinage à La Mecque. Il est vrai que le gouvernement a cédé aux sollicitations pressantes de l'Arabie Saoudite, gros bailleur de fonds, qui envisagerait de proposer sa candidature au poste de secrétaire général de l'Organisation de la conférence islamique, le mandat de M. Habib Chatti, qui a subi récemment une opération à cœur ouvert, venant bientôt à échéance.

« Tout cela, c'est bien peu par rapport à ce qu'attendait le peuple, nous lance avec une véhémence contenue M. Habib Achour. *Que peut faire un journal sans le soutien d'un parti reconnu ? Crier. Et après ? Si les députés ont changé de ton, c'est qu'ils se sentent protégés par l'U.G.T.T. Notre syndicat a acquis une force qu'il n'avait pas avant le 26 janvier 1978. Et, surtout, il compte beaucoup de jeunes. Ils n'ont pas peur d'aller en prison. Ils sont une force active, combattante.* Son actuel secrétaire général, M. Baccouche, en est un symbole. Mais cette jeunesse représente aussi une inconnue, tant pour le syndicat que pour le pays.

Secrétaire général du P.C.T., M. Mohamed Harmel estime, lui aussi, que le rapport de forces a changé. « Le chef de l'Etat ne peut plus compter sur le P.S.D. pour réaliser sa politique mais doit composer avec des forces qui ne sont pas les siennes, comme l'U.G.T.T., le P.C.T., le M.D.S. », nous confie-t-il. Toutefois, contrairement à d'autres, il estime que M. M'Zali n'est pas menacé, même si son image a subi une certaine érosion. « Bourguiba n'aime pas changer de premier ministre, et il n'en a eu que trois depuis l'indépendance qui ont, chacun, correspondu à une politique », explique-t-il.

Le fait est que M. Bahi Ladgham et son ministre de l'économie, M. Ben Salah, ont édifié l'infra-

structure et tenté l'expérience des coopératives, tandis que M. Moutir, prenant le contre-pied, favorisait le libéralisme économique et la constitution d'une classe moyenne. Aujourd'hui, la mission de M. M'Zali est d'amorcer le pluralisme politique et de tenter de réaliser une plus grande justice sociale. « Il n'y a pas de solution de rechange, sauf à former, avec tous les courants politiques, un gouvernement d'union nationale », conclut M. Harmel.

L'idée d'un tel gouvernement est commune à la plupart des courants de l'opposition, encore qu'elle ne soit pas facile à mettre en œuvre. En outre, elle laisse sceptiques nombre de jeunes. « Le malheur, nous disait un intellectuel non conformiste, c'est que nos opposants sont eux-mêmes imprégnés des valeurs politiques du régime, bien qu'ils le démentent. Et n'est pas sur qu'ils aient opté pour le développement qui fait une place à la démocratie. En outre, nombre de ministres français connaissent de longue date les dirigeants tunisiens, ce qui, entre autres, explique que MM. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures, et Charles Hernu, ministre de la défense, aient réservé à Tunis leur premier déplacement à l'étranger dès juillet et août 1981.

Cette nouvelle illustration de la « réalité bien établie de l'amitié tuniso-française », dont se félicitait récemment le président Bourguiba dans un chaleureux message à M. Mitterrand - attendu lui-même à Tunis à l'automne - est d'autant plus appréciée que, au lendemain de sa victoire à l'Elysée, les Tunisiens s'étaient interrogés sur l'avenir de leurs relations avec Paris : excellentes depuis 1979 avec l'équipe de M. Giscard d'Estaing, elles s'étaient, en revanche, dégradées avec le parti socialiste à la suite des événements du 26 janvier 1978 et de la condamnation des dirigeants de l'Union générale des travailleurs tunisiens. Leur libération et la politique d'ouverture amorcée par M. Mohamed M'Zali ont naturellement favorisé les retrouvailles entre le P.S. et le P.S.D. De même, une rencontre est prévue entre M. Mauroy et les chefs de file des courants de l'opposition, sans que cela pose un problème.

FIN

La coopération bilatérale bénéficie du rétablissement d'un climat très favorable

De nos envoyés spéciaux

M. Pierre Mauroy commence ce jeudi 18 février une visite officielle de deux jours en Tunisie. Il est accompagné de trois ministres : M^{me} Nicole Questiaux (solidarité nationale), MM. Alain Savary (éducation nationale) et André Henry (temps libre).

Tunis. - Une reconnaissance de la place privilégiée qu'occupe la Tunisie auprès de la France, telle est la signification que les Tunisiens veulent donner à la visite de M. Mauroy. Ils n'ont pas tort, puisque ce n'est pas par hasard - ses collaborateurs le soulignent - que le premier ministre a choisi la Tunisie pour sa première visite officielle dans le tiers-monde. Malgré quelques accroc, c'est un des rares pays en voie de développement qui fait une place à la démocratie. En outre, nombre de ministres français connaissent de longue date les dirigeants tunisiens, ce qui, entre autres, explique que MM. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures, et Charles Hernu, ministre de la défense, aient réservé à Tunis leur premier déplacement à l'étranger dès juillet et août 1981.

Cette nouvelle illustration de la « réalité bien établie de l'amitié tuniso-française », dont se félicitait récemment le président Bourguiba dans un chaleureux message à M. Mitterrand - attendu lui-même à Tunis à l'automne - est d'autant plus appréciée que, au lendemain de sa victoire à l'Elysée, les Tunisiens s'étaient interrogés sur l'avenir de leurs relations avec Paris : excellentes depuis 1979 avec l'équipe de M. Giscard d'Estaing, elles s'étaient, en revanche, dégradées avec le parti socialiste à la suite des événements du 26 janvier 1978 et de la condamnation des dirigeants de l'Union générale des travailleurs tunisiens. Leur libération et la politique d'ouverture amorcée par M. Mohamed M'Zali ont naturellement favorisé les retrouvailles entre le P.S. et le P.S.D. De même, une rencontre est prévue entre M. Mauroy et les chefs de file des courants de l'opposition, sans que cela pose un problème.

Le transfert des avoirs français

Le volet politique et diplomatique ne sera pas négligeable. Les Tunisiens évoqueront devant leur visiteur qui rencontrera également M. Cheddi Klibi, secrétaire général de la Ligue arabe - la Ligue arabe de Proche-Orient et les inquiétudes arabes à l'approche d'un voyage du président de la République en Israël dont ils veulent néanmoins espérer qu'il leur permettra quand même de dégarer des aspects utiles à la recherche d'une paix juste.

Outre l'ensemble des rapports franco-maghrébins, l'échange de vues portera aussi sur les problèmes de sécurité et de défense en Méditerranée. La politique méditerranéenne devrait, selon les Français, être illustrée par l'établissement d'une coopération inter-régionale, notamment entre Tunis et Marseille, à l'image de ce qui se fait déjà entre Alger et la cité phocéenne. Autre exemple : le lycée Carnot, qui, à la rentrée scolaire 1983, sera transféré aux autorités tunisiennes sous le nom de Lycée Bourguiba, aura une vocation biculturelle et préparera les jeunes Tunisiens aux grandes écoles françaises, en particulier dans les disciplines scientifiques.

En ce qui concerne les relations Nord-Sud, surtout après l'accord franco-algérien sur le gaz, les Tunisiens estiment que le « dialogue » ne doit pas se solder uniquement par une « prime » aux plus nantis : les textes signés entre la Sonatrach et Gaz de France n'ont pas facilité les négociations déjà retardées entre Rome et Alger. Or la Tunisie y est directement intéressée. Elle doit, en effet, recevoir une redevance, déjà inscrite au budget 1982, sur les quantités de gaz qui seront schématisées à travers son territoire par un gazoduc prêt à fonctionner depuis six mois.

La coopération bilatérale constituera cependant l'essentiel des conversations de la délégation française avec M. M'Zali et les autres membres du gouvernement tunisien. S'il est vrai que la Tunisie n'est que le vingtième client de la France, celui-ci, en revanche, est son premier fournisseur et son deuxième ou son troisième client, selon les années, derrière la Grèce et l'Italie.

Trois dossiers sont principalement examinés :

1) La création de la banque tuniso-germano-française d'investissement au capital de 100 millions de dollars, décidée depuis dix-huit mois et à laquelle le gouvernement de M. Mauroy a, depuis, donné son ac-

cord. Or cette institution tarde à voir le jour alors que la participation du Qatar (30 %) et celle de la Tunisie (40 %) sont acquises. Aux incertitudes liées aux nationalisations des banques françaises, Paris a ajouté une condition qui complique un peu plus le problème : subordonner sa participation au transfert de quelque 200 millions d'avoirs français bloqués depuis l'indépendance et qui constituent le seul contentieux réel entre les deux pays.

Or les Tunisiens, qui ont libéré 30 millions de francs en 1981 et connaissent une situation économique et financière difficile, voudraient que le transfert des sommes restantes se fasse soit directement selon un calendrier échelonné, soit par un rachat sur place en vue d'opérations d'investissement. Il paraît exclu qu'ils acceptent que ces avoirs puissent représenter l'essentiel de la participation française. « Il est paradoxal, nous faisait remarquer un responsable tunisien, que, au moment où la France offre à l'Algérie une plus-value de plus d'un milliard de francs par an, grâce à l'accord sur le gaz, elle discute avec la Tunisie pour apporter 300 millions dans une banque dont bénéficieront les investisseurs français.

2) La mise en place d'une deuxième chaîne de télévision tunisienne à vocation internationale intégrant dans ses programmes une large tranche d'émissions francophones reçues en premier lieu de la télévision française. Ce projet, envisagé depuis longtemps et qui a l'approbation du président Bourguiba, suscite évidemment l'intérêt du gouvernement français.

Le projet se heurte, toutefois, à diverses oppositions : certains de ses détracteurs y voient un danger pour l'« authenticité arabo-islamique » alors qu'une chaîne italienne est déjà captée dans la région de Tunis, tandis que d'autres y voient une concurrence néfaste à la première chaîne nationale de langue arabe et estiment qu'il serait plus indiqué de consacrer des crédits supplémentaires à l'améliorer. Le gouvernement tunisien voudrait que la France assure la totalité du financement, soit 105 millions de francs (1) sous forme de subventions, de prêts du Trésor ou encore de crédits fournisseurs, alors que Paris souhaite une participation tunisienne directe, même minime.

3) L'aide économique et financière. En 1982, Paris va mettre à la disposition de Tunis environ 1 milliard de francs, soit le double de l'an dernier : 230 millions déjà accordés (à 3 % d'intérêt sur vingt-cinq ans), 250 millions qui le seront au terme d'un second protocole financier qui doit être signé avant la fin du premier semestre, 35 millions représentant le report de crédits non utilisés, quelque 500 millions de crédits privés à taux d'intérêt également privilégiés.

Cette aide sera définie en fonction des besoins exprimés par les Tunisiens, et aussi en fonction de leur VI^e plan. Une partie de l'enveloppe serait notamment orientée vers l'agriculture et le monde rural pour financer de petits barrages, la recherche de l'eau, le matériel agricole, etc.

Les interlocuteurs envisageraient également divers projets auxquels l'industrie française pourra être associée et qui s'ajouteraient à ceux existant ou en voie de concrétisation telles les usines de montage et de construction Renault et Peugeot. Enfin, l'aide alimentaire - la plus forte par tête d'habitant sous forme de dons accordée par la France à un pays du tiers-monde, qui avait été ramenée de 20 000 tonnes en 1981 à 15 000 tonnes en 1982, pourrait être revue en hausse en raison de la sécheresse.

Les autres aspects de la coopération dans les domaines de la culture, de l'éducation et des travailleurs migrants, seront également examinés. De même, les fournisseurs de matériel militaire pourraient être évoqués, plus spécialement dans leur aspect financier. La Tunisie aurait souhaité obtenir une aide de pays amis comme l'Arabie Saoudite, pour lui faciliter ses achats d'armements, mais celle-ci ne prenant pas corps, elle cherche actuellement à amener ses deux principaux fournisseurs, France et Etats-Unis, à lui accorder les conditions de crédit les plus avantageuses. C'est ainsi que se trouve toujours en suspens l'acquisition de chars et d'avions d'interception.

PAUL BALTA
et MICHEL DEURÉ.

(1) Il convient d'y ajouter 15 millions pour la remise en état d'un émetteur de la chaîne internationale, essentiellement francophone, de la radio.

OFFICIERS MINISTÉRIELS et ventes par adjudication

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de BOBIGNY, le MARDI 9 MARS 1982 à 13 h. 30 EN UN SEUL LOT : Un APPARTEMENT au 2^e étage, 2 porte à droite, esc. B, composé de 3 pièces principales, entrée, cuisine, salle d'eau, w.c., - UNE CAVE dans un immeuble sis à BONDY (93) 98, avenue Anatole-France Mise à Prix : 90 000 francs S'adresser à M^{re} Bernard ETIENNE, membre de la S.C.P.A. ETIENNE, DORE, WARET-ETIENNE, avocat au barreau de Seine-Saint-Denis, demeurant, 11, rue du Général-Lederc, 93110 ROSNY-SOUS-BOIS. Tél. : 854-90-87.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de BOBIGNY, le MARDI 9 MARS 1982 à 13 heures 30 EN UN SEUL LOT : Une PROPRIÉTÉ à COUBRON (93) 20, rue des Bas-Prés comprenant un PAVILLON à usage d'habitat, construit en r.-d.-ch. surmonté d'un étage et divisé en séjour, salon, cuis., w.c., salle de bains, deux chambres TERRAIN DE 496 m² MISE A PRIX : 150.000 FRANCS S'adr. à Maître Bernard Etienne, membre de la S.C.P.A. ETIENNE, DORE, WARET-ETIENNE, avocat au barreau de Seine-Saint-Denis, demeurant, 11, rue du Général-Lederc, 93110 ROSNY-SOUS-BOIS - Tél. : 854-90-87.

Vente après liquidation des biens en la forme des saisies-immobilières au Palais de Justice de PARIS le jeudi 25 février 1982 à 14 heures - En deux lots LA COURNEUVE (93) 33, rue des Francs-Tireurs et 2 et 4, rue de Gambetta 1^{er} LOT - PROPRIÉTÉ comprenant Maison de 2 étages, sur un terrain d'une contenance de 531 m² comprenant 4 Logements dont 2 logts avec cuisine et 2 pièces principales et 2 Logements avec cuisine, salle d'eau, w.c. et 2 pièces principales Terrain autour - le tout pour une contenance de 5 A 31 CA MISE A PRIX : 150.000 FRANCS Occupés par locataires à titre précaire 2^e LOT GD TERRAIN av. bâtiments & constructions Lot 1^{er} terrain d'une contenance de 2 350 m² - cadastré section A1 n° 44 pr 23 ans 16 centiares MISE A PRIX : 400.000 FRANCS Occupé à titre précaire TOTAL DES MISES A PRIX : 550.000 F. - Av. FACULTE DE REUNION S'adr. à M^{re} AMBROISE-JOUVON Avocat à PARIS 16^e, r. de la Pompe, 727-32-39, dép. d'une copie de l'enchère - 2 - M^{re} A. CHEVRIER syndic à PARIS 5^e, 16, r. l'Abbé-de-l'Épée - Au Greffe du T.G.J. de Paris où le cahier des charges est déposé - Sur les lieux pour visiter avec le permis de visite.

Vente sur Conversion de saisie-immobilière et sur baisse mise à prix au Palais de Justice de VERSAILLES - 3, place André-Mignot le mercredi 3 mars 1982, à 10 heures - En un seul lot Diverses parcelles de terre constructibles sur lesquelles n'existe aucune construction mais qui sont constructibles sans possibilité de location préalable - possibilité construction 18 maisons (consulter cahier des charges) L'endroit « COMTESSE » LES MUREAUX (Yvelines) MISE A PRIX : 1.300.000 FRANCS avec faculté de baisse de mise à prix du dixième à défaut d'enchère. S'adr. pour renseignements à M^{re} ANTOINE, avocat, 21, r. Gambetta, LES MUREAUX. Tél. : 474-92-09 - M^{re} Xavier SALON, avocat à VERSAILLES, 19, r. Saint-Sophie. Tél. : 950-01-69 - Au Greffe du Tribunal de Gde Instance de VERSAILLES où le cahier des charges est déposé - S/Lieux pour visiter.

520 200 000 000

DIPLOMATIE

A L'ASSEMBLÉE EUROPÉENNE

Les représentants du R.P.R. stigmatisent l'attitude britannique

De notre correspondant

Strasbourg. — A l'exception des conservateurs britanniques, les groupes de l'Assemblée européenne se sont exprimés, le 17 février, en faveur d'une dissociation entre la fixation des prix agricoles et le problème de la contribution du Royaume-Uni au budget. Les députés ont décidé de consacrer une session de trois jours, à partir du 24 mars, afin de se prononcer sur les propositions de la Commission sur les prix agricoles 1982-1983.

M. Bangemann (libéral allemand) s'est élevé contre la position du gouvernement de Mme Thatcher, déclarant que son groupe « n'acceptera plus un simple transfert financier du budget de la Communauté en faveur du Royaume-Uni ». M. Barbi (démocrate-chrétien italien) a affirmé que « le mécanisme des remboursements en chèque mensuel à l'importation » de M. Radoix (socialiste belge) a estimé que « les sacrifices imposés aux autres États membres ne devaient pas être considérés en pure perte ».

Les gaullistes se sont montrés les plus violents à l'égard des Britanniques : ils ont dénoncé le « chantage » de Londres et aussi le manque de

fermeté de la Commission. Les représentants du R.P.R., MM. de la Malène, Fauton et Juncq, ont stigmatisé le gouvernement de Londres, « qui veut prendre en otage les agriculteurs européens », et la Commission, « qui renonce à ce qui doit être sa mission essentielle, celle d'être la gardienne des traités ».

La « vraie question »

Afin de dénoncer « le chantage anglais » et « l'incapacité de la Commission à défendre la situation », le groupe des Démocrates européens de progrès (R.P.R. et nationalistes irlandais) a annoncé son intention de poser la « vraie question » : « Payer pour maintenir l'Angleterre dans le marché commun ou payer pour qu'elle en sorte ? ».

Surprise : la résolution déposée par le groupe D.E.P. (qui a été rejetée par la majorité des parlementaires) ne mentionne pas le Royaume-Uni. Elle se limite à dire que « tel ou tel des membres de la Communauté ne veut pas ou ne peut pas accepter les règles existantes », et que « des structures nouvelles doivent être envisagées par ceux qui entendent les respecter ».

A l'initiative des conservateurs et des démocrates-chrétiens, l'Assemblée a entamé un débat sur le plan du gouvernement français de reconnaissance du marché intérieur dans cinq secteurs (civils, chaudières, machines-outils, ameublement, textile). M. de Feranti (conservateur britannique) a demandé à la Commission si ces mesures n'étaient pas contraires aux règles de concurrence. M. Narjes, commissaire responsable du dossier, a répondu que le programme de Paris visait à éliminer les distorsions de concurrence, mais que la Commission prendra position après la visite de M. Mauroy, en mars, à Bruxelles.

Les gaullistes ont voulu aller plus loin en essayant de faire voter une résolution soulignant que « les aides nationales ne devaient pas être discriminatoires et ne devaient pas affecter les échanges dans le Marché commun ». La tentative, des représentants du R.P.R. a échoué, la majorité des parlementaires ayant voté de poursuivre les discussions sur la base d'un texte proposé par M. Cousté.

L'Assemblée s'est, en revanche, prononcée pour une coopération monétaire accrue entre les Dix. La résolution demandée à la Commission de formuler, dans un délai d'un an, des propositions sur la création d'une Autorité monétaire européenne. Cette nouvelle institution doit être dotée du pouvoir d'émission et de gestion de l'unité de compte européenne (Ecu), afin que la « monnaie communautaire » puisse jouer le rôle d'instrument d'échange et de réserve. La résolution appelle, enfin, la Grèce et la Grande-Bretagne à adhérer au S.M.E.

MARCEL SCOTTO.

Mme Maccioni, députée italienne à l'Assemblée européenne, jusqu'à présent inscrite au groupe de coordination forcé autour du parti radical italien de M. Pannella, a annoncé, mercredi 17 février, qu'elle avait décidé de passer au groupe socialiste. Ce groupe, le plus nombreux à l'Assemblée, a réagi à sa présidence M. Ernest Glinne (Belgique). — (A.F.P., A.F.P.)

ARCHITECTES

Copies couleurs

Qualité photographique professionnelle.

FORMAT 21x29,7 ou 29,7x42
DELAI 24 H - URGENCES 6 MINUTES
ETRAVE 38 Av. DADMESEL
PARIS-12* 347.21.32

ACTUALITÉ ARABE

Service bimensuel de la presse arabe et internationale. Bulletin d'analyse et d'information (éditions en français et en anglais). Un outil indispensable pour suivre au jour le jour l'évolution de 25 pays arabes et musulmans.

Abonnement du no 28 :
— Israël : les nouvelles armes ;
— Tunisie : l'évolution du système bancaire ;
— Bahreïn : après le complet ;
— Soudan : la crise ;
— Égypte : la désertification ;
et les rubriques habituelles : actualité politique, économique, financière, militaire, bulletin de l'énergie, appels d'offres, chronologie, conférences, etc.

Abonnement annuel : 2.750 F
Edité par le
CENTRE ARABE DE DOCUMENTATION
ET D'INFORMATION (CADI)
Directeur : Dr Georges R. Rami
34, Champs-Élysées, 75008 PARIS.
Tél. : 225-41-00.
Tél. : 225-41-00.
Exemplaire gratuit sur demande

A LA CONFÉRENCE DE MADRID

Belgrade souhaite que les Occidentaux n'évoquent plus la situation en Pologne

De notre correspondant

Madrid. — Comment obtenir la consensus nécessaire pour reprendre jusqu'à l'automne la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (C.S.C.E.) de Madrid ? Telle est la question que se posent les représentants des pays occidentaux à l'issue de la séance plénière du mercredi 17 février. Une nouvelle réunion a été décidée pour vendredi au cours de laquelle la suite du calendrier sera élaborée. La majorité des délégations attendent que les débats soient prolongés plusieurs semaines.

Plusieurs délégations occidentales, en tête desquelles celle des États-Unis, veulent continuer à parler de la Pologne durant les débats. Les représentants des pays de l'Est, de leur côté, laisseraient entendre qu'ils n'accepteraient la suspension de la conférence que lorsque celle-ci se sera au préalable consacrée à d'autres thèmes. Les dures accusations lancées mardi 18 février lors d'une réunion informelle des délégations par le représentant américain, M. Karpienka, contre l'Union soviétique, lui reprochant d'avoir utilisé des armes chimiques dans le Sud-Est asiatique, ont conduit à durcir les positions.

Les neutres et non alignés (à qui l'Union soviétique, lui reprochant d'avoir utilisé des armes chimiques dans le Sud-Est asiatique, ont conduit à durcir les positions.)

références de l'Autorité et de la Finlande sont évidentes.

La séance de mercredi a donné lieu aux passages d'armes traditionnelles entre l'Est et l'Ouest, le représentant polonais répliquant aux vives critiques formulées par la Grande-Bretagne et la Belgique contre la situation dans son pays. L'intervention la plus attendue était celle de la Yougoslavie, membre important du groupe des neutres et non alignés. Son représentant fit valoir, tout en affirmant comprendre les raisons pour lesquelles la situation polonaise était évoquée à Madrid, que la C.S.C.E. avait pour objectif d'éviter de résoudre les crises en Europe lorsqu'elles se produisaient et non de les aggraver. Il laissa entendre que le processus mis en œuvre avec les accords d'Helsinki constituait précédemment une manière de remettre en question la division de l'Europe consacrée à Yalta. — Th. M.

Le Polito et l'O.U.A. — « Le roi du Maroc ne se croit plus obligé de souscrire même formellement aux décisions de l'O.U.A. Il est désormais clair que la prétendue « initiative » du « certain acceptant l'organisation d'un référendum » était qu'une manœuvre pour gagner du temps », déclare le Polito dans un communiqué publié mercredi 17 février à Alger. — (Corresp.)

M. CHEYSSON FERA UNE ESCALÉ DIMANCHE A BAGDAD

M. Cheysson, ministre des relations extérieures, aura des conversations avec les dirigeants irakiens à Bagdad, dimanche 21 février, en rentrant d'Abou-Dhabi (le ministre part vendredi 19 février pour une visite officielle dans les Émirats arabes unis).

Aux sujets diplomatiques habituels qui seront évoqués à Bagdad (situation dans la région et notamment la guerre irako-iranienne) s'ajoutera la coopération nucléaire.

L'Irak voudrait que le centre nucléaire de Tammuz, détruit l'été dernier par Israël, soit reconstruit à l'identique, alors que le gouvernement français voudrait que le nouveau centre soit alimenté par le combustible dit « caramélisé », inutilisable à des fins militaires.

La première prise de contact entre l'Irak et le nouveau gouvernement français a eu lieu en août à Paris, lors d'une visite de travail du vice-premier ministre irakien, M. Tariq Aziz. Ce sera la première visite en Irak du ministre des relations extérieures et la deuxième d'un membre du gouvernement Mauroy. M. Jobert, ministre du commerce extérieur, s'était rendu à la fin de 1981 à Bagdad.

La politique financière américaine

LA SOLIDARITÉ ATLANTIQUE EST MISE A L'ÉPREUVE

déclare M. Martens

Washington (A.F.P.). — La situation économique occidentale, et le Salvador ont été au centre de l'entretien qu'ont eu mercredi 17 février le président Reagan et le premier ministre belge, M. Martens, qui préside le conseil de la Communauté européenne, à fait part aux responsables américains de l'inquiétude que suscite en Europe le niveau élevé des taux d'intérêts américains et les perspectives de déficits budgétaires importants aux États-Unis dans les années à venir. M. Reagan, a-t-on précisé de source officielle américaine, a réaffirmé sa volonté de coopérer avec l'Europe « pour essayer de redresser » l'importance des retombées des décisions américaines sur les économies européennes. « L'atlantisme atlantique », a déclaré M. Martens en quittant la Maison Blanche, et les économies occidentales traversent des temps difficiles, et notre solidarité est mise à l'épreuve. Le premier ministre s'est déclaré cependant convaincu que les liens entre l'Europe et les États-Unis allaient permettre de surmonter ces difficultés.

Le problème du Salvador a aussi été longuement discuté. M. Martens en a poursuivi l'examen avec le secrétaire d'État M. Balg. Le premier ministre belge, a-t-on précisé de source américaine, M. Reagan a d'ailleurs souligné lui-même l'accord qui s'est établi sur cette question, « et sur la reconnaissance de ce qui est en jeu ».

PROCHE-ORIENT

Iran

Trois semaines après l'attaque de la ville

DES OPPOSANTS CONTINUENT A RÉSISTER DANS LES ENVIRONS D'AMOL

Amol (nord de l'Iran) (A.F.P.). — Des contingents de gendarmes et de gardiens de la révolution (pasdaran) partent chaque jour à la recherche d'opposants à la révolution islamique, réchappés dans les immenses forêts voisines d'Amol, trois semaines après l'attaque surprise contre la ville, où l'activité semble avoir repris son cours normal (le Monde du 28 janvier). Les combats du 25 janvier dernier ont fait, selon les forces de l'ordre, soixante-quatre morts, tant civils que soldats, et soixante-neuf blessés, dont dix prisonniers. Aujourd'hui, la ville du Masandaran (province du Nord), qui compte soixante mille habitants, conserve des aspects de cité en état de siège : abris de sacs de sable tous les cent mètres, impacts de balles sur les bâtiments officiels, vitres brisées.

La courtoisie des citoyens est maintenant tournée vers les forces armées d'État, selon eux, on peut voir des hélicoptères revenir avec parfois des blessés ou des prisonniers, malgré le secret militaire qu'observent pasdaran et gendarmes.

Interrogé sur les renforts envoyés des villes voisines de Babol et Sari, le gouverneur d'Amol, M. Reza Mohtashemi, explique que ces effectifs ont été rendus nécessaires par « le relief qui complice la tâche des forces de l'ordre ». M. Mohtashemi minimise toutefois les effectifs des opposants. Officiels et militaires s'accordent à dire que des dirigeants kurdes encadraient les éléments qui ont attaqué Amol. Ainsi, le présence récemment rapportée par la presse iranienne de Moudjahidin au Kurdistan, correspondrait un soutien actif du parti démocratique kurde (P.D.K.I., dissous) de M. Abdolrahman Ghassemlou à la gauche iranienne.

La Commission internationale des juristes (C.I.J.) a annoncé mercredi 17 février qu'elle avait protesté auprès de Téhéran contre l'arrestation de M. Abdolhamid Ardalan, président de l'Association des juristes iraniens. D'après la C.I.J., trois autres membres de la direction de l'association ont été arrêtés tandis que d'autres sont entrés dans la clandestinité. Ces arrestations participaient à la défense des détenus iraniens. — (Reuters.)

(Publicité)
Soirée d'ouverture 29e conférence nationale de la S.F. du congrès juif mondial.
Samedi 20 février 1982 à 20 h 30, Centre Raoul, 20, bd Port-Royal, 75014 PARIS.
« Les accords de Camp-David » et le processus de paix au Proche-Orient, en présence de M. Roger Bromman, président mondial du congrès juif mondial, de M. Alain de Bonchard, président du C.O.P. Exposés de 500 Rm. M. Mair Rosenberg, ambassadeur d'Israël, de Samuel Pines, avocat international, écrivain.
Allocation de M. René Samuel Sirat, Grand Rabbin de France.
Entrée libre. Réservations : C.J.M., 339-94-51.

une encyclopédie actualisée chaque mois.

CLARTÉS

L'ENCYCLOPÉDIE DU PRÉSENT

Une réponse aux questions d'hier, d'aujourd'hui et de demain. C'est bien plus qu'une encyclopédie traditionnelle : c'est un ouvrage fondamental de culture et d'information que vous allez lire comme le roman captivant de l'univers dans lequel nous vivons.

Associant sans cesse le passé, le présent et l'avenir, Clartés est une inépuisable banque de données, qui fait découvrir et comprendre les origines, les causes et les effets de tel ou tel événement, qu'il soit scientifique, historique, artistique, économique, humain, etc.

Clartés, c'est aussi un ouvrage de référence qui vous permet de consulter, 24 heures sur 24, des savants, des chercheurs, des juristes, des médecins, des philosophes, des historiens, des économistes, des universitaires, des artistes...

Clartés, c'est pour les adultes, un merveilleux outil d'information. Pour les jeunes, c'est une inépuisable documentation et un appui souvent décisif pour la réussite de leurs études.

50 VOLUMES

11.000 pages
22.000 illustrations
plus de 1.000 articles
plus de 1.000 cartes
de 200 illustrations
documentaires
révisés et mis à jour
régulièrement

VENIR DIRECTEMENT PAR TÉLÉPHONE

UN CAPITAL VIVANT

Une formule exclusive de mises à jour fait de Clartés, depuis 1947, un ensemble qui vit, qui évolue, qui respire au rythme de la marche de l'univers.

Clartés est entièrement constituée de reliures à fascicules mobiles : chaque mois, vous recevez une série de fascicules à encarter dans votre Encyclopédie et qui viennent en remplacer d'autres périmés, ou abordent des sujets nouveaux. L'ouvrage est ainsi, automatiquement, actualisé : certains volumes se trouvent même totalement renouvelés en quelques années.

Par ailleurs, cet envoi mensuel attire, constamment, votre attention sur ce qui « bouge » dans le monde. Grâce à cette mise à jour permanente (unique au monde) votre Encyclopédie reste toujours à la pointe de l'actualité.

CLARTÉS : une super-documentation qui vit, qui évolue, qui se renouvelle.

POUR TOUT SAVOIR SUR CLARTÉS

BON pour une information complète, gratuite et sans aucun engagement sur l'Encyclopédie Clartés.

Nom _____

Prénom _____ Age _____

Profession _____ Tél. _____

N° _____ Rue _____

Localité _____

Code postal _____ MD 01

à renvoyer à :
CLARTÉS, L'ENCYCLOPÉDIE DU PRÉSENT
12, rue Lincoln - 75008 PARIS

HTERFOC

HTERFOC, un nouveau mot barbare forgé d'initiales mystérieuses ? Non, rassurez-vous, HTERFOC est tout simplement l'anagramme de COFRETH, une société de services hautement spécialisée, un des leaders dans le domaine de plus en plus vital pour notre économie : la maintenance d'installations techniques et énergétiques.

Sa vocation première est de bien **CONDUIRE** les installations de chauffage, de conditionnement d'air, de traitement des eaux, d'incinération d'ordures ménagères ou les réseaux de chaleur qui lui sont confiés.

Le rôle de COFRETH est aussi d'**ORGANISER** la gestion des équipements qu'elle pilote. Elle emploie des méthodes éprouvées, mises en œuvre par des professionnels qualifiés. Modifier un matériel par des investissements peu coûteux qui le rentabilisent au maximum, planifier la conduite des installations, installer automatismes, contrôles, régulations, garantir des résultats techniques ou financiers : voilà quelques unes des tâches COFRETH pour que votre capital énergétique fonctionne sans à coup et soit entretenu 24 h sur 24, dimanches et jours fériés.

Depuis la crise, **ÉCONOMISER** est un maître mot. Économiser l'énergie mais aussi le matériel en prolongeant sa durée de vie, participer aux expériences du solaire comme de la géothermie, combiner les énergies traditionnelles et nouvelles, remplacer le pétrole par des énergies de substitution, récupérer partout la chaleur pour la réemployer, telles sont les préoccupations quotidiennes des 2300 collaborateurs COFRETH.

CONDUIRE, ORGANISER, ÉCONOMISER, sont les 3 mots-clefs COFRETH que nous aurons l'occasion d'évoquer régulièrement dans ces colonnes. Ils constituent la charte de nos équipes commerciales et techniques, décentralisées dans toute la France, au cœur de 18 agences régionales. Elles sont au service de plus de 4000 clients du secteur public et privé, des collectivités locales, écoles, hôpitaux aux offices d'H.L.M., des syndicats et gérants d'immeubles aux sociétés industrielles et commerciales.

conduire-organiser-économiser
les 3 mots-clefs COFRETH



alterno cofreth alterno

46, rue Letort - 75883 PARIS - Cedex 18 - Tél. : 257.11.70

Nos services commerciaux vous enverront une brochure d'information générale sur demande.

50 (من زيجات)

Le Monde

politique

Le P.S. et la C.G.T. envisagent « une coopération efficace » sans masquer leurs divergences

La rencontre au sommet entre le P.S. et la C.G.T. — la première à ce niveau depuis le 10 octobre 1979 — s'est achevée mercredi 17 février, au siège de la C.G.T., par la signature d'une déclaration commune dans laquelle les deux organisations, conduites par MM. Lionel Jospin et Georges Séguy, soulignent qu'elles ont étudié le « caractère positif des réformes engagées » et « les problèmes que pose la mise en œuvre du changement ». Au constat de « convergences » est joint l'annonce de « divergences » qui séparent les deux organisations. Les termes utilisés par les dirigeants communiste et socialiste après leur rencontre du 8 janvier dernier.

Les commentaires respectifs des socialistes et des cégétistes, à l'issue du sommet du 17 février, font apparaître celui-ci sous un jour différent : pour M. Jospin, les débats ont été « riches », le climat de la discussion « cordial, sérieux, par moments chaleureux » ; pour MM. Séguy et Krasucki, en revanche, les débats ont été menés « sans complaisance, avec la volonté de nous contraindre aux problèmes qui existent entre nos deux organisations ». Cette différence d'appréciation n'est guère surprenante, les deux organisations ne poursuivant pas les mêmes objectifs : pour la C.G.T., il s'agit de mettre l'accent sur les « défauts » de l'action gouvernementale, qu'il lui faut « critiquer et même combattre » ; le central syndicaliste avait, donc proposé un communiqué commun des plus

breux, faisant état de « divergences », pour le P.S., il était important que soit soulignée une appréciation commune globalement positive : celle-ci figure dans la déclaration finale. M. Georges Séguy — auquel M. Lionel Jospin a rendu hommage pour son rôle important dans le mouvement ouvrier français — a posé en faveur de cette version finale plus unitaire, qu'il n'était prévu à l'origine par la C.G.T.

Socialistes et cégétistes se sont aussi accordés sur l'idée d'une « coopération efficace » : celle-ci consiste, selon le secrétaire général de la C.G.T., à « se dire les vérités nécessaires pour avancer ensemble » ; le premier secrétaire du P.S., lui, donne d'ores et déjà un contenu plus précis : il y voit l'amorce d'un processus de rencontres « plus souples et plus nombreuses », et surtout la promesse de réunions entre le C.G.T. et le groupe parlementaire socialiste de l'Assemblée nationale. Si, par de telles réunions, M. Jospin souhaite mettre en place un mécanisme préventif des conflits au stade du travail législatif, il ne s'y serait pas pris autrement. Il y a là une manière d'éviter que la C.G.T. puisse débiter le gouvernement.

On touche là à un réel divorce entre socialistes et cégétistes, qui confine au dialogue de sourd. Pour le P.S., il est clair que la C.G.T. est rentrée dans le giron du P.C.F. et qu'elle prend le relais d'une critique de l'action gouvernementale que le parti ne peut assumer sans risques.

Pour la C.G.T., il est net moins clair que le P.S. se confond avec le gouvernement, et qu'il défend, de part sa position dominante, des « responsabilités particulières ». Pour prévenir cet argument, le premier secrétaire du P.S. avait dénoncé « l'attitude qui consiste à créditer l'attitude des ministres communistes des actions positives du gouvernement et à critiquer le gouvernement en général » (donc les socialistes) « lorsqu'il y a des insuffisances ».

Celle-ci, aux yeux de la C.G.T., est légitime, comme on le verra en dessous. D'une certaine façon, la déclaration liminaire de M. Séguy va plus loin que les avertissements successifs de M. Krasucki, ne serait-ce que parce qu'elle rassemble en un même document une série de critiques formulées jusqu'à présent de façon éparse ; et, par là-même, leur donne plus de poids.

La C.G.T. a-t-elle besoin de compenser, par son attitude offensive sur le terrain social, les pertes subies du fait de sa position sur le terrain politique ? Les socialistes le pensent, et s'efforcent de leur part de rendre, dans les termes objectifs, la situation en Pologne n'est pas acceptable pour les syndicalistes qui vous êtes », a lancé M. Jospin, avant de renouveler la proposition du P.S. d'envoyer une délégation syndicale dans ce pays pour y rencontrer M. Walesa. Ce faisant, le premier secrétaire s'est attiré les

touffes de M. Krasucki, qui a estimé que l'emploi de tels arguments « ferait du tort » au P.S.

Quoi qu'il en soit, la conjonction des critiques de la C.G.T. auxquelles M. Krasucki a ajouté le « faux pas » que constitue, selon lui, la reconduction de MM. Gandois et Fauroux à leurs postes de P-D.G. (voir page 29) — et du réajustement de M. Edmond Maire contre le chef de l'Etat — n'est pas de nature à « faire du bien » au pouvoir. La critique du secrétaire général de la C.F.D.T. s'explique beaucoup, il est vrai, par la nécessité de concurrencer la C.G.T. (ce dont les socialistes ne sauraient se plaindre). Entre aussi en jeu le fait que, de tous les syndicats, la C.F.D.T. est celui qui est le plus engagé dans l'appareil d'Etat : il lui faut donc éviter d'apparaître comme une courtoisie de transmission.

En fait, se pose à chacun, C.G.T. ou C.F.D.T., la question de son action par rapport à une politique et à un pouvoir vus par une majorité de leurs adhérents, et alors même que la victoire de ce pouvoir a pris l'une et l'autre direction à contrepeu. La limite de leurs critiques est, pour le moment, qu'il s'agit toujours de faire avec ce pouvoir un bout de chemin ensemble. Ce simple rappel tend la sérénité de l'Europe qui, aujourd'hui, ne considère pas que la paix sociale soit gravement menacée.

M. Maire (C.F.D.T.) : le faux pas de M. Mitterrand

M. Edmond Maire, secrétaire général de la C.F.D.T., qui était mercredi 17 février l'invité de l'émission « Face au public », sur France-Inter, a déclaré, après avoir rappelé les fonctions de proposition, de critique et d'appréciation des résultats des organisations syndicales, que la C.F.D.T. n'avait jamais prétendu que « la gâche du pouvoir » serait la paix sociale.

M. Maire a aussitôt illustré son propos en reprochant au président de la République son intervention dans l'affaire des trente-neuf heures en faveur du maintien du pouvoir d'achat. Il lui reproche, essentiellement, d'abandonner la priorité de la lutte contre le chômage. « Je dis très franchement qu'il s'est trompé », interprète-t-il, explique M. Maire, les déclarations d'organisations syndicales qui veulent « protéger leurs mandats, tous leurs mandats », y compris ceux qui seraient prêts à « faire un effort de solidarité si on les y appelle ».

Selon M. Maire, « notre société

est malade du chômage... et tous ceux qui croient ainsi qu'en préservant les choses à la petite semaine, au jour le jour, on va non seulement peut-être, gagner aux élections, mais aussi préserver l'avenir, tous ceux-là se trompent sur le fond ».

Le secrétaire général de la C.F.D.T. précise : « Ce que nous voulons, nous, c'est que toute réduction de la durée du travail donne lieu à une négociation qui porte non seulement sur la compensation mais aussi sur la réorganisation du travail et sur l'embauche, en même temps, comme une priorité imposée au patronat ».

Après avoir mis en cause ce qu'il considère comme « un faux pas sérieux », M. Maire reproche aussi au gouvernement de proposer une augmentation du pouvoir d'achat du SMIC de 4 % à 5 % pour 1982 au lieu des 7 % prévus dans le plan intermédiaire. Il a écrit à ce sujet au premier ministre pour lui demander de faire respecter ce qui a été voté par le Parlement.

« Progrès substantiels » et « défauts » de la nouvelle politique

La rencontre entre les deux délégations du parti socialiste et de la C.G.T. s'est ouverte, mercredi 17 février, à 15 heures, au siège de la C.G.T. La délégation socialiste, conduite par M. Lionel Jospin, premier secrétaire, comprenait MM. Popeno, Debarge, Jore, Charret, Bachy et Brana. Celle de la C.G.T., conduite par M. Georges Séguy, secrétaire général, était composée de MM. Krasucki, Lomte, Gauré, Larose, Veronèse et Le Guen.

Dans sa déclaration liminaire, M. Jospin rappelle que la C.G.T. a pendant la période qui a précédé le printemps 1981, n'a guère ménagé le P.S. et son candidat à l'élection présidentielle. M. Jospin estime que la politique menée par le nouveau pouvoir « marque des progrès substantiels » mais qu'il « y a place pour la critique » sur telle ou telle mesure particulière.

divisions syndicales « qui ont rarement été aussi fortes » et que les syndicats, notamment « lors de la bataille pour les nationalisations », ne se soient pas « engagés plus franchement ». Il souligne le « caractère global » de l'action gouvernementale et déclare : « L'attitude qui consiste à créditer les ministres communistes des actions positives du gouvernement et à critiquer le gouvernement en général lorsqu'il y a des insuffisances (...), y compris quand ces critiques concernent le secteur d'un ministre communiste, ne nous paraît pas correcte. Le gouvernement de la France est un tout. Ne jugez pas avec... ».

Le premier secrétaire du P.S. souligne que les positions de son parti et de la C.G.T. sont connues sur les trente-neuf heures, que le P.S. ne s'est pas réjoui plus que la C.G.T. du réajustement du 1 % sur les cotisations de sécurité sociale « mais que, là aussi, il y a des réalités à affronter ». Il note la divergence d'appréciation des deux organisations sur la représentation des salariés dans les conseils d'administration des entreprises nationales.

bonnes malgré les précisions, que la C.G.T. apprécie « positivement », apportées par le président de la République. Le secrétaire général de la C.G.T. considère que plusieurs réformes sociales et démocratiques « sont trop lentes à venir et conçues de façon trop restrictive ». C'est le cas, dit-il, de la durée du travail, des droits nouveaux des travailleurs et de l'ordonnance sur le retrait.

M. Séguy affirme que la C.G.T. organise des actions revendicatives qui répondent à la nécessité d'intervention directe des travailleurs considérée comme « un besoin et un moyen décisif du changement ». Il n'attend pas « d'écarter la dimension » des problèmes qui ont surgi entre les deux organisations, mais les énumère et les commente. Il regrette qu'il propose des événements de Pologne, plusieurs dirigeants du P.S. s'en soient pris à la C.G.T. Il déplore que des dirigeants du P.S. soient intervenus pour empêcher dans des réunions destinées à faire pression de l'intérieur et

en dehors des règles normales de la vie démocratique de la C.G.T. ».

M. Séguy conclut : « Le poids, l'autorité, l'expérience (de la C.G.T.) sont indispensables pour réussir. Il serait dangereux pour le succès commun de créer des situations fausses, de tenter d'affaiblir la C.G.T. ou d'adopter des positions discriminatoires et son égard. Nous ne demandons aucun privilège, mais le réalisme et le respect des règles d'une coopération nécessaire avec la C.G.T. ». Bien entendu, nous sommes à la fois conscients que nous pourrions surgir entre nos organisations n'ayant aucun consensus, dans la C.G.T., pour ses militants membres du P.S. ».

M. Jospin : ni gérer ni ignorer la crise

« Sur le rythme du changement il peut y avoir discussion, ajoute le premier secrétaire du P.S. Mais il convient de ne pas ignorer le monde réel dans lequel nous évoluons... ». M. Jospin ne se pose pas la question de savoir si la crise est une crise de gestion ou une crise de structure, mais il est sûr, que nous devons gérer l'économie alors qu'elle est en crise. Ni gérer ni ignorer la crise », M. Jospin résume ensuite les

divisions syndicales « qui ont rarement été aussi fortes » et que les syndicats, notamment « lors de la bataille pour les nationalisations », ne se soient pas « engagés plus franchement ». Il souligne le « caractère global » de l'action gouvernementale et déclare : « L'attitude qui consiste à créditer les ministres communistes des actions positives du gouvernement et à critiquer le gouvernement en général lorsqu'il y a des insuffisances (...), y compris quand ces critiques concernent le secteur d'un ministre communiste, ne nous paraît pas correcte. Le gouvernement de la France est un tout. Ne jugez pas avec... ».

Le premier secrétaire du P.S. souligne que les positions de son parti et de la C.G.T. sont connues sur les trente-neuf heures, que le P.S. ne s'est pas réjoui plus que la C.G.T. du réajustement du 1 % sur les cotisations de sécurité sociale « mais que, là aussi, il y a des réalités à affronter ». Il note la divergence d'appréciation des deux organisations sur la représentation des salariés dans les conseils d'administration des entreprises nationales.

Repondant aux critiques adressées au P.S. par M. Henri Krasucki, M. Jospin ajoute : « Le parti respecte l'indépendance syndicale (...). Il ne donne aucune consigne à ses adhérents dans les syndicats (...). Le refus de l'indépendance ne signifie pas naturellement indifférence à ce qui se passe dans les syndicats, notamment quand il s'agit du plus important d'entre eux (...). Le parti socialiste ne s'oppose pas à ce que l'on puisse vouloir faire pression sur lui : c'est le droit démocratique. Ayant d'ailleurs subi de telles pressions avant le 10 mai, et ayant résisté victorieusement, il se sent naturellement en état de résister maintenant. Bien des rapports de force ont changé. Personne ne pourra nous intimider : M. Jospin affirme ensuite que les militants socialistes adhérents de la C.G.T. ne doivent pas être « déçus » parce qu'ils sont socialistes ».

Les élections cantonales

PAS DE CONFLIT ENTRE LE R.P.R. ET L'U.D.F.

Les délégations du R.P.R. et de l'U.D.F. ont tenu mercredi 17 février leur cinquième réunion de concertation. Les représentants des deux délégations ont affirmé que, après la conclusion de leur pacte électoral pour les élections cantonales de mars prochain, tous les conflits ont été résolus au niveau local.

Les deux délégations lancent un appel à tous les Français et affirment que ces élections « seront l'occasion de manifester les refus des erreurs du pouvoir : absence généralisée d'insécurité et de violence, démission défilée et servile, abandon dans lequel sont laissés les agriculteurs, baisse du pouvoir d'achat de l'ensemble des salariés ».

M. Michel Pinton, secrétaire général de l'U.D.F., a dénoncé « la décoloration systématique des thèmes de violence » ajoutant : « La racine s'en trouve dans le fait que le gouvernement fait régner une justice de classe. Il est inadmissible que ceux qui ont défilé dans les rues se défendent par agression eux-mêmes. Nous condamnons cet état de fait ».

M. Bernard Pons, secrétaire général du R.P.R., a affirmé que le redoublement des cantons constituait « une véritable trahison électorale ». Les deux formations de l'opposition tiendront donc une double comptabilité des résultats, concernant, d'une part, les cent cinquante-cinq cantons nouveaux, d'autre part tous les autres, car « la véritable combat politique entre l'opposition et la majorité se passera dans ces derniers ».

M. SÉGUY : des réformes « trop lentes à venir »

M. Georges Séguy affirme pour sa part que depuis le 10 mai « l'attitude de la C.G.T. est tout entière orientée vers la réussite du changement ». Il revient à plusieurs reprises sur ce thème, remarquant que les orientations du gouvernement « vont dans la bonne direction », bien que le programme et les objectifs de la C.G.T. aillent plus loin que ceux du gouvernement. « La tendance générale de l'action gouvernementale nous paraît aller dans la bonne voie » avant de souligner des « défauts » que la C.G.T. est « obligée de critiquer et même de combattre ».

Dans ces « défauts », M. Séguy relève le pouvoir d'achat des salariés, le SMIC, les propositions gouvernementales en matière salariale dans la fonction publique, l'ordonnance sur les trente-neuf

LA DÉCLARATION COMMUNE

« La réunion a donné lieu à un large examen de la situation, de la politique du gouvernement de l'Union de la gauche, de son attitude positive des réformes engagées et des problèmes que pose la mise en œuvre du changement. »

« Les délégations ont vérifié les convergences et débattu avec franchise des divergences qui existent entre les deux organisations. »

« Dans le respect mutuel de la personnalité de chacune, les deux organisations ont affirmé leur volonté de créer les conditions d'une coopération efficace pour mettre en œuvre les grandes réformes économiques, sociales et démocratiques qui sont à l'ordre du jour. Elles ont convenu à cet effet, de maintenir entre elles les contacts nécessaires. »

« Face aux récentes manifestations de violence de certaines forces hostiles au changement, les deux délégations dénoncent ces agissements, qui nécessitent la régulation populaire. Elles se prononcent pour l'application de la loi républicaine à l'encontre des commandements paraverticaux et de ceux qui les inspirent. »

Mettez vos vacances à l'abri.



En vacances. L'idéal c'est de payer une bonne fois pour toutes au lieu de continuer à déboursier des sommes de plus en plus lourdes tous les ans. L'idéal c'est de mettre ses vacances à l'abri pour en profiter encore mieux. L'esprit plus serein et le portefeuille moins menacé.

La solution est simple, peu onéreuse, pratique et très agréable. Vous devenez propriétaire de votre période de vacances, pour toujours, dans un appartement Clubhotel pour une semaine, quinze jours ou plus. Votre période vous coûte entre 5.500* et 103.400* selon la station, la saison, la taille de votre appartement et la durée de votre séjour. En quelques années, vos vacances sont amorties. Vous les avez mises à l'abri des dépenses à fonds perdus et des

augmentations. Vous ne supportez que les charges correspondant à votre période. Vous retrouvez chaque année un appartement que vous connaissez bien, toujours entretenu, entièrement équipé.

Grâce au service Echange de Clubhotel, vos vacances sont à l'abri de la routine. C'est la porte ouverte à toutes les résidences Clubhotel. Il y en a 24 réparties dans les stations les plus prestigieuses. Ainsi chaque saison, vous avez la possibilité d'échanger votre période à la mer contre une à la montagne, aller passer vos vacances dans les Alpes ou sur la Méditerranée.

Votre période est bien à vous. Vous pouvez toujours la prêter, la louer ou la revendre.

* Station 2 pers. avant, Val-Thorens-Tignes, 30 pers. janvier
* Duplex 6 pers. cal. 2. période de Noël-Mont-D'Orbion.

CLUBHOTEL 745.17.66

Tignes Grande Motte, Tignes Les Cluses, Courchevel 1850, Courchevel 1550, Courchevel 1650, Courchevel 1750, Courchevel 1850, Courchevel 1950, Courchevel 2050, Courchevel 2150, Courchevel 2250, Courchevel 2350, Courchevel 2450, Courchevel 2550, Courchevel 2650, Courchevel 2750, Courchevel 2850, Courchevel 2950, Courchevel 3050, Courchevel 3150, Courchevel 3250, Courchevel 3350, Courchevel 3450, Courchevel 3550, Courchevel 3650, Courchevel 3750, Courchevel 3850, Courchevel 3950, Courchevel 4050, Courchevel 4150, Courchevel 4250, Courchevel 4350, Courchevel 4450, Courchevel 4550, Courchevel 4650, Courchevel 4750, Courchevel 4850, Courchevel 4950, Courchevel 5050, Courchevel 5150, Courchevel 5250, Courchevel 5350, Courchevel 5450, Courchevel 5550, Courchevel 5650, Courchevel 5750, Courchevel 5850, Courchevel 5950, Courchevel 6050, Courchevel 6150, Courchevel 6250, Courchevel 6350, Courchevel 6450, Courchevel 6550, Courchevel 6650, Courchevel 6750, Courchevel 6850, Courchevel 6950, Courchevel 7050, Courchevel 7150, Courchevel 7250, Courchevel 7350, Courchevel 7450, Courchevel 7550, Courchevel 7650, Courchevel 7750, Courchevel 7850, Courchevel 7950, Courchevel 8050, Courchevel 8150, Courchevel 8250, Courchevel 8350, Courchevel 8450, Courchevel 8550, Courchevel 8650, Courchevel 8750, Courchevel 8850, Courchevel 8950, Courchevel 9050, Courchevel 9150, Courchevel 9250, Courchevel 9350, Courchevel 9450, Courchevel 9550, Courchevel 9650, Courchevel 9750, Courchevel 9850, Courchevel 9950, Courchevel 10050, Courchevel 10150, Courchevel 10250, Courchevel 10350, Courchevel 10450, Courchevel 10550, Courchevel 10650, Courchevel 10750, Courchevel 10850, Courchevel 10950, Courchevel 11050, Courchevel 11150, Courchevel 11250, Courchevel 11350, Courchevel 11450, Courchevel 11550, Courchevel 11650, Courchevel 11750, Courchevel 11850, Courchevel 11950, Courchevel 12050, Courchevel 12150, Courchevel 12250, Courchevel 12350, Courchevel 12450, Courchevel 12550, Courchevel 12650, Courchevel 12750, Courchevel 12850, Courchevel 12950, Courchevel 13050, Courchevel 13150, Courchevel 13250, Courchevel 13350, Courchevel 13450, Courchevel 13550, Courchevel 13650, Courchevel 13750, Courchevel 13850, Courchevel 13950, Courchevel 14050, Courchevel 14150, Courchevel 14250, Courchevel 14350, Courchevel 14450, Courchevel 14550, Courchevel 14650, Courchevel 14750, Courchevel 14850, Courchevel 14950, Courchevel 15050, Courchevel 15150, Courchevel 15250, Courchevel 15350, Courchevel 15450, Courchevel 15550, Courchevel 15650, Courchevel 15750, Courchevel 15850, Courchevel 15950, Courchevel 16050, Courchevel 16150, Courchevel 16250, Courchevel 16350, Courchevel 16450, Courchevel 16550, Courchevel 16650, Courchevel 16750, Courchevel 16850, Courchevel 16950, Courchevel 17050, Courchevel 17150, Courchevel 17250, Courchevel 17350, Courchevel 17450, Courchevel 17550, Courchevel 17650, Courchevel 17750, Courchevel 17850, Courchevel 17950, Courchevel 18050, Courchevel 18150, Courchevel 18250, Courchevel 18350, Courchevel 18450, Courchevel 18550, Courchevel 18650, Courchevel 18750, Courchevel 18850, Courchevel 18950, Courchevel 19050, Courchevel 19150, Courchevel 19250, Courchevel 19350, Courchevel 19450, Courchevel 19550, Courchevel 19650, Courchevel 19750, Courchevel 19850, Courchevel 19950, Courchevel 20050, Courchevel 20150, Courchevel 20250, Courchevel 20350, Courchevel 20450, Courchevel 20550, Courchevel 20650, Courchevel 20750, Courchevel 20850, Courchevel 20950, Courchevel 21050, Courchevel 21150, Courchevel 21250, Courchevel 21350, Courchevel 21450, Courchevel 21550, Courchevel 21650, Courchevel 21750, Courchevel 21850, Courchevel 21950, Courchevel 22050, Courchevel 22150, Courchevel 22250, Courchevel 22350, Courchevel 22450, Courchevel 22550, Courchevel 22650, Courchevel 22750, Courchevel 22850, Courchevel 22950, Courchevel 23050, Courchevel 23150, Courchevel 23250, Courchevel 23350, Courchevel 23450, Courchevel 23550, Courchevel 23650, Courchevel 23750, Courchevel 23850, Courchevel 23950, Courchevel 24050, Courchevel 24150, Courchevel 24250, Courchevel 24350, Courchevel 24450, Courchevel 24550, Courchevel 24650, Courchevel 24750, Courchevel 24850, Courchevel 24950, Courchevel 25050, Courchevel 25150, Courchevel 25250, Courchevel 25350, Courchevel 25450, Courchevel 25550, Courchevel 25650, Courchevel 25750, Courchevel 25850, Courchevel 25950, Courchevel 26050, Courchevel 26150, Courchevel 26250, Courchevel 26350, Courchevel 26450, Courchevel 26550, Courchevel 26650, Courchevel 26750, Courchevel 26850, Courchevel 26950, Courchevel 27050, Courchevel 27150, Courchevel 27250, Courchevel 27350, Courchevel 27450, Courchevel 27550, Courchevel 27650, Courchevel 27750, Courchevel 27850, Courchevel 27950, Courchevel 28050, Courchevel 28150, Courchevel 28250, Courchevel 28350, Courchevel 28450, Courchevel 28550, Courchevel 28650, Courchevel 28750, Courchevel 28850, Courchevel 28950, Courchevel 29050, Courchevel 29150, Courchevel 29250, Courchevel 29350, Courchevel 29450, Courchevel 29550, Courchevel 29650, Courchevel 29750, Courchevel 29850, Courchevel 29950, Courchevel 30050, Courchevel 30150, Courchevel 30250, Courchevel 30350, Courchevel 30450, Courchevel 30550, Courchevel 30650, Courchevel 30750, Courchevel 30850, Courchevel 30950, Courchevel 31050, Courchevel 31150, Courchevel 31250, Courchevel 31350, Courchevel 31450, Courchevel 31550, Courchevel 31650, Courchevel 31750, Courchevel 31850, Courchevel 31950, Courchevel 32050, Courchevel 32150, Courchevel 32250, Courchevel 32350, Courchevel 32450, Courchevel 32550, Courchevel 32650, Courchevel 32750, Courchevel 32850, Courchevel 32950, Courchevel 33050, Courchevel 33150, Courchevel 33250, Courchevel 33350, Courchevel 33450, Courchevel 33550, Courchevel 33650, Courchevel 33750, Courchevel 33850, Courchevel 33950, Courchevel 34050, Courchevel 34150, Courchevel 34250, Courchevel 34350, Courchevel 34450, Courchevel 34550, Courchevel 34650, Courchevel 34750, Courchevel 34850, Courchevel 34950, Courchevel 35050, Courchevel 35150, Courchevel 35250, Courchevel 35350, Courchevel 35450, Courchevel 35550, Courchevel 35650, Courchevel 35750, Courchevel 35850, Courchevel 35950, Courchevel 36050, Courchevel 36150, Courchevel 36250, Courchevel 36350, Courchevel 36450, Courchevel 36550, Courchevel 36650, Courchevel 36750, Courchevel 36850, Courchevel 36950, Courchevel 37050, Courchevel 37150, Courchevel 37250, Courchevel 37350, Courchevel 37450, Courchevel 37550, Courchevel 37650, Courchevel 37750, Courchevel 37850, Courchevel 37950, Courchevel 38050, Courchevel 38150, Courchevel 38250, Courchevel 38350, Courchevel 38450, Courchevel 38550, Courchevel 38650, Courchevel 38750, Courchevel 38850, Courchevel 38950, Courchevel 39050, Courchevel 39150, Courchevel 39250, Courchevel 39350, Courchevel 39450, Courchevel 39550, Courchevel 39650, Courchevel 39750, Courchevel 39850, Courchevel 39950, Courchevel 40050, Courchevel 40150, Courchevel 40250, Courchevel 40350, Courchevel 40450, Courchevel 40550, Courchevel 40650, Courchevel 40750, Courchevel 40850, Courchevel 40950, Courchevel 41050, Courchevel 41150, Courchevel 41250, Courchevel 41350, Courchevel 41450, Courchevel 41550, Courchevel 41650, Courchevel 41750, Courchevel 41850, Courchevel 41950, Courchevel 42050, Courchevel 42150, Courchevel 42250, Courchevel 42350, Courchevel 42450, Courchevel 42550, Courchevel 42650, Courchevel 42750, Courchevel 42850, Courchevel 42950, Courchevel 43050, Courchevel 43150, Courchevel 43250, Courchevel 43350, Courchevel 43450, Courchevel 43550, Courchevel 43650, Courchevel 43750, Courchevel 43850, Courchevel 43950, Courchevel 44050, Courchevel 44150, Courchevel 44250, Courchevel 44350, Courchevel 44450, Courchevel 44550, Courchevel 44650, Courchevel 44750, Courchevel 44850, Courchevel 44950, Courchevel 45050, Courchevel 45150, Courchevel 45250, Courchevel 45350, Courchevel 45450, Courchevel 45550, Courchevel 45650, Courchevel 45750, Courchevel 45850, Courchevel 45950, Courchevel 46050, Courchevel 46150, Courchevel 46250, Courchevel 46350, Courchevel 46450, Courchevel 46550, Courchevel 46650, Courchevel 46750, Courchevel 46850, Courchevel 46950, Courchevel 47050, Courchevel 47150, Courchevel 47250, Courchevel 47350, Courchevel 47450, Courchevel 47550, Courchevel 47650, Courchevel 47750, Courchevel 47850, Courchevel 47950, Courchevel 48050, Courchevel 48150, Courchevel 48250, Courchevel 48350, Courchevel 48450, Courchevel 48550, Courchevel 48650, Courchevel 48750, Courchevel 48850, Courchevel 48950, Courchevel 49050, Courchevel 49150, Courchevel 49250, Courchevel 49350, Courchevel 49450, Courchevel 49550, Courchevel 49650, Courchevel 49750, Courchevel 49850, Courchevel 49950, Courchevel 50050, Courchevel 50150, Courchevel 50250, Courchevel 50350, Courchevel 50450, Courchevel 50550, Courchevel 50650, Courchevel 50750, Courchevel 50850, Courchevel 50950, Courchevel 51050, Courchevel 51150, Courchevel 51250, Courchevel 51350, Courchevel 51450, Courchevel 51550, Courchevel 51650, Courchevel 51750, Courchevel 51850, Courchevel 51950, Courchevel 52050, Courchevel 52150, Courchevel 52250, Courchevel 52350, Courchevel 52450, Courchevel 52550, Courchevel 52650, Courchevel 52750, Courchevel 52850, Courchevel 52950, Courchevel 53050, Courchevel 53150, Courchevel 53250, Courchevel 53350, Courchevel 53450, Courchevel 53550, Courchevel 53650, Courchevel 53750, Courchevel 53850, Courchevel 53950, Courchevel 54050, Courchevel 54150, Courchevel 54250, Courchevel 54350, Courchevel 54450, Courchevel 54550, Courchevel 54650, Courchevel 54750, Courchevel 54850, Courchevel 54950, Courchevel 55050, Courchevel 55150, Courchevel 55250, Courchevel 55350, Courchevel 55450, Courchevel 55550, Courchevel 55650, Courchevel 55750, Courchevel 55850, Courchevel 55950, Courchevel 56050, Courchevel 56150, Courchevel 56250, Courchevel 56350, Courchevel 56450, Courchevel 56550, Courchevel 56650, Courchevel 56750, Courchevel 56850, Courchevel 56950, Courchevel 57050, Courchevel 57150, Courchevel 57250, Courchevel 57350, Courchevel 57450, Courchevel 57550, Courchevel 57650, Courchevel 57750, Courchevel 57850, Courchevel 57950, Courchevel 58050, Courchevel 58150, Courchevel 58250, Courchevel 58350, Courchevel 58450, Courchevel 58550, Courchevel 58650, Courchevel 58750, Courchevel 58850, Courchevel 58950, Courchevel 59050, Courchevel 59150, Courchevel 59250, Courchevel 59350, Courchevel 59450, Courchevel 59550, Courchevel 59650, Courchevel 59750, Courchevel 59850, Courchevel 59950, Courchevel 60050, Courchevel 60150, Courchevel 60250, Courchevel 60350, Courchevel 60450, Courchevel 60550, Courchevel 60650, Courchevel 60750, Courchevel 60850, Courchevel 60950, Courchevel 61050, Courchevel 61150, Courchevel 61250, Courchevel 61350, Courchevel 61450, Courchevel 61550, Courchevel 61650, Courchevel 61750, Courchevel 61850, Courchevel 61950, Courchevel 62050, Courchevel 62150, Courchevel 62250, Courchevel 62350, Courchevel 62450, Courchevel 62550, Courchevel 62650, Courchevel 62750, Courchevel 62850, Courchevel 62950, Courchevel 63050, Courchevel 63150, Courchevel 63250, Courchevel 63350, Courchevel 63450, Courchevel 63550, Courchevel 63650, Courchevel 63750, Courchevel 63850, Courchevel 63950, Courchevel 64050, Courchevel 64150, Courchevel 64250, Courchevel 64350, Courchevel 64450, Courchevel 64550, Courchevel 64650, Courchevel 64750, Courchevel 64850, Courchevel 64950, Courchevel 65050, Courchevel 65150, Courchevel 65250, Courchevel 65350, Courchevel 65450, Courchevel 65550, Courchevel 65650, Courchevel 65750, Courchevel 65850, Courchevel 65950, Courchevel 66050, Courchevel 66150, Courchevel 66250, Courchevel 66350,

Le Monde

LIVRES

UNE MALADIE DE NOTRE CULTURE

Nier l'inexplicable

Un essai d'Alain Finkielkraut sur la « ré-vision » du génocide

« **Q**UE le parti puisse étendre son bras sur le passé et dire d'un événement : « Cela ne fut jamais », est une chose terriblement humaine. »

Alain Finkielkraut, dans *« L'affaire Faurisson »*, nous dit : « Lorsque l'homme a frappé du poing dans le passé et s'est écrit en parlant des chambres à gaz nazies : « Cela ne fut jamais », peu de gens ont reconnu en lui l'élève de Big Brother. Aux yeux des adversaires les plus irréductibles de tous les appareils de domination, il est même apparu comme un martyr de la répression, une victime de la censure. La haine du pouvoir ne lui a pas gagné des ennemis, mais des sympathisants. »

L'affaire Faurisson — on aura reconnu l'étrange profes-

seur — demeure, le symptôme d'une maladie de notre culture. Ce genre trop commode si ceux qui nient le génocide des juifs n'étaient que des nostalgiques du III^e Reich, si « Faurisson roulaient pour Hitler ». Mais, comme en témoignent encore la parution récente, aux éditions de la Différence, d'un ouvrage collectif intitulé *« L'antisémitisme »*, ce sont des intellectuels de gauche, à sensibilité libérale, et parmi eux des juifs, qui prennent, au nom de la liberté d'expression, la défense de thèses « révisionnistes ».

Alain Finkielkraut ne perd pas son temps à contester ces thèses

en leur opposant les faits : les historiens s'y sont employés. Libre aux enquêteurs habiles par « l'esprit fécond du doute » de se plonger dans l'abondante littérature suscitée par l'extermination hitlérienne et d'y chercher des failles. Ils en viendront, au mieux, à chipoter sur le chiffre (moins de six millions, plus de quatre millions deux cent mille) et sur les techniques du massacre. Ce qui importe, en revanche, à ceux qui veulent comprendre le présent, c'est de voir quelles maladies de l'entendement traduisent la négation du génocide.

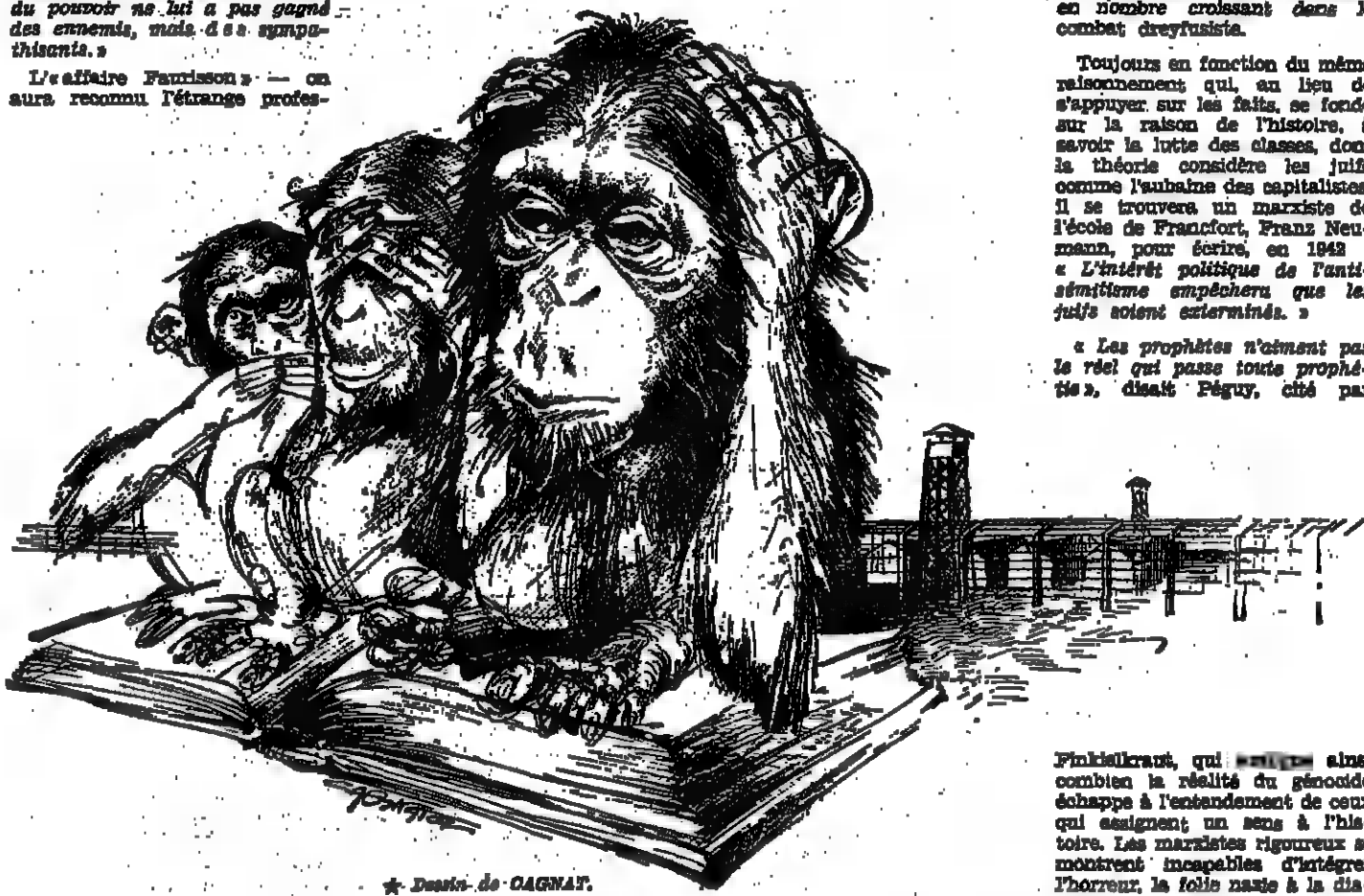
L'antisémitisme, montre A. Finkielkraut, n'est pas en cause, on le sait. C'est, au contraire, l'interpréta-

tion de l'antisémitisme comme dérivant de la lutte de classe qui a ouvert la voie au scepticisme sur la réalité de la solution finale. Pour le rationalisme marxiste, pour la pensée socialiste au tournant du siècle, le capitalisme se sert des juifs afin de détourner sur eux la révolte des exploités.

D'où le refus des socialistes, dans leur majorité, sinon de croire à l'innocence de Dreyfus, du moins de prendre parti dans une querelle interne de la classe dirigeante. Karl Liebknecht, le patriarche de la social-démocratie allemande, ira jusqu'à déduire la culpabilité de Dreyfus de sa race. Et il faudra l'avait fait de sa race. Et il faudra toute la radicalité de Jaurès, son respect du réel et de la vérité, pour entraîner des socialistes en nombre croissant dans le combat dreyfusiste.

Toujours en fonction du même raisonnement, qui, au lieu de s'appuyer sur les faits, se fonde sur la raison de l'histoire, à savoir la lutte des classes, dont la théorie considère les juifs comme l'auxiliaire des capitalistes, il se trouvera un marxiste de l'école de Frankfurt, Franz Neumann, pour écrire, en 1948 : « L'intérêt politique de l'antisémitisme empêchera que les juifs soient exterminés. »

« Les prophètes n'étaient pas le réel qui passe toute prophétie », disait Fégué, cité par



★ Dessin de GAGNAT.

Drumont et l'antisémitisme

Michel Winock analyse les ingrédients du « socialisme des imbéciles »

AVEC une parfaite loyauté, Michel Winock ne cache pas que son ouvrage est un groupement de huit études publiées par lui en divers lieux depuis 1971. Rassembler ces écrits sous le titre choqué est un peu artificiel. On voit mal ce que viennent à faire les pages consacrées à l'incendie du Bazar de la Charité. Bien sûr, le rapport entre Edouard Drumont et la question des « catholiques français face au fascisme ». Et si le livre chapitre réservé au Gile de Drien La Rochelle est très bon — dense et pénétrant — il ne se rattache que de loin à ce que nous avons pris, à la foi du loup, pour une enquête sur Drumont lui-même.

Un homme comme Drumont, qui n'a pas été sans influence, il vaudrait la peine de savoir qui il était d'avoir à son sujet un commentaire de réponse aux trois questions dont, Sauter-Bourne, qu'il est, capitaine pour entrevoir la réalité d'un être : l'argent, la sexualité, les idées politiques et religieuses. J'aimerais surtout savoir si Drumont fut un « croyant », ce qui m'étonnerait de la part de ce frénétique. Les complices sur M. Winock pour m'éclairer. Déception. Dommage.

Ce regret notifié et ces remarques faites, reste que ledit recueil de textes épars est loin d'être négligeable, quand ce ne serait que par les documents

qu'il nous met, ou nous remet, sous les yeux. Et de plus le mérite de Winock est de rapprocher d'une spécificité Drumont dans cet antisémitisme dont il ne fut nullement l'inventeur, mais un des héritiers les plus maléfiques. Sait-on — pour ma part, je l'ai appris dans ce volume — que le slogan « la France est française », qui ne cesse pas d'être à nos oreilles droite plus ou moins mautratisme, de repartir obstinément sur nos murs, vient directement de la Libre Parole, le quotidien de Drumont ? C'en était même le sous-titre. Oui, trois éléments « conglutins », dit Winock, dans l'antisémitisme de Drumont : l'héritage antijudaïque de la tradition chrétienne, l'antisémitisme judéophobe d'une certaine gauche populiste, et le méisme dérivé d'une anthropologie prétendument scientifique.

L'héritage chrétien, on le connaît : on ne le connaît que trop, et il a pratiquement disparu, dans l'horreur, à peu près tout ce dont le nazisme se glorifiera. Par bonheur, les choses, sur ce point, ont changé. L'antisémitisme de gauche (« le socialisme des imbéciles », dira Bebel) se manifeste avec le plus d'éclat sous Louis-Philippe avec le pamphlet de Proudhon, 1848 : « Les juifs rois de l'époque ». Ce nom : « Rothschild » fascine, aveugle, finit par résumer très fausement une situation où les grands manipulateurs non juifs de l'argent, les Casimir-Périer, les Laffitte, les Schneider, sont d'aussi grands fauves, ou d'aussi hideux chacals que le célèbre groupe de Frankfurt. Et Drumont, avec d'autres, va essayer de capter au moins une partie des forces ouvrières croissantes pour la mettre au service de son entre-

prise antirépublicaine et l'unir sournoisement aux intérêts obscurs d'une part, et à ceux d'autre part, d'un pseudo-patriotisme plus ou moins d'utiliser l'armée pour la protection des nausés que pour la défense du territoire.

C'est anthropologie, retenons la sentence de Renan, 1855 : « La race semite comparée à la race indo-européenne représente une combinaison inférieure de la race humaine. » Ce qu'il importe aussi de ne pas ignorer, c'est qu'il a existé — et qu'il existe toujours — un antisémitisme à base d'« antichristianisme ». Michel Winock nous rappelle en 1884 qu'il est une conséquence de la guerre et d'un judaïsme juéo-chrétien.

Le mépris des juifs professé par Voltaire, son aversion à leur égard (les juifs, à ses yeux, sont « l'opprobre du genre humain »), tiennent avant tout à ce que sa leur « détestable espérance » est sortie la bande « chrétienne ». La détestation, l'exécration du « judéo-christianisme », se retrouvent aujourd'hui en pleine évidence et en pleine action dans telle secte effrayante, aisément identifiable.

Il est amer de penser que si la France avait eu l'honneur, en 1794, de procéder à l'émancipation des juifs — encore que Napoléon, bien entendu, et selon la logique de son personnage, est inauguré à leur égard, en 1806, des mesures répressives — amer, oui, pénible et cruel de penser que notre pays a également subi la honte de voir apparaître, sous Pétain, un monstrueux statut des juifs édicté en 1940, perfectionné en 1941.

HENRI GUILLEMIN.

(Lire la suite page 17.)

Finkielkraut, qui « ainsi » combien la réalité du génocide échappe à l'entendement de ceux qui enseignent un sens à l'histoire. Les marxistes rigoureux se montrent incapables d'intégrer l'horreur, la folie nazie à la dialectique. « De quoi s'agit-il ? D'Anschauen, c'est-à-dire d'un massacre malcommode, insaisissable, comme les prophètes ne pouvaient pas le prévoir et qui demeure un outrage à la théorie révolutionnaire. » Il s'agit donc, pour qui s'accroche à cette théorie, de relativiser le massacre ou banaliser l'épouvante méthodique, ou la ramener aux horreurs fatales de la guerre, et, si besoin est, on le nie.

C'est ainsi qu'interviennent, sur la question des chambres à gaz, les marxistes libertaires qui font les propagateurs des thèses révisionnistes. Leur maître, leur modèle, est Paul Rassinier, dont Alain Finkielkraut trace un portrait intellectuel et moral saisissant, en montrant chez lui les ravages de l'idéologie. Déporté à Buchenwald, ce résistant de la première heure caduque sa vision du monde contre les déments que l'histoire lui inflige. Opposé à gauche au parti communiste des années 30, son adversaire est la Russie stalinienne.

« Prophétique, Rassinier annonce, avec près de vingt ans d'avance, la conversion de la gauche antifasciste en gauche antitotalitaire. Zola, il supprime le seul obstacle qui pourrait gêner cette conversion : les chambres à gaz des camps d'extermination nazis. » Pour les anciens militants gauchistes qui défendent Faurisson, il faut établir que Staline égale Hitler. Or les camps nazis restent irréductibles à la terreur stalinienne, si l'extermination y a été planifiée, et mise en œuvre par une technologie de la mort. On effacera donc les chambres à gaz, pour éliminer la différence entre les deux totalitarismes. D'où la négation de l'événement au profit de la seule logique totalitaire.

MICHEL CONTAT.

(Lire la suite page 16.)

la feuilleton

UN ESSAI DE P.-W. LASOWSKI

Syphilis m'était contée...

L'écritain reconnu, en France, par de nombreux Voila pourquoi, que de postulants à la gloire littéraire sient la tête baissée que le public n'en demande tant, les comptoirs des libraires coulent de nouveau jours-ci les « romans » n'ayant de « romans » que le nom, tous « tendres et féroces », « à la mode », ou « parbleu ! un « authentique talent ». Pour couvrir ce tintamarre, les éditeurs de livres d'aujourd'hui obligés de soutenir des livres toujours plus choquantes, sur des thèmes toujours plus improbables, et avec une enflure qui fait crier les gogos au grand style. A ce régime, les essayistes véritables et honnêtes au battage ont la vie rude. Il faut dénicher les piles brillantes. Mais quand on en trouve un, comme c'est le cas de Lasowski, quelle honte ! Enfin ces renseignements et des raisonnements qui invitent le lecteur, à la mémoire, à réfléchir son esprit, l'invitent à poursuivre la lecture !

Non, ne cherchez pas : Patrick-Wald Lasowski n'a jamais proféré le mot de « syphilis » qu'il fallait penser, sans peine d'infamie, au Dieu, au sang au la Pologne. On nous laisse ignorer son visage et son curriculum. Gallimard se contente de lui attribuer le brevet, éloquent ou moins pour les anciens,

par Bertrand Poirot-Delpech

de la littérature gris perle dans laquelle perurent naguère les mots de Rimbaud ou de Brice-Parain. Malgré ce label, qui a la Liberté, du moins Lasowski, en 1980 ? Je m'y suis reporté : la syphilis du dix-huitième siècle y est décrite avec une certaine bonhomie.

Syphilis traite du siècle suivant, du plus inédit. « Tout n'est que syphilis », songait Paul Eluard. Pourquoi ça ? Pourquoi, d'une maladie vieille comme l'amour, la société et les écrivains du dix-neuvième ont-ils fait un mythe aussi envahissant, et le fondement de leur « modernité » ? Des réponses érudites surgissent de Balzac, Barbey d'Aurevilly, Baudelaire, Daudet, Flaubert, Gautier, les Goncourt, Huysmans, Maupassant, Stendhal, Zola...

Pas question de nier l'existence des maladies vénériennes qui furent alors une obsession particulière. La syphilis au bord de la guérison, les chaudes-pièces, l'écoulement, les lésions d'origine dans le monde. Tout le siècle y est passé ! Il a fallu la pénicilline pour que la mal et ses effets disparaissent, comme par enchantement. Les génies aussi, dit pour rire : mais il est vrai que beaucoup de génies de ce siècle ont été victimes du tréponème, il est les stades.

Mais le mal pathologique a donné lieu à une exploitation culturelle sans précédent. L'art de la conquête du pouvoir, les savants ont flatté les horreurs de la syphilis, en faisant que l'écritain était l'écritain du malade, que le génie, comme le plaisir, doit au pays très cher. Les écrivains ont écrit leur compte dans cette syphilis et mettent à l'échelle la syphilis une jubilation juvénile. Le Zola de Nana n'est pas seul à savourer le spectacle de la putréfaction. C'est à qui peindra avec le plus de détails répugnants la décomposition des chairs, les visages défigurés, les têtes sur les yeux, les orbites vides, les membres qui se détachent, les corps livides à des plaies saignantes. Parfois contre toute réalité scientifique, l'art revient à cette occasion des déréglés et des démentes antiques.

Cette fascination proche du coup de foudre ne donne pas seulement naissance à une œuvre descriptive. Elle joue un rôle actif dans l'imaginaire créatif et la « morale immanente ». L'art confirme opportunément la culpabilité du plaisir, du sexe, et d'abord du sexe féminin. La syphilis populaire liée à la répression religieuse triomphe : on est puni par où on a péché. La crainte d'être contaminé gouverne la jouissance. L'île de Cythère n'est pas remplie de corps sains mais de charognes. La syphilis anonyme est la syphilis au service de l'argent, l'écoulement des écrivains au grouillement des richesses. La syphilis devient synonyme de peuple, de nature, de vérité, de force effrayante. Elle porte en elle les risques d'aphasie, les germes de la décadence.

L'assimilation du plaisir à la maladie est totale. Les mêmes termes signalent l'un et l'autre, ainsi que les mêmes images de dévotion et de mort. La débauche malsaine immensément au supplice ignominieux des écrivains. L'acte s'accomplit dans un mélange de désespoir et de bonheur. On parle au soupçon : qui a passé la maladie à qui ? Il court, il court, le furet. La ronde n'en finit pas. Le coupable ne peut être que l'autre, au loin, ou l'intérieur.

(Lire la suite page 16.)

Après "L'Accent de ma Mère":

MICHEL RAGON

Ma sœur aux yeux d'Asie

"Un livre doux comme le souvenir."

Pierre Sifriot

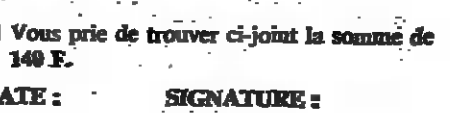
ALBIN MICHEL

Une maladie de notre

Jaurès, Blum et l'affaire Dreyfus

Au ~~...~~ de Broca, abondamment cités par William B. Cohen, la plupart des savants français du dix-neuvième ~~...~~ finissant, ~~...~~ et petits ~~...~~ Play, Tarde, Durkheim. Levasseur ~~...~~ sont antipathiques ~~...~~ à dix violemment et

DATE: SIGNATURE:



d'être, est en voie de disparition.

Il y a eu, en 1894, une liste de 100 noms de personnes qui ont été arrêtées en vertu de la loi sur l'archaïsme. Nous sommes en 1894, à la fin de l'année Dreyfus et de l'archaïsme.

L'Etat par Thiers Herzl ! En devenant le premier des dreyfusards en participant au mouvement sioniste, Bernard Lazare démentira son propre livre. Dans des écrits suivants, il

★ L'ANTISEMITISME, SON HISTOIRE ET SES CAUSES, de Bernard Lazare. Editions de La Différence. 288 pages. 100 fr.

Théâtre ouvert
en coproduction avec...
leçons de bonheur
Liliane Adon
23 février/20 mars
le jardin d'hiver
loc. 262.59.49 - fnac - copar

PIANO★★★
SALLE PLEYEL
24 février 20 h 30
MARIA TIPO
SCHUMANN-CLEMENTI
Loc. 262.59.73

CENTRE CULTUREL CANADIEN
rue de Valenciennes 171 - 75013-Paris
Mardi 23 février, à 12 h 30
DOROTHY SANDLER-GLICK
piano
Œuvres de Stravinsky, Mozart, Glick, Buscayni et Chopin
Entrée libre

STUDIO THÉÂTRE 14
20, AVENUE MARC SANGNIER - 14e
Quelle belle vie! Quelle belle mort!
D'APRÈS DOROTHY PARKER
"Quel beau travail" François Chalais France-Soleil
"... brèves et piquantes comédies..."
"Une réussite pour tous" P.L. Mignon France-Inter
TEXTE RÉVISÉ PAR GUY GROUT - MISE EN SCÈNE A. VOUTINAS
PAR LE THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES
LOCATION THÉÂTRE 545.49.77 - FNAC - PLACES 35 F ET 25 F

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES
DIRECTION : YVES-CLAUDE VALLEE
PRODUCTION : YVES JOSSE

LE BALLET NATIONAL DU PORTUGAL
VENDREDI 19 FÉVRIER 1982 A 20 H 30
SAMEDI 20 FÉVRIER : MATINÉE A 14 H 30, SOIRÉE A 20 H 30
ROMÉO ET JULIETTE
MUSIQUE DE PROKOFIEV
CHORÉGRAPHIE DE GEORGES SKIBINE
JEUDI 18 FÉVRIER 1982 A 20 H 30
TRANSPARENCES - ANDANTE - RAMIFICATIONS
CARMINA BURANA
MUSIQUE DE CARL ORFF
CHORÉGRAPHIE D'ARMANDO JORGE
SCÈNES À 44 GUICHETS ET PAR TÉLÉPHONE AU 723.77
TÉLÉPHONE 111 111 A 19 H SAUF DIMANCHE - FNAC ET AGENCES

HARLEM ANNÉS 30
Bubbling Brown Sugar
LA PERFECTION ABSOLUE ! Punch et rythme endiablé.
Broadway qu'on jouit au plein cœur.
LE FIGARO
De quoi ENTHOUSIASMER les plus froids ! VIVIAN REED la nouvelle déesse noire. Ne la riez sous aucun prétexte.
FRANCE-SOIR
Interprètes tous remarquables. Si vous broyez du noir, pas d'autres remèdes que d'aller les entendre.
LE PARISIEN

JUSQU'AU 21 MARS SEULEMENT HÂTEZ-VOUS !
LOCATION 14 JOURS A L'AVANCE
AU THÉÂTRE, AGENCES, FNAC
SOIRÉES : 20H30 (SAUF DIMANCHE ET LUNDI)
MATINÉES : SAMEDI A 15H, DIMANCHE A 11H ET 14H
OPÉRA-THÉÂTRE 261.95.65

MERCREDI 24 FÉVRIER
LES ANGES DE FER
UN FILM DE THOMAS BRASCH
NATHANIEL TAYLOR, JAMES WATKINS, JAMES WATKINS

SPECTACLES

théâtres

LES SPECTACLES NOUVEAUX
JOËL, Comédie de Paris (281-00-11), 20 h 30.
L'HEURE DE MON PLUS GRAND SILENCE, Fondation de l'Allemagne (589-22-26), 20 h 45.
UN AMOUR DE THÉÂTRE, L'œcoumène (544-57-34), 20 h 30.
LES CANCANS, Théâtre 13 (589-05-99), 20 h 30.
L'ALPAGE, Basile (278-46-42), 22 h 15.
TOUT ÇA C'EST UNE DESTINÉE NORMALE, Antony, théâtre F. Génier (666-02-74), 21 h.
CALIGULA, Versailles, Théâtre Montancier, (950-71-18), 20 h 30.

Les salles subventionnées et municipales

Opéra (742-57-50), 19 h 30 : Soirée de ballet.
Salle Favart (296-12-20), 20 h 30 : Bubbling brown sugar (Harlem années 30).
Comédie-Française (296-10-20), 20 h 30 : La Dame de chez Maxim.
Chaillet (727-81-15), 20 h : Faust ; Grand Théâtre (20 h 30 : Extrême avec M. Sadi Housseini ; 18 h 15 : Le sac du palais d'Orléans (marionnettes chinoises).
Odéon (325-70-32), 20 h 30 : Hedda Gabler.
Petit Odéon (325-70-32), 18 h 30 : Voyage de Madame Knipper vers la France orientale.
Petit Tey (797-96-06), 20 h 30 : Bruce Schwartz.
Centre Pompidou (277-12-33), 20 h 30 : L'espace Pollock - les livres d'architecture - Musique de chambre du XXe siècle, par les solistes de l'Ensemble Intercontemporain.
Carré Silvia Mounet (531-28-34), 20 h 30 : Faust.

Les autres salles

Antoine (208-77-71), 20 h 30 : Potiche.
Artistic-Athénée, (335-21-10), 20 h 30 : L'Orange.
Aro-Hébert (387-23-23), 21 h : L'Étranger d'Orléans.
Athalie (605-49-24), 21 heures : Le Nombril.
Bouffes du Nord (219-34-30), 20 h 30 : La Tragedie de Carme.
Bouffes-Parisiens (296-97-03), 21 heures : Diable d'homme.
Cartoucherie, Epée de Bois (808-39-74), 20 h 30 : Érotisme contre la Commune.
Théâtre de la Tompaine (325-11-11), 20 h 30 : L'Étranger dans la nuit.
Théâtre du soleil (574-24-08), 18 h 30 : Richard II.
Carré Marie Odette (259-97-62), 20 h 45 : Évasion.
CSP-Théâtre Paris-12 (343-19-01), 20 h 45 : Les Montons blancs.
Cité internationale (589-18-49), Galerie, 20 h 30 : La Religieuse ; la Ressource, 20 h 30 : Ce lit, tu es né avec ; Grand Théâtre, 20 h 30 : La divine comédie.
Comédie Comédie (742-45-41), 21 h : Revue de la Fête.
Comédie de l'Europe (720-24-24), 20 h 30 : Jardin d'Épouse.
Comédie de l'Europe (720-24-24), 20 h 30 : La servante anonyme.
Conférences (387-67-38), 20 h 30 : Édoard à mort.
Danton (261-69-14), 21 h : La vie est trop courte.
Edouard VII (742-57-49), 20 h 30 : La Dame de diable.
Espace-Cordia (366-17-30), 20 h 30 : Orestie pour une vie.
Espace-Gallie (327-45-34), 22 heures : Stratégie pour la vie.
Espace-Mars (271-10-19), 20 h 30 : le Misanthrope.
Estimote (278-46-42), 20 h 45 : le Maître des médailles - 18 h 30 : Balade ; 21 h : Proie.
Fondation Deutsch de la Meurthe (241-82-16), 20 h : Vie et mort du roi bohéme.
Fontaine (874-74-00), 20 h 30 : Kou de chape.

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles - **LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES - 704.70.20** (liques groupées) (de 11 heures à 21 heures, dimanches et jours fériés)

Jeudi 18 février 1982

Gaité Montparnasse (322-16-18), 22 heures : L'Amour...
Huchette (326-58-99), 20 h 30 : la Comtesse chavre ; 11 h 15 : L'opéra ; 22 h 30 : L'opéra.
Insouciant 17 (7-58-41), 20 h 30 : Vol...
La Bruyère (874-76-99), 21 heures : le Di...
Mars-château (586-55-83), 20 h 30 : ...
Lacenaire (544-57-34), Théâtre Noir, 11 h 15 : 22 h 15 : S. Joly ; Théâtre...
Rouge ; 18 h 30 : Don Quichotte ; 22 h 15 : le Combat de la comédie ; Petit...
salle, 18 h 30 : Paresse française.
Madeleine (265-07-09), 20 h 45 : Du vent...
dans les vallées de la Seine.
Marie-Stuart (508-17-80), 20 h 30 : Tite...
des chèvres.
Marigny Salle (225-20-74), 21 heures : le Garçon d'appartement.
Mathurien (265-90-00), 21 h : Jacques et...
son maître.
Michel (265-35-02), 21 h 15 : On était en...
à...
Michelet (742-95-22), 20 h 30 : la Patis...
mouille.
Moderne (280-09-30), 20 h 30 : Trio.
Montparnasse (322-16-18), 21 heures : ...
Tristesse.
Œuvre (874-42-52), 20 h 30 : Orléan...
chand.
Palais-Royal (397-59-61), 20 h 45 : Pans...
vie française.
Petit Forum (297-53-47), 20 h 30 : Toute...
homme bœuf.
Poche (548-02-97), 21 h : Baron baroque.
Régence (224-4-08), 20 h : Paroche le...
Saint-Georges (878-63-47), 20 h 45 : le...
Charman.
Scala (261-64-00), 20 h 30 : les Caprices...
de Marianne.
Studio des Champs-Élysées (723-35-10), 20 h 45 : le Cœur sur la main.
Studio-théâtre 14 (545-49-77), 20 h 30 : ...
Quelle belle vie, quelle belle mort.
T.A.L. Théâtre d'Essai (278-10-79), 20 h 30 : L'Écume des jours ; 22 h : ...
morphose.
Théâtre d'Edgar (322-11-03), 20 h 30 : ...
Vampires au paradis ; 22 heures : ...
Nous on fait ça on nous dit de faire.
Théâtre de la Marse (278-03-53), 20 h 30 : ...
Heur IV.
Théâtre noir (797-85-14), 20 h 30 : ...
sol et Bouton.
Théâtre du Parvis (633-08-80), 20 h 30 : ...
Écoute la vent sur la...
Théâtre de la Plaine (250-13-63), 20 h 30 : ...
Le dernier des médailles ; L'Équarissage...
pour tous.
Théâtre Présent (203-02-53), 20 h 30 : ...
Pantagruel.
Théâtre des Quatre-Cent-Cinquante (633-01-21), 20 h 30 : Mademoiselle Julie.
Théâtre du Rond-Point (256-70-80), 20 h 30 : Antigone toujours ; petite salle, 20 h 30 : ...
Maison internationale du théâtre, 18 h 30 : ...
Soleil-Simon le...
voyeur.
Théâtre 18 (226-47-47), 22 heures : Lettre...
au père.
Variétés (233-09-92), 20 h 30 : Chéri.

La danse

Palais des Congrès (758-27-78), 20 h 30 : la Belle au bois dormant.
Palais des Glaces (607-49-93), 20 h 30 : Bal et ballets à la cour de Louis XIV.
Théâtre 18 (226-47-47), 20 h : C'est...
comme ça qu'il faut faire.
Théâtre des Champs-Élysées (723-47-77), 20 h 30 : Ballet National du Portugal (Carmine Burana).

Les chansonniers

Caveau de la République (278-44-45), 21 h : ...
Deux-Anne (606-10-26), 21 h : C'est pas...
tout rose.

Les concerts

Lacenaire, 19 h 45 : O. de Moussy, P. Heid...
(Faust, Poulenc) ; 11 h : T. Ma...
M. Gaspard (Bach, Mozart, ...
Marin, Roussel).
Salle Gaveau, 20 h 45 : C. Hure (Bach...
van, Liszt, Bartok, Chopin).
Radio-France, Auditorium 105, 20 h 30 : ...
M. Sartova, M. Drenowski, Quatuor de ...
Varnov (Szymanowski).
Conservatoire, 20 h 30 : H. S. Kang, ...
M. Llorente (Franck, Bach, Ravel).
F. (Bach, Chopin, Liszt, ...
Chabrier, Debussy).
Salle Gaveau, 21 h : F. Kleyman, (Bach, ...
Guiliani, Kleyman, Satie, Barrios).
Centre culturel canadien, 20 h 30 : Gall...
lard Ensemble.
Eglise Notre-Dame-du-Liban, 20 h 30 : ...
Orchestre symphonique Paris rive droite, ...
M.-O. Dupin (Schubert, Mozart, ...
Bethoven).

Jazz, pop, rock, folk

ARC (723-61-27), 20 h 30 : M. Van der ...
Eich, A. Krieger, L. Jones, A. Prakin.
Bobino (211-55-94), 21 h : Bill De...
raime.
Caveau de la République, (326-65-05), ...
21 h 30 : G. Collier, London All Stars.
Caveau de la République, (326-65-05), ...
22 h 30 : L. Country blues.
Dépôt-vente (637-31-87), 22 h : Forcible.
Druker (233-48-14), 22 h 30 : ...
Unit.
L'Écume (543-71-16), 22 h : L. N...
S. Merlaud.
Feeling (271-33-41), 22 h 30 : J.-L. Lon...
guez, M. Grullier, M. Berrant, A. Co...
cardi.
Globe (700-78-88), 22 h : Les Sept.
Hippocrate (203-25-08), 20 h 30 : ...
Brandard.
Jazz Unité (776-44-26), 21 h 30 : ...
J. Ramon, P. Soulier, P. Costa, R. L...
Laurance (544-27-34), 21 h 30 : ...
M. Lobin, R. Boni, A. Patisola, J. De...
trez.
New Mœnster (323-51-41), 21 h : J...
F. Jony-Charis.
Palais des Glaces (607-49-93), 20 h 45 : ...
J. Barren-Diaz.
Petit Journal (326-28-59), 21 h 30 : P. Ce...
lin, B. Vasseur.
Petit Quartier (236-01-36), 23 h : ...
E. Lodie.

CONNAISSANCE DU MONDE

Salle PLEYEL : Dim. 21 h 14 h 30 - Mardi 23 19 h 11 - Jeudi 25 et vend. 26 févr. 20 h 30
ÉTRANGE SAHARA DES PEULS
Récit et film de **Maximilien DAUBER** 13 jours de survie dans le désert
Les derniers caravanes de sel d'Agades - Origine mystérieuse des Peuls - Étrange concours de beauté - Méharde vers les oasis du Niger - Le Sahara de la soif, des mirages... de la poésie et du rêve

Salle PLEYEL : Dim. 20 h 14 h 30 - Mardi 22 19 h 11 - Jeudi 24 et vend. 25 févr. 20 h 30
ILES GRECQUES
Récit et film de **Yves et Annick GRIOSSEL** LES CYCLES A LA VOILE
KRA-TINOS-MYKONOS-DELOS-PAROS-NAXOS-AMORGOS-SIFOS-SANTORIN
- Un formidable moulin de couleurs et de soleil -

UN FILM DE PASQUALE FESTA CAMPANILE
LE LARRON
ENRICO MONTESANO, EDWIGE FENECH, BERNADETTE LAFONT
UN FILM DE PASQUALE FESTA CAMPANILE LE LARRON
D'après le roman de PASQUALE FESTA CAMPANILE "LE LARRON". Éditions ALBIN MICHEL

PROGRAMMEŒUVRE XXIII : en une œuvre, un homme : Antoine Tisné
CONCERT ENTièrement CONSACRÉ AUX ŒUVRES D'ANTOINE TISNÉ

Patrice BOCQUILLON Flûte	La duo de guitares HORREAUX-TREHARD	Julien RIDORET Piano	M.-C. MLLIERE Violon
Sylvie BELTRANDO Harpe	Jean-Claude Marc TAVERNIER Percussions	Jacques WIEDERKER Violoncelle	Jean-Pierre DUPUY Piano

ASSOCIATION POUR LA COLLABORATION DES INTERPRÈTES ET DES COMPOSITEURS

L'ÉGLISE DES BILLETES
Métro : HOTEL-DE-VILLE - Parking : LOBAU
24, rue des Archives - PARIS 4e
ENTRÉE LIBRE

هكذا لمن لا يعلم

Hilton étoile



5
W

L'immobilier

appartements ventes

3^e arrdt
MARAI, urgent, beau studio de caractère, belle cuisine, 1^{er} étage - 520.000 F.
2 et 4, rue des LOMBARDS - 42 m²
Tél. : 723-78-20

4^e arrdt
MARAI SAINT-PAUL
Dans immeuble récemment rénové et équipé avec éclairage électronique, appartement 103 m², grande entrée, séjour, 2 chambres, salles de bains, cuisine, lingerie, double orientation. Possibilité parking. C.I.A.S.A. - 720.30.00.

5^e arrdt
Près Lycée Henri-IV
Belle maison de 1920
Sur place, vue, jardin, soleil, fond, de 11 à 18 heures.
2, 3, 4, 5 PIÈCES
Terrasse, parking, cachet exceptionnel
LIVRAISON MAI 1982
Sur place, vue, jardin, soleil, fond, de 11 à 18 heures.
Tél. : 257-42-06

JARDIN DES PLANTES
Constr. GD LUXE en cours
« LE POLYVALE »
Du 2 au 5 P. et DUPLEX
du vendredi au lundi 11/19 h
1 et 3, RUE POLYVALE
Renseignements : 257-37-37.

PLACE DU PANTHÉON
Charme campagne à Paris.
Ravissant duplex 95 m².
Immeuble K.V.P. - 325.000 F.

JARDIN PLANTES
3 p., cuis., bain, 2^e étage, asc.
loges, balcon. 225-17-58.

JUSSIEU PRES MÉTRO
Studio, état neuf, bain, cuis.
équipée. 5^e étage.

6^e arrdt
Métro SAINT-SULPICE
2 pièces refait neuf.
2^e ét. sans asc. Prix 350.000 F.
BERTORIUS : 723-78-20.

CHEVRE-MOÏ 354-98-10
SUR PARC PRIVÉ
TRIPLEX 90 m², carrelage.

COBON, centre,
appartement complet 250 m²
autour d'un parc.
Serge KAYBER. 325-50-50.

50 ST-GERMAIN
EXCEP. 400 m² DIVERS
8 000 F le m², 800-38-00.

VANEAU, Pierre de la coll.,
3 chambres, tout est neuf.
Indiv., très calme, 275-77-57.

RUE DE SEINE,
appartement complet, 100 m²,
DORREY, 545-43-94.

7^e arrdt
RUE DE BEAUNE
TRES BEAU 2 P.
11 ch., clim., 50 m²
carrelage. P. 500.000 F.
BATIM - 523-34-14.

8^e arrdt
ALMA-48 m²
Luxeux pied-à-terre
partiel div. - 567-23-58.

VILLERS EUROPE
duplex 4^e, 5^e étage, ascenseur,
imm. 1800, triple living,
2 salles de bain, cuisine
équipée + 1 suite de bain.
LECLAIR.

AV. CHAMPS-ÉLYSÉES
Imm. pleine de l., studio 4^e ét.
sec., trav. à prévoir stand.
Téléphone : 525-58-58.

RUE DU CERCLE,
beau pied-à-terre
de 130 m².
DORREY, 545-43-94.

PARC MONCEAU
STUDIOS 39 m²
Dans immeuble récent de grand
standing.
SANTANDREA.

11^e arrdt
PHILIPPE-AUGUSTE
3^e étage Ducs, vue d'angle
5 PIÈCES RÉCENT
75 m², clim., cave.
Savin & Co - 501-75-57.

MÉTRO NATION
LES ARCADES
DE LA NATION
115, RUE DE MONTREUIL,
dans immeuble récent, 4
détachés ayant chacun
30 APPARTEMENTS
du studio au 2, 3, 4/5 pièces.
Pour renseignements et ventes.
321-47-93.

12^e arrdt
PROCHE DU BOIS
DE VINCENNES
A 300 m P. de la Gare de Vincennes,
5, rue des Jardiens,
dans immeuble neuf, très beaux
4 pièces, 95 m² + balcon.
Prix : 805.000 F.
Habitacle immédiate.
Vente sur rendez-vous
577-51-64
ou 321-47-93.

M^e GARE DE LYON
BERCY, urgent, petit 3 pièces,
confort, 4 étages,
plein sud. P. : 300.000 F.
SANTANDREA : 723-78-20.

13^e arrdt
ATELIER ARTISTE
Séjour, loggia, bain, 39 m².
3^e étage, clim., clim., clim., clim.
331-58-46.

PL. D'ITALIE - Parc vend an-
cien, duplex 180 m², 4^e ét., clim.,
cave, asc., parking.
1.250.000 F. - Tél. : 272-25-96.

OFFRE PROMOTIONNELLE
valable jusqu'au 1/15/1982
3 PIÈCES 494.000 F
4 PIÈCES 611.000 F
5 PIÈCES 733.000 F
PRÊT CONVENTIONNÉ
sur place ce jour et demain
14/19 h, samedi et dimanche
11/13 h et 14/18 h.
« LIBÉRIE DE PARIS »
45, avenue de la République
GENTILY
545-07-73 ou 723-73-00.

14^e arrdt
LOFT - GRAND VOLUME
à réhabiliter avec matériaux,
propriétaire : 250-26-93.

PLAISANCE gr. standing,
110 m² + 12 m² balcon + 3 ch.
+ séjour + s. de bain + cab.
toit + 2 w.c. + buanderie et
cave, climatisé, chauffage, cave,
park. Double expo., plein so-
leil. Rue calme. Prix 1.000.000 F.
540-58-57 sur rendez-vous.

R. CAMPAGNE-1^{re} Superbe
duplex, living, atelier, 3 chambres,
180 m², 2.100.000 F, 545-43-94.

15^e arrdt
CAMERONNE LECOURBE
beau 2 p., clim., 1^{er} étage,
400.000 F, GOTTMO

ECOLE MILITAIRE récent
rue gd 3 p., tout
+ balcon, 1.000.000 F.
GOTTMO 783-62-74.

BOUCAUT Immeuble avec
double liv. + chambre, cuisine,
bain. 580.000 F - 587-08-08.

COMMERCIAL belle étudiante
équipée, tout confort, 1^{er} étage,
Prix 88.000 F - 525-00-35.

77 R. SEBASTIEN-MERCIER
Petite v. d. imm. rénovée
studio et 2 p., clim., 1^{er} et 2^e ét.
14 h-17 h - 583-91-55.

M^e FELD-FAUNE
220 m² - 900.000 F
LOTTI - 587-33-34.

AVENUE SEUR-LOLA
4^e ét., imm. récent, gr. studio +
cave, 425.000 F, 575-17-35.

Près PONT MARIEUX, imm.
mod., 3^e ét., 4 ch., cuis.,
bain, 140.000 F - 575-17-35.

MOTTE-POUSSIN grand living
+ 1 ou 2 chambres, 110 m², asc.
ATELIER, Impea, 500-38-00.

DEMOULIERS récent, stand.
cave, 3^e ét., 3 pièces,
cave, 500.000 F, 575-17-35.

IMMO BALZAC 723-78-20

FRONT DE SEINE
30^e étage, panorama, duplex,
130 m², 130 m², 130 m²,
SANTANDREA 250-26-93.

QUAI GRUNELLE, 100 m², 4 p.,
2^e étage, luminos., vue panorami-
que, 2 bains, balcon, cave.
Pyrène, Tél. : 723-80-46.

16^e arrdt
AVENUE MONORY
300 m², remaniement inté-
rieur, 5 chambres, 5 bains, 5 sa-
lons, 2 terrasses, imm.
récent, catégorie exceptionnelle.
BATON 704-55-55.

37, RUE RAYNOUARD
Petite v. d. imm. neuf,
110 m², clim., 4 ch., 5 bains,
cave, 2 terrasses, 2 sa-
lons, sur place vendue,
samedi de 14 h à 17 h 30.

RUE DES MATHURINS
80 m², 3 pièces
Jardin, asc., 1.050.000 F.
IMMO BALZAC 723-78-20.

QUAI LOUIS-BERTRAND
3^e ét., 110 m², 5 ch.,
service ascenseur, par-
c, 300-38-00.

EXEMPLES, Petit 2 p., duplex,
ch. chauff., indiv., 320.000 F.
Tél. : 565-77-77, voir 300-38-00.

LIVRE 10^e
« Dans ensemble récent
particulière »
Tél. Pyrène, 743-15-57.

17^e arrdt
WAGRAM
Grand stand. pierre et s.
Lev. rénové, 4 ch., 5 bains,
Tél. Pyrène, 743-15-57.

PROPRIÉTAIRE URGENT,
CAUSE SUCCESSION
6 PIÈCES - 1.800.000 F
3 salons, chambre de service,
garage, 4 toilettes, 723-49-49.

19^e arrdt
PORT DE PANTEL
Bel imm. pierre de l. revêt.
3 PIÈCES T. CFT
255.000 F. 345-55-10.

20^e arrdt
100 m², Court de Vincennes
Imm. récent, GD 2^e P. 85 m²
+ bain, 3^e ét. clim. orientation,
Savin & Co. Tél. 501-75-57.

92
Hauts-de-Seine
BOULEVARD 51, rue du Dôme.
A SAINTE PIERRE V. d. 3 p.,
Duplex, 2^e bain, 2^e à 3 étages
sur place VENDREDI
14 h 30/18 h - 524-58-01.

BOURG-LA-REINE, 12 m² m²,
cave, verdure, 5 pièces, 65.
32 m² sur 3 chambres, ch. com-
fort, 1^{er} étage, 620.000 F.
CEPIC, 683-18-11.

SCEAUX
7 m² m² Bourg-la-Reine
Très beau 5 P., 1^{er} 40 m²,
3 ch., bain + cab/toil.,
douche, 2 W.C., ch. com-
fort, 1.100.000 F, CEPIC 683-18-11

ASNIERES (Mairie)
dans bel immeuble
STUDIO ET 2 PCES
ENTRETIEN EQUIPES
- beau mural, moquette.
Chauffage individuel.
A PARTIR DE : 99.000 F
Lodg. conventionné, bureau,
MEYER s/p. place, vendredi et
samedi de 14 à 18 h.
80, rue Maurice-Bokanowski.

BOULOGNE
PRINCIPAUTÉ
Rue de l'Abbaye, dans un petit
immeuble, pièce de suite de
3 étages, à vendre
diversion immédiate
TRES BEAUX APPARTS DE
3, 4 ET 5 PIÈCES SUR
LUXUEUSES PRESTATIONS.
577-51-64
ou 321-47-93.

94
Val-de-Marne
MARCHÉ DES NOTAIRES
SAINT-MANDÉ BOIS, 2 tours de
4 P. 88 m², 88 m², ch. clim.,
Tél. NOTAIRES : 555-07-84.

150 m² de Paris
P. 750.000 F + Parking.
P. 9, av. Gallieni - Tél. : 575-17-35
ou Savin & Co. Tél. : 501-75-57.

CHATEAU VINCENNES
Petite v. d. directement beaux
appartements libres et occupés
dans bel immeuble récent.
Vis. ce jour 14 h 30/17 h 30,
20-22, rue Louis-Bocquel.

Province
A VENDRE
CLERMONT-FERRAND
5 pièces 80 m², 5^e étage, bel-
con, cave, parking, libre janvier
87, P. 350.000 F, 3 pièces.
Tél. (73) 24-12-59.

CAP CASBOURG part. vend
3 p., 1^{er} et 2^e ét., + terrasse, s/mar.
Tél. (1) 305-22-74.

Etranger
NEW YORK / LONG ISLAND
Brooklyn : 4 ch., 2 b., 2 s.,
+ 45 m² de New York.
demande exceptionnelle dans
un bel immeuble récent,
jardins à la française,
magasin, entrée, salon,
cave, 1^{er} étage, 4 chambres,
4 salles de bain,
commun. solaires,
piscine, 2.000.000 Dollars

DUCK POND REALTY
25 appartements du grand
standing de Longchamps, pro-
posant large choix de ma-
isons de 300.000 à 3.000.000
de dollars.
Pour tous renseignements
téléph. au 228-53-87 Paris
ou 115 8th St. N.Y.
N.Y. 111 580 - U.S.A.
(Tél. : 15-1-916-755-11-10).

locations
non meublées
offres

Région parisienne
PROPRIÉTAIRE
loue directement
SAINTE-GERMAIN-EN-LAYE
180 m² R.E.A., plain Centre
calme au grand parc,
SAINTE-GERMAIN-EN-LAYE
de 75 m² à 117 m²
chauffage individuel parking.
VOIR SUR PLACE
le samedi, 14 h à 16 h 30.
10, RUE DE PARIS,
Tél. : 567-55-08 N.Y.

ROCOUENCOURT
Dans résidence standing, living
+ 3 chambres, 180 m² habitat-
ble sans voir-bien. Libre 5.500
ch. complètes. Tél. : 955-00-50

locations
non meublées
Paris
Collaborateur journal cherche
appt 4 p., Vincennes, Fontenay-
Saint-Mandé, 2.500 F max.
Sav. s/m 6.253 le Monde Pub.
service ANNONCES CLASSEES.
5, rue des Italiens, 75008 Paris.

Jeune couple (collaboratrice au
journal) cherche 3/4 p. Paris ou
région parisienne. Immeuble
transport et centres commu-
naux. Grande cuisine, bain, log-
gia, parking, ascenseur, single
divert avec ascenseur, maximum
2.500 F max. Ag. 1000-1000.
s/m 5 le Monde Pub.
service ANNONCES CLASSEES.
5, rue des Italiens, 75008 Paris.

Médical cherche 250 m² rue
gauche immeuble ancien.
Tél. 534-00-80 le matin

URGENT
Appartement gr. standing
6 pièces, dont 4 chambres,
2 p. ou 2 appt, même palier.
Successeur CONVENTION
Téléphone : Amin KASSAM.
533-28-30
ou 533-15-57.

Particulier cherche 2 pièces
tout confort, secteur 17^e, 11^e,
10^e arrondissement, dans Paris.
Loyer maximum 1.800 F.
Agence s'abstenir.
Téléphone : bureau, 355-78-73.
Avenue 20 h, 371-53-55.

PPTAIRES LOUEZ 24 h.
Clientèle méditerranéenne
Service gratuit. T. 770-58-55.

Région parisienne
Pour européens
villes pour

Immobilier
demandes

Paris
SERVICE AMBASSADE
pour cadres mobiles Paris
recherche de STUDIO ou 5 P.
LIVRE GARANTIS par
ou 281-10-20.

MONACO
130 m².
Librairie, papeterie,
caveaux, 7^e ét.
4, rue des M.C. MONACO.

Etudiante cherche chambre ou
studio. M. DURCQ.
s/m 5 le Monde Pub.
service ANNONCES CLASSEES.
5, rue des Italiens, 75008 Paris.

appartements
achats
RECHERCHE Urgent. Paris.
Bon quartier. P. complet chez
notaire. Tél. : 573-23-55.

Pour clients sérieux. PAIE
COMPTANT. APPTS, tous ét.
et IMMEUB. à Paris 15^e et 7^e.
JEAN FEUILLE, 54, av. de la
Motte-Piquet, 15^e, 555-00-76.

Voies
de commerce
93 SAINT-DEMS
place du Marché
545. Pour info, tél.
520-30-37 ou 527-72.

BAU A CÉDER.
très beau local 100 m² sur cour.
21, rue Le Potevin, Paris-9^e.
3.000 F. Tél. : 551-21-06.

Local 650 m²,
grand magasin exposition.
Bureau ateliers.
du Châtelet,
18500 MEHUN-SUR-YEVRE.

immeubles
RUE DE LONGCHAMP
EMPLACEMENT IDEAL IMMEUBLE
Pierre de l., ref.-de-ch., + 1^{er} ét.,
400 m² + 1.200 m².
Téléphone :

hôtels
particuliers
2 à 4 pièces
100 m² + 1.200 m².
Téléphone :

viagers
F. CRUZ : 266-19-00
Paris-9^e.
Prix
Etude

5^e PRÉS MONCEY atelier
100 m² + 1.200 m².
000 F par locat., 750 F
par locat., 750 F

PANORAMA IMMOBILIER

ET SI VOUS FAISIEZ LES PREMIERS PAS
VERS VOTRE RÉSIDENCE DE VACANCES,
A LA MER, A LA MONTAGNE ?

LES MENUÏRES
Rochery 1.850 m. Le royaume du soleil sur les vallées.
Il a la « savoyarde », du 3 pièces. Ample sur
pistes. Gestion locative. Ex. : 213.000 F.

AVORIAZ
Haute-Savoie 1.800 m. Standing au pied des pistes.
Du 3 pièces. 3 pièces. altitude. Gestion locative.
Il pièces : 380.000 F.

FONT-ROMEU
Pyénées 1.800 m. Étonnante vue sur panoramas géant :
Canigou, le Cap de Cadu, Du 3 pièces. Eau chaude
solaire. Gestion locative. Studio + parking 110.000 F.

BORMES-LES-MIMOSAS
Exceptionnel sur la plage de la Pavée. Vue unique sur mer.
Appartements du studio au 3 pièces avec balcon. Locative.
Studio : 333.600 F.

CAVALAIRE-SUR-MER
500 m de la plage. Luxueuses villas de style provençal. Du studio
au 4 pièces, avec piscine, tennis, solarium, dans un parc de
12.000 hectares. 2 pièces : 505.700 F. 12 pièces : 1.200.000 F.

Renseignements et vente Capri-Lofers
14, rue Magellan, 75008 Paris, tél. (1) 726-74-64.

COLLIOURE
« Le Partage du Soleil » (*)
(*) marque déposée
vous propose de

DEVENIR PROPRIÉTAIRE
d'un droit de séjour pour toujours d'un immeuble ou plus, dans des
appartements de prestige (2 p. et studios), villas, pis-
cines, vue sur mer. Réservation 1.000 F. Prix fermes et définitifs. Cré-
dit pos. 3 à 10 ans. Liv. mai 1982. Exemple : 1 m² en mars 15.000 F.
Renseignements : RESIDENCE DU PORT-D'AVALL, B.P. 40
56190 COLLIOURE. Téléphone : (16-69)

POUR TOUT RENSEIGNEMENTS CONCERNANT
CETTE RUBRIQUE, TEL. : 233-55-55

SYMPA
L'AMBIANCE!
La Résidence LES MOULONS 1500
garantit des vacances réussies.
Salon TV, salle de jeux pour les
enfants, gîte, gîte, etc...
la tout à été prévu dans
le monde idéal pour
la station LE PRAZ-DE-LYS/
TANINGES Haute-Savoie/
1500 m (1150 m) au alpin.
le bien-être et la détente de chacun
Vous êtes au cœur de la
station LE PRAZ-DE-LYS/
TANINGES Haute-Savoie/
1500 m (1150 m) au alpin.
nouvelles vacances
d'hiver à vie vous sont
offertes à des conditions
exceptionnelles.
Exemple de location
propriété : 26 semaine
de mars à mai,
28.600 F* 12 pièces
4/5 personnes
appartement équipé,
tous services de la
résidence compris.

*Prix au 1/12/81. Charges en sus.
Pour recevoir une documentation gratuite. Bon à retourner à :
ALPIMOR, B.P. 75 74700 SALLANCHES
(50) 58 03

NOM Prénom
ADRESSE
PROFESSION
 domicile bureau
Tél. bureau
L.M.

LA FONTAINE REBEVAL
Boulevard de la Ville Paris 19^e.

Vivez un quartier d'avance sur les autres

Venez à Paris au cœur du vieux Paris,
et entrez un quartier d'avance sur les autres.
C'est ce que vous propose la
Fontaine Rebeval un immeuble de
grande classe avec commodités tota-
les, ascenseur, 100 m² de
grand standing, 112 pièces de
détail ou 5 pièces de 110 m².

avec la Fontaine Rebeval, vous faites
du 19^e un quartier d'avance sur les autres.
Bureau de vente : angle boulevard
de la Ville Paris 19^e et boulevard
de la Ville Paris 19^e 75019
Quartier d'été, vendredi de 14 h
à 19 h samedi et dimanche de 10 h
à 18 h et de 14 h à 19 h.

Je désire recevoir une documentation « La Fontaine Rebeval »
Nom
Prénom
Tél. privé
Tél. professionnel
Coupure à retourner à :
Cepi - place Roux-Duval - 75019 Paris 19^e 381 4793
MON C 18/2

VOTRE VILLA
Au bord de la mer
sur la
COSTA BRAVA
pour 2 600 FF/m²

■ Près des principaux centres touristiques
■ Nombreux appartements et villas disponibles
■ Crédit personnalisé - Location possible
Autres programmes à : Malaga-Alicante-Mallorque

COMMENT FURENT CHOISIS LES DIRIGEANTS DES SOCIÉTÉS NATIONALISÉES

Industrie : compétence d'abord

Si l'art de choisir est également celui de savoir éliminer, les hommes, force est de constater que la plupart des commentateurs le font — et le gouvernement ne sort pas de ce dilemme et difficile exercice qui consistait à nommer une trentaine de personnes à la tête du nouveau secteur public.

La tâche n'était pas aisée, car il fallait trouver pour chaque entreprise, du moins pour les plus grandes d'entre elles, « la marionnette », l'homme qui était un homme compétent, qui ne soit pas un adversaire résolu du changement, un caractère bien trempé. Un profil qui pouvait varier selon l'entreprise, il était en outre souhaitable que l'inspecteur des finances, corps minier, sans oublier aussi le P.D.G. ou le directeur général, et les syndicats, les personnalités des entreprises concernées.

Dès l'été, à Matignon comme à l'Élysée, on a cherché à réfléchir à la question de la nomination de la politique des affaires s'est mis à briser de mille rumeurs. En fait, pour les entreprises, les possibilités de choix étaient limitées, le gouvernement ne souhaitait pas « jouer » avec des entreprises qui prenaient des risques. Très vite, un petit nombre de noms ont émergé. D'abord ceux des hommes qui occupaient une place qui leur donnait une certaine autorité. M. Gendreau, patron de Rhône-Poulenc, avait fait l'objet de nombreuses citations de la C.G.T. qui exigeait « sa tête ». La stratégie syndicale reprochait au P.D.G. de Rhône-Poulenc d'être « délégué » au sein de la C.G.T. et de ne pas avoir de pouvoir. M. Gendreau, patron de Rhône-Poulenc, avait fait l'objet de nombreuses citations de la C.G.T. qui exigeait « sa tête ». La stratégie syndicale reprochait au P.D.G. de Rhône-Poulenc d'être « délégué » au sein de la C.G.T. et de ne pas avoir de pouvoir.

lyonnais pouvait fournir, son contingent de candidats. De plus, il y avait l'intérieur des grands établissements industriels pour lesquels l'entreprise, élaborer une stratégie industrielle en France et dans le monde. D'autres, notables au ministère de l'Industrie, lui présentèrent, le premier ministre et le président de la République ont choisi, lundi soir, M. Gendreau, M. Michel Hug, directeur de l'Industrie, et M. Gendreau, M. Michel Hug, directeur de l'Industrie, et M. Gendreau, M. Michel Hug, directeur de l'Industrie.

À la C.G.E., le choix se limitait à deux solutions. Soit on nommait P.D.G. M. Gendreau, soit on nommait P.D.G. M. Michel Hug. M. Gendreau, patron de Rhône-Poulenc, avait fait l'objet de nombreuses citations de la C.G.T. qui exigeait « sa tête ». La stratégie syndicale reprochait au P.D.G. de Rhône-Poulenc d'être « délégué » au sein de la C.G.T. et de ne pas avoir de pouvoir.

M. Gendreau, patron de Rhône-Poulenc, avait fait l'objet de nombreuses citations de la C.G.T. qui exigeait « sa tête ». La stratégie syndicale reprochait au P.D.G. de Rhône-Poulenc d'être « délégué » au sein de la C.G.T. et de ne pas avoir de pouvoir. M. Gendreau, patron de Rhône-Poulenc, avait fait l'objet de nombreuses citations de la C.G.T. qui exigeait « sa tête ». La stratégie syndicale reprochait au P.D.G. de Rhône-Poulenc d'être « délégué » au sein de la C.G.T. et de ne pas avoir de pouvoir.

Si l'art de choisir est également celui de savoir éliminer, les hommes, force est de constater que la plupart des commentateurs le font — et le gouvernement ne sort pas de ce dilemme et difficile exercice qui consistait à nommer une trentaine de personnes à la tête du nouveau secteur public.

La tâche n'était pas aisée, car il fallait trouver pour chaque entreprise, du moins pour les plus grandes d'entre elles, « la marionnette », l'homme qui était un homme compétent, qui ne soit pas un adversaire résolu du changement, un caractère bien trempé. Un profil qui pouvait varier selon l'entreprise, il était en outre souhaitable que l'inspecteur des finances, corps minier, sans oublier aussi le P.D.G. ou le directeur général, et les syndicats, les personnalités des entreprises concernées.

Dès l'été, à Matignon comme à l'Élysée, on a cherché à réfléchir à la question de la nomination de la politique des affaires s'est mis à briser de mille rumeurs. En fait, pour les entreprises, les possibilités de choix étaient limitées, le gouvernement ne souhaitait pas « jouer » avec des entreprises qui prenaient des risques. Très vite, un petit nombre de noms ont émergé. D'abord ceux des hommes qui occupaient une place qui leur donnait une certaine autorité. M. Gendreau, patron de Rhône-Poulenc, avait fait l'objet de nombreuses citations de la C.G.T. qui exigeait « sa tête ». La stratégie syndicale reprochait au P.D.G. de Rhône-Poulenc d'être « délégué » au sein de la C.G.T. et de ne pas avoir de pouvoir.

Banques : un changement total dans la sécurité

Contrairement à ce qui s'est passé pour les groupes industriels, les patrons ont été maintenus en place, tous les P.D.G. des banques nationales ont été chargés, ceux des banques non cotées se trouvant en surplús, ou même virtuellement remplacés, suivant les cas. Selon toutes apparences, le gouvernement, et surtout l'Élysée, ont voulu marquer une nette rupture avec le passé. À leur tour, il était capital que la présidence des banques instrument privilégié du financement des entreprises, soit assurée par des personnalités nouvelles, qu'elles sympathisent ou non avec le régime.

Le premier souci des pouvoirs publics a été la sécurité, essentiellement pour les grandes banques : aux yeux de l'opinion, la banque nationale internationale, mieux valait ne prendre aucun risque. La nomination au Crédit Lyonnais de M. Jean-Louis Baffie, directeur du secteur international, a été la première nomination.

Cette fois-ci, le remplacement de M. Gendreau par M. Michel Hug, directeur de l'Industrie, et M. Gendreau, M. Michel Hug, directeur de l'Industrie, et M. Gendreau, M. Michel Hug, directeur de l'Industrie.

qu'en, en partie, les conclusions de son sélect rapport de principe, notamment sur la décentralisation. La nomination, à la tête du groupe Paribas, de M. Jean-François Haberer, brillant inspecteur des finances et directeur du Trésor, ne peut être considérée comme un mauvais coup pour les milieux financiers français. Les cadres du Crédit Lyonnais ne désespèrent pas de voir M. Baffie, autre brillant inspecteur des finances et président des Assurances générales de France, à la tête du groupe. Les désignations de M. Guy Raoul-Duval, directeur général adjoint de la B.P.C. pour le C.O.F. et de M. Bourdet-Aubertot pour la banque d'Alsace, n'ont rien d'explicite. Les cadres du Crédit Lyonnais ne désespèrent pas de voir M. Baffie, autre brillant inspecteur des finances et président des Assurances générales de France, à la tête du groupe.

À l'échelon inférieur, le pouvoir s'est donné plus de liberté, privilégiant parfois le changement pour le changement. M. Michel Hug, directeur de l'Industrie, et M. Gendreau, M. Michel Hug, directeur de l'Industrie, et M. Gendreau, M. Michel Hug, directeur de l'Industrie.

À la Lyonnaise des dépôts, le remplacement de M. Jean-François Haberer, brillant inspecteur des finances et directeur du Trésor, ne peut être considérée comme un mauvais coup pour les milieux financiers français. Les cadres du Crédit Lyonnais ne désespèrent pas de voir M. Baffie, autre brillant inspecteur des finances et président des Assurances générales de France, à la tête du groupe.

que celle de M. Schor à la Nanterre - VARE - Bernier, M. Weber au C.I.A.I. en Alsace, M. Thullier au Crédit Industriel de l'Ouest, de M. Pousseur à la Banque Scabard-Dupont et de M. Moch à la Banque de Bretagne. Pour l'ensemble, il est vrai, ces personnalités sont de « qualité » sociale, pour M. Boyer à la Séguisaise, M. Thullier est banquier depuis longtemps chez M. Cerdry à la B.P.G.F. comme M. Escande qui prend la tête de la Lyonnaise des dépôts. Notons enfin parmi les commissaires du gouvernement auprès des banques non cotées, dans une partie non fonctionnaire, ont vocation d'être nommés P.D.G. après le 30 juin 1982 des personnalités de M. Valdes, théoricien du P.S. en matière bancaire et financière (L'inspecteur monétaire, paru en 1981), M. Jean Matouk, universitaire et socialiste de longue date, M. Lasfargues, longtemps un des piliers de la Banque Commerciale de l'Europe du Nord, qui va prendre la place de M. Jean-Marc Vernes.

Il faut ajouter des personnalités comme M. Houli, brillant analyste au Crédit Lyonnais (M. Houli, brillant analyste au Crédit Lyonnais, M. Houli, brillant analyste au Crédit Lyonnais, M. Houli, brillant analyste au Crédit Lyonnais).

Il faut ajouter des personnalités comme M. Houli, brillant analyste au Crédit Lyonnais (M. Houli, brillant analyste au Crédit Lyonnais, M. Houli, brillant analyste au Crédit Lyonnais, M. Houli, brillant analyste au Crédit Lyonnais).

FRANÇOIS BÉHAUD.

La lettre de mission aux administrateurs généraux

« Vous rechercherez d'abord l'efficacité économique »

Les administrateurs des groupes industriels nationaux ont reçu une lettre de mission de M. Gendreau, patron de Rhône-Poulenc, M. Michel Hug, directeur de l'Industrie, et M. Gendreau, M. Michel Hug, directeur de l'Industrie.

« Vous développerez des actions ayant valeur d'exemple en matière sociale, la nationalisation dans l'industrie, la recherche-développement, le moyen et long terme, notamment la formation de personnel aux investissements ou à la recherche-développement.

« La stratégie de votre entreprise s'inscrit dans la politique industrielle du pays dont elle sera une des composantes importantes. La nationalisation est en effet le moyen de donner une impulsion nouvelle à l'ensemble des activités productives.

« Elle contribuera donc à la réalisation des trois objectifs principaux de la politique industrielle du gouvernement : 1. — La réduction de l'emploi en matière de production ; 2. — La réduction de l'emploi en matière de production ; 3. — La réduction de l'emploi en matière de production.

« L'importance de la dimension internationale dans la stratégie de votre entreprise est évidente. La nationalisation est en effet le moyen de donner une impulsion nouvelle à l'ensemble des activités productives.

« La production industrielle a baissé de 3 % en janvier. Washington (A.P.) L'industrie de production industrielle a baissé de 3 % en janvier. Washington (A.P.) L'industrie de production industrielle a baissé de 3 % en janvier.

« La production industrielle a baissé de 3 % en janvier. Washington (A.P.) L'industrie de production industrielle a baissé de 3 % en janvier. Washington (A.P.) L'industrie de production industrielle a baissé de 3 % en janvier.

« La production industrielle a baissé de 3 % en janvier. Washington (A.P.) L'industrie de production industrielle a baissé de 3 % en janvier. Washington (A.P.) L'industrie de production industrielle a baissé de 3 % en janvier.

« La production industrielle a baissé de 3 % en janvier. Washington (A.P.) L'industrie de production industrielle a baissé de 3 % en janvier. Washington (A.P.) L'industrie de production industrielle a baissé de 3 % en janvier.

« La production industrielle a baissé de 3 % en janvier. Washington (A.P.) L'industrie de production industrielle a baissé de 3 % en janvier. Washington (A.P.) L'industrie de production industrielle a baissé de 3 % en janvier.

« La production industrielle a baissé de 3 % en janvier. Washington (A.P.) L'industrie de production industrielle a baissé de 3 % en janvier. Washington (A.P.) L'industrie de production industrielle a baissé de 3 % en janvier.

« La production industrielle a baissé de 3 % en janvier. Washington (A.P.) L'industrie de production industrielle a baissé de 3 % en janvier. Washington (A.P.) L'industrie de production industrielle a baissé de 3 % en janvier.

« La production industrielle a baissé de 3 % en janvier. Washington (A.P.) L'industrie de production industrielle a baissé de 3 % en janvier. Washington (A.P.) L'industrie de production industrielle a baissé de 3 % en janvier.

« La production industrielle a baissé de 3 % en janvier. Washington (A.P.) L'industrie de production industrielle a baissé de 3 % en janvier. Washington (A.P.) L'industrie de production industrielle a baissé de 3 % en janvier.

L'ÉPREUVE DES FAITS

(Suite de la première page.)

Il s'agit d'une épreuve de vérité, de la gauche attribuant à la droite, et vice versa, la responsabilité de la crise. Il y a quelque années, une partie de la gauche annonçait avec l'avènement d'une nouvelle post-industrie qu'elle appelait ses vœux.

Le discours a totalement changé et c'est heureux. Aujourd'hui plus jamais, la gauche d'indépendance d'une nation se refuse à l'aune de la puissance et de la compétitivité de son industrie. Or, que constate-t-on ? Entre 1971 et 1981, la France a perdu plus d'un million d'emplois industriels. Sans doute n'est-elle pas la seule dans ce cas : la R.F.A. et les pays européens en général ont

connu le même hématome, à l'in-

verse de ce que l'on connaît au Japon et aux États-Unis. Mais pendant la même période — originalement on ne pouvait dire — la France a vu son secteur de la France via-à-vis de ses grands partenaires industriels n'a cessé de baisser dans l'industrie française. Le discours a totalement changé et c'est heureux. Aujourd'hui plus jamais, la gauche d'indépendance d'une nation se refuse à l'aune de la puissance et de la compétitivité de son industrie.

Or, que constate-t-on ? Entre 1971 et 1981, la France a perdu plus d'un million d'emplois industriels. Sans doute n'est-elle pas la seule dans ce cas : la R.F.A. et les pays européens en général ont connu le même hématome, à l'inverse de ce que l'on connaît au Japon et aux États-Unis. Mais pendant la même période — originalement on ne pouvait dire — la France a vu son secteur de la France via-à-vis de ses grands partenaires industriels n'a cessé de baisser dans l'industrie française.

Le discours a totalement changé et c'est heureux. Aujourd'hui plus jamais, la gauche d'indépendance d'une nation se refuse à l'aune de la puissance et de la compétitivité de son industrie. Or, que constate-t-on ? Entre 1971 et 1981, la France a perdu plus d'un million d'emplois industriels. Sans doute n'est-elle pas la seule dans ce cas : la R.F.A. et les pays européens en général ont connu le même hématome, à l'inverse de ce que l'on connaît au Japon et aux États-Unis.

« Nous sommes des pragmatiques », aime à répéter le ministre de l'Industrie. Il insiste sur le fait que ces mesures pluri-annuelles ne sont pas des mesures ponctuelles, qu'elles pourraient être révisées, bref, qu'il faut avoir un dialogue permanent avec l'État et les entreprises.

« Nous sommes des pragmatiques », aime à répéter le ministre de l'Industrie. Il insiste sur le fait que ces mesures pluri-annuelles ne sont pas des mesures ponctuelles, qu'elles pourraient être révisées, bref, qu'il faut avoir un dialogue permanent avec l'État et les entreprises.

« Nous sommes des pragmatiques », aime à répéter le ministre de l'Industrie. Il insiste sur le fait que ces mesures pluri-annuelles ne sont pas des mesures ponctuelles, qu'elles pourraient être révisées, bref, qu'il faut avoir un dialogue permanent avec l'État et les entreprises.

« Nous sommes des pragmatiques », aime à répéter le ministre de l'Industrie. Il insiste sur le fait que ces mesures pluri-annuelles ne sont pas des mesures ponctuelles, qu'elles pourraient être révisées, bref, qu'il faut avoir un dialogue permanent avec l'État et les entreprises.

« Nous sommes des pragmatiques », aime à répéter le ministre de l'Industrie. Il insiste sur le fait que ces mesures pluri-annuelles ne sont pas des mesures ponctuelles, qu'elles pourraient être révisées, bref, qu'il faut avoir un dialogue permanent avec l'État et les entreprises.

« Nous sommes des pragmatiques », aime à répéter le ministre de l'Industrie. Il insiste sur le fait que ces mesures pluri-annuelles ne sont pas des mesures ponctuelles, qu'elles pourraient être révisées, bref, qu'il faut avoir un dialogue permanent avec l'État et les entreprises.

lement à deux groupes : les indus-

trieux et les groupes de la France via-à-vis de ses grands partenaires industriels n'a cessé de baisser dans l'industrie française. Le discours a totalement changé et c'est heureux. Aujourd'hui plus jamais, la gauche d'indépendance d'une nation se refuse à l'aune de la puissance et de la compétitivité de son industrie.

Or, que constate-t-on ? Entre 1971 et 1981, la France a perdu plus d'un million d'emplois industriels. Sans doute n'est-elle pas la seule dans ce cas : la R.F.A. et les pays européens en général ont connu le même hématome, à l'inverse de ce que l'on connaît au Japon et aux États-Unis.

Le discours a totalement changé et c'est heureux. Aujourd'hui plus jamais, la gauche d'indépendance d'une nation se refuse à l'aune de la puissance et de la compétitivité de son industrie. Or, que constate-t-on ? Entre 1971 et 1981, la France a perdu plus d'un million d'emplois industriels.

Or, que constate-t-on ? Entre 1971 et 1981, la France a perdu plus d'un million d'emplois industriels. Sans doute n'est-elle pas la seule dans ce cas : la R.F.A. et les pays européens en général ont connu le même hématome, à l'inverse de ce que l'on connaît au Japon et aux États-Unis.

« Nous sommes des pragmatiques », aime à répéter le ministre de l'Industrie. Il insiste sur le fait que ces mesures pluri-annuelles ne sont pas des mesures ponctuelles, qu'elles pourraient être révisées, bref, qu'il faut avoir un dialogue permanent avec l'État et les entreprises.

« Nous sommes des pragmatiques », aime à répéter le ministre de l'Industrie. Il insiste sur le fait que ces mesures pluri-annuelles ne sont pas des mesures ponctuelles, qu'elles pourraient être révisées, bref, qu'il faut avoir un dialogue permanent avec l'État et les entreprises.

« Nous sommes des pragmatiques », aime à répéter le ministre de l'Industrie. Il insiste sur le fait que ces mesures pluri-annuelles ne sont pas des mesures ponctuelles, qu'elles pourraient être révisées, bref, qu'il faut avoir un dialogue permanent avec l'État et les entreprises.

« Nous sommes des pragmatiques », aime à répéter le ministre de l'Industrie. Il insiste sur le fait que ces mesures pluri-annuelles ne sont pas des mesures ponctuelles, qu'elles pourraient être révisées, bref, qu'il faut avoir un dialogue permanent avec l'État et les entreprises.

ÉTRANGER

Aux États-Unis

LA PRODUCTION INDUSTRIELLE A BAISSÉ DE 3 % EN JANVIER

Washington (A.P.) L'industrie de production industrielle a baissé de 3 % en janvier. Washington (A.P.) L'industrie de production industrielle a baissé de 3 % en janvier.

« La production industrielle a baissé de 3 % en janvier. Washington (A.P.) L'industrie de production industrielle a baissé de 3 % en janvier. Washington (A.P.) L'industrie de production industrielle a baissé de 3 % en janvier.

« La production industrielle a baissé de 3 % en janvier. Washington (A.P.) L'industrie de production industrielle a baissé de 3 % en janvier. Washington (A.P.) L'industrie de production industrielle a baissé de 3 % en janvier.

« La production industrielle a baissé de 3 % en janvier. Washington (A.P.) L'industrie de production industrielle a baissé de 3 % en janvier. Washington (A.P.) L'industrie de production industrielle a baissé de 3 % en janvier.

« La production industrielle a baissé de 3 % en janvier. Washington (A.P.) L'industrie de production industrielle a baissé de 3 % en janvier. Washington (A.P.) L'industrie de production industrielle a baissé de 3 % en janvier.

« La production industrielle a baissé de 3 % en janvier. Washington (A.P.) L'industrie de production industrielle a baissé de 3 % en janvier. Washington (A.P.) L'industrie de production industrielle a baissé de 3 % en janvier.

« La production industrielle a baissé de 3 % en janvier. Washington (A.P.) L'industrie de production industrielle a baissé de 3 % en janvier. Washington (A.P.) L'industrie de production industrielle a baissé de 3 % en janvier.

« La production industrielle a baissé de 3 % en janvier. Washington (A.P.) L'industrie de production industrielle a baissé de 3 % en janvier. Washington (A.P.) L'industrie de production industrielle a baissé de 3 % en janvier.

« La production industrielle a baissé de 3 % en janvier. Washington (A.P.) L'industrie de production industrielle a baissé de 3 % en janvier. Washington (A.P.) L'industrie de production industrielle a baissé de 3 % en janvier.

« La production industrielle a baissé de 3 % en janvier. Washington (A.P.) L'industrie de production industrielle a baissé de 3 % en janvier. Washington (A.P.) L'industrie de production industrielle a baissé de 3 % en janvier.

« La production industrielle a baissé de 3 % en janvier. Washington (A.P.) L'industrie de production industrielle a baissé de 3 % en janvier. Washington (A.P.) L'industrie de production industrielle a baissé de 3 % en janvier.

LA PART DES ENTREPRISES PUBLIQUES

(Même le chiffre d'affaires de la branche)

	AVANT LES NATIONALISATIONS	APRÈS LES NATIONALISATIONS
Énergie	1%	1%
Première transformation de l'acier	1%	1%
Métallurgie	1%	1%
Métaux non ferreux	1%	1%
Chimie de base	1%	1%
Textiles artificiels	1%	1%
Transformation des matières plastiques	1%	1%
Parachimie	1%	1%
Pharmacie	1%	1%
Verrerie	1%	1%
Matériaux de construction et céramique	1%	1%
Papier carton	1%	1%
Travail des métaux	1%	1%
Machine-outils	1%	1%
Matériel lourd (manutention, mines, sidérurgie, génie civil)	1%	1%
Armement	1%	1%
Bureautique et informatique	1%	1%
Matériel électrique	1%	1%
Électronique ménager et	1%	1%
Équipement ménager	1%	1%
Construction navale	1%	1%
Construction aéronautique	1%	1%
Toutes branches industrielles	1%	1%

(Source : ministère de l'Industrie)

مركز الأبحاث

prises. Un esprit sa dernière
la création nom-
automatiques desti-
à permettre clients d'effect-
jour opérations
simples, déchargeant ainsi
guichets.

■ Dominique Châtillon a égale-
ment président du Centre de recher-
ches sur l'épargne (CREP) et
Association européenne de marke-
ting (EFMA).

Depuis quelques mois, M. Châtillon avait fait campagne pour le
associatives - du C.I.C. - cadre du
-fonationalisme

Née en 1942 à Strasbourg, diplômée de l'Institut d'études politiques, licenciée d'allemand, Mme Christiane [] a été, de 1968 à [] rédactrice au [] de 50 millions de consommateurs, puis responsable du service information de la Direction de la construction, rédactrice en chef technique de Jeune Afrique. Elle était, depuis juillet 1981, chargée de mission auprès du ministre de

$$\omega$$

Nous donnons ci-dessous les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

SIEMENS

Information destinée aux actionnaires de Siemens Commandes à l'étranger en hausse d'un tiers

Chiffre d'affaires. Durant les trois premiers mois de l'exercice 1981/82, c'est-à-dire du 1er octobre au 31 décembre 1981, Siemens a accru son chiffre d'affaires de 13% par rapport à la même période de l'exercice précédent, pour le porter à 22,3 milliards de francs. Le taux d'augmentation des facturations en R.F.A., 15%, est légèrement supérieur à celui obtenu à l'étranger, 12%. Tandis que les ventes des divisions Installations et Composants stagnaient en raison de la mauvaise conjoncture et que la croissance des activités informatiques et Lampes restait inférieure à 10%, les chiffres d'affaires des secteurs Centrales électriques, Technique médicale et Télécommunications ont connu une progression de plus de 15%.

Commandes enregistrées. La faiblesse conjoncturelle persistante en Allemagne fédérale s'est nettement répercutée sur les commandes enregistrées qui ont accusé en R.F.A. une légère diminution en passant de 10,8 à 10,7 milliards de francs. A l'étranger, ce sont au contraire les commandes importantes conclues avec les pays de l'OPEP qui ont permis d'obtenir un montant de commandes de 16,9 milliards de francs en hausse de 36%. Les commandes nouvelles se chiffrent donc au total à 27,6 milliards de francs pour le premier trimestre, soit 10% de plus que l'an dernier à la même époque. Les commandes d'envergure d'une valeur unitaire de plus de 75 millions de francs ont augmenté pratiquement 20% du montant global. Elles représentent notamment aux grandes divisions Energie électrique et Communication qui ont conclu des marchés substantiels avec les pays pétroliers arabes mais aussi avec l'Australie, l'Indonésie et le Nigeria. Les taux de croissance au sein des divisions Energie électrique, Technique médicale et du secteur Centrales ont dépassé 25%.

Avec près de 135 milliards de francs, le carnet de commandes a progressé de 5% par rapport à la fin de l'exercice 1980/81. Les commandes sont passées dans le même temps de 42,9 à 44,0 milliards de francs, marquant une augmentation nettement plus lente que celle du C.A.

Effectif. Toutefois les commandes importantes rapportent pour le moment aucun travail supplémentaire à nos usines, et ce pour différentes raisons: toute grosse commande donne d'abord lieu à des travaux

d'étude et de conception, de plus certaines parties des contrats sont réalisées dans les pays considérés par des sous-traitants locaux et l'exécution de ces marchés s'étale sur plusieurs années. Aussi notre effectif continue-t-il de se réduire. Le nombre des salariés est tombé à 331 000 au premier trimestre de l'exercice en cours, soit un recul général de 2% en R.F.A. comme à l'étranger, où nous employons respectivement 225 000 et 106 000 personnes. La situation de l'emploi restant toujours aussi défavorable, des licenciements peuvent, en plus des départs dus aux fluctuations normales du personnel, s'avérer à et là nécessaires.

Finis de personnel. Au cours du premier trimestre, l'effectif moyen était avec 334 000,

inférieur de 2% à celui de l'an dernier durant la même période. Les frais de personnel sont cependant passés de 11,5 à 10,1 milliards de francs.

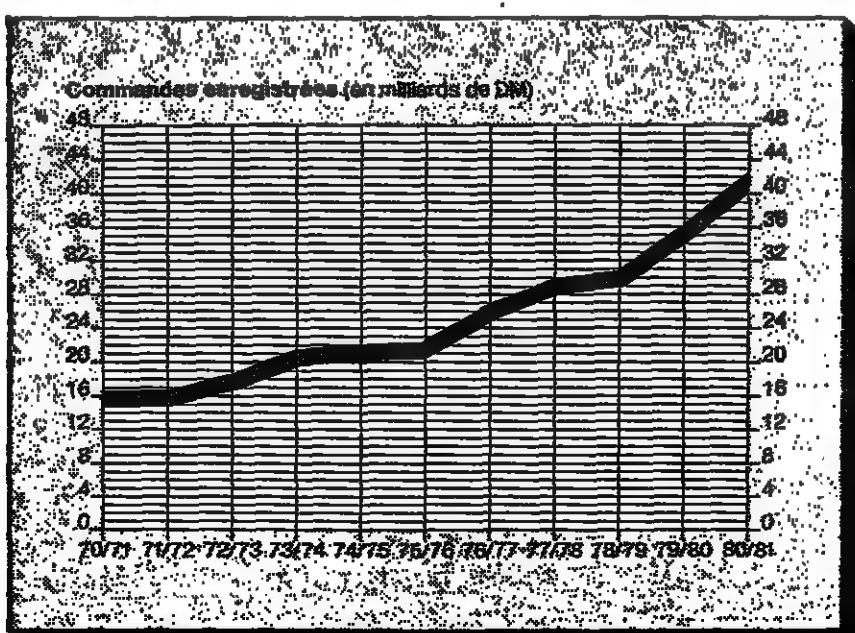
Investissements. Les investissements ont chuté dans les trois premiers mois de 19% par rapport à l'exercice précédent, en raison notamment des intempéries.

Bénéfices net. Le bénéfice net, 395 millions de francs contre 358 l'an dernier à la même époque, a légèrement augmenté. Le rapport bénéfice net/chiffre d'affaires a certes baissé dans le même temps de 1,8% à 1,6%, mais il se situe au-dessus de la valeur moyenne calculée sur l'ensemble de l'exercice passé, soit 1,5%.

En milliards de francs	du 1.10.80 au 31.12.80	du 1.10.81 au 31.12.81	Variations
Chiffre d'affaires	22,3	25,3	+13%
Marché allemand	10,8	10,7	-1%
Marché étranger	12,3	16,9	+36%
Chiffre d'affaires par secteur			
Marché allemand	9,2	10,6	+15%
Marché étranger	10,5	11,7	+12%
En milliards de francs	30,9.81	31.12.81	Variations
Commandes enregistrées	10,8	10,7	-1%
Commandes nouvelles	27,6	27,6	0%
Commandes d'envergure	16,9	16,9	0%
En milliards de francs	30.9.81	31.12.81	Variations
Allemagne	230	225	-2%
Etranger	108	106	-2%
En milliards de francs	du 1.10.80 au 31.12.80	du 1.10.81 au 31.12.81	Variations
Bénéfice net	358	395	+10%
Frais de personnel	11,5	10,1	-12%
Investissements	1,8	1,5	-17%
En % du C.A.	1,5	1,5	0%

Les valeurs sont converties en francs au cours moyen de la Bourse de Paris (100 FF = 36,48 DM).

Croissance plus rapide en dépit de la récession



Au cours des dix dernières années, Siemens a pu accroître ses commandes enregistrées d'un facteur deux et demi. L'augmentation a été particulièrement forte, 19% et 18% durant les deux derniers exercices. Au cours du trimestre considéré, Siemens a également connu un taux de croissance de 19%, malgré une conjoncture mondiale toujours aussi défavorable. Tandis que le montant des commandes nouvelles en R.F.A. se situe au niveau de l'an dernier, les ordres pris à l'étranger ont progressé de 36%.

Siemens AG En France: Siemens Société Anonyme

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

société nationale
elf aquitaine

GROUPE ELF AQUITAINE

Les comptes consolidés du groupe Elf Aquitaine relatifs aux trois premiers trimestres 1981 font ressortir les éléments suivants:

- Chiffre d'affaires hors taxes (1) : 77 856 MF
- Marge brute d'auto-financement après dotation de 3 992 MF : 9 813 MF
- Fonds de renouvellement des stocks : 2 297 MF
- Résultat net consolidé par action : 23 F

Ces chiffres ne prennent pas en compte l'incidence sur les résultats de la cession des actifs canadiens du groupe.

La très faible progression du résultat net consolidé au cours du troisième trimestre (+ 167 millions) provient de la conjonction de plusieurs facteurs:

- faiblesse saisonnière des ventes d'hydrocarbures en France et incidence du prélevement fiscal exceptionnel (O.R.A. de 214 millions au troisième trimestre contre 2 535 au premier semestre);
- faiblesse saisonnière des ventes d'hydrocarbures produits par les filiales du groupe hors de France (M.B.A. de 1 922 millions au troisième trimestre contre 5 319 millions au premier semestre);
- aggravation des pertes liées aux activités de raffinage-distribution tant en France qu'à l'étranger (M.B.A. négative de 983 millions au troisième trimestre contre - 1 095 millions au premier semestre).

Cette conjonction ne devrait pas se retrouver au quatrième trimestre, dont le chiffre brut d'affaires devrait se situer aux environs de 4 milliards.

(1) Hors prise en compte des filiales à 50 % : pétrochimie, nickel, pour ce dernier, la part du groupe dans le chiffre d'affaires s'élève à 10 % du troisième trimestre à 3 970 millions de francs.

Worms
Investissement

SICAV

Le conseil d'administration de la SICAV Worms Investissement, après avoir approuvé les comptes de l'exercice 1981, proposera à l'assemblée générale un dividende de 21,72 F par action contre 13 F pour l'exercice précédent.

Ce dividende sera assorti d'un crédit global de 2,46 F, portant le revenu global à 24,26 F par action.

GOULET S.A.

La Banque privée de finances et d'industrialisation, filiale de la Société Générale, a décidé le 17 janvier 1982, 110 millions de francs de dividendes convertibles de la société Goulet S.A. au prix de 300 francs par titre, représentant respectivement 50,2 % du capital et 70,7 % de l'emprunt convertible.

Conformément à la réglementation en vigueur, la Banque privée de gestion financière et d'industrialisation se sont engagées à acheter, pendant un délai de quinze heures, au cours du jour de 300 francs, toute action et toute obligation convertible Goulet S.A. présentée à la vente, opération qui permettra l'entrée de nouveaux investisseurs dans le capital de Goulet S.A.

Cela devrait, dans un avenir proche, à une proposition de rachat de la société Goulet S.A. par la Banque Worms et d'industrialisation, une position de premier plan dans le domaine de la communication.

CESSATION DE GARANTIE

Sur la demande de la Société MARZANA, S.A.R.L. au capital de 20 000 francs, la Banque Worms et d'industrialisation a décidé de cesser la garantie d'achat de ses actions, au prix de 300 francs, toutes actions et obligations convertibles Goulet S.A. présentées à la vente, opération qui permettra l'entrée de nouveaux investisseurs dans le capital de Goulet S.A.

Les créances, d'un montant de 100 millions de francs, devront être produites au siège de la Banque Worms et d'industrialisation, dans les trois mois de cette inscription.

THYSSEN
AKTIENGESELLSCHAFT

VORM. AUGUST THYSSEN-HUTTE

La société convoque ses actionnaires en assemblée générale ordinaire, le vendredi 26 mars 1982, à 10 h., à la Manufacture d'Armes, Heinrich-Heine, Duisburg, afin de délibérer sur l'ordre du jour ci-après:

- 1) Présentation du bilan et des comptes consolidés au 30 septembre 1981, ainsi que du rapport du conseil d'administration;
 - 2) Répartition du dividende;
 - 3) Quitus au faveur du directeur et du conseil d'administration;
 - 4) Nomination;
 - 5) Augmentation du capital autorisé de 120 000 000 DM;
 - 6) Les actionnaires sont invités à participer à l'assemblée générale et à voter personnellement.
- En France, les actionnaires désireux d'assister à cette assemblée ou de faire représenter leurs actions, doivent faire parvenir leurs actions, avant le 15 mars 1982 chez la Banque Worms et d'industrialisation, 10000 Paris, ou faire notifier à celle-ci avant la même date, l'immatriculation de leurs titres par le biais de leur agent de change.
- La Banque Worms et d'industrialisation délivrera des cartes d'admission à l'assemblée aux actionnaires, qui en feront la demande.

CESSATION DE GARANTIE

Par suite de démission de la société EDEL, rue de Valenciennes, 11100 Valenciennes, l'Association pour la caution par les banques et les associations des entreprises de travail temporaire, 34, rue Valenciennes, 13003 Paris, a fait savoir que la garantie contractée depuis le 15 mai 1981 par la compagnie d'assurances Les Assurances du Crédit à Valenciennes pour le compte de la société EDEL, 41 bis, rue de Valenciennes, 13003 Paris, est au profit d'une part de la Société EDEL, et d'autre part, au profit des salariés temporaires, pendant un délai de deux jours après la présente publication.

PEOPLE DE NAVIGATION DE FRANCE
25, rue Valenciennes, 13003 Paris, 12-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-100-101-102-103-104-105-106-107-108-109-110-111-112-113-114-115-116-117-118-119-120-121-122-123-124-125-126-127-128-129-130-131-132-133-134-135-136-137-138-139-140-141-142-143-144-145-146-147-148-149-150-151-152-153-154-155-156-157-158-159-160-161-162-163-164-165-166-167-168-169-170-171-172-173-174-175-176-177-178-179-180-181-182-183-184-185-186-187-188-189-190-191-192-193-194-195-196-197-198-199-200-201-202-203-204-205-206-207-208-209-210-211-212-213-214-215-216-217-218-219-220-221-222-223-224-225-226-227-228-229-230-231-232-233-234-235-236-237-238-239-240-241-242-243-244-245-246-247-248-249-250-251-252-253-254-255-256-257-258-259-260-261-262-263-264-265-266-267-268-269-270-271-272-273-274-275-276-277-278-279-280-281-282-283-284-285-286-287-288-289-290-291-292-293-294-295-296-297-298-299-300-301-302-303-304-305-306-307-308-309-310-311-312-313-314-315-316-317-318-319-320-321-322-323-324-325-326-327-328-329-330-331-332-333-334-335-336-337-338-339-340-341-342-343-344-345-346-347-348-349-350-351-352-353-354-355-356-357-358-359-360-361-362-363-364-365-366-367-368-369-370-371-372-373-374-375-376-377-378-379-380-381-382-383-384-385-386-387-388-389-390-391-392-393-394-395-396-397-398-399-400-401-402-403-404-405-406-407-408-409-410-411-412-413-414-415-416-417-418-419-420-421-422-423-424-425-426-427-428-429-430-431-432-433-434-435-436-437-438-439-440-441-442-443-444-445-446-447-448-449-450-451-452-453-454-455-456-457-458-459-460-461-462-463-464-465-466-467-468-469-470-471-472-473-474-475-476-477-478-479-480-481-482-483-484-485-486-487-488-489-490-491-492-493-494-495-496-497-498-499-500-501-502-503-504-505-506-507-508-509-510-511-512-513-514-515-516-517-518-519-520-521-522-523-524-525-526-527-528-529-530-531-532-533-534-535-536-537-538-539-540-541-542-543-544-545-546-547-548-549-550-551-552-553-554-555-556-557-558-559-560-561-562-563-564-565-566-567-568-569-570-571-572-573-574-575-576-577-578-579-580-581-582-583-584-585-586-587-588-589-590-591-592-593-594-595-596-597-598-599-600-601-602-603-604-605-606-607-608-609-610-611-612-613-614-615-616-617-618-619-620-621-622-623-624-625-626-627-628-629-630-631-632-633-634-635-636-637-638-639-640-641-642-643-644-645-646-647-648-649-650-651-652-653-654-655-656-657-658-659-660-661-662-663-664-665-666-667-668-669-670-671-672-673-674-675-676-677-678-679-680-681-682-683-684-685-686-687-688-689-690-691-692-693-694-695-696-697-698-699-700-701-702-703-704-705-706-707-708-709-710-711-712-713-714-715-716-717-718-719-720-721-722-723-724-725-726-727-728-729-730-731-732-733-734-735-736-737-738-739-740-741-742-743-744-745-746-747-748-749-750-751-752-753-754-755-756-757-758-759-760-761-762-763-764-765-766-767-768-769-770-771-772-773-774-775-776-777-778-779-780-781-782-783-784-785-786-787-788-789-790-791-792-793-794-795-796-797-798-799-800-801-802-803-804-805-806-807-808-809-810-811-812-813-814-815-816-817-818-819-820-821-822-823-824-825-826-827-828-829-830-831-832-833-834-835-836-837-838-839-840-841-842-843-844-845-846-847-848-849-850-851-852-853-854-855-856-857-858-859-860-861-862-863-864-865-866-867-868-869-870-871-872-873-874-875-876-877-878-879-880-881-882-883-884-885-886-887-888-889-890-891-892-893-894-895-896-897-898-899-900-901-902-903-904-905-906-907-908-909-910-911-912-913-914-915-916-917-918-919-920-921-922-923-924-925-926-927-928-929-930-931-932-933-934-935-936-937-938-939-940-941-942-943-944-945-946-947-948-949-950-951-952-953-954-955-956-957-958-959-960-961-962-963-964-965-966-967-968-969-970-971-972-973-974-975-976-977-978-979-980-981-982-983-984-985-986-987-988-989-990-991-992-993-994-995-996-997-998-999-1000-1001-1002-1003-1004-1005-1006-1007-1008-1009-1010-1011-1012-1013-1014-1015-1016-1017-1018-1019-1020-1021-1022-1023-1024-1025-1026-1027-1028-1029-1030-1031-1032-1033-1034-1035-1036-1037-1038-1039-1040-1041-1042-1043-1044-1045-1046-1047-1048-1049-1050-1051-1052-1053-1054-1055-1056-1057-1058-1059-1060-1061-1062-1063-1064-1065-1066-1067-1068-1069-1070-1071-1072-1073-1074-1075-1076-1077-1078-1079-1080-1081-1082-1083-1084-1085-1086-1087-1088-1089-1090-1091-1092-1093-1094-1095-1096-1097-1098-1099-1100-1101-1102-1103-1104-1105-1106-1107-1108-1109-1110-1111-1112-1113-1114-1115-1116-1117-1118-1119-1120-1121-1122-1123-1124-1125-1126-1127-1128-1129-1130-1131-1132-1133-1134-1135-1136-1137-1138-1139-1140-1141-1142-1143-1144-1145-1146-1147-1148-1149-1150-1151-1152-1153-1154-1155-1156-1157-1158-1159-1160-1161-1162-1163-1164-1165-1166-1167-1168-1169-1170-1171-1172-1173-1174-1175-1176-1177-1178-1179-1180-1181-1182-1183-1184-1185-1186-1187-1188-1189-1190-1191-1192-1193-1194-1195-1196-1197-1198-1199-1200-1201-1202-1203-1204-1205-1206-1207-1208-1209-1210-1211-1212-1213-1214-1215-1216-1217-1218-1219-1220-1221-1222-1223-1224-1225-1226-1227-1228-1229-1230-1231-1232-1233-1234-1235-1236-1237-1238-1239-1240-1241-1242-1243-1244-1245-1246-1247-1248-1249-1250-1251-1252-1253-1254-1255-1256-1257-1258-1259-1260-1261-1262-1263-1264-1265-1266-1267-1268-1269-1270-1271-1272-1273-1274-1275-1276-1277-1278-1279-1280-1281-1282-1283-1284-1285-1286-1287-1288-1289-1290-1291-1292-1293-1294-1295-1296-1297-1298-1299-1300-1301-1302-1303-1304-1305-1306-1307-1308-1309-1310-1311-1312-1313-1314-1315-1316-1317-1318-1319-1320-1321-1322-1323-1324-1325-1326-1327-1328-1329-1330-1331-1332-1333-1334-1335-1336-1337-1338-1339-1340-1341-1342-1343-1344-1345-1346-1347-1348-1349-1350-1351-1352-1353-1354-1355-1356-1357-1358-1359-1360-1361-1362-1363-1364-1365-1366-1367-1368-1369-1370-1371-1372-1373-1374-1375-1376-1377-1378-1379-1380-1381-1382-1383-1384-1385-1386-1387-1388-1389-1390-1391-1392-1393-1394-1395-1396-1397-1398-1399-1400-1401-1402-1403-1404-1405-1406-1407-1408-1409-1410-1411-1412-1413-1414-1415-1416-1417-1418-1419-1420-1421-1422-1423-1424-1425-1426-1427-1428-1429-1430-1431-1432-1433-1434-1435-1436-1437-1438-1439-1440-1441-1442-1443-1444-1445-1446-1447-1448-1449-1450-1451-1452-1453-1454-1455-1456-1457-1458-1459-1460-1461-1462-1463-1464-1465-1466-1467-1468-1469-1470-1471-1472-1473-1474-1475-1476-1477-1478-1479-1480-1481-1482-1483-1484-1485-1486-1487-1488-1489-1490-1491-1492-1493-1494-1495-1496-1497-1498-1499-1500-1501-1502-1503-1504-1505-1506-1507-1508-1509-1510-1511-1512-1513-1514-1515-1516-1517-1518-1519-1520-1521-1522-1523-1524-1525-1526-1527-1528-1529-1530-1531-1532-1533-1534-1535-1536-1537-1538-1539-1540-1541-1542-1543-1544-1545-1546-1547-1548-1549-1550-1551-1552-1553-1554-1555-1556-1557-1558-1559-1560-1561-1562-1563-1564-1565-1566-1567-1568-1569-1570-1571-1572-1573-1574-1575-1576-1577-1578-1579-1580-1581-1582-1583-1584-1585-1586-1587-1588-1589-1590-1591-1592-1593-1594-1595-1596-1597-1598-1599-1600-1601-1602-1603-1604-1605-1606-1607-1608-1609-1610-1611-1612-1613-1614-1615-1616-1617-1618-1619-1620-1621-1622-1623-1624-1625-

سكس من الإجمالي

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

17 février

Nouvelle avance des actions

Baisse du dollar

Ce ne sont pas quelques prises de bénéfices qui feront à un titre qui s'effondre après la hausse.

Mardi 17 février, jour de réponse des primes, les cours ont encore progressé de plus de 1 % de valeurs en traitant par ailleurs de nouvelles avances de Rarad, des deux réserves à la hausse.

Cette dernière avait déjà subi la même sorte de saut, après avoir finalement baissé 15,5 % après que près de 10 % de valeurs en traitant par ailleurs de nouvelles avances de Rarad, des deux réserves à la hausse.

Mardi 17 février, jour de réponse des primes, les cours ont encore progressé de plus de 1 % de valeurs en traitant par ailleurs de nouvelles avances de Rarad, des deux réserves à la hausse.

Revillon, en son côté, a gagné 5 % et il est tenté d'établir une fin de semaine de 15 % de valeurs en traitant par ailleurs de nouvelles avances de Rarad, des deux réserves à la hausse.

Paris-France est également en vedette avec une hausse supérieure à 15 %, mais Opfi-Paribas, très en vogue depuis le début de la semaine, doit céder à 4 % de baisse.

Les valeurs étrangères perdent également du terrain, les valeurs américaines sont en baisse, les valeurs européennes sont en hausse.

Comparativement, le marché de l'or apparaît bien stable, le métal fin se négociant à 375,50 dollars l'once à Londres contre 376,25 la veille. Le lingot abandonne 300 F à 73,600 F, tandis que le papier revient à 600,10 F (- 4,50 F).

Le fléchissement du dollar mondial en début de matinée s'est confirmé en cours officiel, lorsque la cotation officielle s'est établie à 6,0635 F contre 6,0840 F mardi.

NEW-YORK

17 février

Affaiblissement

Wall Street a décidé de bien se préparer au sentiment morose qui pèse dans l'esprit de nombre d'opérateurs, tenant compte de la séance de mercredi au cours de laquelle la cote a fléchissé dans d'énormes proportions, avant de fléchir de 3,71 points pour s'établir finalement à 827,63, rejoignant ainsi son plus bas niveau non seulement depuis le début de l'année, mais depuis la fin septembre 1981.

Au regard du palmarès quotidien (599 baisses face à 703 gains), l'adhésion a dominé dans la communauté financière et le relèvement quasi général du « prime rate » américain à 17 % contre 16,50 % précédemment, était largement escompté depuis quatorze-huit heures.

Il en va de même pour la nouvelle chute de la production industrielle (3 %) constatée en janvier dernier, même s'il s'agit là de la sixième baisse régulière avec une récession dans l'industrie, mais pour un certain nombre de titres pharmaceutiques.

A vrai dire, la contrainte est étonnante, reconnaissent les analystes, qui préfèrent faire l'impasse pour l'instant sur les données économiques d'ensemble au bénéfice de considérations tenant à l'évolution de quelques secteurs ou sociétés spécifiques. Voilà qui explique la séria de baisses constatée dans l'industrie, mais pour un certain nombre de titres pharmaceutiques.

Pour ce qui est des échanges, on a guère vu plus de 80 millions de titres, contre 48,88 millions la veille.

VALEURS	Cours de 16h	Cours de 17h
Alcatel	181	181
A.T.T.	181	181
Boeing	181	181
Chrysler	181	181
Dow Jones	181	181
Eastman Kodak	181	181
General Motors	181	181
IBM	181	181
Intel	181	181
ITT	181	181
Johnson & Johnson	181	181
McDonald's	181	181
Merck	181	181
Microsoft	181	181
Motorola	181	181
Oracle	181	181
Rockwell International	181	181
Sony	181	181
Spacelink	181	181
Union Carbide	181	181
Whitcomb	181	181
Xerox Corp.	181	181

LA VIE DES SOCIÉTÉS

L'AGENCE HAVAS ET SA FILIALE EUROCOM (spécialisée dans les activités de communication et de publicité) ont racheté en Bourse, mercredi 17 février, la majorité du capital (56,9 %) du groupe Goulet, avec comme objectif avoué la fusion ultérieure de Goulet et d'Eurocom, ce qui introduit de facto cette dernière en Bourse. Eurocom, grâce à ses nombreuses filiales (Havas-Congel, le Bêlier, Econ, etc.), est largement au premier rang des publicitaires français, puisqu'il détient 15 % du marché en France.

Le groupe Goulet, qui réalise un chiffre d'affaires consolidé de 400 millions, a une société holding qui possède deux sociétés fabriquant des emballages, Gault et Fremont et Paris-Emballages (213 millions de francs de chiffre d'affaires), une société de restauration rapide, Chick and Shop, avec sept établissements (26 millions de francs), une chaîne de douze magasins de bricolage dans des centres commerciaux (l'enseigne Briogem, 78 millions de francs), un supermarché Goulet dans le sixième arrondissement de Paris (78 millions de francs) et un patrimoine immobilier de 48 hypermarchés, ce qui représente des loyers annuels de 11,6 millions de francs.

La transaction s'est faite en Bourse au prix unitaire de 300 F, l'opération portant sur 170 133 actions = 103 416 obligations convertibles Goulet, ce cours de 300 F étant maintenu jusqu'à 10 mars prochain pour les deux catégories de titres dans la cotation à partir le 17 février 1982.

DARTY. - Le groupe a ouvert le 17 février 1982 un magasin de 1200 m² à Ivry (Val-de-Marne), ce qui porte à trente et un le nombre de magasins Darty Paris-Val-de-Marne, sur un total de soixante-et-un établissements pour l'ensemble de la France.

INDICES QUOTIDIENS	
(MISEZ, base 100 à 31 déc. 1981)	17 fév.
Valeurs françaises	1124
Valeurs étrangères	1043
C. DES AGENTS DE CHANGE	104,4
(base 100 à 29 déc. 1981)	104,4
Indice global	104,4

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE	
Cours du 18 fév.	17 fév.
TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE	17 fév.
Cours du 18 fév.	17 fév.

COURS DU DOLLAR À TOKYO	
1 dollar	17 fév.
1 dollar	17 fév.

BOURSE DE PARIS Comptant 17 FEVRIER

VALEURS	Cours de 16h	Cours de 17h
Alcatel	181	181
A.T.T.	181	181
Boeing	181	181
Chrysler	181	181
Dow Jones	181	181
Eastman Kodak	181	181
General Motors	181	181
IBM	181	181
Intel	181	181
ITT	181	181
Johnson & Johnson	181	181
McDonald's	181	181
Merck	181	181
Microsoft	181	181
Motorola	181	181
Oracle	181	181
Rockwell International	181	181
Sony	181	181
Spacelink	181	181
Union Carbide	181	181
Whitcomb	181	181
Xerox Corp.	181	181

Marché à terme

VALEURS	Cours de 16h	Cours de 17h
Alcatel	181	181
A.T.T.	181	181
Boeing	181	181
Chrysler	181	181
Dow Jones	181	181
Eastman Kodak	181	181
General Motors	181	181
IBM	181	181
Intel	181	181
ITT	181	181
Johnson & Johnson	181	181
McDonald's	181	181
Merck	181	181
Microsoft	181	181
Motorola	181	181
Oracle	181	181
Rockwell International	181	181
Sony	181	181
Spacelink	181	181
Union Carbide	181	181
Whitcomb	181	181
Xerox Corp.	181	181

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS de 16h	COURS de 17h
Alcatel	181	181
A.T.T.	181	181
Boeing	181	181
Chrysler	181	181
Dow Jones	181	181
Eastman Kodak	181	181
General Motors	181	181
IBM	181	181
Intel	181	181
ITT	181	181
Johnson & Johnson	181	181
McDonald's	181	181
Merck	181	181
Microsoft	181	181
Motorola	181	181
Oracle	181	181
Rockwell International	181	181
Sony	181	181
Spacelink	181	181
Union Carbide	181	181
Whitcomb	181	181
Xerox Corp.	181	181

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MARCHÉ OFFICIEL	COURS de 16h	COURS de 17h
Alcatel	181	181
A.T.T.	181	181
Boeing	181	181
Chrysler	181	181
Dow Jones	181	181
Eastman Kodak	181	181
General Motors	181	181
IBM	181	181
Intel	181	181
ITT	181	181
Johnson & Johnson	181	181
McDonald's	181	181
Merck	181	181
Microsoft	181	181
Motorola	181	181
Oracle	181	181
Rockwell International	181	181
Sony	181	181
Spacelink	181	181
Union Carbide	181	181
Whitcomb	181	181
Xerox Corp.	181	181

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. **DURÉE DU TRAVAIL** : « L'imbrication des congés payés », par J.-J. Dupeyron ; « Partager le travail », par J.-L. Donnadieu ; « Vous avez dit « solidarité » ? », par Umberto Bortolotto.

ÉTRANGER

3-4. **EUROPE** — **POLOGNE** : quatre mille personnes vont être traduites en justice après les dernières opérations de police.
— **TURQUIE** : le ministre est rétrogradé ; l'affaire du désastre de la Fédération internationale des droits de l'homme.
5. **AMÉRIQUES** — **SAINT-PIERRE** : le rapatriement de la Constitution est imminent.
6. **AFRIQUE** — **TCAD** : Paris suspendu son aide militaire.
— **La Tunisie** : les incertitudes (III), par Paul Balte.
7. **DIPLOMATIE** — La conférence de Madrid.
7. **PROCHE-ORIENT**

POLITIQUE

1. **Le P.S. et le C.G.T.** envisagent une coopération efficace : pas masquer leurs divergences.

SOCIÉTÉ

10. **RELIGION** : la deuxième étape du dialogue Jean-Paul II et l'Afrique.
10-11. **JUSTICE** — Le procès de M. Robert Delpach, un assassin de Paris.
— L'affaire Fargat jugée au tribunal de Paris.
— **SCIENCES**.

REGIONS

12. **La région d'Alsace** sera préservée.
— **BRETAGNE** : le conseil régional consacre 15 millions de francs à la création d'une entreprise maritime.
— **ITALIENNES** : les progrès du quotidien.

LE MONDE DES LIVRES

13. **LE FEUILLETON** : un roman de P.-W. Lescar.
14. **LA VIE LITTÉRAIRE**.
15. **SOCIÉTÉ** : ces peurs qui sourient l'imagination.
16-17. **HISTOIRE** : une maladie de notre culture : l'anti-antiquité.
18. **AU FIL DES LECTURES**.
19. **LETTRES** : rencontres avec Toni Morrison, une nouvelle de la littérature noire américaine.

CULTURE

19. **THÉÂTRE** : le Voyage de M. Perichon, de François.
21-22. **RADIO-TELEVISION** : VU : l'attente de Petit-Clement.
— **Musique** : les protagonistes rendent publiques leurs réflexions.

ÉCONOMIE

26 à 28. **Après la mort** des dirigeants du mouvement national : une crise qui arrive, mais qui peut-être.
30. **SOCIAL** : des immigrés en France, le trop lent régularisation de leur situation.

RADIO-TELEVISION : Informations : « **REVUE** » : Loterie nationale, Ariquin et Loto ; **PARADIS** : la neige ; **Musique** : Carnet (22) ; Annonces classées (24-25) ; Programmes spectacles (20-21) ; **Jeux** (31).

Aujourd'hui dans Le Monde : transactions immobilières 5, 6, 7, 8, 15, 16 arrondissements.

Le numéro du « Monde » du 18 février 1982 a été à 500 000 exemplaires.

A B C D E F G

L'INFORMATIQUE CONTRE LA FRAUDE FISCALE

Un fichier des possédants

La fortune des Français n'aura jamais été aussi connue. Le ministère du budget disposera, dans quelques semaines, d'un fichier informatique lui permettant d'évaluer avec précision les revenus de ceux qu'ils ont parfois la tentation de laisser dans l'ombre.

Cette opération est la conséquence de la loi sur l'imposition des grandes fortunes (12 millions de francs).

L'opération ne pose pas de problèmes techniques particuliers, mais elle nécessite des données précises que le fisc ne dispose pas actuellement. À partir de renseignements dispersés dans de multiples fichiers, le ministère du budget va rassembler les données nécessaires à la loi « informatique ».

Cette loi ne limite pas le champ de l'opération à la seule fiscalité des grandes fortunes, mais elle vise à contrôler les fraudes, à améliorer la fiscalité, à donner à chaque individu, du contribuable à la grande fortune, une même mesure.

Un jour, les informations cadastrales et PROSECO qui ont un fichier des propriétaires, un contrôle fiscal, c'est-à-dire des renseignements potentiels.

En outre, le ministère du budget a défendu de vouloir interconnecter la totalité des informations. Mais des explications, on ne procède pas à un rapprochement permanent et complet des fichiers, mais on permet d'établir un lien entre les possédants. Autrement dit, ce rapprochement ne portera pas sur la totalité des informations figurant dans ces fichiers, mais sur l'ensemble des renseignements qui, dans ces fichiers, sont susceptibles de donner une idée de la fortune d'un individu.

Autrement dit, ce rapprochement ne portera pas sur la totalité des informations figurant dans ces fichiers, mais sur l'ensemble des renseignements qui, dans ces fichiers, sont susceptibles de donner une idée de la fortune d'un individu.

Un avis

Elle n'est pas, jusqu'à preuve du contraire, le projet de loi « informatique » qui vise à contrôler les fraudes, à améliorer la fiscalité, à donner à chaque individu, du contribuable à la grande fortune, une même mesure.

Elle n'est pas, jusqu'à preuve du contraire, le projet de loi « informatique » qui vise à contrôler les fraudes, à améliorer la fiscalité, à donner à chaque individu, du contribuable à la grande fortune, une même mesure.

Un avis. Elle n'est pas, jusqu'à preuve du contraire, le projet de loi « informatique » qui vise à contrôler les fraudes, à améliorer la fiscalité, à donner à chaque individu, du contribuable à la grande fortune, une même mesure.

Un avis. Elle n'est pas, jusqu'à preuve du contraire, le projet de loi « informatique » qui vise à contrôler les fraudes, à améliorer la fiscalité, à donner à chaque individu, du contribuable à la grande fortune, une même mesure.

BERTRAND LE GENDRE.

CONFLITS ET REVENDICATIONS

La réduction des horaires sans perte de salaire reste la revendication prioritaire

Certains salariés du secteur public ont obtenu la réduction de leur temps de travail sans perte de salaire. Mais la revendication prioritaire reste la réduction des horaires sans perte de salaire.

Certains salariés du secteur public ont obtenu la réduction de leur temps de travail sans perte de salaire. Mais la revendication prioritaire reste la réduction des horaires sans perte de salaire.

À Paris-Ret, les syndicats C.G.T., C.F.D.T., F.O. et autres (S.N.U.I.) ont observé, le 17 février, une « journée-silence » (grève totale) pour protester contre le manque de personnel.

À Paris-Ret, les syndicats C.G.T., C.F.D.T., F.O. et autres (S.N.U.I.) ont observé, le 17 février, une « journée-silence » (grève totale) pour protester contre le manque de personnel.

LE GOUVERNEMENT ABANDONNE LE PRINCIPE D'UNE TAXE SUR LES EMPLOYÉS DE MAISON

Le gouvernement a décidé, le 17 février, d'abandonner, dans l'immédiat, le principe d'une taxe sur les employés de maison.

Le gouvernement a décidé, le 17 février, d'abandonner, dans l'immédiat, le principe d'une taxe sur les employés de maison.

Le meeting du P.F.N. à la Mutualité Retour aux sources

Les nouvelles dirigeants du Parti des Français Nationaux ont tenu un meeting de retour aux sources à la Mutualité.

Les nouvelles dirigeants du Parti des Français Nationaux ont tenu un meeting de retour aux sources à la Mutualité.

Le meeting du P.F.N. à la Mutualité. Les nouvelles dirigeants du Parti des Français Nationaux ont tenu un meeting de retour aux sources à la Mutualité.

Le meeting du P.F.N. à la Mutualité. Les nouvelles dirigeants du Parti des Français Nationaux ont tenu un meeting de retour aux sources à la Mutualité.

Le meeting du P.F.N. à la Mutualité. Les nouvelles dirigeants du Parti des Français Nationaux ont tenu un meeting de retour aux sources à la Mutualité.

Le meeting du P.F.N. à la Mutualité. Les nouvelles dirigeants du Parti des Français Nationaux ont tenu un meeting de retour aux sources à la Mutualité.

Le meeting du P.F.N. à la Mutualité. Les nouvelles dirigeants du Parti des Français Nationaux ont tenu un meeting de retour aux sources à la Mutualité.

Le meeting du P.F.N. à la Mutualité. Les nouvelles dirigeants du Parti des Français Nationaux ont tenu un meeting de retour aux sources à la Mutualité.

Le meeting du P.F.N. à la Mutualité. Les nouvelles dirigeants du Parti des Français Nationaux ont tenu un meeting de retour aux sources à la Mutualité.

Le meeting du P.F.N. à la Mutualité. Les nouvelles dirigeants du Parti des Français Nationaux ont tenu un meeting de retour aux sources à la Mutualité.

Le meeting du P.F.N. à la Mutualité. Les nouvelles dirigeants du Parti des Français Nationaux ont tenu un meeting de retour aux sources à la Mutualité.

Le meeting du P.F.N. à la Mutualité. Les nouvelles dirigeants du Parti des Français Nationaux ont tenu un meeting de retour aux sources à la Mutualité.

PEINES SÈVÈRES POUR LES INCULPÉS DE L'AFFAIRE ROUMÉAS

Les condamnations allant jusqu'à quatre ans d'emprisonnement assorties d'amendes variant de 5 000 F à 300 000 F ont été prononcées mercredi 17 février par le tribunal correctionnel de Bar-le-Duc (Meuse) présidé par M. Marc Bérès dans l'affaire des établissements Rouméas où se mêlent banqueroute et corruption de fonctionnaires (le Monde daté 31 janvier-1^{er} février).

Les directeurs généraux de cette société de travaux publics de Ligny-en-Barrois, MM. Claude et Nicole Duval, inculpés d'abus de biens sociaux, faux et usage de faux, escroqueries (M. Roland Rouméas était en plus inculpé de corruption active de fonctionnaires) ont respectivement été condamnés à un an d'emprisonnement et 25 000 francs d'amende et à quatre ans d'emprisonnement et 40 000 francs d'amende.

Les directeurs généraux de cette société de travaux publics de Ligny-en-Barrois, MM. Claude et Nicole Duval, inculpés d'abus de biens sociaux, faux et usage de faux, escroqueries (M. Roland Rouméas était en plus inculpé de corruption active de fonctionnaires) ont respectivement été condamnés à un an d'emprisonnement et 25 000 francs d'amende et à quatre ans d'emprisonnement et 40 000 francs d'amende.

Les épouses de MM. Claude et Nicole Duval, Mmes Nicole Duval et Charline Rouméas, créatrices, ont été condamnées à huit mois d'emprisonnement et 10 000 francs d'amende. M. François Bernasconi, employé, a été condamné à huit mois d'emprisonnement et 10 000 francs d'amende.

Les épouses de MM. Claude et Nicole Duval, Mmes Nicole Duval et Charline Rouméas, créatrices, ont été condamnées à huit mois d'emprisonnement et 10 000 francs d'amende. M. François Bernasconi, employé, a été condamné à huit mois d'emprisonnement et 10 000 francs d'amende.

L'affaire d'Isigny

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU GROUPE BESNIER A ÉTÉ INCULPÉ

(De notre correspondant)

Paris. — M. Bernard Aubert, secrétaire général du groupe fromager Besnier, a été inculpé mardi 17 février, à Caen par le juge d'instruction M. Jean-Pierre Poussin, chargé du dossier de l'affaire d'Isigny. Au terme de cette audition, M. Aubert a été inculpé de séquestration de moins de vingt-quatre heures.

Paris. — M. Bernard Aubert, secrétaire général du groupe fromager Besnier, a été inculpé mardi 17 février, à Caen par le juge d'instruction M. Jean-Pierre Poussin, chargé du dossier de l'affaire d'Isigny. Au terme de cette audition, M. Aubert a été inculpé de séquestration de moins de vingt-quatre heures.

cinno

Jusqu'au 15 Mars
le lit canapé GAO
5600 Frs chez TOPPER

en casimir (100% laine) 20% polyester ou Ninos

10, rue de la Convention 20, rue Frémicourt - Paris 15ème

Jusqu'au 27 février
promotion d'avant saison

NICOLL

COSTUME 1430 F

mesure industrielle avec gilet 1620 F

La tradition anglaise du vêtement
à Paris, 27 rue Tronchet, depuis 1820

Le Monde

DIMANCHE

Au sommaire du prochain numéro :

PEUR ORDINAIRE LA HAGUE

La peur du nucléaire continue à La Hague. Mais le pays est muselé par l'argent, les emplois et l'ancestrale soumission au Seigneur.

Enquête de Daniel Schneider

LES BOUILLONNEMENTS DE LA PHILOSOPHIE ITALIENNE

Pratiquement inconnue en France, la philosophie italienne est pourtant d'une richesse et d'une originalité remarquable.

Par Robert Maggiori

سكول زليخ

Peur ordinaire à La Hague

PAGE IV.

Dossier : les stratégies des firmes multinationales

PAGE XI.

AUJOURD'HUI • Signes : un socialisme aux couleurs de la science (III) ; La - manif - on la culture dans la rue (V) ; Grenoble : dépannage chômeur ■ quartier Mistral (VI).

DEMAIN • Pourquoi pas des maisons en bois ? (VII) ; Les appareils téléphoniques de l'avenir : Crible (VIII).

ÉTRANGER • Les « Parking boys » du père Grol au Kenya ; Reflets du monde (IX) ; Québec : les paysans venus de France (X).

CLEFS • Histoire : de la guerre des boutons à celle de 14-18 (XII) ; Renouveau : les bouillonnements de la philosophie italienne (XIII) ; Langage : mots nouveaux ; Poésie : Jacques Roubaud (XIV).

DISQUES • Rock ; classique ; jazz (XV).

NOUVELLE • Retour au pays, par YVES FRÉMION (XVI).

SUPPLÉMENT AU NUMÉRO 11 529 - NE PEUT ÊTRE VENDU SÉPARÉMENT

DIMANCHE 21 FÉVRIER 1982

Le Monde

D I M A N C H E

JACQUES LANZMANN, la cinquantaine vagabonde, aux cheveux rousses, les yeux moqueurs et tendres, est un homme qui n'est pas gaulois mais qui regarde le ciel. Voilà rapidement tracée l'image d'un homme qui marche comme un fou sur les chemins du monde et dans les quatorze livres dont il est l'auteur. Ne cherchez pas à attraper Lanzmann, il est toujours ailleurs. Cet écrivain possède un imaginaire singulier et authentique. Il se laisse témoigner constamment d'une quête de l'identité, de l'angoisse d'un homme qui n'arrive à s'enraciner nulle part. L'unique lien de sa présence sociale, c'est la fiction amoureuse, même si apparaît rapidement l'impossibilité pour l'homme d'adhérer totalement au mystère de la femme. C'est cette douleur nostalgique et éternelle qui fait de Lanzmann un homme qui marche. Le vagabond des sentiers népalais, l'écrivain des Nouveaux territoires et de la blanche, qui vient de paraître chez La Plume. Tous deux se réapproprient leur existence au moment de la perte.

En parlant de ses randonnées, Jacques Lanzmann trace le portrait de l'écrivain en marcheur. En narrateur avec ironie et tendresse ses périples pédestres, il évoque surtout l'art romanesque d'un écrivain. Ce qui est éthique et morale au réel. L'homme comme le romancier ne fuit pas la précarité, il est toujours un transit, une attente. Chacun d'entre eux ne s'installent jamais dans le présent. Comme si le bonheur était de l'ordre de la mémoire et du souvenir, du projet et du futur.

Pourquoi marchez-vous ?

Marcher, c'est aller à la découverte des pays et des hommes, mais aussi, par la bande, à la découverte, aller au-devant de soi. On marche également pour se fuir, mais on se réapproprie toutes les étapes des chemins.

La marche est parfois comparable à la création littéraire. Il suffit de laisser l'absence pour mettre en action une dramaturgie intérieure qui est un spectacle complexe fait de souffrances et d'espérances. Une manière épouvantable de connaître, de tester, mais qui est la seule qui puisse réanimer le pouvoir magique de la vie lorsque celui-ci, éteint, un feu, commence à s'éteindre.

Certains pays sont-ils des paradis du marcheur ?

En France, si vous voulez vraiment marcher, vous empruntez les G.R. (sentiers de grande randonnée) qui sont balisés par la Fédération des marcheurs avec une multitude de petits rectangles rouges et blancs. En consultant les topoguides, il est indiqué qu'après avoir parcouru 100 mètres vous êtes à l'angle droit faisant face à la ferme blanche, puis en-



LA MOUCHE

Jacques Lanzmann, le marcheur fou

Quatorze romans et des milliers de kilomètres. Jacques Lanzmann est un vagabond éperdu. Un fou du départ. Il a arpenté tous les chemins du monde. Son rêve : longer la muraille de Chine...

MAURICE PARTOUCHE

Quel type de relation pouvez-vous avoir avec la population népalaise si vous ne parlez pas la langue ?

Il y a d'abord les relations mystérieuses qui se créent entre les deux cultures différentes. On a des gens qui vous font basculer dans le Moyen Âge. On sait un certain nombre de choses qu'ils ignorent. Lors d'une blessure, une piqûre ou un médicament peuvent être d'un grand secours. Les Népalais ont leur sorcier ou leur guérisseur, mais parfois, une trousse médicale peut être utile. En plus, on s'arrête à l'habitation. On couche avec eux. On partage leur repas et leur petite pièce. Ils vous parlent parfois une langue étrangère qu'on connaît pas et plus compréhensible que le français. Les relations existent sur le mode simple.

Dans un monde qui bouscule les habitudes, le marcheur retrouve le visage ancien, l'ancienne mémoire de la vie. On me dira que c'est assez facile de passer sa vie dans un pays sous-développé, mais là, on réapprend à vivre extrêmement frugalement. On réapprend à crasse, les poux, la vermine,

une patrouille, des compagnies, voire des régiments entiers. Décrocher, c'est foutre le camp et marcher rapidement et en silence avec un matériel très léger. Le tout, en essayant de faire le moins de bruit possible. C'est durant cette époque que je me suis aperçu que j'avais une aptitude à la marche sur les très longues distances.

Marcher, aujourd'hui, n'est pas un peu courir dans la mémoire ?

Pas vraiment. Il est vrai, pourtant, que, lorsqu'on part en groupe, il émerge de l'ensemble une réalité un peu militaire. Il y a l'organisation qui suit, les cuisines, l'attente du nombre, les relations qui se tissent entre les marcheurs. Il y a les mecs qui ramènent, il y a les types qui révèlent des choses durant la guerre, le marche de crise, être d'affreux bons-hommes, tandis que des femmes vous surprennent, s'avérant des êtres exceptionnels.

Lorsque vous marchez, avez-vous des relations avec les femmes ?

Quand je marche, je me promène pas. Je déteste la promenade. Je ne regarde rien. J'ai beau être au Népal ou en Chine, le long de la Grande Muraille, je ne m'intéresse pas. Je ne regarde que moi. J'écoute mes doigts de pied, j'écoute mes ampoules, j'écoute les pulsations de mon cœur, j'écoute mon aptitude à l'altitude. Je suis perpétuellement à l'écoute de moi-même. Évidemment, lors des

Je reviens toujours

Quand avez-vous commencé à marcher ?

J'ai commencé mes grandes randonnées dans les maquis lorsque nous « décrochions » après avoir attaqué une section,

hautes, je me regarde le paysage. Ce que j'aime dans la marche, c'est la réflexion.

Une grande expérience érotique, c'est la marche...

Certainement. Il faut bien préciser, néanmoins, que, la marche, ce n'est pas la flânerie, ce n'est pas le flâneur du Paris-Strasbourg. Entreprendre une marche, c'est aller au-delà de soi, c'est aller au-delà de soi-même. L'individu devient vulnérable. Il vit l'instant, complètement présent. Les questions de l'identité ne posent plus. L'être soi-même, c'est-à-dire la frontière de la vie, de la vie présente et témoignage. En vérité, marcher c'est repousser au plus loin les limites de son propre libéré.

Vous remarquez depuis une dizaine d'années...

Je remarque comme un professionnel depuis huit ans. Et il n'y a plus une marche en France, une marche dans le monde, à partir de la France, sans qu'on parle de moi ou qu'on me consulte. Je suis devenu le grand spécialiste de la marche. Il y a une aura autour de mon prénom.

L'écriture n'est pas jalouse ?

Non, puisque depuis mon dernier roman, la Marche blanche, l'écriture a réussi à conjurer l'écriture et la marche.

Y a-t-il une marche dans l'histoire que vous auriez aimé faire ?

J'aurais pris mon pied en traversant le désert avec les Hébreux. J'aurais mis moins de temps qu'eux pour découvrir la Terre promise, c'est certain. Peut-on m'expliquer pourquoi ils ont mis tant de temps ? D'autre part, ce serait une belle idée de réentraîner le peuple juif à la marche.

Je fais périodiquement une marche en Israël de trois jours. Nous allons à... le nom m'échappe. Où allons-nous ?

À Jérusalem ?

Non, pas vraiment... Ça me revient, à Massada ! C'est une marche historique. Mais je n'aime pas marcher derrière l'histoire ancienne.

Et l'histoire contemporaine, vous marchez avec ?

Je préférerais, tout compte fait, marcher devant.

Marcher, n'est-ce pas une quête du lieu ?

Je suis toujours mieux ailleurs qu'ici. Lorsque je marche, je suis ailleurs qu'ici. J'ai devant moi des étapes d'espoir que je franchis de minute en minute. Le corps devient l'immobilité, le paysage vient à l'encontre, abolissant la relation de dépendance qu'entretient l'homme occidental au temps.

Le départ doit être un moment important ?

Terriblement angoissant. Mais si le départ participe de l'émotion du grand rendez-vous amoureux. Je suis alors envahi par l'angoisse de ce que je vais trouver, de ce que je vais être. Et surtout vais-je retrouver ceux que je laisse ?



MARC RIBOUD/MAGNUM

Signes

Un socialisme aux couleurs de la science

par FRÉDÉRIC GAUSSEN

LES hommes de science dans la société contemporaine jouent un peu les rôles qu'avaient les peintres dans celle de la Renaissance. Par leur génie créatif, l'audace de leurs inventions, ils contribuent à la gloire des princes qui les soutiennent. Les portraits du monarque étaient à la fois une illustration de sa grandeur et un instrument de son pouvoir. De même, les productions des savants témoignent de l'efficacité d'un régime politique qui sont la source même de sa puissance.

Détachant la clef du pouvoir économique, technologique et militaire, la science est devenue un élément essentiel de la politique. C'est pourquoi ses relations avec les gouvernements sont si intimes et si compliquées. Tantôt ils la cajolent, la couvrent d'égards et de faveurs, lorsqu'ils ont besoin d'elle pour réaliser de grands desseins. Tantôt ils s'en méfient, tiennent les chercheurs pour des enfants gâtés et les pressent de se rendre utiles et de cesser de rêver (1).

Parvenue au pouvoir, la gauche a annoncé son intention de renouer avec toute une tradition française remontant à Colbert (créant l'Académie des sciences) et passant par les Encyclopédistes, la Convention, le Front populaire (création du C.N.R.S.), le mendeïsme et le gaullisme, et de faire une « grande » politique de la recherche. Pour mobiliser les chercheurs, elle compte jouer sur trois tableaux également déterminants. L'argent d'abord : le budget de recherche de l'Etat doit augmenter de 17,8 % par an, de façon à porter en cinq ans les dépenses de recherche de 1,8 % à 2,5 % du produit intérieur brut. Le pouvoir et la considération ensuite : en accroissant l'influence des chercheurs, les organismes scientifiques suscitent un mouvement d'opinion en faveur de la science.

Enfin, le gouvernement propose aux chercheurs de grands objectifs, destinés à leur montrer que la science est un enjeu décisif dans l'histoire des sociétés contemporaines : « sortir de la crise » culturelle, économique, sociale, industrielle ; transformer le

travail et les conditions de vie des hommes ; créer de nouvelles solidarités internationales, en particulier en Europe avec le tiers-monde.

La cohérence et l'ampleur de cette stratégie sont frappantes. Il y a longtemps qu'un gouvernement n'avait pas présenté, dans le domaine des idées, un programme aussi étendu et complet. L'ensemble des idées, des circonstances particulièrement stimulantes autorisent à s'interroger sur quelques problèmes que pose une politique de la science ainsi définie.

1. Vulgate et vulgarisation

La difficulté principale que rencontre la science pour sa diffusion est évidemment sa complexité et son caractère inintelligible pour qui n'a pas la compétence nécessaire. Aussi tout doit être fait pour la rendre plus familière et plus accessible. Les grands moyens d'information peuvent y contribuer, de même que toutes sortes d'institutions, publiques ou privées, existantes ou à créer (associations, musées, ateliers, laboratoires, etc.).

Mais cette démarche comporte un risque, qui est de donner de la science une image mythique. En la présentant comme une succession de conquêtes, l'esprit humain, une épopée héroïque de la connaissance, on fait naître une nouvelle superstition : celle du scientisme — l'idée naïve que la science peut tout pour l'homme et que son progrès est infini. La vulgarisation scientifique, dans ce cas, devient une doctrine d'endoctrinement, la gloire des chercheurs a remplacé la vie des saints, et où les grandes découvertes sont présentées comme autant de miracles.

Les relations ambiguës qu'entretient la science avec la vérité, l'immensité des perspectives qu'elle ouvre, lui confèrent un pouvoir fascinant. On conçoit la tentation, pour ceux qui, dans un peu, de la partie, de le confisquer à leur profit.

Parlant au nom de la science, s'ils n'en sont plus les artisans directs, ces commissaires, ces hommes d'appareil, donnent à leurs suggestions un caractère inéluctable, qui s'impose aux responsables politiques et citoyens. Mais le poids de leur expertise vient-il vraiment de qu'elle est irréfutable ou plutôt de la position stratégique qu'ils occupent au sein de l'Etat ? On peut se poser la question lorsqu'on voit que, sur les grands problèmes de la science, la communauté scientifique est, elle-même, souvent divisée. Comment les élus peuvent-ils trancher lorsque les scientifiques ne sont pas unanimes ?

3. Empires et dissidents

Pour le gouvernement socialiste, le développement de la science passe par celui des institutions scientifiques, financées par l'Etat et gérées par cette « technocratie ». On voit ainsi que ce pouvoir des gestionnaires de la recherche s'exerce non seulement sur les dirigeants politiques, mais sur les chercheurs eux-mêmes. Le financement des laboratoires, le déroulement des carrières, l'orientation des choix scientifiques, sont sous les mains d'une oligarchie scientifico-administrative, à laquelle viennent s'ajouter, en une relation de connivence conflictuelle, les représentants du pouvoir syndical.

Cette forte organisation donne à la collectivité des chercheurs l'encadrement et la sécurité dont elle a besoin. Mais il n'est pas sûr qu'elle réponde à la spécificité du travail de recherche, qui est fait de surprises et de découvertes, qui explore l'inconnu, furtive dans le *no man's land*. L'histoire des sciences montre à quel point la recherche est déterminée par les conditions sociales et matérielles où elle s'exerce. La longévité d'une théorie d'une discipline ne dépend pas seulement de leur efficacité scientifique, mais aussi de leurs intérêts profes-

sionnels de ceux qui les ont créées et qui en vivent. Transformées et gardées, elles continuent à être exploitées, alors même qu'elles n'ont plus rien à donner, et leurs propriétaires, fâchés de la puissance, en perçoivent indûment les bénéfices aussi longtemps qu'ils le peuvent.

Face à ces forteresses bien protégées, le génie des chercheurs, les francs-tireurs de la recherche, qui font progresser les connaissances par des intuitions nouvelles, auront bien du mal à conquérir une place au soleil. Une organisation trop rigide des institutions, une concentration excessive du pouvoir, favorisent la constitution d'empires fastueux et bureaucratiques, mais paralysent la création et freinent les possibilités d'innovation. La recherche a besoin de réfractaires, de dissidents. Le tissu institutionnel doit tolérer les fautes, admettre l'incertitude. La recherche porteuse d'avenir est, le plus souvent, là où on l'attend pas.

Portée par son pouvoir tout neuf, la gauche est animée par le désir évident de marquer son époque par une renaissance culturelle, une ambition sur le terrain scientifique, esthétique, éthique est immense. Aux projets du ministre de la recherche scientifique répondent ceux de ses collègues de la culture, de la formation, de la justice, du travail...

On peut regretter l'absence, jusqu'à présent, de l'Ecole dans le mouvement qui s'amorce. Il est vrai que la lassitude des réformes et l'inertie de l'institution éducative incitent à la prudence. Mais une raison pour être à ce point indifférent au grand débat sur la culture et la démocratie qui s'engage dans notre pays ? L'occasion présente pour l'éducation de s'intégrer dans une réflexion sur sa fonction et sa responsabilité sociale et culturelle, de sortir enfin d'elle-même. Saura-t-elle la saisir ? Le silence de l'Ecole, de l'Université, dans le concert qui, en place, devient assourdissant.

4. L'absente

(1) Cf. Pierre Papon, *Le gaullisme et la science en France*. Le Centurion, 1978, 315 p. — Cet article reprend en partie les réflexions développées au cours du séminaire informel organisé par le Monde Dimanche et réunissant des journalistes et des chercheurs en science sociale.

AUJOURD'HUI

Peur ordinaire à La Hague

Bien acceptée, l'usine nucléaire de La Hague ? Non. Le pays a peur. Mais il est muselé par l'argent, les emplois et l'ancestrale soumission au seigneur.

DANIEL SCHNEIDER

Un soir d'hiver du début des années 60, une fourgonnette de gendarmerie sillonne les chemins creux du Cotentin. La Hague, cette presqu'île du monde, au nord-ouest de la France, est un lieu où l'industrie et l'agriculture se côtoient. L'un après l'autre, les gendarmes s'arrêtent chez les maires, les agriculteurs pour la plupart, qui finissent à peine de traire. Certains ont déjà installé devant la télévision, d'autres, plus nombreux à l'époque, préparent la veillée.

Leur temps de se changer, même accepter l'indivisible verre de calva, on embarque la fourgonnette une vingtaine d'édiles interloqués, direction mairie de Beaumont-Hague, chef-lieu du canton. Là, à côté des notables du département, tout émus, tiennent des Messieurs de Paris, ingénieurs du Commissariat à l'énergie atomique. Et émus, encore, bleu, de s'entendre annoncer l'implantation à leur porte d'un fleuron technologique, une usine de retraitement, garantie inodore, silencieuse et propre.

C'était donc cela ! Depuis quelques mois, on observait, les arpentaient mystérieusement les terres, mesuraient les vents. L'usine, explique-t-on aux maires, fabriquera du plutonium pour l'armée à partir d'uranium. Et l'armée, dans la région où le principal employeur est l'arsenal de Cherbourg, on connaît. Pourquoi de ces filles n'empêcherait-elle pas l'ingénieur ? conclut finement un des Messieurs, cours du vin d'honneur qui clôt inamovablement tout rassemblement de plus de deux heures. Sur le chemin du retour, pensez à ça gamberge. Dans ce pays si peu changé depuis que Millet, qui y vit le jour, a peint son *Angelus*, voilà le XXI^e siècle qui frappe à la porte !

Martiens

Ils, de vingt ans, ont passé, en premiers jours glacés de 1982, comme chaque matin, à appeler le René, car il refuse à jouer les vedettes (sur presse) va porter le foin pour les vaches, qui paissent sur un petit bout de prairie. L'autre, qui du chemin, un autre univers. Derrière trois rangées de grillages - barbelés, chevaux de frise et clôture électrifiée - il surprend à chercher les miradors, revêtus de combinaisons roses et de masques, des silhouettes s'activent. Ils regarrent le chemin de ronde, qui est contaminé, explique René. Ils n'arrivent pas de le goudronner et regoudronner. - Là, il dresseait en effet le silo rempli de matières radioactives dont l'incendie (le 12 mai 1981) avait fait de la région une intense frayeur.

Chaque matin, ces Martiens sans regard se jaugeant ainsi, sourdement hostiles. Pas rassuré, René. L'usine ne m'a informé d'aucun danger. Tant qu'on ne m'a rien, je continue à travailler. Et venait l'accident ? - A la mairie, m'a expliqué qu'il faudrait évacuer mes bêtes en six heures. Rien à faire, je m'occuperai pas, elles ne bougeront pas. J'y perdrai peut-être beaucoup, mais

j'en rirai !», martèle René, un homme désespéré.

Troisième et dernier tableau, la salle du conseil municipal, devenue trop exigüe pour les deux mille habitants qui comptera la commune en 1985. Guy Odilon, maire d'Urville-Nacqueville, jongle avec les pavillons, supprime de tennis, laisse un terrain de caravanning résidentiel, s'attendrit sur sa résidence pour personnes âgées, somptueuse près du nucléaire : pour tous les équipements anticipés, les larges facilités de paiement sont accordées à la commune, en échange de l'accueil d'ouvriers du « grand chantier » de l'extension de l'usine. La quasi-totalité des habitants de la presqu'île ont elles aussi accepté le pactole.

Fin de l'ère du dodo. Deux mille habitants, cela donne droit à un pharmacien, un dentiste, une banque, ce qui fait la vie quotidienne. Dans dix ans, ma commune, qui a la plage la plus proche de Cherbourg, sera un lieu de vacances : papa y jouera au tennis, tandis que les enfants iront à la piscine, un grand-mère à la plage. Tout est prévu, planifié. Sans l'usine, cela se serait réalisé de façon anarchique. Combien de petites communes rurales peuvent afficher fièrement, pour 1981, presque trois fois plus de naissances que de décès ?

Lui-même employé au service médical de la COGEMA (Compagnie générale des matières nucléaires, filiale de droit privé du C.E.A.), qui gère l'usine depuis 1976, Guy Odilon croit fermement à l'avenir nucléaire du Nord-Cotentin : « Grâce à la tière grise des Français, on prend combustible irradié, et on fait combustible neuf. Est-ce que ce n'est pas fascinant ? ». Seule ombre à son enthousiasme : administrés ne semblent pas suffisamment partager. M. le maire a organisé dernièrement une réunion d'information - « purement technique, l'avantage de la technique, c'est qu'elle n'est pas discutable » - sur le nucléaire : soixante présents, le maire sur mille deux habitants.

Ces trois saynètes pourraient dessiner une photo de mariage, simpliste à souhait, du nucléaire et la presqu'île : lui, un séduisant ingénieur, sûr sa valeur et tranquillement méprisant ; elle, paysanne farouche, mais fille fond quoiqu'un peu simpliste, éblouie par l'intelligence et la fortune de technocrate de mari.

Honteuse

Séduisant, mais un peu court. L'usine, ni haine. Acceptation enthousiaste et rejet à coups de fourche. La Plogoff, ultra-minoritaires. Mais qui croire, de Maurice Delange, directeur de la COGEMA, qui assure que, dans l'ensemble, la population est confiante et rassurée, ou de ces deux sociologues. Caca diagnostiquant : « résistance passive » (1) ?

Peur ? Oui, mais inavouée, honteuse, sourde comme une ruine villageoise. Ce pays fait le gros dos au nucléaire, mais les maisons ont toujours fait le gros dos aux fous qui le meur-

trissent, les falaises furcues océanes, les clous « horzains » (étrangers) qui, chaque été, s'installent à la « hague-dick », ligne de fortifications bâties par les Gaulois contre les invasions, toujours debout dans les esprits. Seuls les agriculteurs résolument « anti » font entrer le visiteur, recherchent le « oui ». Tous les autres repoussent par le pas de la porte dans le vent glacé, regard fuyant.

Honteuse, cette peur, d'être avant tout affective, irrationnelle, surgie au fil des siècles, face à des arguments en l'honneur du nucléaire. Après une fuite dans le ruyau souterrain, Alex Boivin, militant anti-nucléaire, natif de Jobourg, la commune la plus exposée aux effluents du monstre, dit la terre a été contaminée, il a fallu la jeter pour un gars d'ici, voir que la terre, sa propre terre, devient elle-même un déchet, c'est plus fort que tous les discours. Mais il ne veut pas aller à ceux qui leur ont acheté à cher les terres incultes, pour leur faire la grâce d'y implanter une réalisation de pointe ?

Honte aussi, pourquoi le cacher, à sentir un peu xénophobe sur les bords. La contamination n'a vraiment commencé à « mordre » qu'à l'arrivée à La Hague des premiers combustibles japonais. L'uranium français, on l'aime, à la limite, ça passe inaperçu, explique Jack Breton, secrétaire général de la chambre de commerce et d'industrie de Cherbourg. Mais japonais !

« Not' maître »

L'argumentation est parfois un peu bas, comme dans le cas de Noël soumis en 1979 à la « réflexion » de la population d'Octeville, banlieue-dortoir de Cherbourg, par les élus socialistes, opposés au retraitement : après Melchior, Balharzard, Gaspard, arrive à une « humble crèche du Cotentin », un quartier rose magenta : « Je m'appelle Hiroshima ». Je viens rendre au monde occidental une part des bienfaits qu'il a déversés jadis sur son humble personne. Ce qui en bois précieux, sert d'électrons, de neutrons et d'admirables protons, contient les déchets atomiques dont je l'honore.

Plus avouable que la peur de l'atome est la peur de perdre son emploi : sur les mille quatre cents employés de la COGEMA, La Hague, 65 % environ sont des « locaux », proportion qui monte à 80 % des six mille salariés des entreprises extérieures de sous-traitance et de maintenance. Les maires des deux plus importantes communes du district sont des agents COGEMA. Rares sont les familles dont un membre ne travaille pas « derrière les barbelés ». Qui museler bien les colères, ravalier bien des angoisses. Critiquer le nucléaire, c'est être en péril l'outil de travail. La C.F.D.T. de l'usine sait quelque chose, qui a perdu la majorité des élections professionnelles de décembre dernier : d'une collaboration jugée trop étroite avec les écologistes cherbourgeois.

Dernier : le sentiment écrasant d'une séculaire impuissance. « Que voulez-vous qu'on y fasse, soupire un agriculteur de Jobourg. L'usine est là, et nous ne sommes que trois cents. La COGEMA, en quelque sorte, a

pris la place de « not' maître » dans une population « lienne, dressée à l'obéissance ». Mache, un peu dédaigneux, un enseignant nouvellement arrivé dans la région.

Irrationnelle et honteuse, peut-être, la peur ; mais, pour qui s'y attarde, aveuglante. Mille indices quotidiens démentent la sérénité du directeur de la COGEMA pour qui « ce n'est pas le nucléaire qui leur fait peur, mais l'industrie en général ». Un intérimaire, installé à l'usine, refusa, une semaine, d'aller à la messe, la croyant radioactive. Sitôt connu l'incident du silo de matières radioactives, voici un an, mille cinq cents personnes spontanément dans les rues de Cherbourg pour crier leur inquiétude. Aperçu un jour des C.R.S. dans la rue, la première pensée d'un jeune de Cherbourg est qu'« elle » a pété. Chacun a un voisin, un collègue, qui songe à quitter la région - peu, il est vrai, sont passés aux actes. Dans les villages, d'énigmatiques sirènes ont été installées sur les routes des mairies. Qui les actionne ? Le fameux plan URSEC-400 en cas d'accident, pourquoi demeure-t-il si mystérieux ?

Après l'incendie du silo, je me promène dans La Hague avec un détecteur, raconte Charles Mallard, menuisier retraité à l'antinucléaire convaincu. Je tombe sur un paysan qui je connaissais vaguement, dont les enfants travaillent à l'usine, et je lui demande d'effectuer des mesures dans sa ferme. Elle m'flanque à la porte. Mais le soir, elle me téléphone chez moi : « Dites, avec votre appareil, pourriez-vous voir si j'ai le cancer, des fois ? ». D'avantage que l'accident, le « grand boom », on a l'addition des doses infimes de radioactivité, la contamination du lait, des crabes, que beaucoup ont renoncé à aller pêcher. « S'il n'y avait pas eu ça, craindre, pourquoi tous ces prélèvements dans le lait ? » demande-t-on.

Bulletin de santé

Ces peurs, la sous-information diffusée par la COGEMA et E.D.F. (pour la centrale nucléaire de Flamanville) n'a fait que les accroître. Ils nous prennent vraiment pour des débiles », fulmine un élu local en brandissant une brochure E.D.F. à l'intention des maires, mais le graphisme et les jolis dessins font davantage penser aux albums de R. L. à une publication scientifique.

Les apaisements légitimes de la COGEMA, après chaque incident, ont sapé sa crédibilité. On fait encore d'ambres gorges chaudes de la « machine officielle » après l'incendie du silo, selon lesquelles « la contamination n'a pas passé le grillage de l'usine ». L'établissement compte 100 kilomètres de tuyaux, mille vannes. Il y a mal que, temps en temps, un tuyau claque », rétorque le directeur, qui rédige chaque semaine, depuis ce fameux incendie, un « bulletin de santé » de l'usine, publié par la presse locale.

D'innombrables visites sont organisées chaque année, et tous les habitants de La Hague ont été conviés, au moins une fois, à venir admirer les « piscines », les sont stockés les déchets en attente de retraitement. Les gens

n'y vont que pour bouffer, accuse Raymond Girard, maire antinucléaire de Gréville-Hague. Une demi-heure prévue pour les questions, mais, si l'on a la sardine à en trop, tout le monde regarde sa montre. Toutes les visites restent sous le contrôle de la direction. Pas question, pour le journaliste, de rencontrer l'intérieur de l'usine : ouvriers ou délégués syndicaux n'ont qu'à quitter l'usine. Inévitablement, attaché de relations publiques.

Cette méfiance, que leurs mots se refusent à dire, les habitants n'ont pas manqué de la signifier dans l'isoir. Aux dernières élections cantonales, Mme Girard, militante antinucléaire, recueillait 45 % des voix au second tour. Elle est notoire depuis toujours élu du premier tour. Au printemps dernier, la Hague envoyait au Parlement le socialiste Louis Darinot, le P.S. était alors à l'extension de l'usine, décidée par l'ancien pouvoir.

Las ! Au début de l'été, le gouvernement, sur les propositions du parti, décidait d'autoriser cette extension, indispensable à la COGEMA pour honorer les contrats conclus avec le Japon. En guise de consolation, Louis Darinot obtenait la création d'une commission, qu'il réclamait depuis toujours, chargée d'étudier l'impact des rejets sur les liquides sur l'environnement.

Depuis, les contestataires semblent frappés d'oubli. Si le maire de Cherbourg, le député et le président de la communauté urbaine, les socialistes, ont emboîté le pas au gouvernement, les nombre de militants de base, s'estimant floués, remâchent leur rancœur en silence ou, comme Gabriel Soria, adjoint à la communauté urbaine, proclament leur refus : « Le vote du Parlement ne m'engage pas. Moi, à la communauté urbaine, je vote toujours contre l'extension. Je vois les technologies mal maîtrisées, la société politique qui s'installe. Avant, on pouvait aller flâner dans le port de Cherbourg. Aujourd'hui, terminé, ils ont mis des barbelés. Mais, dans le port, il y a beaucoup de gestionnaires. Ceux-là ne se sont pas posés les questions politiques, seuls comptent les avantages qu'ils comptent retirer de l'extension ».

Desperados

An soir du 10 mai, les écologistes avaient sorti une bande-roule : « On a gagné ! ». Un goût de cendre leur est resté dans la bouche. « On a été cocufiés », estime crûment Michel Le Hénisier, de la C.F.D.T., mise en porte à faux par la nouvelle position du P.S. « Dans le village, tous ceux qui étaient contre l'extension se taisent aujourd'hui pour ne pas gêner le gouvernement », reproché Louis André, agriculteur et militant antinucléaire à Vaudeville.

Le torpéur général, un dernier carré de militants, qualifiés de « desperados », la Presse de la Manche, un des deux quotidiens locaux, des barouds insensés, l'occupation, par 5°C, d'une rue du port de Cherbourg, afin d'empêcher l'éventuel débarquement de combustibles. « Je n'ai pas osé aller au port pour les soutenir », se lamente Alex Boivin, écologiste déçoué. « J'ai trop honte de moi, de nous. C'est de notre faute s'ils se sont arrêtés là ». Eût-il tenté le voyage, qu'il n'eût trouvé que barbelés et C.R.S. Après trois jours et trois nuits au commandement, deux jeunes filles de seize ans - devait redescendre, piteux et frigorifié. - Il y a deux ans, il y avait eu suite à une grève générale à l'arsenal, pour les soutenir », se souvient un militant C.F.D.T. Passons.

Le P.S., le choix nucléaire n'est contesté au niveau départemental par quelques élus marginaux, pour des raisons parfois obscures. Alex Thiebot, conseiller général, apolitique, mais qui vit toujours avec la majorité - du droit - du baron général. Noire se retire, prototype de la machine provinciale. M. Thiebot reçoit dans sa grande demeure bourgeoise et un peu triste, la sortie de Briquebois. « Ah, monsieur, si j'avais vingt ans de moins (N.D.R.L. : ce qui lui en faisait tout de même envi-

ron cinquante), c'est moi qui serais à la tête des grues ! », que sa femme en ouvrant la porte. « Savez-vous quel est le parti le plus pronucléaire de France, lance d'emblée le conseiller : c'est le parti communiste. Cela seul suffirait à me faire ranger parmi les amis. En fait, je ne crois pas à l'avenir industriel du Nord-Cotentin, et les couloirs de lignes qui partent de Flamanville font des balafres hideuses. Je n'ai rien à dire à Caen, mais pourquoi n'installe-t-on pas la centrale chez eux, puisque le courant sera pour eux ? Et le danger ? En cas d'accident, il n'y a pas un seul abri à Cherbourg ! ». Et l'homme de gronder on ne dit : « Bah, ça fera moins de chômeurs ! ».

Impossible de connaître la position des communistes et de la C.G.T. : après nous avoir accordé un rendez-vous, un responsable de la C.G.T., le jour dit, fera un texte polycopié d'une vingtaine de lignes condamnant « les quelques individus irresponsables » qui occupent la grue à exiger que, « les tergiversations », l'ordre soit rétabli dans le port de Cherbourg.

Chantiers gigantesques

Dans ce quasi-consensus autour de l'extension, l'attrait des 23,5 milliards de francs qu'elle devrait coûter, bien sûr, joue le rôle décisif. A leur apogée, vers 1985-1986, les deux chantiers de La Hague et de Flamanville emploieront plus de sept mille personnes, alors que l'arsenal n'en emploie aujourd'hui que cinq mille. Ces chantiers gigantesques s'accompagnent déjà d'un bouleversement du tissu industriel local, que dénoncent les antinucléaires : plus compétitives que les entreprises locales, de grandes firmes nationales se sont installées à la construction des installations : ainsi à Flamanville, alors que 1 580 millions de francs avaient été engagés en juillet 1981 en bâtiment, travaux publics, structures métalliques, les entreprises de Basse-Normandie n'en emportent que 335, et 470 en incluant les marchés de sous-traitance, et choix laissés à nombre d'entre elles.

Proposant des salaires plus élevés, les « grands » venus s'implanter dans la région ont débouché de nombreux ouvriers entreprises locales. « Toute la vie, technique de nos entreprises a été partie vers les grosses boîtes », accuse Gabriel Soria. Quant à l'agriculture, elle ne peut que pâtir de la « nucléarisation ». Passe encore que le « beurre de La Hague », produit à Gréville jusque dans un passé récent, ait dû changer d'appellation. Mais la Manche, qui le premier département laitier français, a passé en 1980 derrière la Finistère. Au village, raconte René, qui s'accroche à sa terre et à ses bêtes, je passe pour un fou. Ceux qui ont vendu, et sont partis travailler derrière les barbelés, gagnent bien leur vie, ont des avantages sociaux, des vacances. Et moi je reste comme un imbécile !

Et après les chantiers ? Les deux camps, la encore, alignent leurs pronostics comme des bataillons. « Pour Cherbourg, ce sera la faillite », prêche Gabriel Soria. Aucune industrie ne voudra s'installer ici, on va se retrouver avec des milliers de chômeurs sur les bras. « Pas du tout, rétorque-t-on à la chambre de commerce. L'énergie de Flamanville va attirer des entreprises ». La question d'avenir fondé sur le seul nucléaire - l'extension de La Hague - environ trois mille emplois permanents - et l'arsenal, bien sûr, mais aussi, pourquoi, un repositionnement du port de commerce pour lequel les dernières décennies, c'est le moins que l'on puisse dire, n'ont pas été faites.

Rêves d'expansion se peurs diffuses traversent le travail en ce pays, hier encore endormi dans un tranquille oubli. On parlera beaucoup du Nord-Cotentin dans les dix ans qui viennent.

(1) La Hague, nucléarisation à résistance passive, par Eddie Contemoulin et Didier Le Gall, université de Caen.

Aux quatre coins de France

Vins et alcools

MERCUREY *Grand cru* propriété 12 ha, 1977 F.T.C. (vins dom. Tarif sur demande Tél. (77) 47-13-94. Modèles viticulteurs, 11100 Mercurey

GRAND LISTRAC

Vente Directe France et Étranger. Tarif sur demande. C.A.V.E. DE L'UNION DES GRANDS CRUS. T.: (56) 33-11-11 - 33480 Lissac-Médoc.

AMICUS ET MARQUE L. MORLAND, 11100 GIVRY. St-Martin-de-Montigny, 11100 GIVRY.

Produits régionaux

HUILE D'OLIVE Virgée - OLIVOLI - Produit olive - COLIS FAMILIAUX Demande documentation grat. N° 9 - 179 - G. Cabrier - 13652 SALON-DE-PROVENCE tél. : 56-03-47

La « manif » ou la culture dans la rue

DOMINIQUE GUINARD

Prêt-à-porter

(1) Article à paraître : « La manifestation de rue comme production culturelle ■ militante », Serge Collet, in numéro spécial : « Anthropologie culturelle ■ le champ urbain ». Ethnologie française, 1982, tome 1 (sous presse).

Folklore

La manifestation ■ discours. ■ il n'y ■ pas d'interlocuteurs. Elle ■ spectacle, mais il n'y ■ pas de spectateur. Elle ■ procès, mais les accusés sont absents. N'est-elle pas, en fait, avant tout reconnaissance ■ af-

Voyage au pays des chars

Certainement pas ! Seul pour ces ~~barbichu~~ du carton-pâte qui ~~est~~ largement dépassé la soixantaine : voir poindre la ~~saie~~ qui préfère, pour l'instant, regarder à la télé, la Toulou ~~des~~ cinq nations. Rugby ~~comme~~ carnaval. La com-
[et] ~~est~~ parfois douteux !

firmation d'une identité professionnelle, militante, ethnique, sexuelle ou politique, soudant les énergies autour de buts convergents ?

Jacques Lanzmann

(Suite de la première page.)

« Lors de ma dernière marche au Népal, arrivant à Katmandou après trois semaines de marche assez difficile, j'ai trouvé une lettre de ma femme avec des timbres de France bien alignés. Je suis resté quatre jours à l'ouvrir, craignant d'y apprendre une mauvaise nouvelle. M'étant mis dans la tête que c'était une lettre de rupture. Enfin je me suis mis à l'ouvrir. J'ai lu une lettre d'amour fou et sublime. J'ai chialé de joie mais aussi de ne pas l'avoir été moi-même. »

« Cette idée de rupture a commencé à m'habiter durant la marche. »

« Devant la réalité, je m'attends toujours à pire. »

« Quand vous marchez, qu'il vous arrive de vous raconter des histoires ? »

« Non. Lorsque je marche, je suis habité par le vide le plus complet. Il m'arrive de me surprendre à compter. C'est d'habitude le compte pour mes pas. »

« Marcher, c'est aussi une thérapie contre l'angoisse. »

« La marche, c'est le plus grand psychanalyste. C'est Lacan, Freud, les autres réunis. En fait, pas exactement la marche, mais de s'en faire un sol-même. »

« Si le peuple népalais qu'il y a vingt mille marcheurs par an qui arrivent du monde entier, il y a porteurs savaient que les pas paient pour ça... Ça m'a tout d'un coup une « brique » pour aller marcher durant trois semaines. Ils n'arriveraient pas à comprendre. Ils feraient des déprimés à vie. Heureusement, ils ne savent pas. »

La muraille de Chine

« Combien faites-vous de grandes marches par an ? »

« L'an dernier, j'ai effectué deux marches au Népal, une dans le Haut Atlas, plus une marche de reconnaissance en Chine. A cela, il faut rajouter les marches nationales. Prochainement, je partirai pour une marche en Nouvelle-Guinée, une marche d'approche dans la zone. Mon grand projet, c'est, dans un an, de longer la Muraille de Chine. Du Gobi à la mer de Chine, 6 300 kilomètres dans des conditions climatiques extrêmement dures. De l'immense chaleur du Tibet au printemps à des températures avoisinant les moins 40 ou moins 50 dans les régions glacées venues des plaines de Mongolie. »

« Et votre famille, comment réagit-elle devant vos escapades ? Être la femme d'un

écrivain, ce n'est déjà pas facile, mais en plus il tient pas en place... »

« Je crois que j'ai toujours marché pour troubler mon destin. Pour lui proposer une autre aventure. Sans doute chaque écrivain dans le travail quotidien de l'écriture espère un jour concilier les perspectives. Mais avec son histoire intime. Chaque livre est une façon d'en finir avec l'écriture. Chaque marche, c'est aussi une manière d'annoncer la fin de l'homme Lanzmann. »

Sur la piste de l'homme des neiges

« Que faire en marchant si on ne marche pas ? »

« Un jour devant l'autre, le roman est fini à l'arrivée. Il ne reste plus qu'à raconter ses pantoises à l'écriture. Ainsi naît le roman blanc. »

« Si ce roman nous raconte la marche de l'homme des neiges, ce n'est pas pour accomplir quelque exploit sportif mais pour retrouver un père déserteur, venu requinquer, sur les cimes, son inspiration de parolier. »

« Le roman se prolonge, Alex, le fils, treize ans, et Léon, l'aîné, quatre-vingt deux ans, dédient de partir à la recherche du végétarien. Et les volés qui débarquent à Katmandou. »

« Si on marche de rien, convulsions que leur leur... »

« Ces « tourtereaux » qui se disent des blancs indigènes au lieu de vendre des légumes aux blancs. En chemin, ils perdront quelques-unes de leurs illusions. Mais l'été accédera glorieusement à la retraite éternelle et le cadet sortira vainqueur de son éducation sentimentale. »

« L'auteur, qui n'est autre que « l'homme des neiges » et même aux... »

« À qui il a tenté de prouver que les Français égalent à n'ont pas... »

« Louis XVI pour rien », nous offre un Népal à son image, pi-carresque, impétueux et tendre. Ça y a parlé couramment « l'Asie » (« la Chine »), d'ailleurs, « l'Asie » Romain Gary, on y croise des poules friandises de chewing-gum, on y laisse, soi aussi, des plumes, mais on y gagne l'amitié de ce... d'homme des neiges. »

GABRIELLE ROLIN.

(*) La Marche blanche, aux Éditions Laffont, 214 pages, 11 F.

« Mais comme il est vrai qu'on écrit toujours pour de mauvaises raisons, il est tant de dire que l'on marche pour achever l'histoire de quelqu'un qu'on porte soi et qui n'est pas soi. Il n'y a rien à trouver, les routes, sinon au bout du chemin l'instant d'un soupir, sa propre authenticité. C'est la vérité une histoire... soi... l'autre. Une façon d'aimer la souffrance, parfois la haine, mais toujours avec soi, dans une sorte de joie intérieure. J'aime ma femme et mes pas. Le départ est pénible. Je pars toujours en me disant qu'il y a dans cette nouvelle aventure un thème de bouquin formidable. »

Sur la piste des pieds

« C'est une trouvaille, mais est-ce bien sincère ? »

« Je me cherche des alibis et j'arrive parfois à me persuader. »

« Vous marchez avec la femme que vous aimez ? »

« Pas vraiment. Je suis en train de dresser actuellement mes gosses à la marche. Je les entraîne à coucher sous la tente. Je pousse même le vice à coucher avec eux le matin dans mon jardin. Je leur apprend un certain nombre de pas. Je rêve de les emmener. Une grande marche avec eux, sera une très belle manière de construire une littérature commune pour plus tard... Un héritage... »

« La marche, ce n'est pas le truc de ma femme. Je la connais. Elle marchera une heure, deux heures, au plus quatre heures. Et après ? Je ne lui raconte pas toujours mes marches. De pareilles expériences sont incommunicables. Et puis toutes les marches se ressemblent. Les jours se suivent et les marches finissent par... Il n'y a pas de marches nouvelles sous le soleil. »

« Si les marches sont importantes, les retours ne doivent pas manquer de sel ? »

« C'est au retour que je commence à faire ma propre littérature. Mon personnage change. Je me débarrasse du mystère des marches traversées. L'Inde. La Chine. Je reviens avec autour du... mystère mystiques. Une longue barbe. L'écrivain est de retour. »

« Autant je marche vite sur les sentiers, autant je reviens sur la piste des pieds à la maison. Je prévois toujours de mon retour, car je me dis qu'il vaut mieux prévenir que guérir. »

« Et comment vous receit-on ? »

« Très chaleureusement, quand même. »

GRENOBLE

Dépannage chômeurs au quartier Mistral

Dans le quartier Mistral de Grenoble, une coopérative propose des travaux temporaires aux chômeurs. Le compagnonnage en temps de crise.

MARIE-CLAUDE BETBEDER

FORMIDRAC : un nom qui sonne bien la main dessinée et le feuilleté de la réalité, d'une main de coopérative de travail providentielle. Les habitants de la rue Paul-Mistral de Grenoble (1). Un quartier comme une île, parce que borné par une autoroute, une voie à grande circulation, une usine et une école. Un bon gré mal gré, quelque 4 500 « prolétaires » du pays vivent dans ces conditions les plus difficiles. Mais qu'il se s'y trouve une douzaine de délinquants qui dans la plupart des cas, Mistral, sont quelques années, une réputation très noire.

« Quand un jeune de chez nous cherche du travail, il évite de dire qu'il est d'ici parce que ça lui porte tort... Le problème est que pour plus de 50 %, la population a moins de vingt ans... et qu'il y a beaucoup de chômeurs », soulignent les jeunes travailleurs dans les allées de la cité.

Kamel, José, Nasser, Farid et les autres connaissent bien Formidrac : ce lieu d'autant moins prioritaire pour en parler que Farid n'est pas d'ici. Il s'y fait embaucher parce que sa famille est menacée de perdre pour 100 F qu'il doit à son dentiste.

« C'est bien, dit l'un, ils prennent des journées. »

« Ça qui est rare, souligne un autre. »

« Oui, mais c'est seulement pour un mois, repart un troisième. »

« Evidemment, rétorque un quatrième, avec tous les chômeurs qu'il y a ici, ils sont bien obligés ! Il faut que tout le monde en profite un peu. »

Que pensent-ils des conditions de travail qu'ils y trouvent ?

« C'est sympa. A quelques dizaines de mètres, un jeune de leur âge passe sa tenue de travail avec un sac de peinture à la main : « Regardez, ils ne promettent pas de payer à l'heure ! » Tous rient de bon cœur. Mais travaille-t-on vraiment ? Formidrac ? Oui, ça bosse. »

Ont-ils des critiques ? « Non, pas de critiques. Une jeune femme rencontrée plus loin a eu recours à l'entreprise pour la pose de vitres. »

« Ça s'est très bien passé. »

« Une autre se plaint qu'on lui a fait des heures de travail depuis des semaines à venir faire des travaux dans son frère ; mais ce son discordant est le seul. Formidrac, apparemment, n'a guère que des amis ici. »

L'aventure a commencé en

1975. Il y avait alors à Mistral une « Maison pour tous » vivante. L'office d'H.L.M. de la ville, explique Charlie Olivier, son directeur de l'époque, devenu aujourd'hui l'animateur de Formidrac, nous a proposé de nous confier pour 500 000 F de travaux chaque année à condition que nous nous en occupions dans le cadre légal pour l'opération. A l'époque, nous pensions que c'était qui pouvait amener à l'argent à Mistral bon à prendre. Nous nous sommes dit : Pour quoi ça ? Les jeunes y ont vu surtout la possibilité de se procurer un peu d'argent au moment où ils en auraient besoin, les adultes un moyen d'épauler momentanément quelques-uns, plus « paumés » que d'autres. Le démarrage a eu lieu en janvier 1976, avec des compagnons du bâtiment embauchés à temps plein, plus quelques jeunes dont le nombre a varié par la suite en fonction des possibilités de travail.

Un sas

Près de trois cents personnes sont ainsi passées en six ans par Formidrac, seules quelques-unes d'avoir été embauchées et d'habiter le quartier Mistral. Plus de quatre-vingts en 1981. En principe, on n'y reste qu'un

CRUQUIS

Le pâté de campagne

« J'ai une boîte à matheur pour des choses peu agréables. Quand mon frère s'est ouvert le crâne, j'ai mis une pierre dedans. Dans la boîte à bonheur, il y a ce que j'adore : des petits jouets, des cadecots, mes trésors... » Sylvain pousse un « ouf » de soulagement : pas facile de faire marcher l'imprimé pour un poète de six ans. Les doigts sortent un peu tachés d'encre, mais le résultat est là : une belle feuille aux caractères bien lisibles, une page pour son livre de lecture. Son livre à lui, avec ses histoires à lui et celles de ses amis, décorées par lui : du sur-matras, pas de ce prêt-à-lire fourni en librairie aux tout-petits.

Dans le livre, il y a tout. Les vieilles peurs exorcisées : « C'est la nuit, je descends la poubelle pour la voir. Je vois une ombre, c'est un loup. Il m'attrape et il me jette dans l'océan. Je coule parce que je ne sais pas nager » (Pascal). Les rancunes avouées : « Le soir », écrit Clément, je n'arrive pas à m'endormir, j'entends ma petite sœur qui parle avec mes parents. Elle m'embête, elle ouvre la porte de ma chambre. Alors, je lui dis : « Si tu veux rester ici, couche-toi ». Les flâneries affichées : « Mon papa fait du Deltaplano, c'est un grand oiseau qui n'a pas de bec. »

Au fil des pages, des enfants très âgés. Et de sacrés lurons ! « Pour l'anniversaire de mon papa, j'ai bu du ché-

pagne. J'étais un peu saoul. Je suis tombé sur les fesses en faisant le fou. »

La vie, quoi ! et telle qu'on la croque à six ou sept ans.

A 9 heures chaque matin, assis en rond par terre, les petits du cours préparatoire de l'école Saint-Martin apportent leur brassée de faits divers : on trie, puis, avec l'aide de la maîtresse, on choisit les caractères d'imprimerie. Apprendre à lire, ce sera ainsi déchiffrer sa propre histoire. Rien à voir avec ces textes choisis en usage dans les écoles primaires, où « Papa revient des champs, il aide son cheval à tondre le chariot de foin », bref, de quel genre son latin pour un petit citadin. Le foin et les prés quand on a, comme à Saint-Martin, les gros tuyaux du centre Beaubourg sous le nez...

Dans le livre, il y a parfois des drôles de mots : télé-risque, bouillotte, oreiller. « Les mots les plus compliqués », dit Romaine, la maîtresse, sont parfois ceux qu'ils retiennent le mieux. Il y a quelques choses de magique en eux. Mais le mot le plus beau, c'est encore Sylvain qui l'a trouvé : « En vacances, j'ai fait une promenade à vélo. Je me suis perdu... Le soir j'ai retrouvé ma maison. Et j'ai crié à maman : c'est moi le pâté de campagne ! ». Pas besoin d'un habit vert pour faire évoluer le vocabulaire...

GUILLEMETTE DE SAURIGNE.

Vous aurez bien plus de succès, devenez

GRAPHOLOGUE

apprenez quelque chose de nouveau, ignorent. Acquérez une science qui fera jaloux. Informations gratuites sur notre formation par correspondance. Adresse : 10 rue de la République, 92000 Nanterre. MSF Ecole de Graphologie.

CRÉATEURS D'ENTREPRISE

INVESTISSEURS

VOTRE SIÈGE À PARIS

Londres, Jérusalem

100 F à 350 F par semaine

GEICA

10, rue de la République, 92000 Nanterre

Tél. : 01 47 00 00 00

50 mille

MECANIQUE DES MONNAIES

Jacques RIBOUD, 100 rue de la République, 92000 Nanterre

2° ÉTAPES : 1. MONÉTARISME 2. MONÉTARISME 3. MONÉTARISME

100 F à 350 F par semaine

préparation d'examen par correspondance

SCIENCES-PO

2 centres : bd saint-germain (près St. Pé) ou Nanterre

CEPES

87, r. de la République, 92000 Nanterre

722-84-84 - 745-08-18

enseignements supérieurs privés

vient de paraître

Jean-Pierre Cabanes

PROCÈS POUR UNE AMANTE DÉFUNTE

avec une préface de Paul Lefèvre.

Par l'auteur de l'Audience Solennelle Grand Prix de Littérature Policière 1982.

En vente chez votre Libraire

ÉDITIONS DE TRÉVISE

KARL POPPER

La quête inachevée

« Un des grands philosophes de ce siècle. De la biologie à l'art, du phénomène totalitaire à la musique polyphonique, le penseur "multiple" s'est intéressé à tout. »

Claude Jannoud

Les Nouvelles Littéraires

CALMANN-LEVY

UN FALLET DE CŒUR l'angevine

Sans métier et avec trois une femme n'a pas le droit de vivre une histoire... c'est tout ce qu'il a à retenir de cela...

roman/dénoël

سكز من زلزل

DEMAIN

Et pourquoi pas des maisons en bois ?

Des professionnels veulent réhabiliter la MOB (maison à ossature bois). Ils ont des arguments.

FRANTZ WOERLY

S'ILS avaient une bannière, ils y broderaient sûrement le profil de la vieille maison à colombage Kammerzell située au pied de la cathédrale de Strasbourg. Ils revendiquent l'architecture en bois, qui existait avant l'ère du parpaing et du béton, comme faisant partie de notre patrimoine national. « Ils », ce sont des professionnels du bâtiment et de la forêt : architectes, entrepreneurs, promoteurs, forestiers, charpentiers, qui habitent un ensemble dans l'ombre, pour faire à la MOB une place au soleil sur le marché de la construction. MOB : maison à ossature bois.

C'est une maison dont les principaux éléments porteurs — squelette, l'exception des fondations et des dalles au sol — sont en bois. C'est avant tout un type d'ossature et non un type d'architecture. Le bois peut être habillé et n'est pas obligatoirement apparent. La MOB désigne

non seulement des maisons individuelles, mais aussi des constructions jusqu'à trois étages.

La maison à ossature bois est un jour un paradoxe reposant sur quelques chiffres. D'une part, avec 14,5 millions d'hectares, la France possède la première forêt européenne, mais le déficit du bois dans le bâtiment extérieur était en 1980 de 10 milliards d'anciens francs, soit 10 % environ de notre facture pétrolière. Dans le même temps, toujours en France, 14 % des maisons sont en bois et 90 % des bois, contre 96,5 % en Suède et 90 % aux États-Unis.

Trois millions de personnes à travers le monde, et pas uniquement dans les pays pauvres, vivent dans un type d'habitation. Bref, nous avons du bois, nous ne l'utilisons que très peu pour nos habitations. Pour comprendre la situation, retournons aux origines.

Concurrence

Dans la construction, les deux principaux concurrents — sont, depuis toujours, la pierre et le bois. La pierre : il faut l'extraire des carrières. Aussi coûtait-elle cher et était-elle réservée aux bâtiments d'un caractère exceptionnel. Son concurrent, le bois, on le trouvait plutôt abondamment et il se travaillait avec des outils simples. Pour les habitations de tous les jours, le bois a été le matériau le plus employé. La maison traditionnelle à colombage qui fait le charme de la campagne normande ou des villages alsaciens, était construite par des charpentiers. C'est seulement ensuite qu'intervenait le maçon pour assurer le remplissage entre les éléments de bois et ajouter un crépi.

Même dans une région où de granit, comme la Bretagne, la maison de bois était courante. Avec le développement des villes, on prit l'habitude de revêtir l'extérieur des maisons d'un crépi, essentiellement pour des raisons de sécurité. Les villes médiévales et érigées dans des vallées constituées de véritables cheminées. Le grand incendie qui, en 1666, détruisit Londres, demeure dans les mémoires. A la suite de cette catastrophe, Colbert rendit d'ailleurs obligatoires, à Paris, dans les grandes villes les enduits extérieurs.

Peu à peu, la maison de bois s'est ainsi effacée sous la maçonnerie. Il a fallu le récent mouvement de rénovation des vieux centres des villes pour que l'on redécouvre qu'ils étaient faits de maisons à ossature de bois, plusieurs fois centenaires.

Jusqu'en 1914, environ une maison sur deux avait au moins un squelette en bois. La première guerre mondiale va marquer un arrêt brutal de ce type de construction. Tout d'abord, la guerre a été un hécatombe pour les petits artisans, dont les char-

pentiers. La formation des jeunes, pour prendre la relève, n'est plus assurée. De plus, depuis la fin du dix-neuvième siècle, des matériaux comme l'acier et le béton arrivent sur le marché. La concurrence des divers matériaux a fait à peu près la première, mais surtout la seconde guerre mondiale, les matériaux de la reconstruction obligent à bâtir vite. La construction traditionnelle a été rejetée. Le béton semble avoir gagné une double bataille : il supplante la pierre en prenant sa place (aujourd'hui, on parle d'investissement, de placement dans la pierre, d'aide à la pierre, alors qu'il s'agit le plus souvent de béton) et il semble avoir éliminé le bois.

Cinq fois plus isolant

Si l'évocation du béton fait aujourd'hui froid dans le dos, l'image du bois ne semble pas meilleure. Les professionnels du bâtiment méfient de la MOB, car il leur paraît le public n'en veut pas. Que dit le public ? Pour lui, le bois évoque au plus la cabane ou le baraquement, au mieux le vieux chalet, celui de la chanson ; il va s'écrouler et sera à recommencer. De plus, les yeux du grand public, le bois brûle et prend l'humidité. Bref, il évoque la misère.

Pourtant, si l'on regarde de plus près, ce matériau semble pouvoir offrir un certain nombre de qualités auxquelles, dans le bâtiment actuel, nous devrions être sensibles. Ainsi, en ce qui concerne l'isolation, le bois est cinq fois plus que le béton ou, si l'on préfère, trois fois plus que l'acier. Ce n'est pas sans raison qu'autrefois les sabots des paysans étaient en bois. De même, le bois isole bien de l'humidité. Les huches, les greniers...

Le feu ? Le bois est également isolant de la chaleur et s'isole contre le feu. En effet, en brûlant, la couche carbonisée qui se développe à la surface forme en temps un écran, lequel protège le matériau en profondeur. Le bois, tout en réagissant au feu, lui présente une grande résistance et s'assure donc une autoprotection. Aussi conserve-t-il ses propriétés mécaniques, comme le montre l'expérience classique de l'allumette : une allumette entre vos doigts, allumez-la et tenez-la à la tenir. Eteignez l'allumette lorsqu'elle est en grande partie consumée. Vous constaterez alors qu'elle s'est cassée.

Les pompiers ne s'y trompent pas. Les feux qu'ils préfèrent sont en bois. Alors que, il y a encore quelques semaines, un C.E.S. à flammes, à Crépy-en-Valois dans l'Oise, s'est écroulé en quelques minutes.

Économie d'énergie

En matière d'architecture, le bois, matériau léger, permet à prix égal une grande diversité. De plus, la construction est plus rapide : la MOB est habitable après deux mois environ. Le Syndicat des maisons à ossature bois (1) estime qu'environ 10 % l'économie permise par la MOB, comparé au coût d'une maison équivalente en maçonnerie. Cette économie peut atteindre 25 % dans les hauts de gamme.

Et, bien sûr, pétrole oblige, le bois est une matière d'économies d'énergie. Pour sa transformation, il exige trois fois moins d'énergie que la terre cuite, six fois moins que le béton, vingt-quatre fois moins que l'acier et vingt-six fois moins que l'aluminium. Des habitants de MOB ont vu leur coût de chauffage diminuer de moitié.

Quant à la longévité, M. Jacques Villeneau, président du Symob, se fait un plaisir d'évoquer la vieille maison Kammerzell de Strasbourg, Notre-Dame de Paris. « La maison à ossature bois, c'est la redécouverte de notre patrimoine ».

Pourtant, les professionnels de MOB prennent souvent leurs exemples à l'étranger, aux États-Unis et au Canada. « Cette tech-

nique, ajoute M. Villeneau, a été importée d'Europe par les colons au dix-huitième siècle. Seulement, Américains et Canadiens ont organisé leurs forêts comme un bien national, au même titre que le charbon ou le pétrole. Ils ont, plus, perfectionné les techniques de construction des maisons en bois, pour les composer, comme pour le béton. « Il n'est pas bon de copier, mais il s'agit pas plus de réinventer la poudre. » Bref, appliquons les architectures régionales techniques modernes d'outre-Atlantique et des pays nordiques.

Le dilemme de la maison en bois et de béton dépasse le problème des matériaux. Tout se joue comme si deux types de société, la traditionnelle et la société industrielle, s'affrontaient avec le mode d'habitation pour enjeu. Dans la société traditionnelle, un plutôt les sociétés traditionnelles, leurs communautés et leurs traditions régionales, bâtir était le fait de la collectivité. Les maisons résultaient de traditions de travail transmises au fil des générations. L'habitation épousait le terrain parce que les hommes tiraient les matériaux de construction. Parce que, également, faute de moyens pour aplanir le relief, il fallait s'adapter. Les architectures régionales françaises sont imaginatives et variées.

La société industrielle bien adaptée pour les grands centres urbains, les usines et les barres de béton, vestiges de l'expansion des années 60. L'habitation y est l'œuvre des spécialistes. Propriétaires ou locataires, l'habitant a perdu tout pouvoir direct sur la construction de son logement. Les matériaux ont changé. Les habitudes de construction aussi. Le n'est l'habilement des toits, la maison alsacienne ressemble comme une maison à ses cousines bretonne ou normande.

Victime de la forêt

Aujourd'hui, la forêt de France est victime pour une part du manque d'initiation des Français aux problèmes architecturaux. Lors d'une conférence de presse, le 29 octobre dernier, Roger Quilliot, ministre de l'urbanisme et du logement, rappelait « le très faible développement de la culture architecturale populaire » et la nécessité pour les habitants de « prendre leur ville en main ».

La maison de bois est également paradoxalement victime de la forêt, inégalement exploitée. Celle-ci couvre 14 % du territoire national. Depuis quelques années, rapports du Plan et rapports ministériels se multiplient qu'une réelle solution pour une exploitation rationnelle de la forêt soit trouvée.

Les deux tiers de la forêt française appartiennent à 1,6 million de propriétaires et 1/3 d'entre eux possèdent moins de 10 hectares. Cette partie de la forêt, selon l'expression de M. Villeneau, « n'est pas jardinée (...). Autrefois, il y avait la coupe annuelle de bois, mais aujourd'hui la forêt est gérée chaque année plusieurs fois d'hectares. Comme un fruit, un arbre adulte doit être cueilli », sinon il dépérit. Même un hectare de bois planté peut servir pour la construction.

Aussi le Symob mène-t-il un combat sur plusieurs fronts à la fois. Aux pouvoirs publics, il veut démontrer que la MOB a son rôle à jouer dans l'activité, bien mal en point, du bâtiment, les économies d'énergie et la mise en valeur du patrimoine forestier. Au public, que la MOB n'est ni une cabane, ni un chalet. Aux forestiers, faire comprendre que « ses » maisons peuvent être débouchés pour le bois. Aux architectes, que le bois est une architecture à part entière. Il veut également convaincre les professionnels et promoteurs. Ses objectifs : faire passer la part de la MOB sur le marché de la maison individuelle de 10 % aujourd'hui à 25 % dans dix ans.

(1) Symob, 36, rue Hoche, 75008 Paris, Tél. : 561-00-90.

mois — il ne s'agit que d'un dépannage, — mais ce temps peut se prolonger un peu si c'est vraiment nécessaire, par exemple dans le cas d'un jeune en liberté conditionnelle. On vient y gagner l'argent nécessaire au paiement d'une dette, à l'achat indispensable, à un voyage au pays, à quelque chose de bien plus précieux encore : un certificat de travail qui va permettre de régulariser une situation illégale, d'obtenir un autre travail, une période de séjour, payé pendant une période de formation, d'avoir droit à congé de maternité...

Avec le chômage, on ne peut faire un dérisoire, soupire Charlie Olivier, une goutte d'eau dans la mer.

Mais pour un jeune, nombre de jeunes, en particulier ceux qui avaient fait pas mal de tauts, on a représenté une possibilité de tirer de l'ordre. D'autant qu'on finit par avoir quelques petites relations à l'agence pour l'emploi, qui permet de trouver un travail plus durable à quelques-uns.

Au début, Formidrac s'est limité aux travaux du bâtiment ; puis l'occasion s'est présentée de faire du nettoyage de bureaux. Les jeunes ont alors été embauchés : titre permanent, un rythme de deux heures par soirée, se terminant par roulement. « J'y ai travaillé deux fois quinze jours, explique Anne-Marie. Chaque soir, un parti en grève dans l'escalier de Formidrac. Ça m'a permis de faire le camp de vacances de la cité ».

Henri, lui, a fait deux fois un stage de peinture. Il a apprécié la formation donnée. « Le patron ne ressemble pas à ceux qu'on trouve ailleurs. Tu arrives avec dix minutes de retard ? C'est grave, on rattrapera ça en fin de journée. Aujourd'hui, t'es fatigué, t'as pas fait grand-chose... bien ! ça ira demain. Certains en profitent, et ça doit coûter cher. Mais d'autres jeunes gens prennent le contraire : les choses vont à cœur, et à la fin, ils sont rentables. »

Déficit

Avec cet appareil disparaté, le patron principal de Formidrac a réussi le miracle de conquérir une vaste clientèle publique, mi-privée. « On n'a pas à chercher de nouveaux clients. Le moment, un est débordé. » Et cela paraît être le consensus de la qualité des services de travail qui existent entre eux. Il n'y a jamais — c'est une question de principe — plus d'un jeune avec chaque professionnel : « Nous ne pouvons pas intégrer plus d'un jeune par compagnon. A deux, on a un jeune : « Tiens, attrape la poutre avec moi, on va la monter » ; à trois, plus, ça devient : « Eh, là-bas, avez fini de dormir ? » Les relations sont complètement différentes. Nous ne voulons pas devenir contremaîtres, des gens qui font travailler les autres ! »

Le nombre de jeunes qu'ils peuvent embaucher s'en trouve limité, mais leur réussite auprès des jeunes tient peut-être à cette offre d'une relation fraternelle avec un adulte solide, compétent, amical. « Ils ont intégré des gens qui n'auraient jamais pu trouver leur place ailleurs. Il est arrivé qu'on s'engageait avec nous jusqu'à la fin du service. Si ça s'est passé presque tous les cas. »

Côté professionnel, on ne peut s'empêcher de se demander ce qui fait tenir ensemble ces hommes, qui sont demandés tant de patience et de disponibilité ; le travail, puis, que, jour après jour, le couple — que chacun a avec un jeune doit produire — que le dernier est lymphatique ou courageux, maladroit ou astucieux — deux

parts entières de besogne sous peine de déficit.

« On a un travail varié et intéressant parce qu'on ne fait pas de grandes séries, et un fonctionnement très égalitaire. Chacun de nous fait un peu de tout : devis, chantiers, factures... Les salaires, eux aussi, sont à peu près égaux. Il y a une bande d'amis ; un jour, on se retrouve au travail ensemble. » Jamais, ils décident, ils ne seront plus de huit permanents parce que, au-delà, il devient difficile de voir tous et de discuter ensemble, difficile d'éviter les hiérarchies et la spécialisation. Ils créent plutôt une deuxième coopérative, quitte à avoir des services ou des locaux communs.

Mais sans trésorerie, malgré un prêt de 100 000 F de la MOB pour tous — qui sert de fonds de roulement, il est très difficile d'équilibrer. Les périodes déficitaires alternent avec des périodes satisfaisantes. L'an dernier, un « trou » de 50 000 F a été comblé par un prêt de la Fondation de France. L'année 1981 paraissait bien se terminer, et voilà que le bilan la révèle, elle aussi, déficitaire.

« Chacun de nous, permanents, a pourtant l'impression de la rentabilité. Mais comment produire sans que des O.S. qui font du cent à l'heure parce qu'on leur fait peindre en permanence la même chose ? La même façon, alors que nous fonctionnons d'une façon tellement différente ? Les professionnels ont-ils fait du beau boulot ? Les jeunes doivent faire des choses variées pour apprendre le métier. Mais comment faire les choses sans la sens : chaque fois que c'est possible, c'est nous qui tenons le bon de la chose et les gars qui, mesure, qui trace et qui coupe, et nous l'inversons... »

Après six ans d'existence, Formidrac vit une heure critique. Comment penser qu'on ne viendra pas à leur aide ? A l'heure où l'on parle de multiplier les policiers « flottiers », pourquoi ne pas multiplier plutôt les Formidrac ?

(1) FORMIDRAC, 41, rue Albert Thomas, 38100 GRENOBLE, tél. (76) 48-11-36.

Arrête la télé, J'écoute les gosses !

autrement
La télé
une affaire
de famille...

Éditions Parents Éducateurs
la télé en nos regards

250 pages, 55 francs En librairie.

Si l'on apprenait, en famille et à l'école, à inventer un autre rapport "actif" à la télévision ? Des expériences existent, nombreuses. Une grande enquête de la revue Autrement.

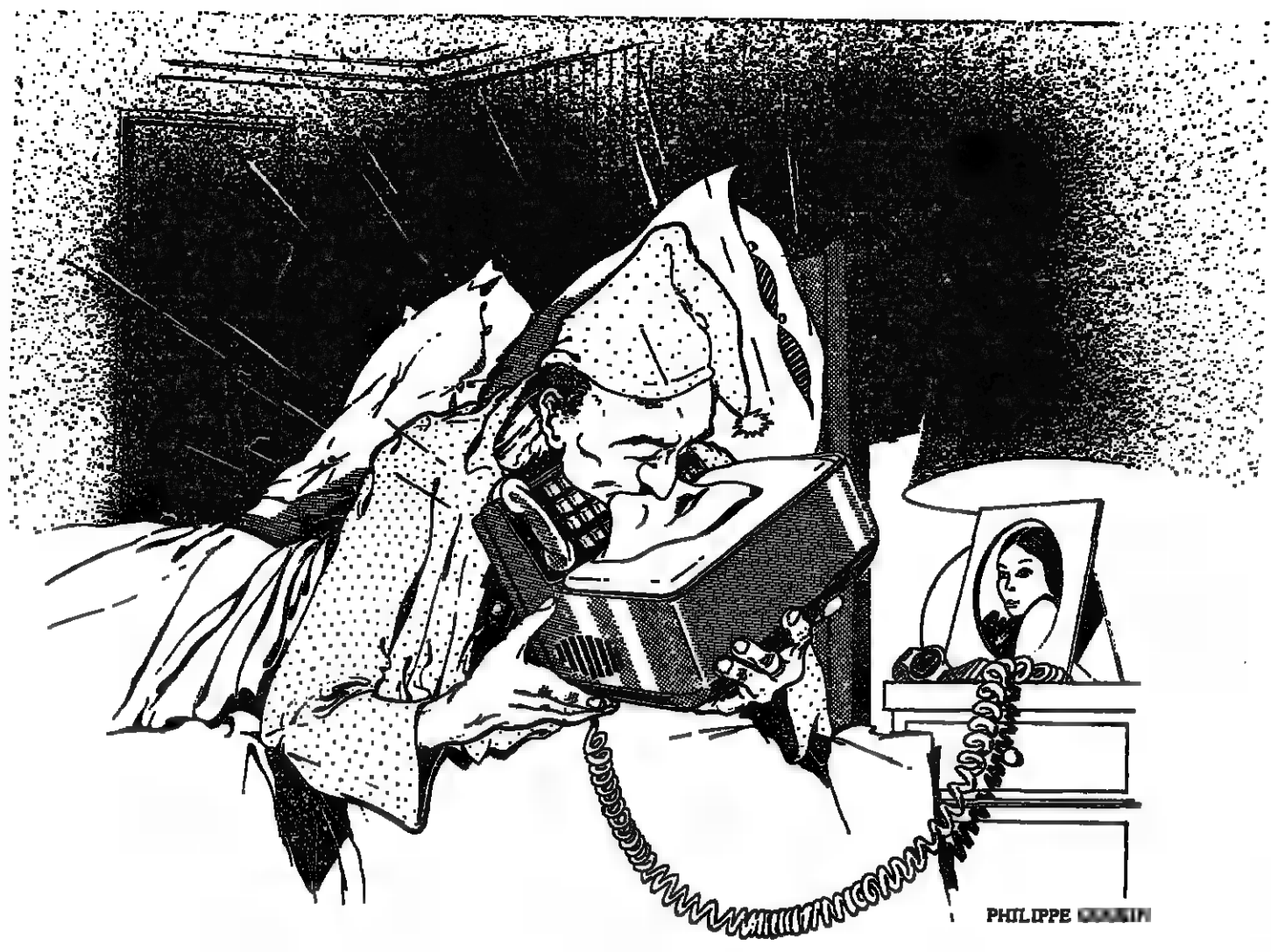
autrement
Réinventer le quotidien

Édité par la S.A.R.L. le Monde
Gérants : Jacques Favre, directeur de la publication, Claude Jélin.

Imprimerie du Monde, 15, rue de la Harpe, 75004 PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 57 437
I.S.S.N. : 0395-2037.



PHILIPPE GOSLIN

SERVICES

Les appareils téléphoniques de l'avenir

Le téléphone n'est plus un poste uniformément gris et impersonnel qui permet (seulement) la transmission de la voix. La fabuleuse réalisation de Graham Bell, le 10 mars 1876 à Boston, est complètement dépassée. Non seulement ses *design* s'habillent de matériaux, de violine ou de doré, mais encore le téléphone prétend se passer du fil, avoir une mémoire et rendre mille services... Il est devenu intelligent et il n'a pas fini de nous étonner.

La France a toujours accusé un retard sur les pays voisins, sans parler des États-Unis, en matière d'installations téléphoniques. Déjà, en 1908, l'Allemagne compte huit cent trente-huit mille abonnés, la France quatre-vingt-deux mille. Le pays n'a cessé de s'amplifier. Jusqu'en 1975, le gouvernement approuve (enfin) un plan d'action prioritaire sur les télécommunications. Résultat : une forte croissance du réseau dans les années suivantes, une augmentation du nombre d'abonnés, évalué à deux millions par an (1).

Esthétique

Cependant, si pour des raisons économiques et politiques, nous sommes longtemps restés en queue du classement général de la densité téléphonique par habitant, en matière de recherche, en 1970, le CNET (Centre national d'études des télécommunications) « en tête des idées ». A preuve, cette année-là, la mise au point d'un central électronique, avec pilotage effectué par ordinateur. Une première mondiale. Et, après 1975, des efforts financiers ayant été consentis, la France a rapidement passé du stade de la recherche à celui de la réalisation technique. Avec de grandes étapes révolutionnaires : en 1977, l'équipement d'une partie du réseau en systèmes électroniques spatiaux (semi-électroniques) puis en systèmes électroniques temporels (tout électroniques), remplacés des systèmes électromécaniques (2) ; puis la télématique, c'est-à-dire l'ensemble des produits et services nouveaux, rendus possibles par l'alliance de l'informatique et des télécommunications.

Le réseau téléphonique de Graham Bell transmettait la voix, celui des années 80 transmet l'écriture et l'image. Une fulgurante découverte à la portée de tous les Français, dans un avenir très proche. Et pour satisfaire le développement de la téléma-

Cadrans plus rapides, filtrage automatique, mémoire... Le téléphone du futur deviendra un outil perfectionné. En attendant le visiophone, prévu par les P.T.T. pour 1990.

MARYSE WOLINSKI

que, mais aussi dominer un réseau de grandes performances, un plan prévoit, dans l'année, l'installation systématique de câbles à fibres optiques, cette fameuse technologie de pointe qui multiplie les avantages techniques et économiques. Le réseau téléphonique français va peut-être se défaire de sa si mauvaise réputation.

Alors, ces postes futuristes, comment sont-ils et quels services rendront-ils aux particuliers ? Si pendant longtemps l'administration n'a tenu compte des goûts et des exigences du public, offrant un unique modèle, le S 3 (3), depuis la fin des années 70, elle a mis sur le marché de nombreux modèles aux couleurs variées. Et dans le même temps les chercheurs du CNET ont apporté une amélioration au S 3 en adaptant deux claviers, l'un « décimal » - l'usager pianote plus vite, - l'autre à « fréquences vocales » (4) qui fonctionne sur des principes électroniques et assure une composition plus sûre et plus rapide du numéro. Mais l'avantage principal de ce dernier clavier réside qu'il constitue le premier terminal télématique simple. Les usagers raccordés à un central électronique sont, depuis fin 1980, équipés du S 3 à clavier F.V.

Le premier poste électronique déjà commercialisé dans le réseau P.T.T. est le Digital 2 000 (5), transition entre le S 63, appareil passif, et les postes de l'avenir. Une esthétique nouvelle, à laquelle s'ajoutent bon nombre de services complémentaires : clavier seize touches à code décimal ou à fréquences vocales, numérotation décrochée sur le combiné et le haut-parleur, sonnerie électronique modulable. Deux mille mille déjà en service chez les particuliers, en blanc, en marron, en gris ou en corail. Autre poste commercialisé dans le réseau, le Contempra (6) : un *design* extraplat, le combiné porte le cadran et le clavier. Seule la version cadran est louée par les P.T.T. (7). Mais dans la version clavier, vendue dans les « boutiques du téléphone » (8), une mémoire permet de rappeler automatique-

ment le dernier numéro composé. Le réseau, nombre d'appareils, parfois homologués (9), fabriqués à Taiwan, au Japon, en Italie ou en Espagne, sont en vente dans les drugstores ou « boutiques du téléphone ». Citons, pour exemples, le Modulophone ou le Flip Caller, petits appareils dits « d'appoint », le Gondola, le Barphone en l'élite. Tous livrés avec une prise normalisée. Et moins chers.

Intelligents

Le T 3 est le futur poste universel des abonnés français. Le tout premier d'une série de postes vraiment intelligents. Entièrement conçu et construit en France (10), il sera expérimenté au cours de cette année et disponible en grande série dès 1983. D'où son nom. Une forme contemporaine, des couleurs variées, prise de ligne, décrochage du combiné, réglage de l'écoute amplifiée sur haut-parleur, possibilité d'occulter temporairement le micro du combiné ou de la conversation, le rappel automatique du dernier numéro demandé, le mémoriser dix numéros, que le T 3 composera automatiquement à la demande - la mémoire varie au gré de l'utilisateur - ou le choisir, parmi quatre mélodies différentes, sa sonnerie musicale.

En outre, le T 3 milieu de gamme compose en un d'urgence, ou le décrochage par un enfant, un numéro mémorisé par les parents. Tous les modèles prévus disposent d'un clavier mixte : décimal et/ou à fréquences vocales, connecté sur un central électronique ou électromécanique. A la portée de tous, donc.

Plus évolué, le T 86, la disposition du public en 1986. Il offrira au meilleur coût un éventail complet de prestations : mains libres (sans combiné), mini-répondeur, filtrage automatique, rappel, informations de taxes, de la poste, de la taxe d'habitation, de la taxe foncière. Le principe ? Le cordon remplace par un support immatériel de transmission : ondes radioélectriques ou infrarouges. Plusieurs systèmes radio-

électriques, homologués, fabriqués aux États-Unis, au Japon ou en Extrême-Orient, de qualité plutôt médiocre, sont en vente dans les drugstores ou « boutiques du téléphone ». Pour combattre les importations anarchiques, la direction générale des télécommunications (D.G.T.) a lancé une consultation auprès de l'industrie française afin de développer des appareils à infrarouges, plus performants. Un ensemble à infrarouges étudié par le CNET pourrait être présenté dans environ dix-huit mois.

Intéressés aux handicapés moteurs, déficients auditifs ou visuels, les chercheurs ont prévu ces différents matériels, déjà sur le marché ou en passe de l'être (lire notamment le Monde du 11 février 1981) : « Un téléphone pour les sourds » : coupleur acoustico-magnétique, combiné à l'écoute amplifiée réglable, détecteur magnétique avertisseur, avec ou sans flash lumineux, diodes spéciales à gros chiffres ou à braille, ou composeur de numéros sans avoir à utiliser le cadran (11). Un groupe de travail réunissant des chercheurs et des industriels a été formé pour réfléchir aux besoins des handicapés et à la définition de nouveaux produits.

Visiophone

C'est que la plus grande innovation des années 80 est le mariage des télécommunications et de l'informatique. Relié à un terminal, petit clavier métallique plat, ou couplé à un écran de télévision, le téléphone va proposer une multitude de services d'informations, de messages, de transactions. Un système appelé à se développer très vite, si les expériences actuelles (l'annuaire électronique lancé dans le département d'Ile-et-Vilaine et « Télétel », service plus sophistiqué donnant accès à une page d'informations diverses dans des bases de données, à partir de terminaux reliés au réseau des télécommunications, dans la région parisienne depuis juillet dernier) (12) confirment que le vidéotex correspond aux besoins des Français. Aux usages en quelque sorte de *visiophone* : les premiers rapports d'expériences ne sont toutefois guère concluants.

Une troisième expérience, beaucoup plus importante celle-ci, aura lieu en 1983 à Biarritz, où sera mis en place un réseau local à distribution par fibres optiques, apportant à la population de la ville les services les plus modernes en matière de télécommunications. Les Biarrits disposeront de différents services télé-

CRIBLE

par Annie Batlle

REPÈRES

Droits de la personne

Le premier ministre canadien, le 16 novembre, en présence de nombreuses personnalités canadiennes et étrangères. Les activités de l'institut se déroulent en trois domaines : recherche, enseignement, promotion. (Hebdo-Canada, Direction des programmes d'information à l'étranger, 1111 Avenue du Commerce, Ottawa K1A 0G2.)

Pansement électrique

Une blessure en vingt minutes au lieu de deux jours, c'est ce que permet un « pansement électrique » mis au point au Canada. A l'origine de la découverte : l'étude, par les chercheurs de la Queen's University de Kingston (Ontario), des effets des fréquences radio sur les oiseaux, le but était d'en déterminer les rapports. Ces chercheurs ont constaté que certaines fréquences stimulent la production du collagène, une protéine qui constitue le tissu des os et des tendons. D'où l'idée de ces pansements électriques. Seule l'application du nouveau pansement et la présence de petites électrodes permet à un générateur d'émettre à hautes fréquences. (Science et Vie, 8, rue de La Baume, 75008 Paris.)

Voiture et mal de dos

Le siège de voiture Hunt-Ross XR1 est spécialement étudié pour les personnes souffrant de lombalgie. Le dossier présente un relief moulé en mousse et se règle à la fois en hauteur et en profondeur, de manière à permettre la position exacte de la colonne vertébrale dans la courbe des reins. Ces réglages sont commandés au moyen d'un même bouton moleté. Ce siège a une armature faite de tubes d'acier de section ronde et carrée et est conforme à toutes les réglementations internationales de résistance au choc. Il existe quelque deux cents modèles de chaises permettant d'adapter le siège aux points de fixation des voitures de la plupart des marques et modèles. (Stylux Motor Products Ltd, Hollands Road, Haverhill, Suffolk, G.-B.).

BOITE A OUTILS

Education dans le tiers monde

La Fondation pour l'éducation dans le tiers monde est née en Afrique, au Bénin, au début de 1981, pour proposer un nouveau système d'éducation aux pays du tiers monde. Pour les créateurs, et à partir des expériences qu'ils ont réalisées en Afrique, il est évident que l'éducation, pour devenir une force de transformation sociale et non de conservation, doit rompre avec les schémas traditionnels de l'enseignement et le travail productif et avec les besoins de la communauté. Les liens peuvent revêtir des formes diverses : les écoles peuvent construire leurs propres bâtiments à l'extérieur de l'école, utiliser l'école pour leurs travaux extérieurs...

La fondation élabore une série de banques de données sur les expériences dans le domaine de l'éducation et s'efforce également de faire connaître ses expérimentations à ses membres qu'elle propose. Le 27 rue P.F.D.A. en France, une adresse description. (Fondation internationale pour un développement (I.F.D.A.), 2, rue du Marché, CH-1280 Nyon, Suisse. Tél. (22) 61.82.82.)

BLOC-NOTES

Télévisions et systèmes politiques

Deux séminaires ont été organisés par le Centre d'études de l'Institut de l'Europe à l'étude des télévisions en France et en République fédérale d'Allemagne. Le lundi 22 février : séminaire sur la structure de la télévision en France et en Allemagne, en lien avec le système politique. Le mardi 23 février : séminaire sur les projets de réforme et les perspectives ouvertes par les techniques nouvelles. Le mercredi 24 février : « table ronde » sur les limites du pluralisme et de l'audiovisuel. (Institut, 17 avenue Franklin D. Roosevelt, 75116 Paris, téléphone : 723-61-21.)

lisé au niveau européen (13) se portera au poignet. Un gadget familier des lecteurs de Dick Tracy, ce célèbre détective américain, héros de science-fiction bande dessinée.

(1) L'objectif pour 1981, 17,7 millions d'abonnés, a été dépassé, et les prévisions pour 1982 atteignent 19,5 millions.

(2) 3 700 000 équipements électroniques en 31 décembre 1981, (18,18 %), 8,46 % en équipements électroniques spatiaux et 9,72 % en équipements électroniques temporels.

(3) Lancement décidé en 1963, d'un son nom.

(4) Le système F.V. est composé de deux modules : l'un non pas des impulsions mais des impulsions de fréquences. Seul l'appareil à clavier est disponible auprès des P.T.T.

(5) C.G.C.T., 20 F par mois en location P.T.T.

(6) Fabriqué en France, par Thomson Telecom, modèle P.T.T., 15 F par mois.

(7) Renseignements dans les deux cent cinquante téléboutiques, deux douze sont mobiles, ou les cent cinquante sont fixes.

(8) Six mille dix appareils en France, A Paris : 25, rue de Berri, 75008 Paris.

(9) Si les P.T.T. installent une installation, vous êtes passible d'une amende ou votre appareil sera saisi. Les appareils non homologués sont saisis six mois. Les autres, un an.

(10) Quatre modèles : Matra, Telfo, Thomson et TRT/HPF.

(11) Les matériels sont regroupés dans une banque réalisée par la D.G.T. et disponible dans les agences commerciales.

(12) Cent cinquante-dix services prévus au cours de l'expérience.

(13) « Télécommunications Objectif 1990 », par un groupe de prospective sous la direction de J. Glavin, Dunod.

سكول جيميل

ETRANGER

Les « parking boys » du Père Grol au Kenya

Le « quart-monde » du tiers-monde : dans un bidonville de Nairobi, un père blanc s'efforce d'instruire les petits gardiens de voitures et d'aider les prostituées.

JEAN-PIERRE LANGELLIER

Un océan de gris, la perte de vue. En contrebas, une rivière charrie les ordures de la ville. A l'horizon, la ville de Nairobi, la capitale du Kenya, se dresse sur ses trente étages de béton. Là-bas, respire le Nairobi des brochures touristiques, « cité verte », « paradis ». Ici, dans la vallée de Mathare, kyste de misère agrippé aux flancs de la métropole. Dès le point du jour, ce bidonville surpeuplé baigne dans une lumière trouble où la poussière se mêle aux fumées des brasseurs domestiques. A l'époque des pluies, ce bidonville est un chaos. En toute saison, cependant, il s'y trouve des centaines de personnes.

Cette vallée trop grignolante, de Nairobi, est une boue, compose l'univers familial de « Father Grol ». Quel étranger connaît mieux ce dédale aux rues étroites où s'entassent cent cinquante sous-prolétaires, ébroués par une capitale moderne, proche mais inaccessible, cruelle à force d'indifférence ? C'est lui, le prêtre irlandais, Arnold Grol, à la soixantaine grave, gaie. Ce père blanc, au nez accent néerlandais, vit en Afrique depuis trente ans. Il a parcouru le monde entier, de la Tanzanie à l'Indonésie, de l'Indonésie à l'Indonésie, de l'Indonésie à l'Indonésie. Il a construit des églises, des hôpitaux, des universités, des universités de Makerere de Kampala.

Puis vint le Kenya. L'apprentissage des langues locales, la rencontre des tribus, l'exploration aventureuse d'« Undugu ». En swahili, « undugu » veut dire fraternité. Un programme social qu'un acte de foi. La « Société Undugu du Kenya », fondée par le Père Grol, est le jour en 1973. Son budget avoisine aujourd'hui 1 million et demi de francs. Deux mille pauvres vivent dans sa maison (1).

Tout commença sur les trottoirs de Nairobi, à des gosses en haillons, à l'espoir d'une pitié, à l'aide des automobilistes à garer leur voiture. Le Père Grol prit en affection, voulut les aider. « Rien à en tirer, ces gosses sont irrécupérables », entendait-il de temps en temps. Chaque lundi, à 10 heures, dans Uhuru Park — un jardin de la capitale, — il leur distribuait quelques vêtements, sifflait le curé et les gamins, le courant passait. La plupart des enfants venaient de Mathare. Le missionnaire avait noué son premier lien avec le bidonville.

La nuit, les parking boys dorment sur les trottoirs ou dans les caniveaux. Des lambeaux de plastique, un bout de carton, les protègent du froid. Pour se donner du courage, ils fument des cigarettes de « banghi » — la marijuana locale, — ils volent un peu d'essence, ils versent dans un sachet à lait vide la drogue du pauvre. Le Père Grol rencontre Fabio, un volontaire italien — ancien sociologue qui avait travaillé aux loubards de Rome. Ils s'efforcent d'ouvrir en 1976 un centre d'accueil où les parking boys trouveront gîte et couvert. A l'aube, les gamins décapaient souvent avec leur couverture, objet de valeur apprécié. « Nous étions trop

constants », se rappelle Arnold. Aujourd'hui, les enfants sont nombreux chaque matin.

Pour arracher les gosses à la délinquance, à leur réinsertion sociale, il fallait faire plus. « Je leur ai demandé ce qu'ils voulaient », raconte le Père Grol. Ils m'ont répondu unanimes : aller à l'école. Ces enfants avaient été tellement déprimés que leur requête fut pour eux une révolution. « Les parking boys ont entre huit et seize ans. La plupart d'entre eux ne peuvent être intégrés dans les écoles primaires normales. D'où le besoin de créer des classes et des programmes d'enseignement accéléré. La première école de ce type ouvrit à Mathare.

L'âge scolaire : 1,40 m

Arnold et Fabio, déjà, voyaient plus loin. Pourquoi limiter l'expérience à des centaines d'enfants partageant, à des degrés divers, les mêmes épreuves ? Ainsi naquit l'« Université de base », projet ouvert par Undugu aux plus miséreux. Aujourd'hui, quatre cent cinquante élèves fréquentent les quatre « écoles Undugu » de Nairobi, où s'enseignent les quatre branches de l'éducation : la lecture, l'écriture, le calcul, la connaissance de soi-même. L'âge minimum requis est de douze ans. Mais les enfants ignorent souvent leur date de naissance. Dans un cas, un seul critère, infaillible : leur taille. L'enfant qui mesure au moins 1,40 m est admis à l'école.

Entre-temps, le Père Grol dut batailler ferme pour rallier les autorités à son projet, vaincre le scepticisme des élus, surmonter les pesanteurs administratives. Principal obstacle : l'université du Kenya. Fondée par le Père Grol, en 1973, elle avait un budget avoisinant aujourd'hui 1 million et demi de francs. Deux mille pauvres vivent dans sa maison (1).

Entre-temps, le Père Grol dut batailler ferme pour rallier les autorités à son projet, vaincre le scepticisme des élus, surmonter les pesanteurs administratives. Principal obstacle : l'université du Kenya. Fondée par le Père Grol, en 1973, elle avait un budget avoisinant aujourd'hui 1 million et demi de francs. Deux mille pauvres vivent dans sa maison (1).

A quoi bon donner une formation de base à ses enfants — marginaux —, à la guetite du chômage et à l'inévitable retour à la délinquance ? D'emblée, le Père Grol avait mis l'accent sur l'apprentissage manuel, en ouvrant à Mathare un petit atelier de charpenterie. Celui-ci, par la suite, s'était élargi à d'autres activités. L'administration, cette fois, fut plus facile à convaincre. Car le Kenya abrite déjà un réseau — d'ailleurs remarquable — de collèges « polytechniques » destinés aux adolescents du monde rural. En 1977, on alloua un terrain, à Mathare, au centre de formation professionnelle Undugu, qui accueille aujourd'hui cent vingt élèves, répartis en dix-huit ateliers. Autant de futurs menuisiers, maçons, mécaniciens, cordonniers, tailleurs. L'apprentissage accompli, les élèves d'Undugu peuvent recevoir un prêt — 1.500 F au maximum — qui leur permet de s'installer à leur compte à Mathare. Jusqu'à présent, sur dix prêts accordés par Undugu, sept ont été remboursés normalement. Un taux de réussite plus qu'honorable dans le monde du bidonville.

Si Undugu réussit et devient un exemple, c'est sans doute parce que le Père Grol applique avec constance quelques principes auxquels il croit dur comme fer. En premier lieu, ses programmes sont totalement intégrés. Personne n'est tenu à l'écart de l'expérience de développement communautaire.

Certes, Undugu prit corps pour et par les jeunes. Aujourd'hui, ses activités s'adressent à tous les âges, de la jeunesse aux vieillards, tandis que le programme féminin, mis en 1979, semble plus à l'aise. Les femmes qui fabriquent des bijoux d'artisanat. Pas question de former des ghettos. Les handicapés physiques et mentaux vivent pleinement au sein de la communauté, comme le veut d'ailleurs la tradition africaine. Ce respect du milieu est l'une des clés du succès.

Pas la moindre trace de paternalisme dans les propos de Père Grol. Le missionnaire invite à contraindre les habitants de Mathare à prendre en charge leur destin. Il prône l'autosuffisance et la responsabilité, préalable à la reconnaissance de la dignité. « Je vis dans un bidonville », dit-il, « peut-être amélioré que l'indigent ». Undugu préserve les structures communautaires et par conséquent évite un conflit communautaire par le déracinement urbain. A Mathare, six comités villageois, interlocuteurs d'Undugu, désignent les habitants les plus pauvres. A Kitui, le chef du village, ancien « chef de tribu », au fort caractère, est régulièrement réélu par les habitants municipaux, renouant chaque fois le lien avec l'autorité. La Mama Ngunyiri, la femme de l'autorité, est une femme d'expérience, ouverte à tous les échanges.

Undugu garantit un emploi à tous ses membres. La plupart travaillent fonctionnaires, d'autres dans le secteur privé, d'autres dans le secteur public. Les ateliers de production du matériel d'apprentissage. Quant aux gosses des rues, plus de deux cents d'entre eux ont été « rendus » à leurs mères, avec l'accord de celles-ci. Car Undugu ne se substitue jamais au milieu familial, si précaire soit-il. Le plus jeune des programmes du Père Grol se développe loin de la ville. Dans un petit village, à 130 km de Nairobi, une douzaine de parking boys travaillent la terre et reçoivent un enseignement agricole. Il est trop tôt pour en parler. Pendant ce temps, dans les clubs de jeunes Undugu, les adolescents pratiquent la boxe et le football comme dans n'importe quel club sportif de Nairobi. D'ex-parking boys, aujourd'hui vieillards, animent depuis sept ans l'orchestre « Undugu Beat 75 », fier du Père Grol. Ils enregistrent des « singles » swahili font des « singles » Europe.

La vallée de Mathare est un très vieux bidonville. Les premiers « squatters » s'y installèrent en 1921. A l'aube du siècle, 50, éclata l'insurrection des Mau Mau contre le colonisateur britannique. Celui-ci soupçonna Mathare de cacher certains rebelles, fit une première fois

place nette, au bulldozer. Le bidonville accueillit ensuite des épouses de Mau Mau déposées de leur terre. Après la mort au combat de leur mari, le loupin conjugal, selon la coutume kikouyou, était revenu au frère du défunt. Puis Mathare enfila, au rythme d'une urbanisation effrénée (dans l'agglomération de Nairobi, un habitant sur trois habite un bidonville). En l'an 2000, la « vallée » devrait abriter six cent mille personnes. Selon une étude de la Banque mondiale, près de six citadins kenyans sur dix s'agglutinent déjà dans la capitale et ses banlieues.

Un habitant sur quatre seulement est un homme adulte. A Mathare — les politiciens le savent bien — le pouvoir appartient aux femmes, majoritaires. La plupart d'entre elles sont célibataires. Leur histoire personnelle est presque immuable : adolescentes, elles sont tombées enceintes, avant d'être abandonnées. Pareille mésaventure, lorsqu'elle frappe une jeune fille kikouyou, exclut presque le mariage traditionnel. Fuyant le milieu familial, elle échoue dans la « vallée », et, pour nourrir son nouveau-né, succombe à l'engrenage de la prostitution. Parmi les « écoles Undugu », neuf enfants sur dix sont de père inconnu.

La « changaa »

Un homme sur cinq et une femme sur vingt ont un emploi régulier plus ou moins stable.

Mais dans la « vallée », on apprend surtout à « changer » informel, joliment euphémisme qui résume en deux mots : prostitution et changaa.

Le changaa est un mauvais alcool qu'on obtient en distillant un mélange de maïs et de levure. Les femmes fabriquent le changaa. Les femmes le vendent. Péroriquement, la police fait des descentes dans le bidonville pour interdire une activité qui rend sans cesse de plus en plus difficile la vie. Le changaa est un mal nécessaire, malgré le Père Grol. Je ne veux pas dire que les enfants qui grâces à lui — et à la prostitution — ont pu fréquenter l'école.

Les prostituées, Arnold les connaît tout naturellement, car elles étaient souvent les mères des parking boys. Il n'était pas préparé par un autre à ce genre de rencontres, mais puisque personne ne voulait les aider... Un jour, une prostituée est venue lui rendre visite. Puis il la revit plusieurs fois dans un bar discret. « Ensuite, raconte-t-il, une querelle vint à se déclarer entre elle et un homme de trente-quatre ans. Elle exprima le désir, en leur nom, de recevoir l'éducation qu'il leur manquait. J'étais surpris, mais j'ai dit oui, sans poser de conditions. » En pareille situation, il est vrai, moralisme et efficacité sont rarement bon ménage. La scène se passait à l'automne 1979. On était à Saint-Paul, la chapelle de l'université. Ainsi naquit le club U-Dada.

Depuis lors, une soixantaine de prostituées suivent régulièrement les cours du club. Quatre après-midi par semaine, elles y apprennent à lire, à écrire, à coudre. On leur parle d'hygiène et de maladies vénériennes (les enseignantes sont volontaires). Elles possèdent une carte du club qui les protège un peu quand elles ont des démêlés avec la police. Une dizaine ont déjà trouvé un emploi permanent et abandonné leur ancienne vie nocturne. Le Père Grol leur rend visite une fois par semaine. « Ce qui les a le plus étonnées », dit-il, « c'est qu'on leur parle avec respect. Elles n'étaient guère habituées. L'un jour, l'une d'elles était ivre. Elle s'est fait violemment reprocher par un collègue qui lui reprochait de compromettre leur réputation. » Quand une « nouvelle », inconnue du Père Grol, lui chuchote une invite dans la rue, elle est vite remise en place par ses consœurs.

Les musiciens d'« Undugu Beat 75 » ont composé une chanson intitulée « Je suis un enfant de dix shillings ». Dix shillings ? Le prix d'une « passe », chez leur mère, à Mathare.

(1) La « Société Undugu du Kenya » vit, pour une part, grâce à des subventions des Eglises, des organisations occidentales et néerlandaises. Elle est aussi financée par des dons privés. Undugu : Economat provincial CCP, P.O. 1502 08 A. Préciser la mention « pour le compte Undugu Kenya ».

REFLETS DU MONDE

THE MUSLIM

Mariez-vous pour dépenser moins

Le quotidien pakistanais de langue anglaise THE MUSLIM rapporte que « pour éviter un mariage à l'étranger, les diplomates pakistanais doivent d'abord se marier. Le président Zia-ul-Haq a pris pour exemple récemment après avoir épousé une jeune diplomate pakistanaise au-dessus de tout moyen. De source autorisée, on précise qu'aucune loi écrite n'oblige le sujet mais qu'il a

probablement été conseillé aux diplomates de se marier ».

THE MUSLIM ne dit pas si cela concerne les jeunes diplomates et célibataires ; ni si les postulants aux postes à l'étranger devront d'abord se marier. Mais les sources indiquent que les diplomates pakistanais ont tendance à se marier avant d'être envoyés à l'étranger.

VORWÄRTS

La peur des analphabètes

A peine le quotidien Vorwärts avait-il annoncé qu'une organisation à Munich allait donner des cours pour analphabètes que le téléphone se mit à sonner dans les locaux de l'organisation : « L'un des premiers appels, dit le journal Vorwärts, émanait d'un homme d'entreprise qui voulait s'inscrire au cours pour apprendre à lire et à écrire. Les autres auditeurs semblaient de tous âges, de tous sexes, de toutes professions, à l'exception d'un seul, qui était un jeune homme d'analphabetisme. D'autres participants

la majorité des participants de l'« Ouest » déclaraient que l'on leur avait appris à lire et à écrire dans les écoles de leur pays d'origine. Les cinq participants et les quatre femmes qui avaient suivi les cours avaient été envoyés par leurs professeurs pour apprendre à lire et à écrire. Ils avaient été envoyés pour trouver la salle de cours.

APOGEVMATINI

La fin des tabliers bleus

Le quotidien apogevmatini a publié un sondage sur les réactions des habitants à la suppression, par le gouvernement, de la loi Papandreu, sur l'interdiction des tabliers bleus. Un règlement d'urgence d'il y a plus de cinquante ans obligeait, en effet, tous les citoyens à porter un tablier bleu. Si les gens avaient depuis plusieurs années refusé de se libérer du tablier et de la blouse bleue, les collégiens devaient toujours porter le tablier bleu

dans lequel elles voyaient une « corbeille de l'effort », un symbole de la répression. Elles ont accueilli par des explosions de joie la levée de cette obligation. Les adultes, par contre, si l'on en croit le sondage Apogevmatini, sont beaucoup plus réticents à l'égard de cette réforme : « Elle nous rappelle la dureté des classes à l'école, dit l'un des participants, elle nous rappelle l'innocence », affirmait le même, à l'appui de leur commentaire.

INFORMATIQUE

L'heure des projections futuristes : des fantasmes sur l'informatique, en particulier l'informatique quotidienne pour tous, doit céder la place à une première tentative de bilan de ce qui est réalisé et expérimenté en France. Aujourd'hui.

MATIN,

Micro-ordinateurs, télématique s'immiscent dans les usages quotidiens des individus comme des petites collectivités : PME, professions libérales, exploitations agricoles, commerces, collectivités locales, foyers domestiques...

MIDI...

Quels sont les enjeux du système Télémat à Vélizy ? Y aura-t-il extension du télé-travail ? De quels changements les projets de télématique municipale sont-ils porteurs ? Que se passe-t-il dans ce nouveau triangle : professeurs/élèves/ordinateurs ? Comment se dessine l'introduction des micro-ordinateurs « domestiques » dans nos foyers ? Quels nouveaux rapports à la création graphique ou musicale l'ordinateur induit-il ? Comment se porte notre libido face aux jeux électroniques ? Converserons-nous bientôt avec notre automobile ? Par quels canaux les usagers de demain tentent-ils de s'approprier les technologies nouvelles ?

ET SOIR !

A la suite du rapport Nora-Minc, voici le premier document sur la pénétration informatique dans la vie quotidienne des Français.

En librairie 230 pages 55F (diff. Le Seuil)

autrement 4 rue d'Enghien 75010 Paris tél: 770 12 50

Les paysans venus de France

JEAN-FRANÇOIS LISÉE

Ce mouvement migratoire ■ Québec produit maintenant
relativement récent. Au ■ 450 000 kilogrammes d'endives
des années 60, l'émigration ■ par ■ en exporte une bonne
d'agriculteurs français avait ■ partie.

Des apports de cette ■
également à signaler dans le
cas ■ asperges, ■ mini-

Des apports de cette **FAUCON**
FAUCON également à signaler dans le
 cas **FAUCON** asperges, **FAUCON** mini-

On comprendra que le gouvernement du Québec soit particulièrement favorable à ce genre d'implantation. Rodrigue Caron, directeur du service d'aide aux immigrants entrepreneurs-investisseurs du ministère de l'immigration, estime que ces transferts de technologie sont un élément indispensable à la poursuite de l'objectif d'autosuffisance alimentaire du Québec, dont l'héchéance a été fixée à l'horizon 1980.

Non sans peine, il réussit à convaincre le gérant de la caisse de lui prêter l'équivalent de 25 000 francs pour lancer son exploitation. Un an et demi plus tard, cinq de ses collègues sont primés à la grande foire agricole de Saint-Hyacinthe, et il réussit à rembourser ses dettes.

Le Français du rang

À l'égard, l'expérience d'Albert Alain est unique, mais elle reflète bien la perméabilité de la société québécoise. Breton de Saint-Brieuc, Alain débarque à Winnipeg en 1950 (environ 150 francs actuels). Fils de paysan, il fait bûcheron, travailleur dans la construction, puis agriculteur. En 1954, s'installe à Abitibi, dans le Nord-Est québécois, il perçoit au moment de la colonisation, défrichant quatre « lots » concédés par l'Etat. C'est là qu'il fait pre-

L'espace, ~~non~~ doute. ~~Puis~~ la liberté, c'est ~~moins~~ sûr. Il admet que l'aide gouvernementale québécoise est plus abondante et mieux organisée qu'en France,

lisme agricole. En 1967, il fonde une section au Parti du Montréal. En 1970, il est président de l'Union des producteurs agricoles, le grand syndicat rural de la province. Il assume cette fonction jusqu'en 1973, où il retourne au Manitoba pour exploiter un élevage laitier de bovins.

À la fin de 1978, il rentre au Québec, où il est nommé vice-

Albert Alain estime que
prix ont augmenté de 25 à 50 %
au cours des quatre dernières an-
nées. L'arrivée d'agriculteurs
français et européens prêts
à payer plus cher est, pour lui,
un des principaux facteurs de la
hausse, bien que les services
d'immigration ne partagent pas
cet avis. Il faut compter égale-
ment avec les fluctuations du
prix du dollar et du franc. Selon
un agriculteur français installé
près de Trois-Rivières, la ferme,
achetée un million de francs en
1978, est vaudrait aujourd'hui
près de deux. Une jolie somme,
quand on considère que le gou-
vernement québécois demande
aux arrivants un apport en capi-
tal équivalent à la moitié du prix
de la terre convoitée.

Claude Fromental croit savoir où réside le **canadien** que **le** migrant **lui** contribuer au développement du milieu qu'il accueille : « Il faut venir avec un **bagage** pour faire quelque chose qui **on** fait **ici**. Les choux et **les** carottes, les Québécois peuvent **en** faire **plusieurs** **choses**. »

■ VOS FENÊTRES ONT VIEILLI.
Vous vous battez ■■■ les jours avec elles pour les fermer. Poinçures, raba-
tois et joints ■■■ changent plus rien. La circulation ■■■ vibre vos ■■■
reux, les survitrages les assourdisent ■■■ forment ■■■ paumelles... ■■■

■ LES FENÊTRES STEP ARCADIA.
UNE SOLUTION DÉFINITIVE POUR UN CONFORT NOUVEAU.
Les fenêtres ont évolué et, grâce à l'utilisation de l'aluminium, ■■■ deve-
nent des barrières efficaces contre le bruit et le froid. Elles sont équipées
d'un ■■■ opals ■■■ d'un vitrage double.

■ STEP, 20 ANS D'EXPÉRIENCE, 1 MILLION DE FENÊTRES
■ EN NEUF ■■■ DANS L'ANCIENT.
Des laboratoires ■■■ ont prouvé que la rénovation vous saves ■■■
fenêtres ■■■ comme dans une construction neuve.

■ DES FENÊTRES NEUVES SANS TAINWIL DE MACONNERIE.
STEP fabrique vos ■■■ en pose, sur ■■■ anciens dormants, ■■■ plus
■■■ en un seule journée, des fenêtres douces ■■■ ■■■ ■■■ qui
ne demandent aucun entretien.

■ PIER, UN INVESTISSEMENT RENTABLE.
Au titre des économies d'énergie, ■■■ pourras déduire de votre revenu
imposable tout le partie ■■■ Investissement. Avec des fenêtres ■■■
vos le valeur de revente de ■■■ ■■■ augmente.

■ ENTRE UN SERVICE D'ÉTUDE GRATUIT
À VOTRE DISPOSITION.
Remandez d'un seul coup vos anciennes fenêtres.
Croniquez votre information ■■■ envoyant le coupon ci-dessous ■■■
général ■■■ à demander ■■■ visitez d'un spécialiste STEP. ■■■ ■■■

Je suis intéressé par: ☐ une invitation gratuite aux Arts Ménagers.
☐ le catalogue STEP ARCADIA ☐ la visite gratuite d'un technicien pour une étude ☐ toute avec devis.

Nom _____
 Adresse _____
 Ville _____
 Code Postal _____ Tél. _____

VOTRE VILLA
Au bord de la mer
sur la
COSTA BRAVA
pour 2 600 FF/m²

- Principaux centres touristiques
- Nombreux appartements et villas disponibles
- Crédit personnalisé - Location possible

Autres programmes : Malaga-Alicante-Mallorque
 Demandez notre documentation
DECESA - 87, rue de la Tour - 75016 Paris - Tél. : 504.79.31

Nom : Adresse : Tél. :
 N.P. : Localité :

DOSSIER

Les stratégies des firmes multinationales

Les entreprises étrangères contrôlent environ le quart de l'appareil de production français. Leur implantation fait partie de stratégies d'ensemble, dont les pays de l'Est ne sont pas exclus.

JACQUELINE GRAPIN

Sont « multinationales » les entreprises qui disposent d'unités de production dans plus d'un pays. Il en est de grandes, et de petites. La plupart des grandes firmes multinationales sont américaines. Elles emploient quelque quatre-vingt mille personnes à l'étranger : 40 % de plus qu'en France. Une trentaine de firmes multinationales d'origine française contrôlent environ les deux tiers de l'activité de production à

l'étranger de l'industrie française. Cette concentration est particulièrement élevée d'après les comparaisons internationales, bien que globalement les huit dixièmes des investissements internationaux soient contrôlés par moins de cinq cents sociétés, presque toutes originaires des pays de l'O.C.D.E. (Organisation de coopération et de développement économiques). Plus de la moitié des investissements français à l'étranger sont orientés vers l'Europe de l'Ouest et

l'Amérique du Nord. Les pays du tiers-monde reçoivent que le quart des investissements français à l'étranger, et tiers des investissements américains. L'activité des firmes multinationales s'exerce donc principalement entre pays industrialisés.

Les actifs « multinationaux » français dans le monde se sont développés spectaculairement au cours des années 70, mais depuis le début des années 80, la France elle-même terre d'accueil d'investissements étrangers qui n'ont cessé de croître. La critique des investissements dans la période gaulliste, et de l'indépendance, est estompée à partir de 1973, car l'ambiance économique qui a gagné l'ensemble du monde occidental a provoqué un « recentrage » des investissements des firmes multinationales vers les États-Unis, considérés comme plus stables socialement, politiquement et économiquement. La nouvelle vague des capitaux disponibles est également réorientée, mais à un moindre degré, vers les « nouveaux pays industrialisés » et les zones de développement « émergentes », comme celle du Pacifique.

La France, à la fois soucieuse de préserver un libre accès au porteur interne, et soucieuse de la nécessité de participer aux échanges extérieurs, essaie de maintenir un difficile équilibre entre l'économie nationale et les entreprises qui la dépassent, qu'elles soient françaises ou étrangères. L'analyse des données existantes, même si leur poids n'est plus négligeable, ne peut encore déterminer. Elle fait aussi apparaître que les multinationales sont largement indifférentes aux idéologies dans leurs calculs d'intérêts.

Un « cosmosystème » indifférent aux idéologies

Dans son premier rapport sur les sociétés multinationales et le développement mondial, l'Organisation des Nations unies évoquait en 1973 des « cosmosystèmes » qui pourraient être dotés d'un statut entièrement « a-national ». En discutant toujours dans diverses instances internationales mais on ne s'en est pas pour de main. L'absence de « statut » n'empêche pas les firmes multinationales de jouir d'un « système » dont l'importance s'accroît chaque jour plus grande.

Logique propre

Au cours des années 70, les firmes multinationales ont augmenté deux fois plus vite que le produit national brut mondial et d'environ 40 % de plus que le produit national brut des États. Selon certaines prévisions, les firmes multinationales, qui contrôlent déjà la moitié de la production totale du monde, pourraient, en assurant, à la fin du siècle, même si les anticipations sont incertaines, le reste de la production mondiale. Les multinationales ont acquis des masses de capitaux qui les rendent aussi puissantes que des États. On sait qu'il faudrait vendre plusieurs fois plus de la moitié des valeurs capitalisées à la Bourse de Paris pour prendre le contrôle d'I.B.M. à la Bourse de New-York. Le budget de la General Motors, avant cité, dépasse maintenant largement celui de l'État français.

Les firmes multinationales obéissent à leur logique propre, qui n'a pas grand-chose à voir avec celle des nations. Elles sont généralement indifférentes aux idéologies politiques, et elles ne rencontrent, à l'échelon mon-

dial, pratiquement aucun dirigisme. Les systèmes de régulation économique des États sont relativement peu coordonnés, tout en s'y soumettant, les firmes jouent sur leurs différences. La sensible indépendance de ce « cosmosystème » est d'ailleurs, aux yeux de certains experts, l'une des explications principales de l'incapacité actuelle des gouvernements à remettre de l'ordre dans l'économie occidentale. « Ce qui marche », dit-il, « est national, ce qui marche », dit-il, « est multinational ». Or, les politiques de régulation gouvernementales sont nationales.

Deux exemples sont flagrants. Dans le domaine financier : l'incapacité des États-Unis à réguler le marché des eurodollars, géré par les grandes banques internationales.

Dans le domaine industriel, la construction du gazoduc qui doit relier l'Europe de l'Ouest à la Sibirie : alors que le gouvernement américain ne cesse de répéter qu'il voit un danger « stratégique » dans cette affaire, les firmes allemandes qui ont une première ligne dans la programmation des opérations pratiques sont pour la plupart, des filiales de firmes américaines.

Devant le changement de perspective d'un éventuel changement de système économique-politique en France, les firmes multinationales d'origine étrangère ont d'une remarquable sérénité. « Depuis 1907, nous sommes en Europe », a répondu Henry Ford III à un journaliste. Les dirigeants « francophiles », et souvent aussi français, de la firme d'origine américaine s'estiment en substance, particulièrement bien placés dans le nouveau régime.

Si les dirigeants de la banque américaine, actionnaire

du groupe français Paribas, affirment : « Nous ne pouvons pas conserver comme partenaire une société devenue la propriété d'un gouvernement, quel qu'il soit », c'est parce que l'activité financière de la banque de taille relativement modeste (bien qu'elle soit la quatrième Investment Bank des États-Unis) risquait, en effet, d'être affectée par le changement de statut de son partenaire au regard de ses clients privés, et parce que ses actifs risquaient, à la suite des opérations de nationalisation, de trouver amoindris.

« Les rouges »

La firme American Motors a passé le plus naturellement du monde le contrôle de Renault. Elle se plaint d'une quelconque « nationalisation ». Et l'on ne peut pas dire que la politique des firmes françaises déjà nationalisées se soit ressentie différemment de celles qui ne l'étaient pas. Les dernières années, qu'il s'agisse de la Régie, d'Elf-Aquitaine, de la C.F.P. ou de la B.N.P. Après tout, les multinationales étrangères originaires des pays de l'Est, particulièrement dans le secteur bancaire, ne travaillent-elles pas, dans le monde, à l'américaine ? (1) Les biens mobiliers et immobiliers de la banque soviétique Narodny à Londres sont supérieurs à ceux de la Banque d'Irlande.

Inversement, I.B.M., I.T.T. et le groupe du grand pétrolier américain Armand Hammer tiennent, tout comme les grandes multinationales américaines de céréales, à travailler régulièrement à Moscou. De nombreuses unités de production industrielles ont été montées à l'Est sous l'égide de firmes multinationales occidentales. « C'est un découvrant de façon inattendue et créatrice le moyen d'utiliser ce fonds de main d'œuvre qualifiée, et ignorant le grève au moyen d'une nouvelle forme de coopération économique, que les multinationales ont pu dès lors réaliser des profits fondés sur la structure communiste », déclare le syndicaliste international Charles Levinson dans son livre intitulé *World Cola*.

Plus de 20 % de la production polonaise s'effectuent actuellement sous licence occidentale. L'endettement de ce pays est considérable, et celui de l'Union soviétique représente environ le cinquième de ses exportations en devises fortes : l'État occidental ne veut prendre le risque, en interrompant le flux des crédits à bon marché vers l'Est, d'entraîner le krach de ses grandes banques internationales prêteuses. Le seul problème réellement posé aujourd'hui par les États-Unis est celui du maintien du dollar occidental au moyen du progrès technologique, de sa puissance, mais qui s'éparille de toutes parts. Ce sont les firmes multinationales qui disposent pour l'essentiel du contrôle de la technologie.

Les multinationales ont de loin le département d'État n'a-t-il pas reconnu en 1976 que les États-Unis fabriquaient depuis 1972 plus de billes miniatures indispensables à la mise au point du système de guidage qui équipe les missiles balistiques MIRV que les multiples... ? On n'en est plus là, mais le contrôle des multinationales de la technologie, qui appartiennent au « système », se révèle très difficile. Heureusement, il en est dans plusieurs domaines en chimie, où les quatre cinquièmes des produits qui sont vendus dans quinze ans n'existent pas encore aujourd'hui.

C'est là la meilleure sauvegarde. Car les plus grandes multinationales sont installées dans les pays d'Europe, à l'Ouest et à l'Est, quels que soient les régimes politiques. Dans son pamphlet, *l'Impérialisme, le suprême du capitalisme*, Lénine a cité le Crédit lyonnais comme l'exemple type de la banque impérialiste... Le Crédit lyonnais fut également la première banque étrangère à ouvrir une filiale dans un pays communiste.

(1) Le Monde du 8 décembre 1981.

Le quart du marché français

La part des entreprises à participation étrangère dans l'industrie française est de l'ordre de 7 % du nombre des entreprises, de 24 % des ventes totales effectuées dans le pays, et de quelque 18 % des investissements. Mais un Français sur quatre travaille pour l'exportation, souvent pour des firmes françaises qui sont elles-mêmes multinationales. On peut estimer que les actifs étrangers en France contrôlent globalement quelque 15 % de l'ensemble de l'économie nationale, mais 25 % de l'industrie (dans laquelle se trouvent plus des quatre cinquièmes des investissements provenant de l'étranger), et plus particulièrement 50 % de l'industrie des biens d'équipement. L'impact de ces activités est donc sensiblement différent suivant les questions qu'elles posent : indépendance technologique ; contrôle de l'évolution du marché de l'emploi ; compétitivité internationale ; maintien de l'équilibre régional ; autonomie de la programmation économique nationale, etc.

Le contrôle étranger d'environ le quart de l'appareil productif français est inférieur à ce qui existe en Belgique par exemple (45 %), à peu près l'équivalent de la République fédérale d'Allemagne, et nettement supérieur au Royaume-Uni (moins de 15 %) et à la France (moins de 10 %). Huit pays occidentaux, dont la France, contrôlent quelque 15 % des investissements étrangers dans l'ensemble des États du monde. La part des États-Unis, qui était de 72 % en 1966, est tombée à 38 % en 1969, et à un peu moins de 25 % maintenant. Le « rééquilibrage » s'est produit principalement au profit des firmes multinationales européennes. En France, on considère actuellement que 40 % des investissements étrangers sont d'origine américaine, et la quasi-totalité des 20 % restants proviennent des pays de l'association européenne de libre-échange (Suède, Suisse, Espagne...). Le

fait multinational, aujourd'hui, est d'abord européen.

Chaque firme a ses spécificités. Ainsi les firmes américaines, allemandes et hollandaises investissent-elles surtout dans l'industrie, alors que les italiennes, les anglaises et les françaises sont plutôt portées vers les activités non industrielles. Américaines, néerlandaises et italiennes prennent presque toujours des participations assez élevées pour qu'elles leur assurent un contrôle absolu des activités dans lesquelles elles s'engagent ; allemandes, britanniques et suisses n'en demandent pas autant.

Reorientation géographique

Les années 80 vont vraisemblablement enregistrer une augmentation, amorcée à la fin des années 70, des investissements directs à l'étranger de deux ordres. Les firmes japonaises, après avoir d'abord procédé par exportation à partir de leur pays d'origine, ont pris le contrôle de réseaux de distribution, et envisagent de produire directement à l'étranger plus massivement pour parer à une éventuelle réapparition des obstacles douaniers. D'autre part, les grandes sociétés nouvellement créées de certains pays comme le Brésil, récemment classées « en voie de développement », mais qui figurent maintenant dans la liste des « nouveaux pays industriels » (N.P.I.) adoptent une stratégie de développement de leur pays d'origine. Cette politique les conduit d'abord aux États-Unis, puis aux régions les plus prospères du Pacifique ; ensuite en Europe où se trouvent les plus grands marchés de consommation du monde ; et enfin dans les pays du tiers-monde.

Que cherchent les firmes multinationales ? Les unes à se rapprocher des consommateurs ; leur marché est conduit par l'analyse des marchés, et les dirige largement vers le Vieux Monde. Les autres cherchent à produire, au moindre coût possi-

ble et dans les meilleures conditions de sécurité politique et sociale ; ils cherchent à s'implanter dans les nouveaux centres industriels qui sont Hongkong, Singapour ou la Corée du Sud par exemple. Le calcul du coût de transport les pousse parfois encore à se rapprocher de leurs marchés, mais à un moindre degré.

Du point de vue des coûts de production, l'Europe est considérée dans bien des cas comme moins attractive que les États-Unis mêmes, en partie à cause des frais qui résultent de ses politiques syndicales. La crainte d'un renouveau du protectionnisme européen incite cependant les firmes étrangères qui sont sur place à ne pas trop quitter les lieux. Enfin, il faut considérer séparément les groupes qui sont préoccupés en priorité de s'assurer des approvisionnements en matières et en composants. C'est le cas de la plupart des firmes pétrolières et minières. Elles se tournent vers les deux Amériques, le Proche-Orient, le Pacifique, et travaillent beaucoup dans le tiers-monde.

Mais, par-dessus tout, ce que ces groupes cherchent, c'est la meilleure rentabilité, et la plus stable possible. En ne mettant pas, dans leurs calculs, de « prime de risque », en s'installant dans les pays où les risques sont les plus bas, et où les possibilités de ventes sont les meilleures, en arbitrant les pratiques financières les unes contre les autres, en optimisant les différentes manières de se placer au regard des diverses législations fiscales, etc., les firmes multinationales assurent incontestablement une meilleure rentabilité que celles qui restent purement nationales. Du coup, leurs critères de choix, à l'heure des engagements, sont plus sévères. En France même, aucune pénalité étrangère élevée n'a lieu dans un contrat à taux de profit inférieur à 9 %, sauf pour le pétrole », constate Julien Savary dans son livre *Les Multinationales françaises*, qui vient de paraître.

Du point de vue national, c'est la concentration des investissements étrangers en un faible nombre de secteurs qui pose un problème, même si, globalement, ces investissements n'ont qu'un impact assez limité sur l'ensemble de l'économie. Les firmes américaines, en particulier, sont spécialisées dans les secteurs « stratégiques », c'est-à-dire ceux dont dépendent un grand nombre d'autres activités. Les sociétés allemandes investissent dans de nombreux secteurs, et particulièrement dans la chimie. Les entreprises anglaises, belges et italiennes sont en majorité orientées vers les activités financières ; un trait que l'on retrouve dans les investissements originaires de certains pays « en voie de développement ». Les investissements suédois, néerlandais et japonais sont le fait d'un petit nombre de grands groupes d'envergure mondiale.

Firmes géantes

Mais, au total, d'une centaine de firmes géantes originaires de l'un ou l'autre des pays industrialisés dominent l'activité multinationale à l'échelle planétaire. La taille d'ailleurs est un important facteur de multinationalisation. Parmi les grandes sociétés françaises, on compte environ se trouvant sous contrôle étranger. Les multinationales qui sont largement dominées par des investissements extérieurs, à plus de 50 %, sont la construction électrique et électronique, la pharmacie, la pétrochimie, l'industrie pétrolière, la production de machines agricoles et, à un moindre degré, la construction mécanique, les matériels de transport et de manutention, une partie de l'industrie agro-alimentaire, l'extraction et le traitement des métaux minéraux.

L'exemple le plus spectaculaire concerne les machines de bureau et le matériel de traitement de l'information, où I.B.M.-France et Honeywell-

Bull dominent jusqu'à présent plus des deux tiers du marché de l'informatique. D'après le répertoire établi par Julien Savary, les secteurs les plus pénétrés surtout par des investissements étrangers sont : la verrerie, la fonderie, le papier, et trois grands secteurs de biens d'équipement. En revanche, quinze secteurs français seraient pénétrés principalement par des investisseurs européens, essentiellement dans les biens de consommation, les biens intermédiaires et les biens non industriels.

Pour ce qui est de l'emploi, les firmes multinationales qui sont implantées en France, bien qu'elles soient soumises aux impératifs législatifs et réglementaires que les sociétés à capitaux purement français, semblent avoir une plus grande liberté d'ajuster leurs effectifs à leurs besoins. D'un côté, elles résistent mieux à la conjoncture que les entreprises plus petites ; de l'autre, elles ont des solutions de rechange et des capacités de choix qui leur rendent plus faciles les ajustements. Elles ont globalement allégé leurs effectifs dans une proportion légèrement plus grande que leurs homologues purement françaises. Cela varie beaucoup toutefois en fonction de la politique de chaque entreprise, certaines recherchant le maximum de « souplesse » alors que d'autres, comme I.B.M., recherchent la stabilité de l'emploi et trouvent une forme de légitimité économique. Les effectifs industriels dans les entreprises à participation étrangère sont particulièrement nombreux dans la région parisienne, en Picardie, en Auvergne, en Lorraine, en Haute-Normandie, et dans le Nord, ainsi que dans la région Rhône-Alpes.

Si les firmes multinationales sont conduites à réduire leurs effectifs en période de crise, elles ne sauraient en déduire qu'elles ne créent pas d'emplois. Au contraire, elles ont à la fois un facteur de compétitivité et d'activité. Que la dynamique de l'adaptation du changement soit cruelle.



CLEFS

HISTOIRE

Eaux (où lui succède Carco), il est le nouveau instituteur (à Maisons-Alfort), mais finira par trouver une place à la direction des beaux-arts de la préfecture. Il épouse Delphine Duboz, la maîtresse du V^e, le 21 juillet 1910. Ses récits animaliers, aussi francs et brutaux que lui, plaisent à Valérie, le directeur du *Mercure*, et à son épouse Rachilde. Il quitte les autres revues et s'installe au jury Goncourt, où veille la bien-faisante trinité Mirbeau-Descaves-Hennique, en décembre 1910. *Goupil à Margot* dépasse les 100 exemplaires : c'est un succès, « habituellement le prix Goncourt ne dépasse pas trois mille ».

Du grabuge...

La réussite, Pergaud y mord de belles dents. Et la suite : « Ah ! s'asseoir à sa table devant ses livres, s'allonger sur son divan, embrasser sa femme, avoir un chat... Mais pas d'enfants ! » Le tableau d'intérieur, s'il en avait eu bien dans ses classes ! En février 1911, il dine avec les Goncourts : Raymond Poincaré (avocat à l'Académie) montre « l'homme le plus aimable qu'on puisse rencontrer », mais « sa présence réfrène un peu la verve de Léon Daudet ». Pergaud peut maintenant se lancer dans *La Revanche du Corbeau* (1911), la *Guerre des boutons* (1912), nouveau succès,

le régiment voisin, le 165^e, est différent, l'enthousiasme ne faiblit pas, et le « on salue du fond du cœur par les cris de « Vive la France ! » le message Poincaré ».

Pergaud à Verdun, n'est tout à fait l'intellectuel au front tel qu'on l'imagine, l'humaniste la guerre, genre Cazin (2), ou la campagne Thucydide, façon Thibaudet. Il lave son linge, se préoccupe de la nourriture, achète un couteau, un carter, demande qu'on lui envoie « des espadrilles, des lunettes noires pour les marches, une toute faite » : aussi un browning, des balles, des d'état-major. Fin septembre, le sergent Pergaud obtient un brevet de chef de section (2^e 15/20). Cependant, il prend des pour plus tard, en bon écrivain naturaliste : « Ah ! j'ai la planche pour ma vie d'écrivain » (29.9.)

En août et septembre, qu'il reste cantonné à Verdun, rien n'entame son optimisme, peut bien dire son aveuglement devant les défaillances nos. Il a songé le 1^{er} août à « terrible boucherie qui a ensanglanté les plaines d'Alsace ». Mais les nouvelles de la guerre sont bonnes, à Verdun les territoriaux chantent et crient : « Guillaume ! » même les blessés lui inspirent confiance : « En général les blessures sont peu dangereuses, les projectiles, des schrapnells allemands, étant beaucoup moins meurtriers que les nôtres. » (13.8.) C'est presque la *Guerre des boutons* : le colonel, monté sur la tranchée pour observer la ligne, a été tué d'une balle à l'œil : « Cet homme était intrépidement brave. » (26.8.)

Pergaud accueille le crédule la propagande : l'ennemi brûle, pend, égorgé, « on disait même qu'ils avaient arraché le sein à une jeune mère qu'ils voulaient obliger à tuer son enfant de ses propres mains » ; les Prussiens (« une race de vipères ! ») tirent sur les ambulances, « ils ont fait partie de la perte, du malheur, ils usent de tout ». (24.8.) Mais ils « une trouille terrible des troupes noires », il s'agit de les faire disparaître ! C'est « une imprudence » (le second classe, Roger Puthouse, Thérive, observe des désertions, lui). Les territoriaux reculent ? Oui, mais ils avancent. « L'armée allemande n'a plus qu'une valeur d'épouvantail : c'est le colosse aux pieds d'argile. » (24.9.)

On bien et là qu'un doute s'insinue, un scrupule à parler de la guerre sans l'avoir vécue. « C'est pour les X... et autres singes de japper loin des coups. » Il évoque le « fatalisme bienfaisant » (24.9.) puis il y a les amis, les cousins, il apprend le mort...

Pas beau

Le 3 octobre, Pergaud est enfin aux tranchées, près de Fresnes-en-Woëvre. Le 8, il participe à un engagement meurtrier et, lieutenant blessé, doit prendre le commandement de sa section. Le feu. Brusquement, le ton de ses lettres change : « Ce n'est pas beau la guerre... qu'il tarde d'aller retrouver sa table de travail et ses livres. » (10.10.) « Quand verra-t-on la fin de la campagne ? » (20.10.) « Le courage et l'endurance ont des limites. » (22.10.) On pense encore que ce sera fini, « un mois près », pour l'hiver. Le sergent Pergaud trouve vraiment trop pessimiste son nouveau lieutenant, un compatriote, le normand Pierre Legouis, qui estime que la guerre peut aller au-delà de 1916. Dans son Verdun, Jules Romains fera demander par Guillaume II lui-même à un journaliste : « Combien de temps pensez-vous que cette guerre va encore durer ? »

Partagé, entre le héros de la *Guerre des boutons*, entre le respect de la science et un certain goût des superstitions paysannes, il refuse la vaccination contre la typhoïde qui sévit. Le 3 janvier 1915, une « marmite » tombe sur sa tranchée : deux

De « la Guerre des boutons » à celle de 1914-1918

Il y a cent ans naissait Louis Pergaud. L'auteur de « la Guerre des boutons » devait mourir, en 1915, dans un conflit autrement sanglant. Pourtant cet antimilitariste patriote avait accueilli « avec joie » la mobilisation générale contre les Allemands.

BENOIT LE ROUX

Bourget ! En réalité, lui-même n'est ni gros mangeur, ni grand buveur et il sera surpris de constater que ses maîtres boivent de l'eau minérale. Mais il aime la chaleur des repas entre amis et confrères.

Un réfractaire

L'amitié ! « Je ne compte que sur mes poings, mon cerveau et mes amis », écrit-il. Car Pergaud est un violent, un colérique. Il ne faut pas le charouiller, ni lui marcher sur les pieds. Mais dévoué, fidèle aux amis. A Léon Deubel par exemple, poète, instable, dépendant, qu'il a rejoint à Paris.

qu'il a épaulé qu'il a pu, mais qui se jettera dans la Marne en 1913.

Surtout, Pergaud a des convictions. Nettes, simples. Elles tiennent à son enfance, à son milieu, à son tempérament. C'est un rebelle, « un réfractaire », comme il dit. Il est hostile. Contre la « société hypocrite et châtée », contre l'aristocratie décadente, une bourgeoisie avide et lâche. Il est de Longevergne, dans le village blanc, Jacobin. C'est-à-dire, dans tout, en 1900, anticlérical. Contre les « corbeaux », les « cafards ». Un anticlérical on n'en fait plus, qui connaît la religion : enfant, il a suivi ses jours la messe, à

sept heures, et le catéchisme, à onze.

A vrai dire, il n'a pas atteint la trentaine sans essayer de déceptions et échecs. Et ses tentatives sont tenaces, plutôt maladroites, la société que tel ou tel. A l'école normale, il a été élu qu'on lui refuse un congé lorsque son père, puis sa mère, étaient malades. Il a trouvé ses condisciples apathiques. Lui jugeait, à dix-neuf ans, « enthousiaste et brouillon ». Son peu de goût pour la routine scolaire, ses manières parfois brutales, expliquent sans doute que ses relations ne soient vite dégradées. Certains élèves, avec les parents cléricaux (qui pétitionnent), avec les inspecteurs.

Échec aussi, à la même époque, à son premier mariage. Il s'était marié à vingt ans, civilement, entendu, au retour du service militaire. « Em... bête », avec la classique belle-mère, écrit-il, « ensuite avec l'épouse qui ne comprend pas le poète, qui le raille et qui l'agrite. Et puis scènes de jalousie ». A vingt-cinq ans, il décide de divorcer et prend pour compagne la fille du père Duboz, le cordonnier. Delphine. Il est vain, jusqu'en 1913, par un procès, la pension alimentaire qu'il lui verse à sa première épouse. Il semble qu'il en ait conçu une nouvelle très vive rancœur : « Ils (?) ne me paient pas combien ils me le paieront » (21.14).

Entre-temps, il a percé. Car il est coriace et décidé. Il a quitté son pays ultra-chouan. Il a mangé de la vache enragée dans divers petits postes pour lesquels il a sollicité Mandel (déjà influent), le député Jeanonney et quelques autres, en leur rappelant qu'il était de la famille dreyfusienne et laïque. D'abord employé à la Compagnie des

et le *Miraut* qui paraît en feuilleton, fin 1913, dans l'*Humanité*, sans « effrayer quelques-uns des lecteurs pudibonds de votre feuille socialiste ». Ajoutez à cela une collaboration officielle à quelques journaux d'avant-garde (non plus le *Journal rouge*, qui ne payait pas, mais l'*Homme libre* de Clemenceau). « J'ai foi », étoile, écrit-il à un ami, je suis « une force qui peut donner des coups terribles » qu'on ne pourra plus étouffer et abattre. Gare aux revanches futures ! (21.14).

Comme la grande patriote, il suit avec inquiétude, fin juillet, l'approche de la guerre. Le 1^{er} août, il s'indigne de l'assassinat de Jaurès. Le 2, il apprend la mobilisation générale en faveur de la rédaction du *Gil Blas* avec J.-J. Brousson, ami de Descaves, le secrétaire d'Anatole France. Il l'accepte avec calme et sang-froid. Et très vite même avec joie. « S'il n'y avait sa femme », il a l'exaltation patriotique. Les conditions sont excellentes : il a reçu les croquignols commandés au père Duboz, « nous avons pour nous le droit d'abord, nos canons et la flotte anglaise ; puis la foi et le vieil esprit de la terre de France » (28.14). Dans ses convictions républicaines et antimilitaristes, il puise des raisons supplémentaires à combattre l'Allemagne : « Jamais je n'accepterai la honte du Kaiser ! » Il en devient presque ébrié : « Si nous entrons là-bas, il y aura y avoir du grabuge. » (3.8.) « Si l'on n'a pas la qualité des pruneaux qui garnissent les cartouchières, on les trouvera sans doute indigestes. » (11.8.) Il est arrivé à 4 à Verdun, au 166^e R.I., les « écrivains de rempart ». Selon lui (mais le témoignage d'André Thérive, qui fait son service depuis un an dans

ساز (میراث)

morts, un blessé, et un moment de panique. Quand éclatèrent, le 17 février, les préparations d'artillerie de l'attaque des Éparges, il n'a plus d'illusions sur l'armée allemande : « Ce sont de rudes soldats que ces brigands-là. Leur endurance égale quasi leur férocité. » Il a le spleen. Et les poux s'en mêlent... Mais lui qui croit au destin, aux pressentiments, au fluide qui imprègne les envois de Delphine, il veut croire encore que les dieux sont avec lui.

Partagé, il l'est aussi face à l'institution militaire. Il y a deux hommes en lui : le républicain militariste et le démocrate antimilitariste. Il est un sous-officier consciencieux et rude, admirant volontiers ses officiers, surtout les officiers de carrière : les « petits Saint-Cyriens », « au courage remarquable », « connaissant à fond leur métier », ou « crânes et de bonne humeur », « délicieux camarades » ; les officiers d'artillerie, si cordiaux et gais ; le capitaine de Montvert, royaliste, son dernier supérieur direct, qu'il a eu aussi pour lieutenant « déguéulasse, hirsute et sale comme la boue de la Meuse : c'est un type ! » ; son colonel enfin, « un brave à trois poils ». Il n'est pas tendre, en revanche, avec la « vermine civile », le paysan prêt à transiger avec l'ennemi, pourvu qu'il soit débarrassé de la troupe. Ni avec le bidasse : « C'est ennuyeux à constater, mais le meilleur moyen de conduire le troupeau, la majorité, c'est encore à coups de trique. » Il partage volontiers ses colis, (et un peu d'argent de poche au Premier de l'an) avec ses hommes. Mais il y a toujours un « sale voyou », un « lampoon hypocrite et sournois », ou « quelques polus qui en prennent trop à leur aise ». Qu'on ne lui demande pas de peser ses mots avec eux... Il les rabroue vertement. Le lieutenant Legouis l'avait noté : « Un trait curieux de ce démocrate était l'impatience devant la bêtise, ou l'inertie, ou la mauvaise foi populaires. » On n'est pas si loin de la Guerre des boutons, où certains ont vu avec raison une sorte de démocratie ou de coopérative enfantine, mais où c'est le plus fort qui est nommé général et où le traître, même banal, est copieusement rossé.

Une triste institution

D'un autre côté, si l'antimilitariste a sommeillé en lui jusqu'en décembre, à partir de ce mois il laisse entendre qu'il brida sa plume, mais qu'après la guerre on l'entendra ! Il écrit plusieurs fois à Lucien Descaves, et l'écrit à Delphine : « Je garde ses lettres, le journal de Clemenceau aura tout ça plus tard à sa disposition ». Tout ça ? Les « tracaseries », les « injustices », les « crimes ». Ce dernier mot vise probablement B. de M., le « général Marmite », qui attire les obus en organisant des revues et qui tente de vainc et meurtriers grignotages pour obtenir sa troisième étoile. Pergaud se dit « plus antimilitariste qu'avant son départ » : « L'armée sera toujours l'armée : une triste institution, nécessaire pourtant... » (16-11) Eh oui, nécessaire, car ce qui résonne ses contradictions, c'est qu'il a « l'intime conviction que cette guerre est salutaire et qu'elle est la suite et la continuation logique des campagnes de la Révolution ». Il l'écrit à Marcel Martinet le 22 janvier et le redit à Descaves en mars : « C'est l'œuvre de 93-que nous continuons... »

Aurait-il dénoncé plus tard cette guerre ? Sûrement pas, en tout cas, dans le journal de Clemenceau. Et peut-être ses indignations se seraient-elles atténuées une fois la victoire obtenue. Il aurait été, en littérature, plus près de Dorgelès que de Barbusse. Mais en politique ?... Ce qui est certain, c'est qu'il s'appropriait, comme la plupart, à reproduire après la guerre les clivages politiques d'avant. « Quand la campagne sera finie, nous en aurons d'autres à recommencer », écrit-il à Martinet. La guerre écorche ces intellectuels, leur brise les nerfs, mais elle glisse sur leurs convictions profondes, qui remontent à l'enfance. On observerait le même phénomène chez des poilus de

tempérament conservateur, par exemple chez André Thérive, dont la correspondance révèle les sentiments de révolte et d'éconnement, mais qui sent lui aussi qu'après la guerre il reviendra à sa conception, plus conformiste, de la société.

Les aléas des promotions de Pergaud illustrent sa double réaction devant l'armée, et expliquent aussi. Il est sûr que de voir traité en inférieur, dans la hiérarchie de sa compagnie, renforce son antimilitarisme. Il fut ulcéré quand, en décembre et en janvier, le galon de sous-lieutenant, qu'il estimait mérité, lui échappa. Par suite d'un malentendu, son nouveau capitaine ayant été mal renseigné ? Peut-être. Il y avait aussi une sombre histoire de poules volées par ses hommes, qui lui valut, malgré toutes ses protestations, quinze jours d'arrêts (évidemment symboliques sur le front !). « J'ai maudit (en silence) l'institution qui permettait de telles choses. Et puis la sérénité est revenue », raconte-t-il à Hennique le 4 janvier.

Hennique essaie d'ailleurs d'intervenir en sa faveur. Ainsi que J.-F. Destieux, fils, poète, du nouveau colonel. Début février, Pergaud est promu... adjudant, et c'est une consolation appréciée. Il va se trouver à l'état-major du bataillon, « avec une plume et de l'encre, et non un crayon », avec les si joyeux officiers d'artillerie, avec Moro-Giafferi (future célébrité du barreau et fameux bonte-en-train), avec Renaud, chanteur de l'Opéra, quinquagénaire, mais engagé volontaire, avec le chansonnier Martini et le revuiste Bousquet (« Tu sais, Rip et Bousquet »).

A la messe !

Le 13 mars, il ne sait pas qu'en cousant sur ses manches de capote, enfin, « mes petits bouts de galons de sous-lieutenant », tant attendus, c'est son arrêt de mort qu'il placarde. Car, du même coup, il va quitter l'état-major du bataillon pour retrouver les premières lignes, en pleine offensive contre la cote 233 de Marchéville.

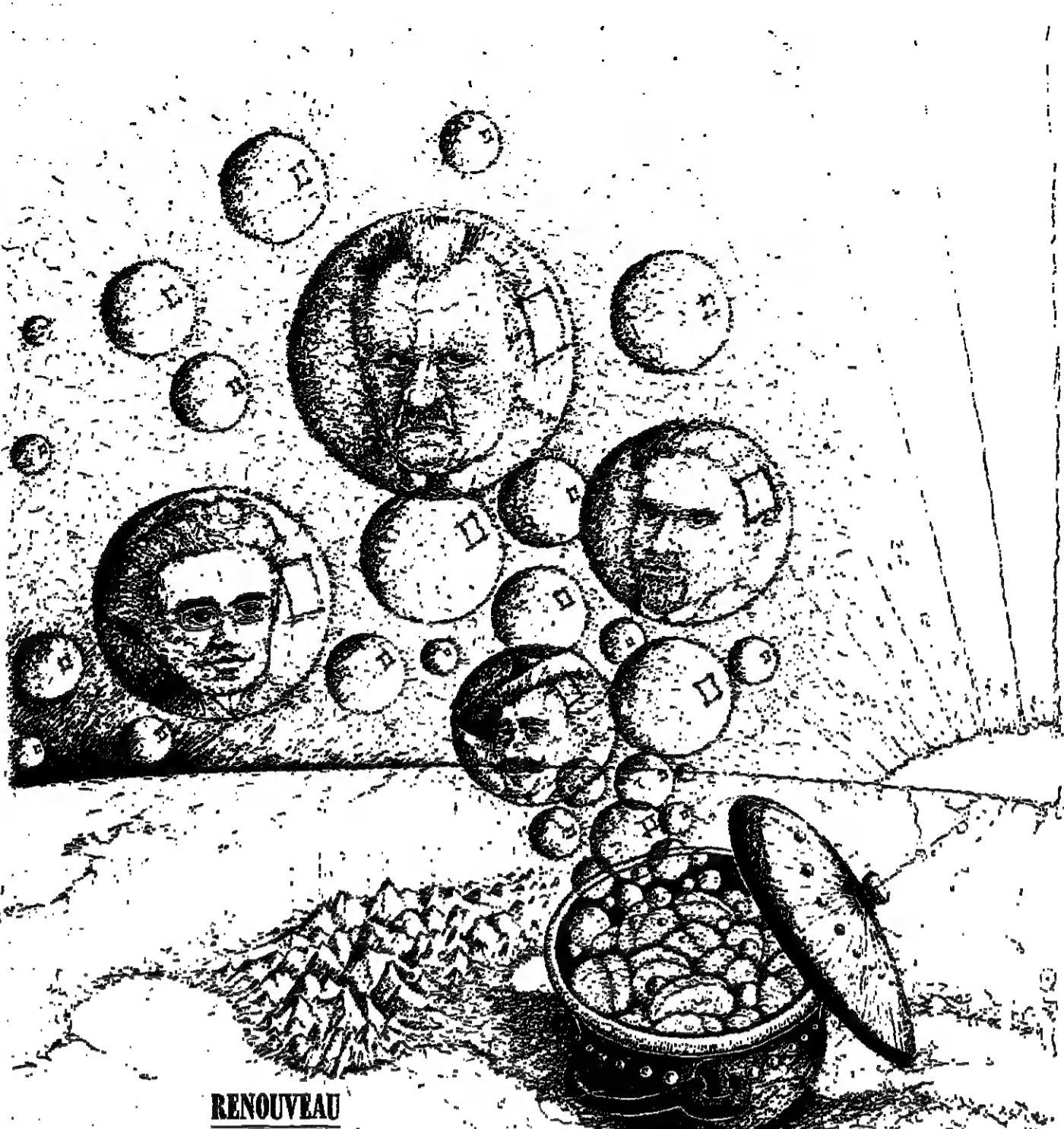
Le 18 et le 27 mars, il participe à de vaines et meurtrières attaques. La voici plus nuancée. « Les Boches ont été très corrects » : ils ont laissé le major français relever des blessés. Et puis, « tu ne devinerais pas où je suis allé, écrit-il à Delphine. A la messe ! Oui, il y avait un service funèbre pour les morts du régiment et je n'ai pas trouvé ridicule d'aller honorer nos morts, même de cette façon ».

Le 21, il avait envoyé une photo à son ami Chatot : « Garde-la en souvenir, car je ne me fais pas d'illusions ». Mais le 26, à Edmond Rocher : « Ça va toujours très bien, à tous points de vue, c'est seulement un peu long ». Le 7 avril, il termine sa lettre quotidienne à Delphine par la formule apprise jadis au catéchisme : « A demain, ma chérie, je te prends dans mes bras et je t'embrasse de toute mon âme, de toutes mes forces et de tout mon cœur ».

Dans la nuit, à 2 h 30, il quitte sa tranchée pour une attaque mal préparée. On rampe jusqu'aux abords de la tranchée ennemie. Mais l'attaque échoue. Blessé au pied, il ne peut se relever : A-t-il été tué alors ? Ou bien, recueilli par les Allemands, a-t-il été enseveli par les « 75 » français qui se déchaînèrent ensuite ? On ne le saura jamais. Mais Delphine a raconté qu'un petit jour, le 8 mars, elle ressentit un véritable déchirement et crut vivre l'agonie de son mari.

(1) Louis Pergaud, *Correspondance (1901-1915)*, Mémoires de France, 1955. A compléter par le Bulletin des Amis de L. Pergaud (178, rue de la Coqueville, Paris 15^e).

(2) Paul Cazin a publié l'*Humaniste à la guerre* (Pion) dès 1920. Il avait l'âge de Pergaud et, sergent comme lui, était surnommé « Grand-Père » par ses hommes. Pierre Legouis a noté aussi que, « parmi les soldats de vingt ans, les trente-deux ans de Pergaud paraissent l'antichambre de la vieillesse ». (« L. Pergaud en campagne », in *France-Comité et Monts Jura*, juin 1924).



RENOUVEAU

Les bouillonnements de la philosophie italienne

La philosophie italienne est pratiquement inconnue en France. Elle est pourtant d'une richesse et d'une originalité remarquables.

ROBERT MAGGIORI

La philosophie italienne n'a pas bonne presse en France : ou plutôt, elle n'a pas de presse du tout. Des Italiens, on attend qu'ils chantent, écrivent, politisent et poétisent, non qu'ils pensent. Ainsi, pour concourir à l'agrégation, le jeune philosophe français aura à choisir entre des textes grecs, latins, arabes, anglais ou allemands : de textes italiens (ou espagnols), point de trace. « Ce qui se pense » en Italie ne parvient pas en France, ou n'y parvient qu'affaibli.

Et pourtant, l'Italie connaît actuellement un extraordinaire regain d'intérêt pour la philosophie, qu'explique peut-être le désir de comprendre l'infini de mutations capillaires qui forment et déforment le paysage politique, social et culturel. Le débat philosophique est devenu, toutes proportions gardées, public, avec ce que cela comporte de risques. Tous les grands hebdomadaires italiens ont consacré des dossiers au « grand retour » de la philosophie et aux « nouveaux philosophes » (attention : toute ressemblance avec... etc.) ; la *disputatio* philosophique a débordé le cercle des initiés et retrouvé son droit de cité, tant à l'université que dans la presse ou à la... télévision.

Naturellement, cette « frénésie », cette agitation de surface, ne suffit pas à prouver la réalité et la profondeur d'un travail philosophique, lequel se fait souvent à l'abri des *sunlights*. Pour mesurer la portée de ce travail, il faudrait reconstruire — pour ne parler que de l'après-Croce — un demi-siècle d'histoire de la philosophie et d'histoire tout court,

comme a pu le faire, par exemple, Eugenio Garin dans ses *Cronache di filosofia italiana* (Laterza). Il est cependant possible d'égrainer quelques noms et quelques œuvres qui, à eux seuls, suffisent à témoigner de la diversité et de la vitalité des recherches philosophiques italiennes.

Récemment, dans l'*Espresso*, Paolo Mieli, en offrant un « guide raisonné » de la philosophie italienne contemporaine, proposait comme matrice les trois grands courants qui ont dominé le début du siècle : le spiritualisme chrétien de Gentile et Bontadini, le libéral-idéalisme de Croce et Gentile, et le marxisme de Labriola et Gramsci. Cette distinction, pour être classique et somme toute assez simpliste, n'en est pas moins très pratique.

Spiritualisme

C'est effectivement autour du spiritualisme, de la question de la transcendance, de la conscience et de l'« intériorité » du sujet, de l'étude de la pensée de saint Augustin et de Rosmini, que dans l'après-guerre tournent les débats philosophiques, (M.F. Sciacca, A. Guzzo, L. Stefanini). La force de la pensée religieuse — de Varisco à Bontadini, en passant par Martinetti — ne s'est jamais démentie en Italie. Les aspirations de la hiérarchie de l'Eglise ont, cependant, été portées avec le plus d'efficacité par le courant néothomiste, propulsé par Agostino Gemelli et l'université catholique du Sacré-Cœur de Milan, qui, peu à peu, s'ouvrait aux développements les plus positifs de la logique, de la science, de la psychologie, mais en les subordonnant à la problématique de la foi et du salut.

L'« actualisme » de Gentile et

l'« idéalisme historique » de Croce ont, eux aussi, donné de beaux enfants : mais là le recensement s'avère impossible, dans la mesure où tous les philosophes contemporains italiens ont eu, un jour ou l'autre, à affronter — assomiler, juger, critiquer, dépasser... — la pensée des deux « maîtres », autour de laquelle, jusqu'à une époque récente, était principalement organisé l'enseignement secondaire et universitaire, et sur laquelle a reposé une bonne part de la culture italienne.

La postérité de Giovanni Gentile — lequel apporte une large contribution à cette « doctrine du fascisme » énoncée dans l'article « Fascismo » de l'*Enciclopedia Italiana* qu'il rédigea, que Mussolini signa et où se trouvait affirmée l'idée que l'« Etat est tout, l'individu n'est rien » — est naturellement la plus honteuse. A mesure que le régime fasciste utilisait la philosophie de Gentile comme pages publicitaires de son programme idéologique et que les dissensions philosophiques passaient derrière les divisions politiques, aucun philosophe ou presque ne se déclarait plus « gentilien ». De l'ancien groupe que Gentile avait réuni à l'université et à la Biblioteca filosofica de Palerme, seuls Vito Fazio Allmayer et Giuseppe Saitta restèrent à peu près fidèles au maître sicilien. Les autres non seulement consacrèrent des ruptures radicales (A. Omodeo, G. Lombardo Radice, G. de Ruggiero), mais, par leur critique même telle qu'elle sera développée notamment par Ugo Spirito et Guido Calogero, allaient enseigner de nouveaux champs philosophiques, allaient « moderniser » la philosophie italienne, la sortir de sa gangue métaphysique, l'ouvrir aux problèmes du

langage, de l'économie, de la logique, de la morale, du droit.

Gentile sera condamné à mort par les Groupes d'action patriotique et exécuté le 15 avril 1944. Croce, qui, par ses polémiques contre Gentile, contre l'antihistoricisme, contre les « forces irrationnelles aveugles », s'était imposé comme le leader de l'« autre Italie », sera sénateur et restera même après 1952, année de sa mort, le « maître de moralité », le « philosophe, le monument de la culture italienne, mais aussi la marque du passé, l'attache du passé, le vestige, la relique dont il fallait se débarrasser ».

Le Lénine de l'Occident

Après la guerre, l'idéalisme italien était bien un astre mort. C'est à un besoin de revenir aux « choses mêmes », à la vie, à l'expérience, à l'histoire, à la nécessité de « remettre le monde sur ses pieds », que tiendra l'essor non seulement de la philosophie marxiste, mais également des philosophies de l'existence.

En 1945, Croce, dans le numéro un des *Quaderni della critica*, avait taxé l'existentialisme de « dernière mode de la philosophie dilettante ». Mais, en réalité, dans l'Italie « libérée », on ne prenait plus l'existentialisme... comme une mode, mais on commençait à lire vraiment les textes et à les travailler. Dans la célèbre « Biblioteca di cultura filosofica » de l'éditeur Einaudi, Norberto Bobbio présente un ensemble de textes de Jaspers ; Enzo Paci, l'introduit de *Was ist Metaphysik ?* de Heidegger en 1942 et Pietro Chiodi *Sein und Zeit* en 1953.

(Lire la suite page XIV)

XIII

LANGAGE

Mots nouveaux en veux-tu, en voilà !

JACQUES CELLARD

LES croissantes fleurissent aux coins de nos rues comme primevères en mars. S'il y a quelque chose à en dire, c'est plutôt : « Bravo ! ». L'inventeur du mot a bien mérité de la patrie en nous évitant (mais il doit en rester, hélas !) des croissantes shops franchement indésirables.

Dans la même veine, une pulerie a irrité un de nos lecteurs. Il n'y a pas de quoi : le pull-over prononcé à la française est des nôtres depuis trente ans au moins, et une pulerie est aussi justifiée qu'une chemiserie. J'applaudirais des deux mains pour ma part à l'apparition de chausserie pour tirer d'embarras les vendeurs de bottes, pantoufles, chaussettes ou sandales, auxquels le simple chausserie paraît banal ou restrictif.

C'est sans doute faute d'avoir pensé assez vite à jardinerie, ou plutôt parce que la nouveauté française fait peur, que nous avons laissé s'implanter les pénibles garden-center ou garden-shop. Suggérons donc des planteries pour les fleuristes de plantes vertes, des cuisineries pour le matériel de cuisine de l'amateur, des disqueries et des cassetteeries pour les mélomanes, distinctes des disqueries qui ne vendent rien, et sont aux disques (ou à la vidéo pour les vidéothèques) ce que la bibliothèque est à la librairie.

Et, bien sûr, des grilleries ou même des poudries pour remplacer les fast-food ou les quick-eries qui disent un peu trop ce qu'elles sont.

Il restera des commerces rebelles à ces formations : ni sexe-rie ni pornerie n'ont une chance de remplacer un jour sex-shop ou porno-shop. Nous nous en consolons aisément. Mais chaudière, pour une échoppe de saucisses chaudes et de frites, serait amusant.

Aucune de ces dénominations ne paraît pouvoir être protégée par la loi sur la propriété des marques. Le cas, s'il m'en souvient, a été soulevé à propos de bagagerie, et la jurisprudence s'est orientée vers l'idée que les mots formés de cette façon (un radical courant + un suffixe normal) étaient du domaine public. Quant aux professions, on pourrait associer cuisiniste (spécialiste de l'installation des cuisines) à cuisinerie, et plaider pour le tandem voyageur-voyagiste pour les agences de voyages.

Libéral et libéral

Nous restons à peu près dans le sujet en revenant sur la mise en garde répétée, dans une récente émission d'Apostrophes, aussi bien par les participants (Raymond Aron et Kenneth Galbraith) que par Bernard Pivot, à propos de libéral. Pour les auditeurs français tant soit peu politisés, un libéral est un homme de droite, à tout le moins un partisan décidé de la libre entreprise et des lois du marché ; et, pour ses adversaires politiques, un fanatique du capitalisme musclé.

Libéral est de ces mots qui vont et viennent de chaque côté de la Manche. Ancien en France dans le sens hérité du latin, il n'y prend une valeur politique que vers la fin du dix-huitième siècle, sous l'influence des idées anglaises plutôt que de l'anglais. Encore n'est-ce pas sans mal. Chateaubriand consent bien à écrire en 1802 : « Les idées libérales » (en parlant d'ailleurs du siècle de Louis XIV, ce qui ne va pas bien loin), mais il ajoute aussitôt en note : « Barbarisme que la philosophie a emprunté des Anglais ».

Le barbarisme en question est resté tout au long du dix-neuvième siècle à peu près étranger au vocabulaire politique français. Il est longtemps accablé à l'idée d'une monarchie ou d'un empire qui consentent à libéraliser leur despotisme. Le mot, cette fois, est un anglicisme au-

thentique. Il est employé pour la première fois en 1785 (en anglais dix ans plus tôt), et dans un discours... de réception à l'Académie française, avec ce commentaire : « L'Académie ne s'offensera pas de la fidélité qui m'oblige à lui faire entendre un mot qu'elle n'a point adopté, mais dont j'aurais peine à trouver l'équivalent (1) ».

C'est au libéralisme du tsar Alexandre de Russie qu'on doit sans doute le succès du mot auprès des intellectuels français antilibéraux. Ne s'agissait pas : compte tenu des idées de son époque et des traditions russes, Alexandre fut en effet un libéral !

Mais le mot en garda en quelque sorte une mauvaise conscience, et, déjà, une ambiguïté qui persista jusqu'à notre époque. Vers le milieu du siècle dernier commença le glissement qui mènera le libéral et le libéralisme du domaine proprement politique vers le domaine économique : en somme, on ira de la libre pensée au libre-échange.

Peut-être Proudhon sent-il le danger de ce glissement (danger pour la clarté de la pensée) quand il essaie un néologisme pour éviter ce « libéralisme » suspect : « Il y a (écrit-il en 1860) trois systèmes de groupements pour les êtres moraux, trois modes ou formules d'association : le communisme, le libéralisme et la justice. Le premier ne tient compte que de la société et sacrifie l'individu, le second se moque de la société et fait appel à l'intérêt seul (2) ».

Il s'agit bien ici d'une opposition socialisme/libéralisme, au sens français et d'aujourd'hui. Le libéral anglais est plutôt un homme du centre-gauche, et le libéral américain, carrément un homme de gauche.

Et comment, à propos, traduire en anglais homme de gauche ? C'est le problème qui s'est posé aux journalistes anglais et américains l'an dernier. D'où des incertitudes du même ordre, relevées et commentées par Gérard Pierson dans la Banque des mots (3).

Ainsi que gauchiste n'est entré véritablement dans notre vocabulaire politique qu'en 1968 en se démarquant nettement d'homme de gauche, l'anglais n'a qu'un mot, leftist, pour les deux notions, et un journal américain pouvait se demander en mai 1981 si l'Assemblée nationale à élire comprendrait une majorité de leftists, qu'il faut évidemment traduire ici par (députés) de gauche, et non gauchistes.

Mais le besoin crée le mot. Constatant l'existence chez nous de deux concepts bien différenciés, le gauchiste et l'homme de gauche, et ne disposant que de leftist pour les deux, nos confrères anglo-saxons sont allés au plus simple en empruntant gauchiste au français. Témoin le premier Barnhart Dictionary of New English (4), qui donne en 1973 gauchiste et la forme anglicisée gauchiste avec l'arrière-plan politique français de 1968 comme seule référence.

Dans le même temps d'ailleurs (nous suivons toujours G. Pierson) apparaissent la new left et les new leftists, qui correspondent de près, mais dans le contexte politique des Etats-Unis, à nos gauchisme et gauchiste. En fait, c'est plutôt radical (de gauche) opposé à libéral (de gauche également) qui traduirait le mieux la new left américaine, si un radical de gauche n'était pas, dans notre vocabulaire politique, aussi éloigné d'un gauchiste qu'Angoulême de La Havane.

(1) Josette Rey-Debove et Gilberte Gagneau, Dictionnaire des anglicismes, Les usuels de Robert, Paris 1981.

(2) Dictionnaire et Documents lexicographiques, 2^e série, vol. 13, Librairie Klincksieck, Paris 1977.

(3) Gérard Pierson, « Politique et faux amis », dans la Banque des mots, n° 22, Conseil international de la langue française et Presses universitaires de France, Paris, 1982.

(4) C. Barnhart, S. Steinmetz, R. Barnhart, Barnhart Dictionary of New English, Ed. Barnhart Books, Bronxville, N.Y. 10078, U.S.A., 1973. Des mêmes auteurs, The Second Barnhart Dictionary of New English, 520 p., est, comme le premier, un ouvrage de référence indispensable.

POESIE

JACQUES ROUBAUD

Jacques Roubaud, qui est né en 1932, est mathématicien et poète. Il aime les combinaisons de nombres. Car le nombre c'est ce qui met ensemble les échos de voix lointaines, qui entrelace la parole au blanc, les punctuations aux silences. Les poèmes sont faits à partir d'autres poèmes, et les mots du poète sont la vie même. Jacques Roubaud a notamment publié : *Mono no aware*, *Trente et un au cube*, *Autobiographie*, *Dors chez Gallimard*. Il a aussi publié *Mesura* aux éditions d'Atelier et a traduit les *Troubadours*, *Charles Reznakoff* et la *Chasse au Saark*, de Lewis Carroll.

CHRISTIAN DESCAMPS.

Ombre : éloge inverse

1. Si j'imagine, en cette lumière, ces objets, je ne peux pas les imaginer, exclu, dans cette lumière, sans objet.
2. C'était une sorte d'accident, et il se trouvait que la lumière, s'accordant à cette chose déjà, qui existait, existait, déjà, entièrement, elle-même.
3. Il y a ces masses de points qui baignent dans un infini espace, il n'est pas imaginable qu'il n'y ait ni ces masses de points ni un infini espace.
4. Mais de la lumière, ou non lumière, des uns il n'est pas possible de déduire lumière, ou non lumière, les autres.
5. Le total de la lumière est le monde.

Ombre : éloge inverse

1. L'arrangement de ces choses dans l'espace épuise le sens de cette image.
2. Le trajet de la rue tient à s'arrêter quelque part car, si l'image, jamais, doit se taire la rue lui apparaît au point d'être, une fois pour toutes, contredite en elle.
3. Ce qui s'élève dans la cyprès, ce qui l'entoure d'une pensée sombre, d'une fumée, d'une poussière obscure, d'un pollen brouillé de rouge c'est ce qui est commun à tous les cyprès de l'alignement sur la colline et les règles de l'exposition nocturne nous accordent de les substituer, lentement, l'un à l'autre.
4. Au fond de ces jantes très ouvertes, cette tache sombre à travers cette tache sombre, cette trace humide tel est le sens de la maxime d'Occam.
5. Si toute chose se comporte comme si la lumière avait un sens alors la lumière avait un sens.
6. Une image ne peut pas être son propre argument, mais une séquence peut prendre un de ses propres silences comme base.
7. La méthode de la superposition, maintenant, devient claire.

Ombre : éloge inverse

1. Regarde : récente, la nudité, s'éloigne la lumière, vire au noir.
2. Regarde, un monde, à l'aide d'un échafaudage, et chacun peut voir comment chaque chose, véritablement, tiendrait en place.
3. Regarde, la lumière, et ce non-sens, forme, ce nuage, qui la nie.
4. Objets : sans couleur comme un nombre et comme les nombres apatrides.
5. Et l'image, en vérité, retourne, par les mots à l'image qui elle-même, ici, les pose.

- * La totalité de la lumière est le monde.
- * La photographie est la manipulation de la lumière et le papier.

ACTUELLES

Sites

« Il existe heureusement, pour la conservation de notre architecture nationale, une société protectrice des monuments historiques. Trop souvent trahie par la faiblesse ou l'indifférence des pouvoirs publics, elle défend le passé, non sans quelque peine aujourd'hui, contre les violences, les impatiences du présent, toujours prêt à transformer ou à détruire ce qui ne lui convient plus et le gêne, contre les droits du propriétaire, toujours prêt à abuser de ses droits, et généralement peu soucieux du passé comme de l'avenir. Le propriétaire sans doute [...] a le droit d'usage et le droit d'abus : la loi cependant peut intervenir - l'existence de cette société le prouve - pour lui interdire ou limiter l'absolue jouissance de ces droits ».

« Or, il n'est pas que des monuments historiques à préserver et sauver ; il reste à préserver et sauver de même, s'il se peut, nos montagnes, nos vallées, nos forêts, nos torrents, monuments aussi, et parfois sublimes, de la nature, et monuments mis également en péril par les brutalités du présent qui, sans prévoyance ou scrupule, pressé de jouir, trop volontiers, trop aisément, n'hésite pas à compromettre ou à ruiner le patrimoine légué par le passé, pour être transmis à l'avenir ».

Du Dr Henri Cazalis - en poésie Jean Cahor - dans un article de 1901 intitulé « Une société à créer pour la protection des paysages français », avec un exergue de Menchikov : « L'homme du dix-neuvième siècle est entré dans la nature comme un bourreau » - JEAN GUICHARD-MEILL.

la 2^e anthologie de poésie quotidienne
vous offre - poètes - d'éditer et de diffuser nous ensemble cette autre affirmation de notre état. Soyez-en : réclamez votre contrat de coédition !

La philosophie italienne

(Suite de la page XIII)

Les ouvrages de Cesare Luporini et d'Antonio Santucci circonscrivent assez précisément l'impact que la phénoménologie et l'existentialisme eurent en Italie. Il est indéniable en tout cas que des penseurs de la trempe de Nicola Abbagnano, d'Antonio Banfi, directeur de *Studi filosofici*, ou d'Enzo Paci, fondateur de la revue *Aut-Aut*, provoquèrent un renouveau important des études philosophiques italiennes et de la manière de « faire de la philosophie ».

Mais les formulations les plus originales et les plus retentissantes de la philosophie transalpine eurent trait au marxisme, ce qui explique (ou ce qui s'explique par) l'hégémonie culturelle que le parti communiste a maintenue en Italie de la libération à nos jours.

Gramsci, le « Lénine de l'Occident », fut probablement le seul théoricien à avoir tenté de donner un contenu réel à cette « philosophie du marxisme » que Marx lui-même avait laissée « en creux ». Ce sont les « études gramsciennes » - c'est-à-dire l'exploration, l'exploitation et la critique de la pensée de Gramsci, en rapport avec celle de Croce et de Marx - qui ont favorisé en Italie la naissance d'une école de pensée marxiste originale et sans égale en Europe occidentale.

Tous les courants marxistes italiens s'enracinent plus ou moins directement dans la tradition de Labriola et de Gramsci, et aussi de Rodolfo Mondolfo, subtil lecteur de Engels. La publication des écrits de Gramsci, à partir de 1947, va donner lieu, après une première série de commentaires hagiographiques, à un débat propre au marxisme occidental, qui accentuait la thématique du « sujet » de l'histoire et tentait de réfléchir aux conditions d'adaptation du léninisme aux sociétés occidentales, dotées de « superstructures » plus complexes.

On sait que de nombreuses « lectures » de Gramsci visent à faire de celui-ci le père spirituel de la fameuse « voie italienne au socialisme ». Cette « instrumentalisation » sera très discutée et s'inscrira dans toutes les polémiques et débats créés par les problèmes économiques et politiques (passage au capitalisme avancé, centre gauche, réformes de structure comme « objectifs intermédiaires entre la démocratie et le socialisme... ») qu'avaient à affronter aussi bien l'Italie que le mouvement communiste international (XX^e congrès, question chinoise, Hongrie...).

Un baron solitaire

Toujours est-il qu'au niveau idéologique le modèle dominant de l'historicisme marxiste - et gramscien - commença à prendre l'eau. C'est en effet contre les présupposés théoriques de l'historicisme italien que s'était déjà élevé, dès 1950, un autre grand du marxisme italien : Galvano Della Volpe.

Della Volpe, que d'aucuns ont dit être l'« anti-Gramsci », se présente en fait comme l'« après-Gramsci » ; un « baron » solitaire mais qui fera école : Lucio Colletti, Mario Rossi, Nicola Merker, Giulio Pietranera. A l'opposé de l'« homme de parti » (bien qu'inscrit au P.C.I.), Della Volpe, après avoir flirté avec l'existentialisme, aboutit au marxisme de manière « logique » et purement philosophique. Mû par une « fureur antiplatonicienne et antihégélienne » (Garin), fin lecteur d'Aristote, de Maïtre Eckart ou de Kant, Della Volpe, à qui l'on doit également d'importantes études d'esthétique, insiste sur l'opposition radicale entre la dialectique de Hegel et celle de Marx.

La pensée de Marx apparaît ainsi comme l'expression la plus

mûre de la logique historico-expérimentale, dont les chaînons antérieurs se trouveraient chez Aristote et dans la méthode d'investigation scientifique mise en place par Galilée. Naturellement, les thèses de Della Volpe - l'affirmation d'un marxisme conçu comme philosophie-science, la rupture logico-épistémologique du lien Hegel-Marx, la séparation entre la méthode (matérialisme historique) et la conception du monde (matérialisme dialectique), la filiation Aristote-Galilée-Marx, l'idée de la scientificité universelle du modèle cognitif tiré des analyses de Marx - n'étaient pas faites pour pénétrer « sans douleur » dans la culture italienne et sa tradition néo-hégélienne ou gramscienne (alors qu'elles trouveront une oreille plus qu'attentive chez Althusser, par exemple). Et, de fait, c'est autour de Della Volpe qu'au début des années 60 va se développer l'un des débats théoriques les plus importants de l'après-guerre, auquel participeront toutes les figures de proue du marxisme italien.

Les marxismes

Ce débat fera également écho à des polémiques autres que celles provoquées par les théories de Della Volpe. On pourra citer, entre autres : les discussions sur Dewey, les échauffourées théorico-politiques auxquelles donne lieu la publication en 1957, par Giulio Preti, de *Praxis e empirismo* (Einaudi), où se trouve développée la possibilité d'intégration théorique du néopositivisme et du marxisme ; les véritables querelles suscitées par le pamphlet de Cesare Cases (*Marxismo e neopositivismo*), qui, dirigé contre Preti, et influencé par des courants venus de Lukács, d'Adorno ou de Horkheimer, visait aussi Gramsci, taxé de « subjectivisme », et Della Volpe, accusé d'amalgamer marxisme et pragmatisme anglo-saxon ; l'échange de lettres sur « le marxisme et Hegel » entre Lucio Colletti et Valentino Gerratana, à qui l'on devra plus tard l'importante édition critique des *Cahiers de prison* de Gramsci.

C'est dans ce climat assez tendu - propice à la recherche, comme le montreront les ouvrages de Giuseppe Vacca, Luciano Gruppi, Giuseppe Prestipino, Umberto Cerioni, Biagio De Giovanni, Nicola Badaloni... - que se déroula la grande « discussion entre philosophes marxistes » que l'hebdomadaire théorique du P.C.I., *Rinascita*, accueillait dans ses colonnes entre juin et novembre 1962. Mais ces discussions, sans pour autant abandonner le terrain philosophique, iront sans cesse en se « sur-politisant », et s'exerceront sur les problèmes concrets du capitalisme monopoliste, de l'usine, des alliances de classes, du procès de travail...

Symptomatique à cet égard est l'impact qu'avaient connu, d'une part les ouvrages d'un Renato Panzieri, (*Plus-value et planification*, Sur l'usage capitaliste des machines dans le néo-capitalisme...), d'Alberto Asor Rosa, de Mario Tronti (*Ouvriers et Capital*, Ch. Bourgeois Ed.) et de tout le courant « ouvrieriste » italien ; d'autre part des revues comme *Quaderni Piacentini*, *Classe e Stato*, *Quaderni Rossi*, *Classe operaia*... On trouve là le laboratoire des idées qui, radicalisées et fécondées par d'autres influences - dont Marcuse, - donneront vie au mouvement de contestation de 1968-1969, à l'« automne chaud » et à ses suites. La pensée philosophique y perdra peut-être en finesse et sera subordonnée au politique, voire aux mots d'ordre politiques - et l'on sait qu'une philosophie aux ordres, tôt ou tard, se meurt d'insanité ou se raidit dangereusement par indigestion de dogmes.

Aujourd'hui, la philosophie italienne semble se trouver dans une phase de « recomposition », succédant au désarroi provoqué par la « crise » des modes de pensée dominants et l'écroulement des mythes. Mais, si, en France, on a fait des gorges chaudes de la

italien

« crise du marxisme » par exemple, ou de la « mort des idéologies », pour ensuite se retirer sur ses terres ou s'enfermer dans une « désespérance » parfois risible, en Italie, on a assisté à un bourgeonnement tous azimuts de la réflexion philosophique, enfin débarrassée de l'esprit de système.

Une multitude d'axes de recherche se sont développés ces cinq dernières années, orientés parfois vers la philosophie française, notamment Foucault et Deleuze. Citons les développements qu'ont connus en Italie les théories de l'école de Budapest (Vajda, Bence, Kis, Markus) ou la « théorie des besoins » d'Agnès Heller, grâce notamment à la revue *Aut-Aut*, que dirige aujourd'hui Pier Aldo Rovatti, l'un des jeunes philosophes les plus au fait de la culture européenne. Mentionnons les discussions sur la neutralité de la science, le postmodernisme, les théories de Lakatos et Feysabendt, qui opposent, entre autres, Colletti et Ludovico Geymonat, le plus grand épistémologue italien, haute figure de la Résistance, auteur d'une œuvre considérable.

Postmoderne

Rappelons enfin le très intéressant et récent débat sur « les nouvelles formes de rationalité », qui a reçu un inhabituel écho auprès du « grand public » et semble attester la « prise de terrain » d'une nouvelle génération de philosophes, appelés peut-être à penser l'« après-Marx », à définir plutôt une pensée « postdialectique », et à bâtir du nouveau sur les ruines des modèles de la raison classique : Aldo Gargani, qui a dirigé le volume collectif *Crisi della ragione* (Einaudi), véritable best-seller et première pierre « postmoderne » lancée contre les « systèmes centrés » et les principes organisateurs des sciences et de la philosophie incapables aujourd'hui de saisir les « mécanismes de construction effectifs de notre savoir ». Massimo Cacciari, professeur à l'université de Venise, jeune député du P.C.I., le plus « austro-allemand » des philosophes italiens ; Gianni Vattimo, professeur d'esthétique à Turin, qui a essayé de définir une « ontologie du déclin », en apportant sans doute l'une des meilleures contributions à la connaissance critique, en Italie, de Nietzsche, de Heidegger et de Gadamer ; Salvatore Veca, qui voudrait appliquer à la philosophie le principe de « tout est bon » que Feysabendt applique à la recherche scientifique ; Franco Rella, qui, après avoir condamné les « métaphysiciens du négatif » — Lacan, Deleuze et Foucault, — fustige « le silence et la résignation » auxquels aboutissent les thuriferaires de Nietzsche et de Heidegger et, par référence à Freud et à Benjamin, leur préfère une « raison précaire » d'où pourrait sourdre le « bonheur ».

Gianni Vattimo a écrit dans *Aut-Aut* que les polémiques sur l'« irrationalisme » qui agitent la philosophie italienne étaient avant tout inspirées par « la peur que suscité le dépassement de l'hégémonie de la dimension politique ». Cela n'est probablement pas faux, même si cette « dimension politique » continue d'être l'axe de nombreuses recherches, de Norberto Bobbio à Antonio Negri, le leader de l'« autonomie », dont Feltrinelli vient de publier l'essai sur Spinoza écrit en prison : *L'anomalia selvaggia*. Mais on pourrait dire également que la production des dernières années marque une rupture avec les socles traditionnels de la philosophie italienne. Certes De Sanctis, Labriola, Gentile, Spirito, Croce ou Gramsci restent des points cardinaux. Mais les appareils de référence se modifient de plus en plus et les « notes de bas de page », véritables citations, renvoient aujourd'hui à des noms qui, il y a encore quelques années, n'avaient semblé marginaux, « snobs » ou même exotiques : Lakatos, Sohn-Rethel, Apel, Hofmannsthal, Dedekind, Hintikka, Windelband...

Eclectisme ? Propension trop forte à l'importation de concepts et de théories ? Ou plutôt naissance, sur les cendres de la vieille pensée moniste, d'une « philosophie voleuse et pillarde », comme l'a définie avec humour Salvatore Veca, une philosophie sans préjugés d'aucune sorte, qui ne demanderait plus aux théories : « D'où venez-vous ? », mais, plus simplement : « Êtes-vous aptes à faire avancer la connaissance ? ». Bref, une philosophie qui, aux effets d'opinion ou aux effets de manœuvres (comme c'est parfois le cas en France), préférerait les effets de savoir.



ROCK ET VARIETES

OCTOBRE : « Next Year in Asia »

Inutile de tergiverser, voilà le disque qui, après des années de tentatives dérisoires aussi désespérées que désespérantes, de promesses mille fois abandonnées en cours de route, marque enfin la maturité du rock français. Un disque beau, intelligent, pétillant, cher, qui explore, qui part en tout sens sans jamais se disperser ; un disque qui a du caractère, qui vit, bon sang, qui bouge et qui étonne par la richesse de son inspiration.

La musique colle à son époque, la traduit, fêta avec elle, n'est la trace ni au-devant, mais pile dans l'humeur du moment avec ses envolées lyriques, l'éloquence des interventions sur des rythmes qui, de temps à autres, empruntent au funk, sans ostentation, les mélodies nuancées, somptueuses, les constructions qui ouvrent les espaces pour mieux les agencer. Une musique qui a de l'ambition, en somme, celle d'investir des horizons nouveaux, de toucher des publics divers et, surtout, de franchir les frontières. Une création qui par sa vocation et son évocation vise l'aventure. D'ailleurs, d'entrée, le titre du disque, *Next Year in Asia*, « l'année prochaine en Asie », annonce la couleur d'un rock en vedouille prêt à renouer avec le mythe du globe-trotter. Et si vous pouvez imaginer ça, c'est le premier essai d'Octobre.

Transformé. Certes, ces musiciens de Rennes ne sont pas des inconnus puisque ce sont les anciens de Marquis de Sade. Remplacer Philippe Pascal, qui portait à lui seul l'image de ce groupe français de prestige, n'était pas chose aisée ; s'il ne possédait pas son envergure, Eric Lang lui succède de façon satisfaisante avec une voix qui a de l'ampleur, du coffre et un sens du drame qui s'adapte parfaitement aux échos de la musique, même s'il n'a pas encore su prendre suffisamment de distance vis-à-vis de ses influences (David Bowie, Bryan Ferry, Lou Reed).

Next Year in Asia inaugure la formule du mini 33 tours : six titres seulement (pour un prix de vente inférieur), mais six titres pleins, vigoureux, sans absence, desquels s'échappe une vision cohérente de ce que le rock français doit être aujourd'hui au sortir de l'adolescence : international, compétitif, ouvert au grand public, tout en conciliant les exigences d'une audience spécialisée. Une musique qui s'écoute, qui se chante et qui se danse. Frank Darcel, le leader et guitariste, l'a compris. Lorsque Octobre chante : « Il y a des jours où chaque regard est un suicide », bismarckement on souhaiterait que ces regards-là soient plus fréquents, car l'habitude veut que ceux du rock français soient désespérément vides. (Patrice Marconi, 724812).

BRIAN KNIGHT : « A Dark Horse » Pour les nostalgiques de l'« enecode » au début des années 60, Brian Knight a joué avec Brian Jones, Charlie Watts, Ian Stewart (Rolling Stones) dans des groupes dont les répertoires étaient constitués de classiques du blues. On n'a plus jamais entendu parler de lui par la suite. Entouré de vieilles gloires telles que Geoff Bradford, Peter Green, Dick Heckstall-Smith, Ian Stewart, Charlie Watts, on le découvre ici sur un disque de blues qui a dû lui procurer bien du plaisir en lui rappelant des souvenirs. Merci pour lui (Musidisc PUK 2803).

ELLI ET JACNO : « Oh là là » « Je t'ai vu, tu m'as plu... Oh là là », un texte adoucissant sur une rengaine pop entêtante mêlée d'électronisme, l'esprit des vécus est revisité sans nostalgie avec des ingrédients modernes et mis au goût du jour avec perspicacité par les spécialistes du genre. Fraîcheur du ton, mélodie acidulée, rythmes sautillants et synthétiseurs en gouquette, voilà une chanson joliment concoctée pour les postes T.S.F. (Celluloid, dir. Vogue, 335002).

LELO Ce garçon a du style, de la classe, un goût sûr, une présence magique, une voix élégante, mûre, singulière, étonnante, des références sophistiquées, voilà ce que l'on aurait pu dire, en ajoutant quelques superlatifs, de Lelo, si Bryan Ferry n'avait pas fait la même chose en mieux dix ans plus tôt. Dommage pour lui, tant mieux pour Bryan Ferry et pour nous (Musidisc, ACV 130030).

THE CHURCH Des mélodies sophistiquées sans enflure, des compositions concises qui vont à l'essentiel, une énergie diffuse, un sens de l'harmonie évident, une voix qui rappelle un peu celle de Ray Davies, on pense aux Kinks, le génie en moins mais avec le mérite de n'avoir pas encore viré au hard-rock (Carrère 67845).

ALAIN WAIS.

Une réinterprétation du requiem de Gilles

Voici un disque-témoin qui nous fait mesurer tout ce qu'apporte aux répertoires du passé l'actuelle école de réinterprétation à l'ancienne. C'est qu'à l'opposé du lourd décorum Louis-quatorzien qu'imposait la vieille et célèbre version Frémaux (parue chez Erato), Herreweghe avec l'appui de sa chorale gamoise, de l'admirable « Musica Antiqua » de Cologne et d'excellents solistes (dont Anne-Marie Rodde), insiste sur la dimension intérieure du chef-d'œuvre de Gilles, au gré d'une démarche d'une rare plasticité. Point de grandes orgues avec lui, mais une approche à genoux, si j'ose dire, où la prière devient affaire intime, frémissement du cœur de la première à la dernière note.

En fait, c'est tout le décor spirituel qui change ici avec le style, au point que l'auditeur à l'impression de découvrir une œuvre nouvelle. Allégeant et dégageant au maximum les sonorités (qu'il étreint avec une incroyable souplesse selon l'optique baroque), le jeune chef belge réussit un étonnant décapage, mais du dedans en quelque sorte, et nous fait entrer dans le mystère de cette musique de l'âme, intense et pudique comme il en est peu. Une version caractérisée par les ruptures et la discontinuité rythmique du discours, qui rend compte de la vision du mystique comme du rêve du poète. (Archiv, 2533.461).

ROGER TELLART.

Les Vêpres de Monteverdi par Malgoire

Ce que Malgoire retient des *Vêpres de la Sainte Vierge* de Monteverdi, c'est avant tout l'atmosphère festive, le mariage réussi de la liturgie et de la gloire baroque, avec comme trait dominant une volonté dramatique qui oblitère un brin l'élan de la prière. Et puis, à la longue, une impression plus gênante apparaît : le sentiment que le chef ne « tient » pas la distance, que sa ferveur s'enlise, passé le bel enthousiasme du début. Et la conclusion empruntée au *Magnificat* à 6 voix ne fait qu'accentuer cette baisse de régime.

Pourtant, pour la joie sonore qui en émane et pour la vitalité des rythmes dans ses bons moments (Sonate à huit *sopra sancta Maria*), il faut connaître l'album Malgoire, d'autant plus que les passages et motets solistes sont défendus par un plateau de virtuoses tout à fait remarquables, Paul Esswood, Nigel Rogers... ; chez les femmes, l'étonnant soprano de Nella Anuso réinvente littéralement les techniques de chant de l'Italie du dix-septième siècle et son incroyable agilité d'émission va de pair avec un total engagement expressif. Avec la Maîtrise de Notre-Dame, les Petits Chanteurs de

CLASSIQUE

Chailiot, la Grande Ecume et la Chambre du Roy, les Saquebottiers de Toulouse (2 d. CBS, 36.943).

R.T.

Rameau au piano

Poursuivant sa sympathique intégrale Rameau, Thérèse Dussault nous propose au piano l'adaptation pour clavier, que Jean-Philippe réalisa lui-même, de son opéra-ballet, les *Indes galantes*. Nous retrouvons les mêmes qualités de style et de poésie qui nous avaient séduits dès les premiers disques. Et la soliste sait entretenir l'illusion de la registration propre au clavecin, par le biais d'un jeu perlé qui fait la part de la fièvre rythmique (dans les danses) aussi bien que du bonheur modulant de l'écriture (chant d'Adario, RCA-FY, 096).

Il reste que ce piano raccé n'atteint pas à la caractérisation incroyable de la regrettable Marcelle Meyer qui, en comparaison, rendait l'instrument à sautereaux quasiment anecdotique. On vient heureusement de rééditer son magistral enregistrement de l'œuvre intégrale pour clavier de Rameau (2 d. EMI, 151-10.493/94).

R.T.

Brahms par Ginette Neveu

De la grande violoniste Ginette Neveu, disparue à l'âge de trente ans en 1949, dans l'accident d'avion des Açores qui coûta aussi la vie à son frère et accompagnateur Jean et au boxeur Marcel Cerdan, nous ne possédions que quelques enregistrements en studio, récemment réédités en coffret (4 d. EMI, RLS 739), parmi lesquels les concertos de Brahms et de Sibelius. Par miracle, on a retrouvé et restitué dans les meilleures conditions sonores la bande d'un concert public qui eut lieu à Hambourg le 3 mai 1948. A la tête de l'orchestre de la radio de cette ville, un des meilleurs chefs allemands, Hans Schmidt-Isserstedt.

Il faut absolument entendre Ginette Neveu dans cette autre version, plus précieuse en-

core que celle réalisée en studio, du *Concerto* de Brahms. On y admire bien davantage qu'une perfection technique à toute épreuve : l'essentiel est ce rayonnement de tous les instants qui permet à de rares interprétations de survivre vraiment (STIL, 0.305 S 48).

MARC VIGNAL.

Dances de Strauss

Avec sa chère philharmonie de Berlin, Herbert von Karajan, qui se divertit visiblement, mais en sachant toujours raison garder, apporte à la musique des frères Strauss (valse, polka, marches, ouvertures) les mêmes soins qu'il mettrait à enregistrer Wagner ou Mahler. Sans doute, les amoureux de ce répertoire pourront contester par endroits un climat qui, bon chic, bon genre, bon style, confine au maniérisme, et préférer les enregistrements historiques de Clemens Krauss et, plus près de nous, de Boskovsky, celui-ci — avec la complicité de la Philharmonie de Vienne et d'évidents clins d'œil à l'auditeur — est générateur d'une *stimmung* incomparable quant à la liberté des rythmes et la souplesse des phrases.

Reste la présence de Karajan, attentif à la plus modeste polka et une époustouffante « prise » digitale, avec des cordes d'un soyeux incroyable et des cuivres rutilants de mille feux. Karajan : 3 d — DG, 274.1003 ; douze valses de Strauss, par Boskovsky : 2 d — Decca, 593.021).

R. T.

Une Saison en enfer de Gilbert Amy

Around de larges extraits d'*Une Saison en enfer*, Gilbert Amy a tissé une œuvre musicale mixte, vocale, instrumentale et électro-acoustique souvent d'une grande beauté, dure et raffinée tour à tour. L'alternance de séquences trop « littéraires » ou trop « musicales », mériterait d'être condensée en un vaste développement dynamique plus intégré, plus explosif, à la Rimbault. Mais nombre de pages sont impressionnantes. (INA-GRM, Harmonia Mundi, AM 855.13).

JACQUES LONCHAMPT.

JAZZ

WYNTON MARSALIS :

« Wynton Marsalis » Disque très attendu, le premier sous son nom, du « wonder boy » de la trompette, découvert par Art Blakey et qui a fait à dix-neuf ans, l'été dernier, une entrée fulgurante sur la scène mondiale avec l'ancienne section rythmique de Miles Davis : Herbie Hancock, Ron Carter, Tony Williams, qu'on retrouve sur quatre des sept plages. On ne va pas faire le fin bouche : une telle maîtrise de l'instrument et du langage ne se manifeste guère, d'entrée de jeu, plus d'une fois tous les dix ans, même compte tenu de l'élévation générale des moyens techniques chez les musiciens de la nouvelle génération. Incontestablement, Wynton Marsalis joue mieux de la trompette que Miles Davis, Lee Morgan et Freddie Hubbard réunis, ses trois modèles les plus érudits.

Mais ce qui fait un musicien, c'est-à-dire une expérience de vie mûrie en art, lui manque manifestement, et ce n'est pas qu'une question d'âge. Il y a de l'arrogance à briller ainsi sur la musique des autres. On souhaite à ce jeune homme sérieux et ambitieux de tomber amoureux, follement, et pourquoi pas de sa musique. Cela dit, qui place nos exigences à la hauteur de son talent, on soulignera quand même l'impressionnante réussite de ce disque qui confirme le retour du jazz contemporain à la tradition. (C.B.S. 85 404.)

ALBERT MANGELSDORFF : « Albert live in Montreux ». La plus créatif des trombonistes vivants jouait récemment au club Jazz Unité, à la

Défense. On n'avait plus entendu Albert Mangelsdorff à Paris depuis longtemps (un concert en solo, à l'Arc, l'an dernier, était passé comme une étoile filante). Là, en trio trombone-basse-batterie, sa formule magique, ce fut éblouissant. Ceux qui l'ont manqué à cette trop rare occasion, avec Léon Francisci et Pierre Favre, ses compagnons suisses actuels, maîtres en puissance et en finesse, pourront se consoler avec ce disque, enregistré au festival de Montreux 1980. Mangelsdorff y joue avec notre fabuleux J.F. Jenny-Clark à la contrebasse et l'Américain Ronald Shannon Jackson, qui est en train d'inventer un nouveau style de batterie et fait grincer pas mal de dents.

Cette musique, déconcertante pour qui ne perçoit pas son humour, attirent des sommets d'invention devenus rares dans la fraction minoritaire du jazz d'aujourd'hui qui persiste à étendre le champ de la liberté. Avec sa technique unique d'utilisation des harmoniques et des cordes vocales qui transforme le trombone en instrument à plusieurs voix, Albert Mangelsdorff fait beaucoup plus que renouveler l'outil : il architecture le risque grâce à un sens infatigable de l'effet dramatique, qui est production attendue de l'imprévisible. Si le jazzman authentique est avant tout un improvisateur, c'est-à-dire un compositeur instantané, cet Allemand de cinquante-quatre ans est incontestablement un grand créateur du jazz contemporain. On ne le sait pas encore assez. (M.P.S. 15 572, distr. Harmonia Mundi).

MICHEL CONTAT.

VOUS CHERCHEZ UN PIANO ?

LOCATION DEPUIS 220 F/mois (région parisienne)

VENTE DEPUIS 270 F/mois (sans apport, ni caution)

LIVRAISON GRATUITE DANS TOUTE LA FRANCE

26 MARQUES REPRÉSENTÉES

Garantie jusqu'à dix ans

Ouvert du lundi au samedi : 9 h-19 h

DAUDÉ

75 RUE. AV. DE WAGRAM, 17° 227-80-34/763-34-17

Nouveautés



Rappel

mouvements perpétuels

RIMSKY-KORSAKOV : Le vol du bourdon

COUPERIN : Les barricades mystérieuses

STRAUSS : Perpetuum mobile...

Scottish Chamber Orchestra • R. LEPPARD 1 disque / 1 cassette

CHARPENTIER : Mors Saulis & Jonathae

In honorem sancti Ludovici Regis Galliae

Soli : Gents Madrigalkoor & Cantabile Gent

Musica Polyphonica • L. DEVOS 1 disque / 1 cassette

TOURNEMIRE : L'Orgue Mystique 6 offices

A. REBOULOT • B. FOCCROULLE • G. DELVALLÉE

P. SEGOND • B. HEINIGER

au Grand Orgue de la cathédrale Sainte-Croix d'Orléans

"Sous l'égide de la Communauté Radiophonique des Programmes de Langue Française"



CHRISTIANE POISSON

Retour au pays

par YVES FRÉMION

En tête de la fanfare, il y avait le boucher. C'était l'oncle du héros ; il était rouge éclatant de fierté et d'émotion. Il soufflait dans sa trompette comme jamais il ne l'avait fait. Les tambours battaient, martinaient. Les clarinettes piaillaient, faussement mais avec discrétion, et les cymbales tombaient rarement au bon moment. Mais là n'était pas l'important. L'essentiel était de faire le plus de bruit possible. Et un bruit joyeux.

Le maire avait ceint son écharpe tricolore qu'il arborait avec une certaine morgue sur son ventre de poussah. Autour de lui, les conseillers municipaux au grand complet, même le vieux Bartès, qui s'était levé de son lit de convalescence pour ne pas rater l'événement.

Sur le côté, la famille. La grand-mère, Marthe, sa fille Rose, son fils Benjamin et la dernière, Maryse, la mère du héros. Son époux, mousichou et timide, le bérêt entre ses mains nerveuses, dansant d'un pied sur l'autre dans son costume trop grand. Rose, elle, avait mis une robe gaie, dans les verts et les bruns. Elle était allée à la ville proche, M..., pour se faire faire une permanente. Elle ne paraissait pas ses cinquante-cinq ans.

Ses deux autres enfants - Marie, la burlesque du village, flanquée de son mari, Robert, un gros et gras presque chauve, et Maurice, le plus jeune, qui ne tenait plus en place - l'entouraient. Puis, les quelques cousins et collatéraux des villages environnants, qui avaient fait le déplacement.

La voiture ne devait plus tarder maintenant. Le train pour M... arrivait à 25. Il fallait une

demi-heure environ pour parvenir jusqu'ici. Des jeunes gens avaient été envoyés en éclaireurs à l'entrée du village, au village d'où l'on verrait pointer à l'horizon le véhicule noir.

Il était impossible de tenir les enfants tranquilles, ils étaient surexcités. Des claquages fusaient, des larmes ravaient les visages boudeurs, des mains frottaient vigoureusement les « habits-du-dimanche » empoissés par des jeux inadéquats.

Tout le village était là, tendu comme les banderoles parcourues de chatoyantes ampoules et agitées par la brise qui surmontait la scène. La fanfare ar- rêta sa répétition ultime. Au même moment, un gamin dévala la rue principale en criant. Une ribambelle le suivait, hurlant à tue-tête. La voiture officielle était en vue.

Comme une fourmilière écrasée d'un coup de pied, la place publique fut secouée d'une nervosité communicative. Chacun reprit sa place, quelques claquages tombèrent encore sur des joues et la fanfare se mit en place pour de bon.

Quelques secondes s'écoulèrent. Un bruit de moteur perça le silence et les drapeaux claquèrent au-dessus des têtes. Au coin de la rue, une énorme voiture noire, briquée comme un sou neuf, s'avancée avec lenteur et majesté. Le chef de la fanfare fit un geste grandiloquent et les instruments reprirent leur mas- saccade de la même marche mili- taire. Des mains remirent les cravates ou les chapeaux en place.

Le véhicule était dans le so- leil et personne ne distinguait rien à l'intérieur. Aux fenêtres, pavoisées, des villageois, les en-

fants d'abord, puis les femmes, se mirent à crier de joie et applaudir. Derrière la voiture, d'autres véhicules.

La première s'arrêta devant l'estrade dressée sur la place. Les autres en firent autant der- rière. Des chauffeurs descendirent en courant pour ouvrir les portes arrière. Au vu des pre- mières personnalités, des ap- plaudissements encore plus nourris s'élevèrent de tous côtés, tandis qu'une haie d'honneur se tailla spontanément jusqu'aux marches de l'estrade.

On reconnaissait, à leurs cos- tumes, les dignitaires de l'armée et le représentant du gouverne- ment. Et puis, il y avait le héros. Lui. Le fils du pays.

Sa maman en pleurait de joie. Son papa, gauche et consola- teur, en avait la gorge nouée. Le conseil municipal accueillit les visiteurs avec effusion. Tout ce petit monde remplissait l'es- trade, tandis que l'électricien du village testait les micros une dernière fois.

Les jeunes filles se battaient pour le voir, lui, bien net, et sa- voir si son aventure palpitante l'avait tant changé, s'il était bien celui qu'elles avaient toutes connu jeune homme, dans les bals, les cafés ou au Chapaka, l'unique boîte de nuit de M...

C'était bien lui, plus mûr, bronzé et vêtu avec classe. Il était en uniforme, coupé de fa- çon exemplaire comme si c'était un costume de star. C'en était

un d'ailleurs. La hiérarchie mili- taire avait soigné son appa- rence.

Tandis que chacun chuchotait ses premières impressions, le maire commença son dis- cours, après avoir exigé le si- lence.

Son débit maladroit, typique des élus ruraux, heurtait sur les mots, mélangeait les phrases, s'envolait quand il ne fallait pas, s'arrêtait au mauvais endroit. C'était à s'en boucher les oreilles.

Le thème du discours était d'une banalité à mourir. La fierté du village d'accueillir son fils préféré, celui qui valait tant de gloire à la bourgade, à sa fa- mille, à ses amis, à son pays, ce- lui qui avait libéré la nation de la menace ennemie, stoppé la guerre en vingt-quatre heures...

Les militaires étaient impas- sibles, les spectateurs écoutaient religieusement, le curé priait, les vieilles pleuraient, les jeunes filles avaient des frissons, le héros, lui, hochait la tête de temps en temps avec un sourire.

Le maire continuait son inter- minable hommage au héros lo- cal. Il racontait de pitoyables anecdotes, retraçait la brillante carrière militaire de l'intéressé, son entrée dans les Forces stra- tégiques aériennes. Puis, la voix brisée par la peur rétrospective, il évoqua la menace étrangère qui pénétrait sournoisement dans nos colonies pour y fomen-

ter le trouble. Enfin, la sage dé- cision du gouvernement, d'abord d'empêcher la guerre par tous les moyens, ensuite de choisir pour cette mission déli- cate des soldats qui soient des héros véritables. Parmi eux, un authentique enfant du terroir ; le plus célèbre de tous, car c'était lui qui avait appuyé sur le bouton et largué la bombe.

Le maire imaginait mainte- nant ce qu'il n'avait pas vu, mais que la presse de la capitale avait décrit en long et en large. Le cran qu'il fallait pour ne pas faiblir au dernier moment, la lé- gère pression du doigt après que le président ait déclenché de son côté tout le programme.

Puis cet instant où, tandis que la bombe salvatrice descend comme l'aigle de la liberté sur les points stratégiques de l'en- nemi, l'on ferme un instant les yeux en évoquant ses amis, son foyer, son pays.

Le héros, perdu dans ses pen- sées, devait revivre pour la mil- lième fois cette scène, légère- ment enjolivée à chaque discours. Le maire acheva, la voix cassée par l'émotion. Le conseil municipal se pressa vers le héros, lui serrant les mains.

ALORS il s'approcha du micro à son tour, se gratta la gorge. Les ap- plaudissements ne ces- saient pas ; il dut lever les mains pour ramener le silence. Sa voix était chaude, il se força même à reprendre parti- tiellement l'accent de sa jeunesse.

Tandis qu'il débitait les phrases apprises par cœur, rédi- gées par l'aide de camp du colo- nel qui le suivait partout, le lie-utenant (de fraîche date) laissait son regard courir sur la foule. Il

revoyait son enfance dans cet endroit sordide où il savait qu'il ne reviendrait jamais.

Sa famille, massée au pied du micro - il ne se rappelait même pas les noms de tous ses cou- sins... Le vieux Bartholomé, déjà gâteux dix ans plus tôt. Tous ces gens qui ne lui impor- taient plus guère. Ce village, au fond, était comme tous les au- tres endroits où il était passé. Tous ces discours, ces mani- festations identiques, il en avait as- sez. Mais il fallait assumer sa notoriété, comme le faisaient les cinq autres membres du com- mando. Et le lieutenant savait faire ça bien.

Les hommes s'adressaient à lui comme à un chef d'État. Les femmes étaient à ses pieds, et il aimait ça. Son œil les lorgnait une par une. Il en reconnaissait quelques-unes ; souvent, avec dégoût, il s'attardait sur celles qu'il avait connues de plus près dans son jeune temps : épousées, mères, engraisées, enlaidies, vieillies, sans aucune exception. Il préférait les jeunes, celles qui n'étaient que des gamines quand il était parti.

Il y en avait beaucoup, mais peu de regardables. D'un air conquérant, il les fixait quel- ques secondes, jouant mal les in- différents. Mais ça marchait. Quand leurs regards se croi- saient, il sentait vibrer leurs os, frémir leur peau, il les tenait déjà contre lui. Les conquérir serait facile, mais trouver un instant de libre pour les retrou- ver discrètement, ce serait en- core une galère !

Il finit vite, au milieu du brouhaha enthousiaste. L'es- trade se vida lentement. Les cafés se remplirent. Une nuée d'enfants et de jeunes filles en- tourait le lieutenant, un papier ou une photo découpée dans un journal à la main, pour des au- tographes. Encore une corvée, mais qui permettait une ap- proche plus serrée de son objectif féminin.

Puis, le héros fit comprendre aux officiels que ça suffisait, qu'il lui fallait se reposer. On le conduisit à sa résidence, l'uni- que hôtel du village, repeint et refait pour la circonstance ; le conseil municipal avait payé cher pour ça. Pour raison de sé- curité, pas question de le laisser héberger dans sa famille, avec ses gardes du corps et les offi- ciels. La foule, massée en bas de sa fenêtre, où il n'apparut pas, se défit lentement.

Les enfants jouaient comme si rien ne s'était passé. Les femmes étaient rentrées dans les logis ; le repas ne se ferait pas tout seul. Les hommes parlaient de tout ça et d'autre chose dans les bistrotis surpeuplés ; on avait même dévisé les bancs publics pour que tout le monde puisse trouver un siège.

Sur la place, l'estrade sem- blait un monument inachevé, abandonné, un chantier in- abouti. Là où tout le monde s'était pressé, il n'y avait plus personne, pas même un pépé ou- blié par sa famille. Le désert.

Un peu plus loin, dans un pays non limitrophe, d'autres re- tours au pays, pour d'autres échantillons d'êtres humains. Dans des cercueils plombés pour que les radiations ne pré- sentent pas de danger pour les survivants du désastre.

Les familles étaient au rendez-vous, avec les officiels et les discours poignants. Malgré l'horreur et le sang frais, le re- gard des soldats croisait avec complicité celui des jeunes filles.

Sur une route ombragée, une frêle tige de framboisier avait fait éclater le goudron et se dressait fièrement vers la lu- mière. La plante n'avait pas de bouche : c'est ce qui empêchait de voir son sourire...

(Né en 1947, Yves Frémion est l'auteur de romans, de nouvelles et d'anthologies de science-fiction. Il di- rige le journal du Syndicat des écri- vains de langue française *Écrivains*).

سكول زيجل